THE UNIVERSITY OF JORDAN
SERIALS DIVISION

2e cahier : SUPPLÉMENT EMPLOI

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – Nº 13874 **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1989

Les changements en Europe et les difficultés à l'Est

Une seule Allemagne ?

Longtemps, il a été de bon ton, en particulier en France, de considérer que le problème de la réunification de l'Allemagne relevait de la politique-fiction. Mais les plus belles certitudes n'ont qu'un temps. Ainsi en va-t-il de la division de l'Allemagne, que l'Union soviétique était censée garantir, sinon imposer, bien au-delà de l'an deux mille. Comment imaginer en effet que le vent de réforme et l'agitation qui bouleversent la plupart des pays socialistes épargnent indéfiniment l'Allemagne de l'Est, cet avant-poste du pacte de Varsovie, qui n'a d'autre raison d'exister que son allégeance à un marxisme pur et dur, partout ailleurs mis à mal ?

Les derniers événements semblent avoir accéléré le phénomène : écœurés par la grisaille et l'autoritarisme ambiant, ce sont près de cent mille citoyens de RDA qui l'ont quittée soit légalement, soit illégalement depuis le début de l'année. La libéralisation intervenue en Hongrie a encore grossi le mouvement, même s'il est bloqué momentanément par les désaccords entre dirigeants de Budapest, les plus conservateurs s'opposant encore à ce que leur territoire serve de sas aux candidats est-allemands à la citoyenneté ouest-allemande.

La plupart des nouveaux émigrants ne sont pas des dissidents politiques mais des médecins, des enseignants, des ouvriers qualifiés, la plupart du temps des jeunes, qui désespèrent de pouvoir vivre convenablement un jour du fruit de leur travail. A cent lieues d'un marxisme dont ils ont vérifié quotidiennement l'échec, ils ne se sentent qu'Allemands, et vont rejoindre une société allemande dont ils connaissent les qualités et les défauts.

On comprend que ce mouvement de fuite affole les dirigeants de Berlin-Est. Ils ont, en 1961, construit le mur pour cette même raison. Mais il faudrait le prolonger sur la frontière de pays frères, la Pologne et la Tchécoslovaquie. A peine peuvent-ils encore tenter d'intimider les Hongrois et de faire savoir aux réfugiés en puissance qu'il ne leur sera fait aucun mal s'ils regagnent la RDA. Leur seul espoir réside en fait à Moscou. Mais M. Erich Honecker n'y est plus en odeur de sainteté.

Pendant ce temps, les sondages font état en Allemagne de l'Ouest d'une nette augmentation des opinions favorables à la réunification. Le chancelier Kohl en sait quelque chose, lui qui a dû, à son corps défendant, s'opposer, au printemps dernier, aux Etats-Unis à propos des armes nucléaires à courte portée. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'un homme au franc-parler bien connu comme le général Vernon Walters, le nouvel ambassadeur américain à Bonn, ait mis dimanche dernier les pieds dans le plat, affirmant qu'il pensait que la réunification était proche. L'existence de deux Etats allemands n'est pas normale, a-t-il ajouté, rappelant que les Etats-Unis étaient favorables à la réunification, à condition qu'elle ait lieu pacifiquement et à travers des élections libres.

La sortie du général Walters n'a encore entraîné aucune réaction au Kremlin, où l'ordre européen issu de la seconde guerre mondiale a pourtant toujours été considéré comme sacro-saint.

(Lire le reportage de Luc Rosenzweig à Budapest page 6.)

M 0147 - 0906 0 - 4,50 F
3790147004500 09060

Azerbaïdjan : grève générale contre les Arméniens du Karabakh

Passé sous silence par les médias à Moscou, le mouvement de grève lancé lundi 4 septembre en Azerbaïdjan pourrait être annonciateur de nouvelles violences dans le Caucase. Largement suivi par les Azeris, qui ont créé un « Front populaire », il a pour but d'obtenir la confirmation du maintien de l'enclave arménienne du Haut-Karabakh sous autorité azerbaïdjanaise. Il s'agit là d'un problème supplémentaire pour M. Gorbatchev, dont la rentrée s'avère très difficile.

Difficile rentrée pour M. Gorbatchev

par Michel Tatu

Depuis bientôt trois ans qu'a commencé la perestroïka « *radicale* », on s'était habitué à de sombres rentrées politiques à Moscou. Dès 1987, après des vacances un peu longues, et à nouveau en 1988, après l'euphorie de la conférence du parti, M. Gorbatchev avait regagné son bureau du Kremlin dans un climat alourdi, marqué par toutes sortes de manœuvres de coulisses, retours de bâton et appels de diverses personnalités prêchant la remise au pas de la presse et des « *extrémistes* ».

A chaque fois, le secrétaire général avait repris l'initiative et relancé le train des réformes. On se souvient notamment du « Blitzkrieg » par lequel le numéro un, en remaniant le bureau politique et en modifiant le fonctionnement du secrétariat, avait, à la fin septembre 1988, sensiblement renforcé son autorité.

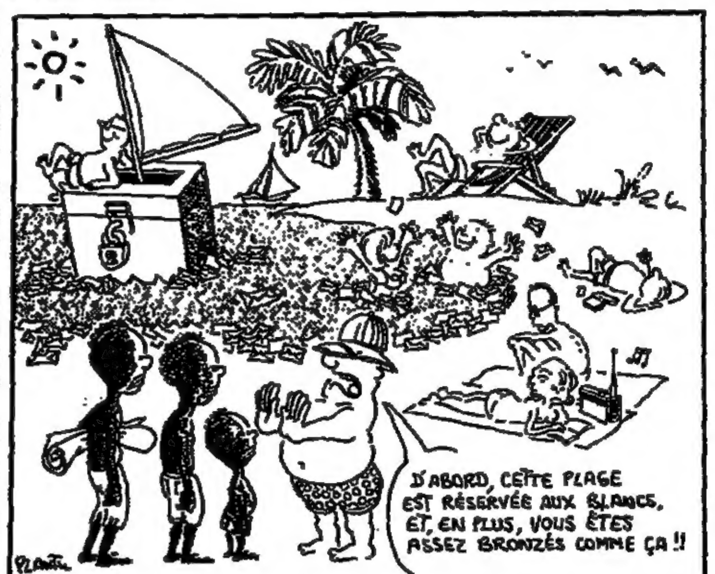
En ira-t-il de même cette fois-ci ? A nouveau, en tout cas, le climat est lourd. L'agitation dans les pays baltes et l'appel lancé le 26 août au nom du comité central servent de prétexte à une campagne de presse d'un style et d'une uniformité que l'on avait cru enterrés par la glasnost. Non seulement « *les choses sont allées trop loin* », comme il est dit – pour la première fois – dans la déclaration du parti, mais l'on retrouve le vocabulaire familier de la langue de bois pour dénoncer les nationalistes « *petits-bourgeois* », les « *forces antisoviétiques* » et « *antisocialistes* », sans oublier leurs « *instigateurs* » de l'étranger.

(Lire la suite page 5.)

Le parti du président De Klerk favori

Afrique du Sud : tension raciale pour les élections « blanches »

Les Sud-Africains blancs, indiens et métis sont appelés à élire, mercredi 6 septembre, trois Assemblées distinctes dans un climat de tension provoqué par une campagne de l'opposition anti-apartheid. Celle-ci, pour protester contre l'exclusion de la population noire de ces « élections blanches », a déclenché une grève générale de quarante-huit heures. La victoire du Parti national, au pouvoir depuis 1948, semble assurée même si sa majorité devrait être nettement réduite.



(Lire l'article de notre correspondant MICHEL BOLE-RICHARD page 3.)

M. Francis Bouygues démissionne
Son fils Martin lui succédera à la tête du groupe
PAGE 40

Brigades rouges : arrestations à Paris
Les terroristes italiens recréaient un comité exécutif
PAGE 40

Accord sur le groupe Victoire
Suez surenchérit sur son OPA et M. Vernes apporte ses titres
PAGE 38

Anniversaire au Togo
Vingt ans de parti unique
PAGE 4

« La Vie et rien d'autre »
Le nouveau film de Bertrand Tavernier
PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 40

Menaces sur la stabilité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Maquis à Bougainville

Fermée depuis le 15 mai, la grande mine de cuivre de Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, a rouvert ses portes, le mardi 5 septembre, sous la protection de l'armée. En effet, cette exploitation, vitale pour le pays, est menacée, depuis six mois, par de graves incidents. Le 27 août encore, deux femmes y ont été tuées par erreur et un rebelle séparatiste y a été abattu par des soldats.

SYDNEY
de notre correspondant dans le Pacifique sud

Il s'appelle Francis Ona et il est déjà une légende à lui seul. On lui prête une trentaine d'années. Son visage était inconnu jusqu'à ce qu'un cliché flou, publié récemment, le montre, le regard vissé au sol. Ses partisans ont le front ceint d'un bandeau rouge et arborent des tee-shirts frappés de quatre mots : « *La vallée des larmes* ». Généreusement équipés en explosifs et en armes automatiques, ils sont retranchés depuis six mois dans la jungle, échappant aux huit cents soldats lancés à leurs trousses. Ils se sont proclamés Armée révolutionnaire de Bougainville et mettent aujourd'hui en péril l'économie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et donc, à terme, la stabilité politique de ce jeune Etat indépendant depuis 1975.

On sait finalement bien peu de choses de ce mystérieux mouvement qui semble tenir tout à la fois du séparatisme insulaire et du millénarisme du « cargo cult », encore vivace dans cette région de l'Océanie. Francis Ona et ses hommes sont parvenus à plonger Bougainville – éloignée de 800 kilomètres de la Grande-Terre, où est située la capitale Port-Moresby – dans un état d'insurrection larvée. Trente personnes ont déjà trouvé la mort lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, qui saccagent et brûlent en représailles les habitations des villageois jugés complices.

FRÉDÉRIC BOBIN.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

La montée de la cocaïne

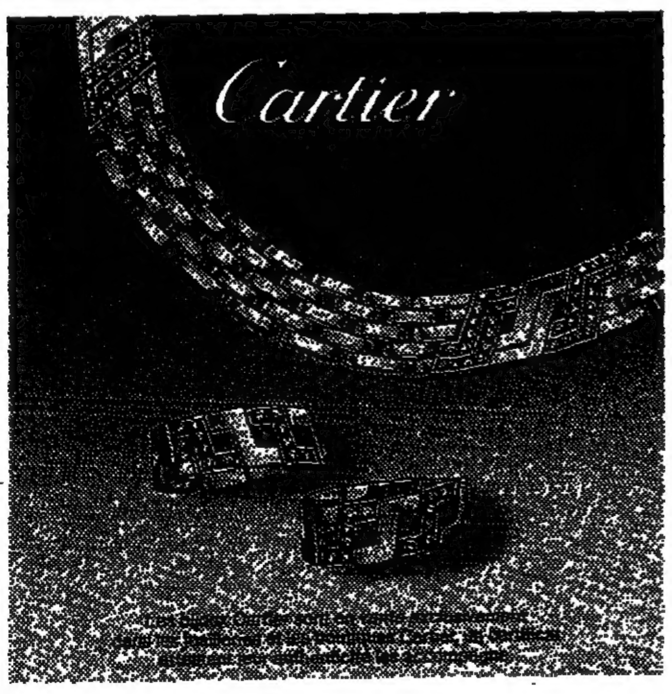
Alors qu'elle frappe de manière inquiétante les Etats-Unis, la consommation de cocaïne commence à prendre une certaine ampleur en France. Si les chiffres concernant le nombre d'interpellations et les volumes des saisies demeurent relativement peu élevés, les études qualitatives des spécialistes de la toxicomanie soulignent la réalité du phénomène. La France ne semble toutefois pas encore concernée par le « *crack* », une drogue qui fait de véritables ravages outre-Atlantique.

Au moment où l'Etat colombien entreprend, avec le soutien des Etats-Unis, de partir en guerre contre les trafiquants de cocaïne, la Suisse, après d'autres pays européens, étudie un projet de dépénalisation de la consommation de drogue.

Page 20

Lire également dans le supplément : « L'espace revisité » ; Un entretien avec Félix Guattari ; « Saga en mer ».

Pages 19 et 21



13, RUE DE LA PAIX, PARIS
42.61.58.56

La nouvelle politique de M. Jack Lang

Patrimoine, mon beau souci

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, devait donner, mardi 5 septembre, une conférence de presse pour annoncer la traditionnelle journée « Portes ouvertes » dans les monuments historiques du dimanche 17 septembre. Il trace également les perspectives de la politique du patrimoine pour 1990.

A quoi rêve Lang II ? A sa mairie de Blois, à un autre portefeuille, à une lointaine ambassade ? L'ardeur des premières années de son ministère semble un souvenir. La rumeur publique le taxe d'indifférence. Pourtant, si le clinquant et les paillettes ne sont plus au rendez-vous, un travail en profondeur se fait rue de Valois. Particulièrement dans le domaine du patrimoine, un peu négligé lors de son premier passage aux affaires. Une action qui suscitera vraisemblablement des polémiques car les engagements du prochain budget laisseront des traces profondes et il sera, sur bien des points, difficile de revenir en arrière.

Les chiffres feront sans doute l'unanimité : le budget consacré au patrimoine en 1990 (1 milliard 459 millions de francs d'investissement et 313 millions de frais de fonctionnement) progresse de 16 % contre 15 % l'année précédente, alors que la loi-programme que François Léotard avait fait voter prévoyait une augmentation de 7,5 % dans ce domaine.

Ce sont surtout les bâtiments civils qui profiteront de cette manne (+ 21 %) ainsi que le patrimoine mobilier (+ 30 %). Seront ainsi protégés les meubles de la duchesse de Berry, au château de Rosny-sur-Seine, comme les appareils de photo de Man Ray, toujours en place dans son atelier de la rue Férou, à Paris, mais aussi un microscope électronique à Châtillon-sur-Marne, une gabarre du port de La Rochelle ou un camion Berliet modèle 22 HP conservé à Lyon. Une nouvelle ligne budgétaire sera créée pour l'animation et la mise en valeur du patrimoine appartenant aux collectivités territoriales et aux propriétaires privés.

Les crédits seront multipliés pour meubler les édifices historiques – souvent vides – appartenant à l'État ou pour y insérer des œuvres contemporaines. En 1989, on a inauguré le pavage conçu par Dezeuze pour l'église Saint-Laurent du Puy-en-Velay. Soulages doit créer les vitraux de Sainte-Foy-de-Conques ; Rouan et Albérola, ceux de la cathédrale de Nevers.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 14.)

Débats

ENSEIGNEMENT

Il faut casser la pyramide

PAR LOUIS RAILLON (*)

ALAIN TOURAINE avait engagé le véritable débat sur l'école, en osant évoquer, comme il l'avait fait dans *le Monde* du 24 mars, deux thèmes importants : le rôle d'éducation de l'école, l'autonomie des établissements. Ce ne sont pas, assurément, des thèmes faciles, populaires, sujets à revendication. On peut même penser que les intéressés des deux camps, celui du ministère comme celui des enseignants, se sentent remis en question par ces thèmes gênants. Il faut donc que le vrai débat ait lieu sur la place publique. Ce qui n'est pas l'endroit le plus indiqué pour un débat de ce genre, qui demande étude, rigueur et continuité. Et la place publique est bien encombrée.

Raison de plus pour reprendre ces deux questions majeures.

Eduquer et instruire

Il est important d'abord de préciser les termes. Les chemins de l'éducation et de l'enseignement se croisent constamment, *mais leurs jalons sont si différents* qu'un enseignement prématuré et contraignant peut être nocif et avoir comme conséquence (on le constate, hélas !) l'échec scolaire, le désinvestissement, les conduites *de régression et d'opposition* (drogue, délinquance, etc.). Enseigner, c'est transmettre une discipline avec l'intention d'obtenir un résultat objectif : enseigner l'histoire, c'est arriver à ce que les étudiants puissent devenir des professeurs ; enseigner la médecine, c'est faire des médecins capables de soigner les malades.

L'objectif de l'enseignement est tout entier dans la science, ordonnée en une programmation précise dont la connaissance est vérifiée par l'examen auquel se soumettent des candidats volontaires. En revanche, éduquer, c'est créer un milieu tel que l'être en croissance puisse développer, de façon optimale, ses aptitudes physiques, sociales, affectives, intellectuelles. L'objectif de l'éducateur est centré sur le développement de l'enfant. Eduquer, ce n'est donc pas former l'enfant aux « bonnes manières » ; ce n'est pas non plus diluer l'enseignement, comme on a prétendu le faire, dans le désordre mental qui a suivi 1968, avec les activités dites « d'éveil ». C'est permettre aux enfants que l'on réunit à l'école de développer ensemble leur vie intense de découvertes, de la réguler avec celle des autres.

Cet apprentissage de la vie sociale et intellectuelle est long ; il demande beaucoup de compétence à l'adulte éducateur ; il permet à l'enfant de mieux se comprendre et s'exprimer lui-même en apprenant à communiquer avec les autres, par la parole et par l'écrit.

L'enfant, nous ont montré les psychologues comme Wallon, comme Piaget, est un être qui se construit ; l'école des enfants ne peut être qu'un lieu de vie où on l'aide à se construire plus avant. Il ne s'agit pas d'une vision théorique : depuis le début du siècle, des chercheurs ont suffisamment expérimenté cette manière de procéder. Il ne s'agit donc nullement de tirer un chèque en blanc sur l'avenir. Les enfants à qui l'on permet d'édifier ainsi leur personne et leur savoir font preuve non seulement d'un bon équilibre personnel (1), mais se révèlent capables d'utiliser librement les outils nécessaires de l'écriture, de la lecture, du calcul, de l'observation, de la documentation, du travail en groupe...

L'éducation et l'enseignement relèvent de deux pédagogies très différentes (2). Une réforme soucieuse d'efficacité s'appliquerait à les distinguer ; elle assignerait aux écoles une mission d'éducation, elle confirmerait les lycées dans leur mission d'enseignement conduisant aux différentes séries du baccalauréat et des brevets professionnels. Entre ces deux étapes, les collèges reçoivent les adolescents, êtres en devenir. C'est dire qu'en leur sein les deux pédagogies doivent coexister, se rencontrer et construire des formules originales. On le voit, les établissements de la scolarité obligatoire, écoles et collèges, doivent pratiquer une pédagogie d'éducation. Or celle-ci suppose non seulement une révolution dans les mentalités, dans la formation initiale et continuée des personnels, mais une mutation d'ordre administratif.

Autonomie et décentralisation

En effet, la pédagogie éducative requiert une adaptation aux enfants, aux adolescents ; mais l'on ne saurait parler d'adaptation aux enfants sans travailler avec le milieu dans lequel (grâce auquel) ils se développent (3). Sans doute y a-t-il des lois du développement, des pratiques issues de l'expérimentation, mais, fort de ces connaissances, l'éducateur est plus un clinicien qu'un enseignant. Il doit non seulement pouvoir prendre des initiatives pédagogiques dans sa classe (ce que peut théoriquement (!) tout enseignant), mais coordonner son action avec *celle de ses collègues* et avec celle des éducateurs du milieu local et régional. Une telle pédagogie suppose non pas une « certaine autonomie » des établissements (école, collège), mais *une effective décentralisation*.

Dans tous les pays du monde, les institutions scolaires dépendent des autorités locales. La laïcisation de l'école, dans la France des années 1880, ne pouvait se *faire*, après *toutes les restaurations* du dix-neuvième siècle, qu'au prix d'une organisation centralisée. Les temps ont changé. Mais nous avons hérité d'un enseignement organisé comme un ordre *religieux* ou *comme ces* armées civiles que sont les postes ou les chemins de fer.

Une pédagogie d'éducation, c'est-à-dire d'adaptation au terrain, est contradictoire avec la centralisation. Mais l'organisation pyramidale actuelle ne sert aucune pédagogie ; elle est si énorme qu'elle consacre toutes ses énergies non pas à servir ses objectifs, mais à se tenir debout. Parvenir à désigner un enseignant pour chaque classe, à chaque rentrée annuelle, constitue un véritable exploit, préparé des mois à l'avance et célébré par des déclarations et des conférences de presse.

Il est significatif, d'ailleurs, qu'aux échelons les plus importants de sa hiérarchie on fasse appel, depuis longtemps, non à des spécialistes des sciences de l'éducation, mais à des conseillers à la Cour des comptes ou à des énarques férus d'administration. Les inspecteurs généraux cultivent leur discipline d'enseignement. Les recteurs sont des super-préfets sans conseils régionaux. La hiérarchie pèse sur tout le corps enseignant, dont elle cultive l'individualisme, de connivence avec les syndicats qui siègent dans les *commissions paritaires*. La contrainte sociale est telle que les jeunes qui voudraient prendre des initiatives pédagogiques craignent de se singulariser.

Il faut casser la pyramide. Permettre aux enseignants de retrouver leur responsabilité pédagogique et les aider à la cultiver. Beaucoup souffrent de voir leur école laisser se perpétuer des échecs. Ils doivent pouvoir émettre des projets, se grouper si nécessaire pour prendre les mesures qui s'imposent, constituer des écoles-pilotes, en ayant auprès d'eux une autorité fonctionnelle soucieuse de réussite, et non des supérieurs coincés, timorés, soucieux de « se couvrir ». Ils doivent pouvoir, en libres citoyens de la ville ou du district, trouver des alliés auprès des associations familiales, des groupements économiques, des services culturels, des groupes les plus divers qui composent la cité.

Il n'est que temps d'appliquer la loi Defferre à l'éducation nationale. La *décentralisation* entraînera une dynamique qui permettra aux forces latentes de se libérer et de travailler d'une façon beaucoup plus efficace. Les enseignants retrouveront, en quelques *années, l'estime de la population* qu'ils regrettent d'avoir perdue. Sans cette réforme préalable à toute autre, l'objectif flatteur du baccalauréat pour 80 % des élèves ne sera jamais atteint et rejoindra, *dans les oubliettes de la pyramide*, les équipements audiovisuels, les mathématiques modernes, les ordinateurs et autres tentatives de réforme que, régulièrement, l'éducation nationale *rejette en silence après avoir* semblé les adopter.

(*) Chercheur en éducation.

(1) Cela était souligné, dès 1967, par Françoise Dolto, dans son importante préface à *Vers la pédagogie institutionnelle*, de Fernand Oury (Maspero).

(2) Pour plus de développements, je me permets de renvoyer à mon étude, *l'Enseignement ou la Contre-éducation*, PUF, 1984.

(3) A qui trouverait cette affirmation un peu forte, je renvoie à Paul Durning, *Education familiale, un panorama des recherches internationales* (Vigneux, 1988).

ARMÉE

Gendarmes oubliés

par ANNE et PIERRE ROUANET (*)

POUR éclairer ou attiser les états d'âme de la gen*darmerie, on met en* avant le massacre de quatre gendarmes en Nouvelle-Calédonie, l'an dernier, et le désarroi qu'a causé dans les casernes, paraît-il, l'amnistie des meurtriers.

Un tel drame n'est hélas pas sans précédent ; notamment, il cède beaucoup, en ampleur comme en horreur, à celui du 24 janvier 1960 à Alger.

Ce jour-là, sur l'esplanade du Forum, vingt gendarmes, qui prenaient leur service l'arme à la bretelle, ont été assassinés comme au tir forain sous le regard indifférent du service d'ordre parachutiste. A ce signal sanglant débuta la Semaine des barricades.

∴

A la différence de leurs successeurs d'Ouvéa, les assassins de gendarmes d'Alger ne cherchaient pas à excuser leur violence par des nécessités de révolte séparatiste. Leur crime était présenté comme la manifestation chevaleresque de leur dévouement à la France et à son *armée. Les militaires de* l'époque s'en satisfirent immédiatement.

Ministres, majorité, opposition, tous firent silence cinq jours durant, jusqu'à ce que le général de Gaulle (qui n'avait pas voulu avancer la date de son allocution afin de ne pas céder aux pressions) rompe l'impudeur et honore la *mémoire « des bons soldats »* tombés au service de la République. Il est resté le seul ; à ses trois mots s'est limitée à jamais l'oraison nationale. On n'a même pas révélé combien de gendarmes blessés dans l'affaire ont ensuite succombé dans les hôpitaux militaires.

Enfermés théâtralement dans le « réduit des facultés » les meurtriers n'eurent pas à attendre une amnistie ou une grâce : les *parachutistes de l'armée* française, loin de témoigner de la même impatience d'en découdre que l'an dernier, rendirent publiquement les honneurs chez eux.

Le jeune M. Chirac, qui devait se trouver alors en Algérie et qui était rompu de longue date à la diffusion des manifestes, ne pensa pas à se demander, cette année-là, si les criminels *« méritaient encore le nom d'hommes »*. M. Le Pen (qui était déjà un vieux rhéteur parlementaire) n'eut pas davantage l'inspiration de crier vengeance au nom des gendarmes massacrés par leurs compatriotes. A la différence de l'an passé, aucun ministre ne mentionna l'urgence de *« restaurer l'honneur »*.

Aucune veuve d'aucun gendarme assassiné en 1960 n'a été menée à la télévision pour y décrire son malheur.

(*) Journalistes et écrivains.

Au courrier du Monde

CONFUSION

Eloge de la catégorie B

Dans *le Monde* du 29 août, Jean-Yves Lhomeau écrit : « *La revalorisation (...) des métiers de la fonction publique, singulièrement des fonctionnaires de catégorie B, où, en cette période de chômage, se multiplient les emplois occupés par des salariés surqualifiés, bardés de diplômes sans commune mesure avec le travail effectué.* »

Ces propos appellent plusieurs observations. La globalisation de la catégorie B révèle une méconnaissance du problème, surtout lorsque, par la suite, il est fait état de l'amoncellement de diplômes. Les fonctionnaires appartenant à la catégorie B vont, ce n'est qu'un exemple, du secrétaire administratif (bac) à l'assistant de service social (bac + 3) ou à la puéricultrice (bac + 4).

Affirmer que dans cette catégorie se multiplient les emplois « *occupés par des salariés surqualifiés* » prête à confusion. Que signifie « surqualifiés » ? M. Lhomeau veut, peut-être, dire que ces emplois sont tenus par des personnes « surdiplômées ». Ce n'est pas du tout la même chose. Accoler abondance de diplômes et qualification est une horrible confusion.

Nous avons tous des agents « bardés de diplômes » que nous préférerions voir ailleurs ! Réussir aux concours, réussir aux examens, ne peut être un label, encore moins une garantie pour démêler un dossier administratif bien embrouillé. Pitié, ne mélangeons pas. J'ose croire d'ailleurs que c'est vrai pour le métier de journaliste...

Dernière observation. M. Lhomeau précise qu'il s'agit de « *salariés surqualifiés, dans des emplois sans commune mesure avec le travail effectué* ». Pourquoi ce mépris *a priori* pour les emplois de catégorie B ? Mais M. Lhomeau oublie qu'un emploi B, c'est analyser les budgets d'associations ou d'organismes très importants. C'est débrouiller des problèmes juridiques complexes de gestion de personnels. C'est établir des propositions, des rapports, qui donneront lieu à engagements financiers non négligeables. C'est diriger des équipes de fonctionnaires de catégorie C.

JEAN REYNAUD
(Paris.)

SERVICE

Revendications et frustrations

Voici que, après bien d'autres catégories de fonctionnaires, les gendarmes se lancent dans la revendication. Bas salaires, horaires et conditions de travail, hiérarchie et réglementation inadaptée, cette litanie ressemble beaucoup à ce que nous entendons dans d'autres corps de serviteurs de l'Etat.

Certes, nos amis gendarmes oublient de nous parler des nombreux avantages de leur fonction. Ils *confondent allègrement* heures de travail et heures de permanence, oublient de parler de leurs congés, de leur retraite, du rapport entre leur qualification à l'embauche et leur salaire, des nombreux avantages de la condition militaire, qui leur font tant d'envieux parmi les policiers.

Bref, on n'a pas vraiment envie de les plaindre, et je ne pense pas que leurs revendications puissent passer pour prioritaires, sauf à céder à des *motifs politiciens*.

Il est cependant révélateur de replacer ces manifestations dans leur contexte. Depuis plusieurs années, les sacrifices des salariés, et notamment ceux du service public, ont permis le redressement de l'économie. Diverses études, dont celle du CERC, ont bien mis en évidence les disparités entre la progression des revenus du capital, du commerce ou des libéraux et ceux des fonctionnaires.

Les conditions de travail se sont, elles aussi, considérablement aggravées. Les travailleurs du secteur public ont pour la plupart l'impression de « bâcler » leur mission, et les autorités ont trop tendance à négliger cette frustration du travail mal fait, *qui peut se ressentir à n'importe* quel échelon.

Enfin, les rapports hiérarchiques et l'autonomie de décision ne répondent plus au niveau culturel actuel et à la complexité des tâches ; une redéfinition générale des responsabilités *est inéluctable*.

Il faudra bien que le gouvernement ait le courage politique de prendre les orientations de redistribution économique et de réorganisation administrative qui s'imposent. Céder, au coup par coup, aux revendications *catégorielles* de ceux qui ont les meilleurs moyens de pression en entretenant une atmosphère de pourrissement des conflits est une stratégie payante à court terme pour le respect des « grands équilibres », mais catastrophique à moyen terme en ce qui concerne la *qualité du* travail des organismes publics et la base sociale du pouvoir.

PHILIPPE MANET
(Paris.)

Georges Mink

La force ou la raison

Histoire sociale et politique de la Pologne, 1980-1989

Le livre indispensable pour comprendre la situation en Pologne.

Dans ce livre érudit, mais rédigé d'une plume alerte, on saisit tous les événements que l'on avait vécus sans toujours les comprendre.

Le quotidien de Paris

Entre la théorie des jeux et les références poétiques et littéraires, la force d'une analyse géopolitique et la pertinence des références chronologique et bibliographique - la plus complète dont les polonologues puissent actuellement rêver - Georges Mink nous dote d'un passionnant essai d'"histoire immédiate".

Témoignage Chrétien

LA DÉCOUVERTE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

921 MON03

Le Monde PUBLICITE SA
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX

AFRIQUE DU SUD : les élections « blanches » du 6 septembre

Le Parti national semble assuré de conserver la majorité

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Depuis 1915, année de la première élection dans l'Union sud-africaine, seulement deux scrutins sur dix-huit ont abouti à un changement de gouvernement. Le dernier remonte à 1948. Il a vu l'accession au pouvoir du Parti national (PN) qui a dirigé le pays sans partage pendant quarante et un ans. A neuf reprises, au cours de cette période, cette formation a remporté les consultations électorales. Est-ce à dire que le parti des afrikaners est invincible et qu'une fois encore il va revenir au Parlement avec une confortable majorité ?

C'est probable, mais, pour la première fois dans l'histoire de ce mouvement, l'issue n'a jamais été si incertaine. Il s'agit, sans aucun doute, de la plus difficile bataille que le Parti national ait eu à livrer. Tous les pronostiqueurs estiment que *« les nats »* ont de très bonnes chances de conserver leur prédominance, mais que celle-ci sera réduite par rapport aux précédentes législatures et qu'ils perdront des sièges sur leur droite et sur leur gauche. Il suffit au PN de 84 députés pour conserver le contrôle de la chambre blanche (il en a actuellement 123). L'hypothèse selon laquelle il n'atteindra pas ce seuil semble désormais exclue après avoir été, pendant quelques semaines, au centre de la campagne.

M. Frederik De Klerk, président en exercice, a donc toutes les chances de succéder officiellement à M. Pieter Botha, le 14 septembre, à moins d'une surprise. Un homme qui incarne une nouvelle génération de nationalistes. *« Un nouveau leader, une nouvelle vision, une nouvelle action »*, comme le proclame la propagande électorale qui promet *« une grande et juste Afrique du Sud »* où *« le cercle vicieux de la stagnation et du conflit sera brisé »*.

A cinquante-trois ans, cet ancien avocat sera le premier chef de l'Etat dont le nom n'est pas associé à la mise en place du système de l'apartheid. C'est pour cette raison que le régime ne cesse de parler d'*« ère nouvelle »*.

Faut-il cependant faire confiance au représentant d'une organisation politique dont les actions passées ne plaident pas en faveur des réformes et dont le mouvement a conduit le pays où l'on sait, c'est-à-dire à l'exacerbation des tensions raciales et au déclin économique ? se demande l'opposition libérale. Faut-il donner une chance à l'homme qui, en 1985, a tenté de faire échouer l'abolition d'une loi interdisant la multiracialité des partis, qui a tenté d'imposer un quota aux universités sur le nombre d'étudiants noirs ; qui, en tant que ministre de l'éducation nationale, a refusé d'enregistrer des écoles religieuses multiraciales ?

Nouveau style

La presse sud-africaine s'est fait un malin plaisir de répertorier les déclarations passées du *« tombeur »* du président Botha qui trahissent, pratiquement toutes, une pensée conservatrice. Un style nouveau, certes : grand sourire et phrases bien enrobées derrière lesquels se cache un attachement à la notion de droits des groupes.

En dix-sept ans de vie parlementaire, M. De Klerk s'est vanté de n'avoir jamais utilisé le terme «apartheid». Mais il reste en faveur de la séparation dans l'habitat, les écoles et certains lieux publics. Il est un adepte de la division entre *« affaires propres »* (à chaque communauté) et *« affaires générales »* (pour toutes), qui permet à la minorité blanche de garder le contrôle. *« La différenciation n'a rien à voir avec l'apartheid »*, dit-il... *« Une prétendue société non raciale est une pure aberration. Cela ne peut exister dans un pays multiracial. »*

Le nouveau chef de l'Etat veut-il donc une bonne fois pour toutes débarrasser l'Afrique du Sud de l'apartheid, cet *« Albatros »*, comme l'appelle le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok ? *« Si nous ne le faisons pas*, ajoute-t-il, *il finira par nous crucifier tous. Il faut trouver quelque chose pour le remplacer. »* Mme Helen Suzman, ancien député libéral progressiste, qui abandonne la politique après trente-six ans de vie parlementaire, qualifie les promesses de M. De Klerk d'*« insignifiantes »*.

Cette dame respectée de tous estime que ce serait une erreur de donner une chance à celui qui n'a jamais laissé penser qu'il avait l'intention de supprimer les quatre piliers de la ségrégation toujours debout (la classification selon la race, l'habitat séparé, les lieux publics et la loi qui réserve 86 % des terres aux Blancs).

Bien malin, en effet, serait celui qui pourrait faire état d'engagements précis d'un homme qui manie à merveille l'art de la litote. M. De Klerk s'abrite derrière des formules générales dont il est impossible de savoir ce qu'elles recouvrent exactement. Il s'est, certes, déclaré en faveur d'une nouvelle Constitution, d'un partage du pouvoir – sans domination d'un groupe sur un autre – et du dialogue, mais jusqu'où est-il prêt à aller ?

« L'énigmatique M. De Klerk » refuse légitimement de donner des arguments à la droite et de s'enfermer dans un schéma. Il se contente simplement d'ouvrir sa porte, mais seulement aux *« gens raisonnables qui sont en faveur de solutions pacifiques »*. C'est ce qu'a toujours affirmé le Parti national. Il l'a réaffirmé dans son plan d'action de cinq ans.

Combien de temps cela prendra-t-il ? Cinq ans, sans doute, dix même si M. De Klerk espère que ces élections seront les dernières sans la participation de la majorité noire. Deviendra-t-il l'idéologue capable de sortir son pays du dilemme ? Pour le quotidien économique *Business Day*, il n'y a pas de doute possible : *« Il n'est pas l'homme qu'il faut pour s'attaquer aux problèmes raciaux et constitutionnels de manière à avoir une chance quelconque de résoudre le conflit. Il faut s'attendre à cinq autres années de manœuvres stériles pour inciter les dirigeants marginaux de la communauté noire à entamer le dialogue. »*

Un nouveau leurre donc, une autre façon de gagner du temps ? *« Le nouvel espoir »* des nationalistes représente, en réalité, leur dernière chance. L'ultime possibilité de sortir de la crise, et cela à condition qu'il ne perde pas de temps. L'état de grâce est déjà bien entamé.

« Le péril noir »

A l'exception du Parti conservateur qui prône un retour à l'apartheid pur et dur et propose la création d'un Etat séparé pour garantir la survie des Blancs, tout le monde est d'accord pour négocier. Telle est la question cruciale au centre du débat électoral, avec la situation économique. Négocier, mais avec qui et sur quoi ?

Il est indéniable que le Parti démocrate, partisan d'un système fédéral, a avancé les propositions les plus élaborées. Ce qui lui a valu d'être la cible privilégiée de la majorité.

Le Parti démocrate ne représente pas, à lui seul, un véritable danger électoral pour le pouvoir. Mais il peut séduire une masse d'indécis qui pensent qu'il est le plus apte à négocier. C'est pour cette raison que les membres du gouvernement ont tenté de le discréditer en affirmant que son programme ouvrait la voie à la domination de la majorité noire.

Tour à tour, ils ont utilisé *« le père fouettard »* du Mouvement démocratique de masse (MDM), qui a le soutien des libéraux, pour agiter l'épouvantail bien connu du *« swart gevaar »* (le péril noir). Une affiche nationaliste a dépeint le Parti démocrate comme celui de *« la capitulation »*, le Parti conservateur, comme celui de *« l'affrontement »* et le Parti national, comme celui de *« la négociation »*.

Si donc, comme il est probable, M. De Klerk gagne les élections, même avec une majorité moindre, il héritera – et c'est un euphémisme – d'une situation difficile. L'état des lieux n'est pas brillant. La contestation du régime va sortir renforcée de ce *« scrutin raciste »*. L'état d'urgence commence à faire eau. Les écoliers noirs sont au bord de la révolte. Il ne suffira plus au nouveau président de colmater les brèches. Il lui faudra très vite démontrer qu'il est l'homme de la situation.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) et le Conseil national africain des syndicats (NACTU), qui revendiquent plus d'un million d'adhérents, ont annoncé, lundi 4 septembre, que la grève nationale de mardi et de mercredi serait suivie d'un mois de boycottage des commerces tenus par les Blancs. D'autre part, la police sud-africaine a indiqué qu'un étudiant blanc est décédé, dimanche soir, dans un hôpital du Cap après avoir été attaqué à coups de pierres dans sa voiture. Il est la première victime blanche des manifestations anti-apartheid dans la province du Cap. De son côté, M. Frederik De Klerk, chef de l'Etat par intérim, a répété, au cours de sa dernière réunion avant les élections législatives de mercredi : *« L'apartheid doit disparaître, la discrimination doit être supprimée. Il n'y a pas d'autre choix. »*

763 candidats

5 600 000 électeurs sont appelés aux urnes : 3 170 000 Blancs pour les 166 sièges de la chambre de l'Assemblée, 1 775 000 métis pour les 80 sièges de la Chambre des représentants et 665 000 Indiens pour les 40 sièges de la Chambre des délégués. Au total, il y a 763 candidats pour les 286 sièges de députés de ces trois Assemblées. C'est la première fois, depuis la création des Chambres indienne et métisse, en septembre 1984, que les trois communautés votent ensemble.

Depuis le scrutin du 6 mai 1987, le Parti national détient 123 sièges, les conservateurs 22 et le Parti démocratique, 20. Un député est non inscrit. Le Parti démocratique a été créé en avril dernier. Il groupe les membres de l'ancien Parti fédéral progressiste (PFP), des dissidents du Parti national et des parlementaires indépendants. Les trois Assemblées sont élues pour cinq ans. Elles désignent un collège électoral de 88 membres (50 Blancs, 25 Métis et 13 Indiens) qui procède à l'élection du chef de l'Etat.

● **ANGOLA : rencontre entre les ministres des affaires étrangères congolais et sud-africain.** – Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, qui a rencontré, lundi 4 septembre, à Maputo au Mozambique son collègue angolais, M. Pedro de Castro Van Dunem, a demandé à l'Angola de respecter l'accord de paix de Gbadolite. Dans une déclaration publiée à Pretoria après la rencontre entre les deux ministres, M. Botha insiste sur la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu viable *« le plus tôt possible »*. – (AFP.)

● **MAROC : demande d'amnistie pour les détenus politiques.** – La commission de coordination entre l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH, progressiste) et la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (LMDDH, proche du parti d'opposition Istiqlal) a réclamé, lundi 4 septembre, *« l'abolition de la détention pour délit d'opinion »* au Maroc. Dans un communiqué publié à Rabat, la commission réitère, en outre, sa demande d'amnistie pour *« tous les détenus politiques »* et le retour des exilés dans leurs pays. – (AFP.)

Amériques

COLOMBIE : à la veille de l'annonce du plan américain

Les autorités attendent une nouvelle aide de Washington

Alors que de nouveaux renforts américains sont parvenus en Colombie – huit appareils d'observation et d'attaque ont été livrés lundi 4 septembre –, les autorités de Bogota attendaient le discours que devait prononcer le président Bush, mardi, pour annoncer les détails de son plan de lutte antidrogue. Le gouvernement colombien souhaite obtenir une vingtaine de millions de dollars, s'ajoutant à l'aide d'urgence de 65 millions de dollars récemment accordée par Washington. Pour l'heure les mesures de sécurité ont été renforcées dans la capitale. Les principaux bâtiments publics et les locaux des entreprises de presse sont gardés par des militaires en treillis. Le stationnement des véhicules est strictement contrôlé. Ces mesures font suite à la multiplication des attentats commanditées par les trafiquants.

Après l'attentat contre le quotidien *el Espectador*, où une charge explosive de 55 kilos avait été utilisée, d'autres ont suivi. A Itagui, une banlieue proche de Medellin, un homme déguisé en religieuse a déposé une bombe sous un paquet de journaux dans une rue commerçante. Cinq personnes ont été blessées lors de l'explosion. Dans l'aéroport international de cette même ville, un forcené, vêtu d'un uniforme militaire et armé d'un fusil à canon scié, a tiré dans la foule tuant un homme et en blessant une dizaine d'autres avant d'être lui-même abattu par les forces de l'ordre. Des attentats à la dynamite ont aussi pratiquement détruit deux agences bancaires du centre ville, et sérieusement endommagé l'immeuble d'un poste de police. – *(AFP, Reuter.)*

● **25 tonnes de haschich saisies dans l'Oregon.** – 25 tonnes de haschich provenant du Moyen-Orient, d'une valeur de 150 millions de dollars, ont été saisies à Portland (Oregon), à bord d'un bateau. C'est la prise la plus importante effectuée sur la côte Ouest des Etats-Unis. Les douanes ont également annoncé l'arrestation de sept personnes. – (AFP).

● **ETATS-UNIS : couvre-feu dans une station estivale de Virginie.** – Plusieurs centaines de gardes nationaux armés de fusils d'assaut et de matraques patrouillaient, lundi 4 septembre, dans les rues de Virginia-Beach (Virginie), pour faire respecter le couvre-feu instauré la nuit précédente à la suite des émeutes qui ont fait quatre blessés, dont deux par balles, durant le week-end. Des heurts avaient éclaté entre la police et les dizaines de milliers d'étudiants appartenant pour la plupart à des établissements scolaires à majorité noire de la côte Est) venus fêter, comme tous les ans, la rentrée. Au cours des affrontements, une centaine de magasins ont été pillés. – (AFP.)

Proche-Orient

IRAN

Echange de messages entre Téhéran et Washington

Téhéran (AFP.) – Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Mohammad Becharati, a reconnu que Téhéran avait reçu plusieurs messages de Washington, portant sur *« les relations bilatérales et la situation au Liban »*. Dans un entretien publié lundi 4 septembre par le quotidien *Teheran Times*, M. Becharati a indiqué que *« la plupart de ces lettres, dont la dernière a été reçue il y a vingt jours*, [nous] *sont parvenues par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse à Téhéran, ainsi que par d'autres pays, dont le Japon »*.

La Suisse représente les intérêts américains en Iran depuis la rupture des relations diplomatiques entre la République islamique et les Etats-Unis. La réponse iranienne s'est faite *« oralement, par l'intermédiaire de messagers, mais jamais sous forme de messages écrits »*, a encore dit M. Becharati qui a indiqué qu'*« aucune médiation n'est en cours pour une normalisation des relations »* entre les deux pays.

● **Le groupe Abou Nidal annonce l'exécution de quinze « espions ».** – Le Fatah Conseil révolutionnaire (Fatah-CR, d'Abou Nidal), a annoncé, lundi 4 septembre, à Beyrouth *« avoir exécuté quinze espions palestiniens à la solde des services de renseignements israéliens, américains, ouest-allemands, britanniques, jordaniens, égyptiens et irakiens »*. Dans une conférence de presse tenue à Beyrouth dans le camp de réfugiés de Mar-Elias, un responsable de cette formation proche de la Syrie et de la Libye, M. Younès Omrane, a indiqué que *« les espions ont été fusillés lundi à l'aube »*, sans préciser où. Parmi eux, a-t-il ajouté, se trouvait une femme, et certains étaient *« infiltrés dans nos rangs »*. – (AFP.)

Afrique

TOGO : le vingtième anniversaire de la création du parti unique

« Ce que vous faites est excellent, continuez »

Le général Eyadema, président du Togo, a commémoré le « discours historique » du 30 août 1969 annonçant la création du parti unique.

LOMÉ
de notre envoyé spécial

« Eyadema toujours ?

– Au pouvoir !

– Toujours, toujours et toujours ?

– Au pouvoir, au pouvoir, au pouvoir ! »

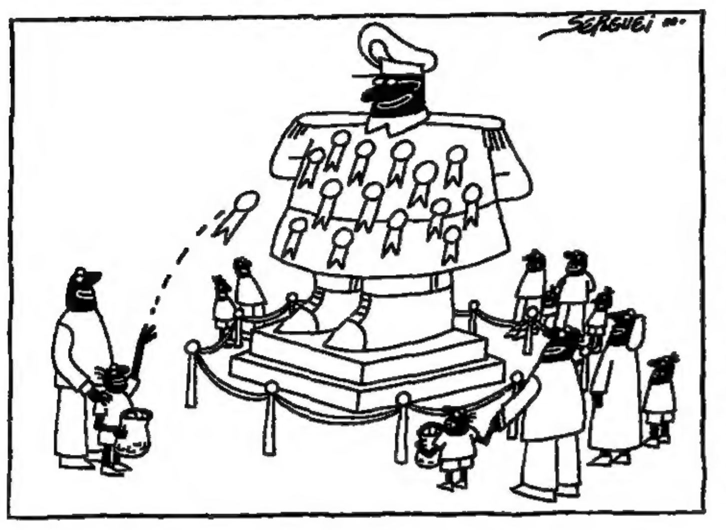
Le scénario est parfaitement au point. La foule, massée dans le stade de Kpalime, à 100 kilomètres de Lomé, accueille, avec une série de slogans, le général Gnassingbe Eyadema, président de la République du Togo. Ce dernier, il y a vingt ans, et dans le même stade, *prononçait un discours « historique »* jetant les bases du parti unique togolais.

Il faut dire qu'ici on aime particulièrement les anniversaires, qui semblent rythmer la vie du pays et célébrer l'union de ses quatre millions d'habitants avec son chef tout-puissant. Peut-être un jour *finira-t-on même par célébrer des « non-anniversaires »* juste pour le plaisir de la fête, comme le souhaitait Alice au pays des merveilles ! Si la commémoration du 27 avril 1960, date officielle de l'indépendance, est de plus en plus escamotée – le général Eyadema n'était pas encore président de la République, – les autres dates importantes sont toujours prétexte à d'imposantes manifestations, du 13 janvier (1967) – le général Eyadema prend le pouvoir – au 24 janvier (1974) – il sort miraculeusement indemne d'un accident d'avion – en passant par le 30 août – il prononce son appel historique – ou le 26 septembre (1986) – il échappe à un complot.

Expérience aidant, la mise en scène de ces anniversaires est particulièrement au point. Radio, journaux, *télévision, ont « chauffé »* la population depuis plusieurs jours sinon plusieurs semaines. Du corps diplomatique aux chefs traditionnels et aux dignitaires du parti, tout ce que le pays compte de personnalités se doit d'être là plusieurs heures à l'avance. Sur la pelouse du stade, des groupes formés à l'école nord-coréenne scandent des slogans à la gloire du chef de l'Etat. Lorsque celui-ci arrive *« dans la liesse populaire »*, le stade est debout. Le préfet de la *région prononce le discours de* bienvenue. *« Moment d'émotion et de jubilation... Humaniste avisé... La volonté de Dieu... »* Exorde : *« Ce que vous faites est excellent, continuez, continuez, continuez. »*

L'allocution du chef de l'Etat, lue sur un ton monocorde – le général n'est pas à proprement parler un orateur, – contraste par sa modération avec les dithyrambes précédents. Unité de la nation, libéralisme, démocratie, en sont les principaux thèmes. Le défilé qui suit durera plusieurs heures, rythmé par la musique de l'armée.

Nostalgie de sa jeunesse – le président était sous-officier dans l'armée française – et que ne trouble aucun complexe de colonisé, la plupart des airs tiennent davantage *du folklore français* que de l'authenticité africaine. Il est curieux de voir défiler les scouts togolais sur l'air de *C'est nous les*



Africains, et Les revendeurs de quincaillerie aux sons du *Petit Vin blanc* ! Car les représentants de toute *la région seront de la fête* : des musiciens aux vendeurs de billets de loterie, des apprentis coiffeurs aux vendeurs de pagnes, des joueurs de ballon aux infirmières.

Et toujours les mêmes slogans. A la gloire du général. Celui-ci présidera un banquet de plusieurs centaines de couverts. Si le caviar et le foie gras, annoncés *sur le* menu, n'ont pas été servis (austérité oblige ?), les chants n'ont pas cessé, avec toujours le même thème – « Bravo Gnassingbe ! » – sur des airs de reggae, de musique traditionnelle et même de rock and roll... L'hélicoptère présidentiel ramènera ensuite le général vers Lomé.

Un homme seul

La cérémonie sera, pendant plusieurs jours, retransmise, souvent intégralement, à la télévision, à la radio, et raconte dans les journaux. Sur la place du Marché le discours, désormais historique du chef de l'Etat, amplifié par un micro de fortune, rythmera les achats. Bref, le trop ici n'est jamais ennemi du bien quand il s'agit de célébrer la gloire du général Eyadema.

A tel point que cette exagération parviendrait même à ternir un bilan qui est, somme toute, satisfaisant. Comparé notamment à la plupart de ses voisins, le Togo fait figure, toute chose étant relative, de privilégié. La stabilité politique est indéniable puisque, avec le président Houphouët-Boigny, de Côte-d'Ivoire, et le maréchal Mobutu, du Zaïre, le général Eyadema fait partie du cercle restreint des chefs d'Etat africains francophones ayant *passé plus de vingt ans au pouvoir*. Non sans mal, certes. Ainsi le dernier complot, en date de septembre 1986, ne fut maîtrisé que grâce à une intervention des parachutistes français.

La répression, notamment dans les premières années, a été sévère. Aujourd'hui, il n'y a, selon la Croix-Rouge elle-même, plus aucun prisonnier politique au Togo et la *sécurité intérieure y est assurée de* manière plutôt débonnaire. Une commission nationale des droits de l'homme, présidée par un avocat, a été mise en place et le but, avoué du moins, du général Eyadema est de démocratiser davantage son régime. Seule ombre, et de taille, au tableau : cette stabilité politique repose *essentiellement sur les* épaules d'un homme. Qu'un nouveau complot réussisse, et...

L'activité diplomatique du chef de l'Etat, débordante, a souvent été couronnée de succès. Pour le général Eyadema, il s'agitd d'abord de *« ré-con-ci-lier »*. Réconciliation entre le Mali et le Burkina-Faso en 1974, le Gabon et le Bénin en 1979, la Côte-d'Ivoire et le Ghana en 1981, le Congo et le Zaïre en 1986, la Sierra Leone et le Liberia : Gnassingbe Eyadema est toujours présent. Les relations avec son voisin ghanéen restent pourtant difficiles. Si les frontières entres les deux pays ont été rouvertes en février 1987 – elles avaient été fermées après le complot de 1986, les Togolais accusant le Ghana d'avoir hébergé, voire formé les comploteurs, – on ne peut encore parler de lune de miel entre les deux frères ennemis.

Zone franche

Le Togo dépend encore beaucoup de la France, économiquement mais aussi militairement. Le conseiller militaire du chef de l'Etat est un Français, de même que le commandant de la marine et celui de l'aviation. Mais, depuis *quelques années*, le Togo est l'*objet* de beaucoup de sollicitude des Japonais, des Américains et des Occidentaux en général. Pour des raisons politiques d'abord – le général Eyadema a ainsi été l'un des instigateurs de la *« re-reconnaissance »* d'Israël par de nombreux pays africains. Mais surtout, le Togo pourrait devenir une des vitrines du libéralisme sur le continent noir, *« exemplaire »*, affirme le vice-président de la Banque mondiale.

Non seulement le Togo s'est lancé, dès 1982, dans une politique de diminution drastique des dépenses publiques, mais il a aussi lancé un vaste programme de privatisation des sociétés d'Etat. Les résultats sont mitigés : certes le Togo a atteint l'autosuffisance alimentaire, sa croissance est satisfaisante, ses finances publiques en ordre et la corruption moins répandue qu'ailleurs. Mais la dette extérieure reste importante et, surtout, *la politique de dégraissage des* entreprises publiques a entraîné un chômage qui devient de plus en plus inquiétant.

Le remède miracle semble avoir été trouvé par l'annonce de la création d'une zone franche destinée à accueillir les entreprises étrangères. Celles-ci, à condition notamment qu'elles exportent 80 % de leur production, bénéficieraient notamment d'une exemption fiscale pendant dix ans. Soutenu par l'Agence américaine d'aide au développement, le projet pourrait être opérationnel dans un ou deux ans ; il suscite les espoirs les plus fous.

Ne parle-t-on pas de la création possible de 100 000 emplois ? En se fondant sur l'exemple de l'île Maurice, où la zone franche a été un succès indéniable, mais en oubliant peut-être l'échec total d'une expérience similaire à Dakar. Certains responsables togolais souhaiteraient que cette zone puisse aussi accueillir des sociétés de services, des banques, des assurances, qui pourraient transformer le pays en paradis fiscal. Le Togo deviendrait ainsi le « Monaco de l'Afrique ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Diplomatie

En marge du sommet des non-alignés

M. Perez de Cuellar reprend sa médiation entre l'Irak et l'Iran

Ouvert lundi 4 septembre à Belgrade, le sommet des non-alignés a permis à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de relancer ses discussions avec l'Iran et l'Irak pour parvenir à un règlement de la guerre du Golfe. *« Les discussions ont été très utiles*, a dit M. Perez de Cuellar à l'issue d'un entretien d'une heure, lundi soir, avec M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères. *Nous sommes en train tous les deux de travailler à l'application de la résolution 598 »* du conseil de sécurité de l'ONU. Le secrétaire général devait rencontrer mardi soir le ministre irakien des affaires étrangères.

La première journée du sommet avait été marquée par un discours de M. Yaser Arafat, qui s'exprimait pour la première fois dans cette enceinte en tant que président de « l'Etat de Palestine ». Le chef de l'OLP a notamment dénoncé *« la guerre sanglante et destructrice »* du Liban, ajoutant : *« Toutes les parties impliquées dans cette catastrophe doivent s'en retirer et cesser leur agression contre le peuple libanais frère et contre les réfugiés palestiniens au Liban et au sud de ce pays. »* De son côté, le roi Hussein de Jordanie a appelé le mouvement des non-alignés à mettre *« tout son poids moral et politique »* au service des efforts du comité tripartite arabe afin de sauver le Liban *« de la destruction et de l'oubli »*.

Le chef de l'Etat yougoslave, M. Janez Drnovsek, nouveau président pour trois ans des 102 Etats membres du mouvement des non-alignés, avait ouvert le sommet lundi matin en appelant à la tenue d'un nouveau sommet Nord-Sud. Un appel en ce sens avait été lancé – sans succès – en juillet dernier, lors du sommet de Paris des sept pays industrialisés, par quatre membres du mouvement : l'Egypte, l'Inde, le Sénégal et le Venezuela.

Commentant à Moscou l'ouverture de ce sommet, un responsable du ministère soviétique des affaires étrangères a déclaré, lundi, que l'ancienne thèse brejnévienne qui considérait le mouvement des non-alignés comme un *« allié naturel »* de l'URSS *« n'a plus cours »*. Dans le cadre de la *« certaine désidéologisation »* intervenue, a-t-il ajouté, l'URSS *« reconnaît le mouvement en tant que facteur global indépendant »* et *« ne l'envisage pas à travers le prisme des différends idéologiques entre l'Est et l'Ouest »*. M. Bush avait adressé, pour sa part, à Belgrade un message indiquant qu'il se réjouirait de tout *« projet réaliste et concret »* susceptible de fournir une base à la coopération future. – *(AFP, Tass.)*

Dans « le Monde diplomatique » de septembre

Au secours des économies de l'Est

Le gouvernement polonais se donne un an pour réussir et demande une aide accrue de l'Occident. La Hongrie et *l'URSS le sollicitent de façon* non moins pressante... Mais l'Occident redoute les nouvelles incertitudes qu'entraînent les rapides bouleversements politiques à l'Est. Dans *le Monde diplomatique* de septembre, Bernard Cassen mesure les implications de l'effort demandé à la CEE pour secourir la Pologne et la Hongrie et les conséquences pour l'avenir de la construction européenne. Marie Lavigne explique les enjeux du débat, aux Etats-Unis, sur l'opportunité de miser sur le marché soviétique. Ignacio Ramonet traite, lui, à la lumière de l'exemple cubain, de ces révolutions figées qui tiennent à l'écart du renouvellement de larges fractions de leurs peuples.

« Une vie à contre-courant » : ainsi Claude Julien résume-t-il l'œuvre de Hubert Beuve-Méry, l'homme qui sut concevoir pour la presse une *« éthique cohérente »* : les vibrants hommages rendus le mois dernier au fondateur du *Monde* feront-ils oublier qu'il ne fut point entendu ?

Dans ce même numéro, Florence Beaugé décrit la misère et le racisme à Washington, capitale triomphante des Etats-Unis. Yves Dezalay montre comment les appétits des hommes *d'affaires encouragent le* développement des services juridiques en Europe. Armand Petitjean propose, pour maîtriser l'avenir de la planète, un contrat entre l'homme et la nature, tandis que, constate Arthur Riedacker, les politiques de l'énergie sont dans l'impasse.

Autres thèmes : le regain des interventions étrangères au Liban ; l'agriculture maghrébine en état d'urgence ; les effets de l'ajustement structurel en Afrique ; l'échange dette-nature, comme solution combinée des problèmes de la dette et de l'environnement ; le nouveau pillage de l'art nègre ; le roman de la résistance à l'apartheid en Afrique du Sud... Enfin, le neurobiologiste Henri Korn amorce une réflexion sur la psychanalyse *« à la recherche de l'universalité »*.

Océanie

Menaces sur la stabilité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Maquis à Bougainville

(Suite de la première page.)

Une centaine d'interpellations ont été effectuées sous le régime de l'*état d'urgence* ; des villages entiers ont été évacués.

Comme il est de règle en Océanie, où les liens entre l'homme et *la terre touchent au sacré*, c'est un conflit foncier qui a mis le feu aux poudres. Le litige porte sur les compensations financières réclamées par les clans propriétaires terriens à la Bougainville Copper Limited (BCL) – société contrôlée par une compagnie australienne, – qui exploite un gisement de cuivre classé parmi les plus riches au monde. Dès l'ouverture de la mine en 1968, BCL avait pourtant négocié un accord, devenu un classique du genre dans la profession, aux termes duquel des royalties étaient versées à une association des propriétaires coutumiers.

Mais avec le temps les termes du contrat ont été ouvertement contestés par la nouvelle génération, qui reprochait notamment à ses aînés de détourner l'argent distribué à leur profit. Lors de la renégociation de l'accord, fin 1988, Francis Ona – jeune propriétaire lui-même et conducteur d'engins lourds sur le site – créa sa propre association et fit monter les enchères, arguant des ravages écologiques causés par l'exploitation. La somme réclamée – 14 milliards de dollars australiens (70 milliards de francs), soit dix-huit fois la valeur de la société – fut évidemment refusée par BCL. Francis Ona et sa centaine de partisans disparurent alors *dans la nature* après avoir pris soin de voler des stocks considérables d'explosifs utilisés sur les mines. Quelques jours après, les premiers pylones électriques étaient plastiqués et des bâtiments de BCL incendiés. Bougainville venait d'entrer en dissidence.

Car l'engrenage des incidents a eu vite fait de réveiller un séparatisme latent. En revendiquant aujourd'hui la sécession de l'île, l'Armée révolutionnaire de Bougainville ne fait que renouer avec une longue tradition de régionalisme ombrageux. Scénario classique : le hasard de l'histoire coloniale l'ayant rattaché à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Bougainville se sent en fait culturellement beaucoup plus proche de l'archipel voisin des Salomon.

L'inquiétude de l'Australie

Déjà, en 1975, à la veille de l'indépendance, des séparatistes avaient hissé le drapeau de la « République des Salomon du Nord ». Mais le jeune Etat papou était parvenu à apaiser les esprits en concédant une large décentralisation.

C'est que, pour Port-Moresby, la perte de Bougainville prendrait des allures de catastrophe. L'île est devenue un véritable poumon économique. Le cuivre extrait par BCL – premier employeur privé du pays – fournit 40 % des exportations et induit des recettes fiscales représentant 20 % du budget. C'est dire l'empressement du premier ministre, M. Rabbie Namaliu – qui avait pourtant fait preuve d'une modération initiale – à en finir avec la rébellion.

Cette *nuée d'orage sur la* Papouasie-Nouvelle-Guinée embarrasse au plus haut point l'Australie, l'ancien tuteur colonial qui tente de colmater les brèches en maintenant le niveau exceptionnel de son aide (près du quart du budget papou). Revenant après les crises politiques qui *ont secoué Fidji en 1987* et Vanuatu en 1988, les troubles de Bougainville semblent confirmer une tendance à *« l'instabilité grandissante »* en Mélanésie, ainsi que le reconnaît lui-même le premier ministre australien, M. Bob Hawke *(le Monde* du 18 août). Mais si le cas papou *donne* aujourd'hui des sueurs froides à Canberra, c'est qu'il est épineux à un double titre.

D'abord, parce que la cohésion *nationale de la* Papouasie-Nouvelle-Guinée est déjà fragile. Ethniquement très fragmenté – il existe plus de 700 langues, – le pays est fréquemment le théâtre d'affrontements tribaux. Il en résulte une vie politique fluctuante, où les alliances parlementaires se nouent et se dénouent en fonction de critères plus régionaux qu'idéologiques, exposant en permanence le gouvernement à une motion de censure.

Seconde source de préoccupation : la Papouasie-Nouvelle-Guinée *possède une frontière* commune avec l'Indonésie, considérée comme le principal adversaire potentiel de l'Australie. Port-Moresby est un verrou essentiel dans le dispositif de défense conçu par Canberra. C'est la raison pour laquelle M. Hawke, après avoir longtemps hésité – de peur d'exposer les 2 000 expatriés australiens de Bougainville à des représailles, – a finalement consenti à fournir quatre hélicoptères à l'armée *papoue, jusque-là* dans l'impossibilité de progresser dans la jungle. Quitte à se voir accusé par l'extrême gauche australienne d'*« impérialisme »*. Mais Canberra n'est guère disposé à badiner avec sa sécurité.

FRÉDÉRIC BOBIN.

هكذا من الاصل

Europe

URSS : lancé par le Front populaire azéri

Le mouvement de grève est largement suivi en Azerbaïdjan

MOSCOU
de notre correspondant

Les Azéris sont en grève à cause du Haut-Karabakh depuis lundi à Bakou et dans plusieurs autres villes d'Azerbaïdjan, un mouvement suivi à plus de 80 %, annoncent les organisateurs. Les Soviétiques ne le savent pourtant pas, les médias ayant pour le moment choisi d'appliquer un black-out absolu sur ce sujet.

Le contraste est saisissant entre ce silence et la couverture régulière de la grève des russophones de Moldavie – qui se poursuit depuis le 21 août – ou de l'agitation nationaliste dans les Républiques baltes. Dans les deux cas, la presse de Moscou volait au secours des Russes minoritaires aux marches de l'Empire. Cette fois la confrontation se joue entre Azéris et Arméniens et elle est susceptible à tout moment de tourner en de nouveaux massacres.

Les journaux ont déjà ignoré ces dernières semaines la dégradation continue de la situation dans le Haut-Karabakh, cette enclave en territoire azerbaïdjanais dont les Arméniens, majoritaires, sont résolus à obtenir le rattachement à l'Arménie. M. Arkadi Volski, l'administrateur provisoire imposé par Moscou en janvier dernier, parle d'une « *région au bord de la guerre civile* », l'armée ne parvenant plus à rien contrôler, obligée d'escorter des convois venus d'Azerbaïdjan ou d'Arménie et sur lesquels l'une ou l'autre des deux communautés n'hésite pas à faire le coup de feu, *comme si on était en Afghanistan* (*le Monde* du 5 septembre).

La grève était totale, lundi à Bakou, chez les dockers du port sur la mer Caspienne, les transports publics ne fonctionnaient que partiellement, tandis que nombre d'usines étaient fermées.

Les installations pétrochimiques travaillaient normalement, selon les responsables locaux. Le mot d'ordre de grève d'une semaine pour tout l'Azerbaïdjan, lancé samedi, lors d'un meeting, par le tout nouveau Front populaire azéri, ne concerne pas en effet les entreprises fonctionnant en continu ni les circuits de distribution et les écoles.

Prudentes, les autorités avaient *différé la semaine dernière la rentrée* de l'université et des établissements supérieurs du 1er septembre au 1er octobre, invitant les étudiants à participer aux récoltes « *sur la base du volontariat* ». Elles ont cherché ainsi à écarter les têtes chaudes les plus hostiles aux Arméniens.

L'appareil féodal du parti

Que veulent les grévistes ? D'abord le retour du Haut-Karabakh sous tutelle de l'Azerbaïdjan. Devant le chaos dans cette minuscule région de cent soixante-dix mille habitants, Moscou avait créé en janvier un comité provisoire d'administration, dirigé par une sorte de proconsul. La mesure ne pouvait que déplaire aux Azéris, qui se voyaient dépossédés de leur tutelle administrative, et aux Arméniens, qui réclament le rattachement pur et simple à l'Arménie.

On voit mal maintenant comment *le Kremlin pourrait satisfaire* les grévistes de Bakou, d'autant que l'importante réunion à la fin du mois du plénum du comité central sur les nationalités lui interdit d'agir tant que le parti n'a pas arrêté les principes d'une nouvelle politique dans ce domaine.

Les animateurs de la grève, les quinze intellectuels qui dirigent le Front populaire créé en juillet, semblent *en être conscients. Leurs motivations* paraissent tout autant viser l'appareil féodal du parti communiste azéri que chercher à *riposter* à l'activisme arménien. C'est là le principal paradoxe de ce conflit où, au-delà d'une revendication qui catalyse spontanément toutes les *énergies en Azerbaïdjan, s'affrontent* un pouvoir hermétiquement fermé à la perestroïka et l'avant-garde des réformateurs.

Quatre autres exigences sont avancées par le Front : une session *du Parlement local sur le Karabakh*, diffusée en direct à la télévision ; l'annulation des élections en Azerbaïdjan au Congrès des députés de l'URSS, qualifiées de « *farce électorale à l'ancienne, conduite sous couvre-feu* » ; la reconnaissance officielle du Front populaire et l'arrêt des poursuites contre les activistes des rassemblements de novembre dernier.

« *Dites bien que nous ne voulons que la démocratie et le respect de la Constitution. Nous en avons assez de la propagande arménienne qui nous présente dans le monde comme des êtres sanguinaires* », ont affirmé les ouvriers grévistes.

En attendant, les Arméniens continuent à fuir l'Azerbaïdjan. Ils étaient un demi-million il y a un an, *il en resterait maintenant moins de* quarante mille, selon un chiffre cité par le général Iouri Chataline, vice-ministre de l'intérieur, devant des journalistes soviétiques. Le patron des troupes spéciales du ministère est spécialement venu à Bakou pour tenter d'empêcher tout débordement anti-arménien. Mille cinq cents soldats ont été dépêchés la semaine dernière en renfort aux forces armées, qui imposent à Bakou depuis novembre un couvre-feu devenu largement théorique.

Pour le moment, la capitale azerbaïdjanaise reste calme, les forces de l'ordre se sont montrées très discrètes, totalement absentes des rues ou des usines. Enfin presque, car devant l'entreprise où sept mille ouvriers fabriquent des climatiseurs sous licence japonaise, les journalistes ont vu arriver deux cars bondés de soldats. Ils se sont mis patiemment à faire la queue face aux grilles, d'un côté ceux équipés de matraques, de l'autre ceux armés de fusils d'assaut. Les ouvriers ont souri devant l'étonnement des étrangers : « *Ils attendent leur tour pour déjeuner à la cantine de l'usine.* » « *On les nourrit et un jour ils vont tirer sur nous, nous avons assez patienté, maintenant nous ne nous arrêterons plus* », a lancé l'un des grévistes.

(Intérim.)

Difficile rentrée pour M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

Que M. Gorbatchev ait appuyé cet appel, comme l'a affirmé son porte-parole, est plausible : le numéro un ne peut se permettre, pour des raisons évidentes, la sécession d'une seule de ses quinze Républiques, et il avait déjà montré son sentiment en décembre dernier en s'en prenant avec une brutalité remarquée, au lendemain du tremblement de terre d'Arménie, aux membres du Comité Karabakh qu'il venait de faire emprisonner.

Mais cela ne change rien au problème personnel que lui pose l'agitation nationaliste : celle-ci ne se serait pas *produite, en tout cas pas sous cette* forme ni si vite, sans la formidable explosion qu'il a déclenchée par sa politique de démocratisation. M. Gorbatchev a beau répéter que les problèmes hérités de Staline et de Brejnev couvaient sous la cendre, il lui est difficile de se dérober devant cette accusation des éléments conservateurs. Les événements de Hongrie et de Pologne (proche des pays baltes) ne peuvent que *renforcer* la *mauvaise humeur* de l'appareil.

Certes, la situation est différente de celle *que le chef du parti avait trouvée* à son retour de vacances il y a un an. Il est maintenant un chef d'État doté de pouvoirs accrus, et *surtout* le Congrès des députés (qui doit tenir une deuxième session à l'automne) et son émanation, le Soviet suprême, ont créé une réalité nouvelle. C'est vers cette institution, dotée d'une nouvelle légitimité, que le débat politique s'est déplacé, prenant le relais d'une presse audacieuse certes, mais toujours vulnérable de par sa soumission organique au parti, comme on le voit à propos des Baltes.

Quand M. Ryjkov « sort du bois »

Il reste que ce parti est toujours là, bien décidé à se battre. A l'échelon moyen d'abord, où la pression des élections locales à venir (après avoir été ajournées, celles-ci pourront finalement commencer dès l'automne selon les régions) pose une question de vie ou de mort pour l'appareil. Mais aussi à l'échelon supérieur, y compris au Politburo, où les *signes d'éclatement* se sont multipliés ces derniers temps.

Il faut dire que ce bureau politique est peu adapté, de par sa composition même, à la situation. Sur ses douze membres titulaires, huit sont en place depuis 1986 ou avant, c'est-à-dire que leur cooptation remonte à la préhistoire de la perestroïka. Sans *doute* M. Gorbatchev et l'un de ses principaux alliés, M. Chevardnadze, figurent-ils dans ce peloton *des anciens*. Mais, à l'exception de la nomination d'un autre fidèle allié, M. Alexandre Iakovlev, en juin 1987, la démocratisation inaugurée cette année-là n'a pas eu de réelles retombées sur la *direction suprême du* parti. La tumultueuse année 1988 n'a vu la promotion que d'un seul nouveau membre, M. Medvedev.

Autant dire que la majorité de l'institution reste fidèle à la conception très *restrictive que l'on se faisait* des réformes au lendemain de l'ère Brejnev-Tchernenko, à l'époque où l'on *parlait davantage d'« accélération »* que de perestroïka. Ce dernier terme est certes accepté par tous désormais, *mais* beaucoup *souhaitent* une perestroïka « *raisonnable* », plus économique que politique, et se déroulant sous la *stricte direction du parti. C'est le cas* des conservateurs avérés que sont MM. Ligatchev et Tchebrikov, mais *aussi d'un nombre important de* « centristes » qui, s'abritant derrière la technicité de leur fonction officielle, se gardaient jusqu'à maintenant de prendre position sur les questions politiques les plus brûlantes, et qui aujourd'hui commencent à « sortir du bois ».

Parmi ceux-ci, le cas de M. Nikolaï Ryjkov, chef du gouvernement, retient l'attention. Selon des informations *recueillies de sources soviétiques* cet été, M. Ryjkov, en qui M. Gorbatchev voyait jusqu'à présent un de ses plus *fidèles alliés, aurait pris ses distances* ces derniers temps vis-à-vis du secrétaire général. Cette impression est *corroborée* par la lecture d'un *discours* prononcé par le premier ministre le 18 juillet dernier, au cours d'une *conférence des premiers secrétaires régionaux* tenue à Moscou. S'aventurant pour la première fois sur le terrain de la situation politique et du rôle du parti, M. Ryjkov a, sans nommer personne, vivement mis en cause l'action – ou l'inaction – du secrétaire général.

Selon lui, il est encore prématuré de crier « *le parti est en danger* », mais on *y vient* ; la direction a « *sérieusement sous-estimé la situation* » en espérant notamment que les choses « *s'arrangeraient d'elles-mêmes* » dans les rapports interethniques ou pour la direction des médias. Aujourd'hui encore, « *elle ne réagit absolument pas* » aux activités des mouvements informels et aux meetings « *d'orientation douteuse* » qui se tiennent dans le pays ; l'« *inertie* » des responsables idéologiques – y compris des secrétaires du parti chargés de ce secteur – conduit à une « *désidéologisation croissante* » de la société ; le parti ne s'est pas préparé aux élections parlementaires et le bureau politique lui-même a commis l'« *erreur stratégique* » de ne pas se manifester au Congrès des députés ; il est enfin nécessaire que « *Mikhaïl Gorbatchev accorde plus d'attention à ses fonctions dans le parti* » et pour cela qu'il soit libéré des « *questions de détail qui l'assaillent* ».

Sans doute le premier ministre a-t-il assorti son algarade de commentaires progressistes : si le parti est en retard sur l'évolution sociale, c'est qu'il ne s'est pas assez démocratisé ; il doit se rendre compte que le nouveau Parlement « *n'acceptera plus comme auparavant ses recommandations* » et réorganiser en conséquence le triangle comité central du parti (et bureau politique) – conseil des ministres – Soviet suprême. Il reste que le parti tarde à « *formuler un jugement d'ensemble sur la situation* » et que M. Ryjkov en rend responsable le secrétaire général.

C'est d'ailleurs ce dernier que vise directement le chef du gouvernement lorsqu'il critique ceux qui invitent les organisations locales à « *agir seules en fonction des circonstances, sans attendre les instructions* » : le coupable n'est autre que M. Gorbatchev, qui disait il y a un an à ses interlocuteurs de Krasnoïarsk : « *N'attendez pas les instructions.* » Rendant la pareille, c'est à M. Ryjkov, qui estimait que la discussion du 18 juillet « *aurait dû avoir lieu beaucoup plus tôt* » que le secrétaire général a sèchement répondu : « *Je ne comprends pas tout à fait les déclarations de certains camarades qui affirment que nous n'avons pas eu suffisamment d'échanges de vues de ce type.* »

Bref, les deux hommes sont d'accord pour signifier à tous qu' « *il n'y aura pas de retour au bon vieux temps* », comme l'a dit le même jour M. Gorbatchev, mais ils n'en ont pas moins « *de vives discussions en ce qui concerne la tactique* » ; cette précision est due à M. Ryjkov lui-même, dans un entretien *récemment* publié par son bulletin gouvernemental.

A ce propos, ce regain de publicité organisé autour du premier ministre *n'est sans doute* pas dû au hasard. M. Ryjkov est assez populaire en URSS – notamment depuis son intervention sur *le terrain* au lendemain du séisme arménien – et il a donné à ses nombreux interlocuteurs étrangers l'image d'un technocrate compétent et moderne. Moins marqué « à droite » que M. Ligatchev ou M. Tchebrikov, il pourrait faire figure de chef de file d'une perestroïka « *raisonnable* » pour le cas où M. Gorbatchev succomberait à ses innombrables difficultés.

Pour un « deuxième secrétaire »

Dans l'immédiat, ce n'est pas un hasard si les deux chefs de file du conservatisme se sont *fait* entendre – et eux seuls – à la fin de la semaine écoulée, dans la foulée de la proclamation « *antibalte* » *du comité* central. L'un, M. Tchebrikov, pour exiger l' « *application des lois* » contre les « *extrémistes* », l'autre, M. Ligatchev, pour demander des mesures « *politiques* » contre les membres du parti coupables de déviation.

C'est en effet par le parti que le retour de bâton pourrait commencer : bien souvent, ce sont des communistes qui sont à la pointe des réformes (87 % des députés élus en mars sont membres *du parti*), *mais ils se mettent par là en* contradiction avec les comités dont ils font partie et donc avec les principes *autrefois sacro-saints* du « centralisme démocratique ». On voit mal, par exemple, comment la constitution par M. Boris Eltsine et de nombreux autres communistes d'un groupe « interrégional » au Congrès des députés, autrement dit d'une formation à caractère politique regroupant les réformateurs, serait compatible avec ce dogme.

D'un autre côté, une *exclusion* de M. Eltsine et des membres du parti les plus radicaux aurait pour conséquence de pousser ces personnalités encore plus « à gauche » et d'affaiblir le parti. Pour M. Gorbatchev, ce serait un revers de taille.

En attendant, une forte pression s'exerce sur le secrétaire général pour l'amener à revenir sur l'un des principaux résultats du remaniement de septembre dernier : la suppression de fait *du secrétariat du parti et sa division en* commissions chargées de traiter les divers problèmes. Au cours de la réunion de juillet déjà évoquée, le premier secrétaire du parti dans la région de Sverdlovsk, M. Bobykine (un proche de M. Ryjkov, avec qui il a travaillé de nombreuses années), a ouvertement déploré que « *le rôle du secrétariat se soit affaibli ces derniers temps* » et demandé que soit désigné « *un second secrétaire du comité central, quel que soit le nom que l'on donne officiellement à cette fonction* ». Or ce second secrétaire était jusqu'à il y a un an M. Ligatchev, et l'un des buts de la manœuvre de 1988 était précisément de *l'éloigner de ce poste-clé pour le* confiner aux tâches plus ingrates de la politique agraire.

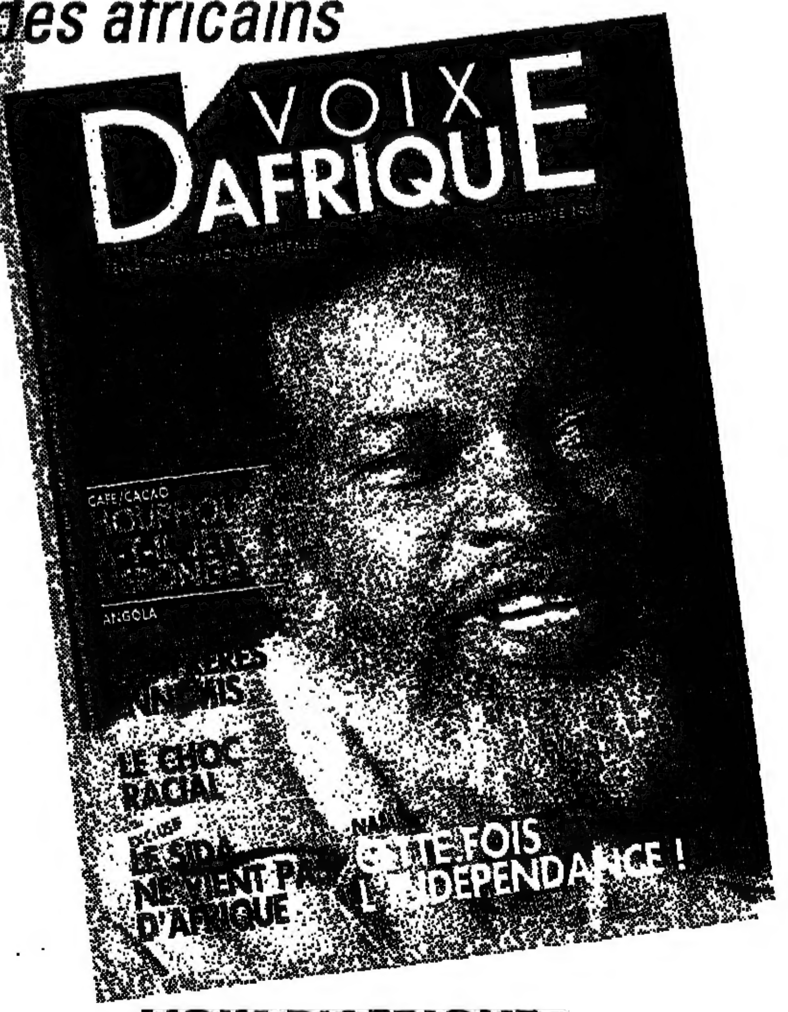
Autre coïncidence : M. Ryjkov, toujours lui, s'était étonné le même jour que deux membres du bureau politique soient en charge de cette même politique agraire (M. Nikonov assiste M. Ligatchev à la tête de la commission *ad hoc*). De là à penser que le chef de file des conservateurs – resté en fait très actif dans les problèmes de politique générale – a trouvé des alliés pour reconquérir son ancienne fonction, il n'y a qu'un pas, qu'il est logique de franchir.

Ces problèmes ne sont qu'un aspect des *énormes défis* que doit affronter M. Gorbatchev sur le front des nationalités, de l'économie, dans ses rapports avec le Parlement, avec l'armée, etc., et il est possible que les revendications des apparatchiks soient devenues plus radicales encore que ce qu'elles étaient au début de l'été. Jusqu'à maintenant, le secrétaire général a brillamment surmonté les défis, transformant les échecs et même les catastrophes en autant de marchepieds pour consolider son autorité. Un nouveau rétablissement n'est pas exclu, il est en tout cas plus que jamais nécessaire. *Mais la* partie est, cette fois, encore plus difficile.

MICHEL TATU.

EN VENTE DES AUJOURD'HUI

Le 1er magazine panafricain d'informations générales fait en Afrique par des africains



VOIX D'AFRIQUE :
un regard négro-africain sur le monde

KALAO

(Publicité)

Voici mon secret pour parler avec aisance...

... et faire passer mes idées

Ayant à *prendre* la parole le lendemain devant le directoire de ma société, j'étais obsédé par la *peur d'être ridicule ou de ne plus* savoir quoi dire.

Me rendant chez mon dentiste, je *découvre par hasard dans sa salle* d'attente une brochure : «Sachez vous exprimer sans complexes en *toutes circonstances*». Distraitement, je commence à lire, sans savoir que ce dossier allait bouleverser *ma vie* et faire de moi un orateur professionnel.

J'y ai découvert l'origine de mes «blocages», comment les surmonter, comment me libérer des signes extérieurs du trac : rougeurs, balbutiements, respiration courte, trous de mémoire, cœur qui bat la chamade, et transpiration *excessive*.

Ce dossier m'a donné toutes les clefs de la confiance en soi.

Depuis, si j'ai réussi dans les affaires, et si je suis souvent sollicité comme orateur (vous m'avez sans doute déjà vu à la télévision), c'est en grande partie grâce à cette méthode, l'E.L.S.

Si vous voulez, vous aussi, changer votre vie, demandez de ma part aux *Editions Godefroy*, leur dossier d'information : «Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances». *Actuellement* elles l'expédient gratuitement à tous ceux qui en font la demande.

Thierry de Foichaings

BON POUR UN PETIT LIVRE GRATUIT
à retourner à : Editions Godefroy, B.P. 94
60505 Chantilly Cedex

Sans engagement, envoyez-moi vite votre dossier d'information :
«Sachez vous exprimer sans complexes en toutes circonstances». C'est gratuit, et *aucun démarcheur ne me rendra visite.*

Nom ...
Prénom ...
Adresse ...
... Code ...
Ville ...

DGB/LM43

Europe

HONGRIE

La question des réfugiés est-allemands divise la direction du parti

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Le départ vers la RFA des réfugiés est-allemands n'est pas aussi simple que les autorités ouest-allemandes ont tenté, jusque-là, de le faire croire. En effet, un entretien accordé au magazine *Stern* par M. Imre Horvath, ministre hongrois *de l'intérieur, immédiatement repris* par la radio hongroise en allemand, a semé la consternation dans les camps de réfugiés. Selon M. Horvath, *« le départ des Allemands de l'Est est lié à la conclusion d'un accord sur ce point entre la RFA et la RDA »*.

Le ministre de l'intérieur affirme, par ailleurs, que le règlement de ce problème pourrait prendre plusieurs semaines. Jusqu'ici on avait cru que la visite à Bonn de deux importants dirigeants hongrois, M. Nemeth, premier ministre, et M. Horn, ministre des affaires étrangères, avait abouti à la conclusion d'un accord complet sur le départ des Allemands de l'Est de Hongrie.

Pressions de Berlin-Est

A Budapest, un porte-parole de l'ambassade ouest-allemande se déclarait *« surpris »* par les propos de M. Horvath. L'unanimité ne règne pas, c'est le moins qu'on puisse dire, entre les diverses factions communistes qui se disputent le pouvoir en Hongrie sur la suite à donner à cette affaire.

L'intervention du ministre de l'intérieur survient à un moment où M. Gyula Horn, ministre des affaires étrangères et membre en vue de l'aile réformatrice du PSOH, est absent du pays pour participer à la conférence des pays non alignés à Belgrade.

Pourrissement de la situation

Les pressions de Berlin-Est, discrètes mais efficaces, commencent à faire leur effet sur un pays qui semble maintenant se mordre les doigts d'être allé aussi loin dans la rupture des règles du jeu en vigueur dans le camp socialiste. Une seule chose paraît être définitivement acquise : les citoyens de la RDA restant actuellement en Hongrie ne seront pas renvoyés contre leur gré dans leur pays d'origine.

On espère, chez les communistes conservateurs hongrois comme chez les dirigeants est-allemands, que les pourrissement de la situation fera « craquer » psychologiquement un bon nombre de candidats à l'émigration. Surtout ceux qui séjournent dans des camps inconfortables avec des enfants qui ont déjà raté la rentrée scolaire.

Pour la première fois depuis le début de la crise, des employés de l'ambassade est-allemande à Budapest sont venus distribuer des tracts incitant les gens à rentrer chez eux et leur garantissant l'impunité en cas de retour.

Aucun mouvement dans ce sens n'a, pour l'instant, été constaté parmi les occupants des camps qui attendent chaque jour la distribution de passeports verts ouest-allemands que leur remettent des employés de l'ambassade. Ces derniers ont beau *leur répéter* que ces passeports ne leur sont, pour l'instant, d'aucune utilité pour quitter le pays, ils sont tout de même considérés comme la rupture symbolique et définitive avec la RDA.

Au dernier recensement, 4 700 personnes ont été enregistrées dans les camps de la Croix-Rouge hongroise et de l'ordre de Malte, et le nombre de citoyens est-allemands attendant près de la frontière autrichienne une hypothétique ouverture des vannes est estimé à plusieurs milliers par les autorités hongroises.

Le temps joue, semble-t-il, en faveur de Berlin-Est, qui, après une période de paralysie liée sans doute à la maladie de M. Erich Honecker, a réussi à profiter des divisions au sein de la direction hongroise pour reprendre l'initiative. Les dirigeants est-allemands veulent à tout prix éviter qu'une opération massive et spectaculaire ne serve d'encouragement *à la mise en mouvement d'un* flux continu d'immigration vers l'Ouest *via* la Hongrie.

LUC ROSENZWEIG.

● **Manifestation à Leipzig.** – Plusieurs centaines d'Allemands de l'Est ont manifesté, lundi 4 septembre à Leipzig (sud de la RDA), aux cris de : *« Nous voulons partir »*, pour exiger la liberté de voyager à l'Ouest. La police a immédiatement stoppé une tentative de défilé des manifestants et interpellé un certain nombre d'entre eux.

Selon des témoins, les manifestants s'étaient rassemblés après un service religieux à l'église Saint-Nicolas, auquel mille deux cents personnes, venues de toute la RDA, avaient pris part. Au cours de ce service, tenu traditionnellement au lendemain de l'ouverture officielle de la foire de Leipzig, des intentions de prière ont été lues pour des réformes en RDA. – *(AFP.)*

POLOGNE

M. Lech Walesa critique l'accord conclu entre M. Mazowiecki et les communistes

Varsovie *(AFP)*. – Le président de Solidarité, Lech Walesa, a lancé lundi 4 septembre une mise en garde implicite au premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, invitant fermement celui-ci, qui a conclu samedi un accord avec le Parti communiste (POUP), à former un gouvernement de *« réformateurs »*, sans se soucier des étiquettes politiques.

L'accord conclu samedi entre M. Mazowiecki et la direction du POUP sur une répartition des portefeuilles au sein du futur gouvernement accordait *« au moins un ou plusieurs ministères »* au Parti communiste, en sus de ceux de la défense et de l'intérieur (*le Monde* du 5 septembre).

M. Walesa a rappelé qu'il entendait exercer un droit de regard sur la formation du gouvernement. Il devait s'entretenir, tôt mardi matin à Varsovie avant de s'envoler pour la RFA, avec le chef de l'exécutif afin de lui faire connaître ses réticences à l'égard de l'accord conclu avec les communistes.

« Il faut, a-t-il dit à des journalistes à Gdansk, *qu'il y ait au gouvernement des réformateurs, indépendamment de leur appartenance politique, et non des places réservées à la nomemklatura. »*

Le président de Solidarité, estiment les observateurs, ne s'oppose pas à la présence de communistes au sein du gouvernement, mais veut fermement rappeler que le POUP n'est plus en mesure de dicter ses

choix. : *« Personne ne décrochera un poste ministériel seulement parce qu'il appartient au parti »* (communiste), a-t-il souligné, ajoutant qu'il *« allait protester contre cette vue des choses »*.

Le quotidien de Solidarité, *Gazeta*, a approuvé pour sa part sans enthousiasme, lundi, le *« compromis »* passé avec le POUP, estimant que l'on avait ainsi évité le risque d'une *« crise ouverte »* avec les communistes. La Pologne, a souligné *Gazeta*, ne peut pas se permettre de *« faire la révolution »* en déclarant la guerre au POUP pour *« l'empêcher de nuire »*. Le quotidien rappelait notamment que le PC est fort de deux millions de membres et qu'il est présent à tous les échelons de la vie politique et économique.

De son côté, la direction des syndicats officiels (OPZZ) a sommé, dans une déclaration rendue publique lundi après-midi, M. Mazowiecki d'accélérer la formation de son gouvernement. *« La constitution du nouveau cabinet se fait beaucoup trop lentement. Les marchandages entre diverses forces politiques aggravent la désintégration de l'économie. »*

PAYS-BAS

M. Lubbers prend ses distances avec le Parti socialiste

AMSTERDAM
de notre correspondant

A l'occasion du meeting clôturant la campagne du Parti chrétien démocrate (CDA) pour les élections législatives du mercredi 6 septembre, M. Ruud Lubbers, premier ministre sortant et tête de la liste CDA, a nettement durci son discours.

Alors qu'il s'était déclaré prêt en fin de semaine dernière à *« discuter »* avec le Parti socialiste (PVDA) des modalités de la réforme fiscale, M. Lubbers a affirmé lundi qu'il était hors de question de revenir sur cette réforme, *« votée à une large majorité »* par les députés.

Sujet vedette d'un bout à l'autre de la campagne, la *« réforme de la réforme fiscale »*, génératrice d'une discussion de fond sur l'ampleur des dépenses de l'Etat et sur la répartition des fruits de la croissance entre les différentes couches sociales, était considérée comme la principale difficulté à la formation d'une éventuelle coalition entre les chrétiens-démocrates et les socialistes. La première « petite phrase » du premier ministre avait donc été interprétée comme une ouverture à gauche.

En en prenant le contre-pied, M. Lubbers refait un « pas à droite ». D'autant qu'il a ajouté que le programme du PVDA *« n'était pas bon »*, abandonnant ainsi le rôle de l'homme d'Etat rassembleur et prêt au dialogue qu'il tenait jusqu'alors.

Accusé par le candidat du Parti socialiste, M. Wim Kok, d'avoir adopté *« un comportement de girouette »*, M. Lubbers n'a toutefois toujours pas dit explicitement qu'il voulait continuer à gouverner ave le Parti libéral (VVD) au cas où la majorité sortante obtiendrait à nouveau la majorité absolue. Mais jamais le premier ministre sortant n'avait pris ses distances avec le PVDA aussi clairement que lundi soir.

CHRISTIAN CHARTIER.

Asie

CHINE

Le ministre de la culture est limogé

M. Wang Meng, âgé de cinquante-cinq ans, a été relevé, lundi 4 septembre, des fonctions de ministre de la culture qu'il occupait depuis juin 1986, a annoncé l'agence officielle Chine nouvelle. Selon Chine Nouvelle, le départ de M. Wang s'est fait à sa demande. Le ministre a indiqué à plusieurs reprises vouloir quitter son poste *« afin de se consacrer à l'écriture et à la critique littéraire »*, a indiqué l'agence. L'agence n'a cité le nom d'aucun successeur à M. Wang. Toutefois, dans une information antérieure, Chine nouvelle avait fait état de la démission de M. He Jingzhi, âgé de soixante-quatre ans, chef adjoint du département de propagande près du comité central du PC, de son poste à la commission permanente du Congrès national du peuple *« après que le conseil d'Etat lui eut demandé d'entrer au ministère de la culture »*.

M. Wang est le premier ministre a être relevé de ses fonctions depuis le début, le 4 juin, de la répression en Chine. Il n'était pas apparu en public depuis. Il était considéré comme un proche de M. Zhao Ziyang, l'ancien chef du PC.

D'autre part, M. Chen Yizi, l'ancien animateur des réformes économiques en Chine, dont on était sans nouvelle depuis trois mois, se serait réfugié en France. Dans un entretien diffusé lundi par le *Washington Post*, il a appelé à un effort international pour tenter de renverser le pouvoir actuel à Pékin et critiqué l'attitude, qu'il juge trop prudente, des Etats-Unis après les massacres du début du mois de juin. M. Chen Yizi a l'intention, avec l'aide d'autres exilés, d'organiser un « Front pour une Chine démocratique » dont le siège sera à Paris. Il aurait souhaité s'installer aux Etats-Unis, *« mais le gouvernement américain a semblé réticent à accorder des visas à des dissidents alors que la France s'est montrée très serviable »*, a-t-il dit, toujours selon le *Washington Post.*

AFGHANISTAN

A Kaboul, trois prisonniers qui s'affirment pakistanais sont présentés à la presse

L'Union soviétique a mis en garde la résistance à la suite des violents tirs de roquettes contre l'aéroport de Kaboul, estimant que ceux du 2 septembre (*le Monde* du 5 septembre) avaient menacé *« la vie et la sécurité de citoyens soviétiques en raison des liaisons aériennes civiles entre Moscou, Tachkent et Kaboul »*. *« Les accords de Genève sont piétinés »*, a ajouté à Moscou, lundi 4 septembre, M. Vadim Perfiliev, porte-parole du ministère des affaires étrangères.

D'autre part, les groupes de résistants concernés ont déclaré *« sans fondement »* l'information diffusée par la télévision de Kaboul et selon laquelle un Français aurait été tué et trois autres capturés la semaine dernière en Afghanistan *(nos dernières éditions du 5 septembre).*

KABOUL
de notre envoyé spécial

Anouar Saïd, Nabi Ahmat et Mohammad Ali ont été faits prisonniers par l'armée afghane respectivement en 1981, en 1983 et en 1982. Ils sont citoyens pakistanais, du moins le proclament-ils avec retard : ce n'est, en effet, que le lundi 2 septembre qu'ils ont « choisi » d'apparaître devant la presse internationale. Ils ont donc attendu des années dans la sinistre prison de Pul-I-Charki, près de Kaboul, où, disent-ils, ils ont fait la connaissance du journaliste français Alain Guillot.

Tant d'années pour rien ? Au début, explique un porte-parole du ministère des affaires étrangères, ils n'étaient *« pas prêts »* à tenir cette conférence de presse, puis ils *« attendaient des nouvelles »* du Pakistan, enfin ils se sont *« décidés »*. Anouar Saïd a été jugé à huis clos et condamné, en décembre 1981, à quinze ans et demi de prison et ses deux compagnons à vingt ans de détention chacun. Motif : *« Activités terroristes et espionnage. »*

Leur histoire est très compliquée : représentants d'un groupe de vingt-cinq « Pakistanais » faits prisonniers (*quatre sont morts en prison d' « épidémie »*) il y a quelques années, ils sont la « preuve » tangible de l'intervention militaire pakistanaise en Afghanistan.

Activités d'espionnage

Pourtant, aucun d'entre eux n'était soldat. Dans le récit confus d'Anouar Saïd, ce *« civil »* qui *« fabriquait des armes »*, figure une rencontre, à Islamabad, avec un inconnu, puis une entrevue, à Peshawar, avec le général Fazle Haq, gouverneur de la province pakistanaise du Nord-Ouest et homme fort du régime de feu le président pakistanais Zia Ul Haq. Puis une autre rencontre avec Gulbuddin Hekmatyar, chef extrémiste de la résistance afghane et du parti fondamentaliste Hezb-I-Islami, enfin des consignes d'aller en Afghanistan, à Jalalabad, et d'y menacer, si l'on comprend bien, les frères (en exil à l'époque) de Benazir Bhutto, actuel premier minstre du Pakistan. Anouar Saïd se fait prendre.

Les récits des deux autres sont de la même veine. Sans véritables papiers d'identité, il leur est difficile de prouver leur nationalité. La Croix-Rouge s'est cependant chargée d'acheminer du courrier pour leur famille... au Pakistan. Mais le chargé d'affaires pakistanais à Kaboul refuse, disent-ils, de les reconnaître et d'avouer ainsi des activités d'espionnage. Aujourd'hui, ils ont décidé d'en appeler à la communauté internationale et aux Nations unies pour qu'on leur rende justice et que leur gouvernement vienne à leur secours. Le gouvernement du président Najibullah s'est volontiers prêté à cette démarche.

LAURENT ZECCHINI.

La présence militaire américaine en Asie du Sud-Est

Une offre de Singapour suscite une controverse

Singapour s'est déclaré prêt, voilà quelques semaines, à offrir de nouvelles facilités d'accès à ses installations militaires aux Etats-Unis, une initiative intervenue à la veille des négociations entre Washington et Manille sur l'avenir des bases américaines aux Philippines, dont le bail vient à échéance en 1991.

Cette proposition, sans autre précision, a été faite par M. George Yeo, ministre singapourien des affaires étrangères. Une équipe technique américaine s'est déjà rendue sur place en juin, et l'amiral Huttington Hardisthy, commandant en chef de la flotte américaine dans le Pacifique, y est également allé en août. Les Américains s'intéressent en effet à cette offre. *« On jette toujours un coup d'œil à ce genre de proposition, surtout quand elle est émise par des gens aussi sérieux que ceux de Singapour »*, nous a déclaré M. Pickering, ambassadeur américain à l'ONU, de passage à Paris fin août. *« De toute façon*, a-t-il dit, *notre présence militaire dans la région est un facteur de stabilité. »*

Bien entendu, Washington souhaite fermement maintenir ses bases aux Philippines. Il ne s'agit pas, non plus, en cas d'échec de la négociation avec Manille, d'envisager un transfert des grandes bases de Subic Bay et de Clark. Singapour ne dispose pas de l'espace nécessaire.

Mais, si la cité-Etat venait à accueillir quelques navires de guerre et avions américains, les Etats-Unis, en renforçant leurs bases situées sur l'île de Guam (ou autre part dans le Pacifique), disposeraient d'une alternative crédible.

L'offre singapourienne devrait singulièrement aider la présidente philippine, Mme Cory Aquino, qui semble personnellement en faveur de la présence des bases américaines. Confrontée à une partie de l'opinion qui n'accepte pas que l'archipel soit le seul à recevoir les troupes américaines dans la région, elle pourra désormais faire face plus aisément à ces critiques.

Réactions divergentes au sein de l'ASEAN

Evoquant, le 22 août, le fait que Washington considère ses bases aux Philippines comme essentielles à la sécurité régionale, Mme Aquino a déclaré qu'*« il faudrait que les pays membres de l'ASEAN (1) expriment clairement s'ils sont d'accord »*. Avant d'ajouter qu'*« il serait bon de savoir si le maintien des bases américaines aux Philippines est dans l'intérêt de la région ou si la proposition de Singapour doit devenir une réalité »*.

En effet, les réactions au sein de l'ASEAN ne sont pas convergentes, loin s'en faut. La Malaisie a fait part de son désaccord, rappelant à ses partenaires le projet, depuis 1971, de « zone de paix, de liberté et de neutralité » (ZOPFAN). Le premier ministre malaisien, M. Mahatir, a notamment déclaré le 15 août que son pays *« n'est pas contre le fait que l'armée américaine bénéficie de services de ravitaillement et de réparations pour ses navires de guerre ou ses avions, mais est opposé à l'idée d'une base permanente à Singapour »*.

Pour l'Indonésie, approuver la proposition de Singapour entamerait son crédit, alors qu'elle vise la présidence du Mouvement des non-alignés en 1992. Mais elle cherche aussi à préserver le consensus au sein de l'ASEAN. Ainsi, M. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères, a dit que tout commentaire était pour l'instant *« prématuré »*. Néanmoins, en privé, Djakarta ne cache pas son mécontentement. Les analystes estiment que les intérêts stratégiques à long terme de l'Indonésie pourraient être remis en question par une présence militaire américaine près de ses côtes.

Quant à la Thaïlande, elle considère officiellement le projet comme une affaire strictement bilatérale entre les Etats-Unis et Singapour. Cependant, le premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, a récemment déclaré que les bases devraient rester aux Philippines pour *« garder les accès maritimes et aériens à la mer de Chine »*. Une opinion que partagent sans doute les membres de l'ASEAN, qui craignent que l'offre ne soit, de toute façon, une source de désaccord durable entre eux.

PHILIPPE SCHATZLÉ.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

PHILIPPINES

Une société britannique va construire des blindés

MANILLE
correspondance

Un contrat d'armes de plusieurs millions de dollars est sur le point d'être signé entre une compagnie britannique et des sociétés philippines. Selon des sources militaires, la société anglaise GKN annoncera, au plus tard dans la semaine, la formation d'une *« joint venture »* d'un genre nouveau aux Philippines. Ce sera la première fois qu'une société européenne empiète sur le monopole presque total des Américains dans ce secteur.

Aux termes de ce contrat, GKN, spécialiste en véhicules blindés, s'engage à fournir la technologie nécessaire pour fabriquer des transporteurs de troupes armés Simba ; décrit comme étant *« fait à partir de ce qu'il y a de mieux dans le domaine »*, le Simba serait un *« excellent outil »* dans la lutte contre l'insurrection communiste. Les Simba, dont on prévoit environ cent quarante exemplaires, devraient remplacer les V-150 construits par la firme américaine Cadillac Gage. Les V-150 sont particulièrement vulnérables aux mines qu'emploie de plus en plus fréquemment la guérilla communiste.

Le contrat, qui devra néanmoins recueillir l'accord de la présidente Aquino avant d'entrer en vigueur, prévoit que la firme anglaise livrera quelques blindés au bout d'un an. Plusieurs sociétés étrangères étaient en lice, dont une française.

KIM GORDON-BATES.

Politique

A « L'heure de vérité »

« Comment articuler la dimension économique et la dimension sociale ? »

s'interroge M. Jospin

M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, ancien candidat du Parti socialiste à la mairie de Marseille, inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, figurait parmi les invités de M. Lionel Jospin lors du passage du ministre de l'éducation nationale à « L'heure de vérité », lundi 4 septembre. Interrogé à ce sujet durant l'émission, M. Jospin a déclaré qu'il avait obéi à un *« devoir d'amitié »*, car *« ce qui arrive à Michel Pezet est profondément injuste »* et parce qu'il croit à *« son intégrité personnelle »*.

M. Jospin a expliqué que le coût des campagnes électorales est tel que ni les ressources personnelles des candidats ni les cotisations des militants ne peuvent y suffire et que *« des formes d'aides viennent d'un certain nombre de milieux »*. C'est pourquoi le ministre de l'éducation nationale est *« profondément en accord »* avec le projet de loi qui vise à assurer un financement public des partis et des campagnes, assorti d'un contrôle et d'une limitation des dépenses électorales. Interrogé sur l'amnistie que prévoit aussi ce texte pour les délits commis dans le passé en relation avec le financement des partis ou des campagnes, M. Jospin a déclaré : *« Si l'on fait passer ce texte en limitant, notamment, les dépenses, je pense que l'objectif essentiel sera atteint. »*

Les débats internes au PS témoignent, selon M. Jospin, d'un souci commun aux différents dirigeants socialistes : *« Comment*, a-t-il dit, *sans casser l'économie (...), faire aussi qu'on réponde aux préoccupations des hommes et des femmes qui vivent plus difficilement ? »* Le ministre n'est pas *« partisan d'une politique alternative ou d'une autre politique »*, mais il pense qu'*« on peut jouer dans les marges, (...), qu'on peut faire évoluer les choses »*. *« Ce débat*, a-t-il ajouté, *a tout de même amené le premier ministre et le gouvernement à y répondre, donc il a été, d'une certaine façon, utile, mais il faut savoir le maîtriser. »*

Le « sens » du septennat

Interrogé sur la popularité de M. Michel Rocard, M. Jospin a observé qu'elle est *« parallèle à celle du président de la République »*. Quant au premier ministre, c'est, selon M. Jospin, *« un homme de convictions, socialiste depuis longtemps »*, mais aussi *« très préoccupé (...) de bonne gestion »*, ce qui est *« populaire hors des milieux traditionnels de la gauche »*. *« Beaucoup d'hommes et de femmes*, a souligné le ministre, *peuvent se reconnaître dans cette approche plus réaliste, plus gestionnaire des problèmes. »*

A la question de savoir s'il lui arrive de penser à une éventuelle candidature à l'élection présidentielle, M. Jospin a répondu : *« Non. (...) Pas maintenant. Cela n'a pas de sens. (...) Ce qui m'intéresse (...), c'est la réussite de ce septennat. C'est, aussi, qu'il prenne son sens, son caractère. (...) Il est ridicule d'être candidat à des fonctions qui ne sont pas ouvertes (...). »*

Le ministre de l'éducation nationale a expliqué, à propos de sa position sur le rapport Prévot sur la poste (*le Monde* du 2 septembre), que, s'exprimant devant des militants socialistes, il avait voulu dire : *« Attention à ce dossier ! Il est très délicat, il est très sensible, il peut, même être explosif. Je pense*, a-t-il ajouté, *que je n'étais pas obligé d'en dire plus et d'entrer dans un ou deux détails de plus que j'ai indiqués. »* M. Jospin estime que ce que le ministre des postes et télécommunications, M. Paul Quilès, *« a dit ces derniers jours (...) correspond à ce qui est souhaitable »*. Quant à lui-même, *« il était normal*, a-t-il dit, *en tant que responsable politique, que j'exprime ce message de prudence »*.

M. Jospin a souligné qu'un gouvernement *« qui doit veiller à la croissance économique, au déficit extérieur, aux grands équilibres »*, doit tenir compte, *« aussi, de ce qui se passe sur le plan social, parce que si, tout à coup, un conflit qui n'a pas été maîtrisé se produit, on peut être amené à donner plus, à ce moment-là, qu'on aurait donné dans une discussion ou dans une négociation »*. Selon M. Jospin, *« l'ensemble du gouvernement et l'ensemble des socialistes sont confrontés à cette question (...) : Comment articule-t-on la dimension économique et la dimension sociale ? »*.

● **Démission du secrétaire général adjoint de Socialisme et judaïsme.** — M. Ariel Goldmann, secrétaire général adjoint de Socialisme et judaïsme depuis 1987, a présenté sa démission de ses fonctions et de l'association. Dans une lettre adressée à M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur socialiste, président de Socialisme et judaïsme, M. Goldmann précise que, *« depuis la visite d'Arafat jusqu'à l'asile fait à un dirigeant palestinien par la France, il ne lui est plus moralement possible de continuer à appeler les juifs de France à se mobiliser pour des dirigeants nationaux qui pratiquent une politique déséquilibrée à l'encontre d'Israël »*. Il ajoute : *« Etant attaché aux valeurs du judaïsme et à une certaine image du socialisme, il me semble plus décent que chacun conserve son engagement personnel sans tenter d'entraîner avec lui une communauté juive qui se sent à chaque fois un peu plus flouée. »*

Selon l'IFOP

M. Mitterrand et M. Rocard gagnent à droite et reculent à gauche

Au bout de quatorze mois passés à la tête du gouvernement, M. Michel Rocard satisfait 52 % des personnes interrogées, soit une progression de 8 points en un mois, selon les résultats du sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 3 septembre, dans le *Journal du dimanche* (1). Le premier ministre enregistre là son deuxième meilleur score depuis son arrivée à Matignon en mai 1988 où il avait été crédité de 53 % de bonnes opinions. Seuls 27 % des sondés (au lieu de 33 % en juillet) demeurent encore mécontents de l'action du chef du gouvernement.

La popularité de M. Rocard progresse, toutefois, essentiellement auprès des électeurs de... droite. Tandis que 53 % des sympathisants de l'UDF se déclarent satisfaits du premier ministre, soit un gain de 15 points en un mois, 42 % de ceux du RPR (au lieu de 24 %) ont une bonne opinion du chef du gouvernement. De même, 52 % des agriculteurs (au lieu de 29 %) et 45 % des commerçants (au lieu de 33 %) émettent un avis favorable à l'égard de M. Rocard, alors que ces deux catégories socio-professionnelles sont plutôt de droite.

M. Rocard cède parallèlement du terrain auprès des partisans de son camp : 75 % des sympathisants du Parti socialiste se déclarent favorables au premier ministre cette fois-ci, alors que 81 % étaient de cet avis le mois dernier. Cet effritement est également perceptible dans le dernier baromètre SOFRES-*Figaro Magazine* publié samedi dernier : 82 % des sympathisants de gauche font confiance au chef du gouvernement pour régler les problèmes qui se posent à la France, alors que 87 % étaient de cet avis il y a un mois. De même, 16 % des électeurs de gauche (au lieu de 10 %) apparaissent sceptiques à son égard.

Ce glissement est également sensible dans la popularité du président de la République, crédité, selon l'enquête de l'IFOP, de 50 % de bonnes opinions (au lieu de 43 % en juillet), 32 % des interviewés (au lieu de 37 %) se déclarant toujours mécontents de son action. 41 % des électeurs de l'UDF expriment également une bonne opinion à l'égard du chef de l'Etat, soit un gain de 14 points en un mois ; 27 % des partisans du RPR (au lieu de 17 %) émettent également un avis favorable à son égard. M. Mitterrand enregistre parallèlement un gain de popularité de 15 points auprès des agriculteurs (41 %) et de 12 points auprès des commerçants (43 %).

(1) Sondage effectué, par téléphone, du 28 au 31 août, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

A RMC

M. Marchais assure que le gouvernement aggrave la politique d'austérité

Invité de RMC, mardi 5 septembre, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a estimé que, même si la rentrée scolaire est meilleure que celle de l'an dernier, elle se fera avec des moyens *« sans commune mesure avec les besoins »*.

Le secrétaire général du PCF a réaffirmé que, si le PCF reconnaît que le PS est *« à gauche »*, la politique menée par M. Rocard *« n'est pas une politique qu'on peut caractériser comme une politique de gauche »*. Pour M. Marchais, les « travaux d'Hercule » de M. Rocard, à l'exception des mesures à propos de la TVA sur les produits pharmaceutiques et du logement social à Paris, ne représentent qu'*« une aggravation de la politique d'austérité »*. Le *« partage »* a souligné M. marchais, *« on en parle mais dans la pratique on ne le fait pas »*.

Le dirigeant communiste a jugé à ce propos que, si les chefs de courant socialistes *« parlent à gauche, c'est parce qu'ils sentent bien l'existence* [d'un] *mécontentement profond dans le pays »*. *« Nous*, a ajouté M. Marchais, *nous ne confondons pas le langage des dirigeants du Parti socialiste avec ce que disent en bas les travailleurs socialistes. Je pense que, jamais autant qu'aujourd'hui, les conditions ont existé pour organiser un grand rassemblement de lutte pour la satisfaction des revendications. C'est à cela que nous travaillons, rassembler tous les travailleurs dans l'action, sur la base des objectifs définis pour eux, dans les formes de lutte déterminées par eux. Et, en même temps, nous travaillons à rassembler dans l'action avec nous les travailleurs socialites (...). La politique du Parti communiste, c'est « union pour se défendre, union pour que ça change », et cette union implique obligatoirement que les communistes travaillent en direction des socialistes pour agir avec eux pour la justice sociale, pour la liberté, pour les « dix de Renault » et pour la défense de la paix, pour une politique de désarmement. »*

Le Monde de L'ÉDUCATION

ENQUETE
LES LYCEES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'impatientent. A l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

FRANCAIS, PHILO
LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des avis des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION
LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

SOCIETE
LES LANGUES RÉGIONALES A L'ASSAUT DES ÉCOLES

A l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, *le Monde de l'éducation* dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.

FRANÇAIS, PHILO : LES SUJETS DU BAC 89
AVEC DES COMMENTAIRES, DES EXERCICES ET LES CONSEILS DES CORRECTEURS

Numéro de septembre - 140 pages-17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde de L'ÉDUCATION
POUR BIEN COMPRENDRE SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.

Politique

Le plan du gouvernement en faveur des harkis

Quatre circulaires

Le nouveau plan du gouvernement en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine, présenté mercredi 30 août en conseil des ministres par le ministre de la solidarité, M. Claude Evin, est contenu dans quatre circulaires signées par le délégué aux rapatriés, M. Maurice Benassayag et plusieurs ministres. Ces textes, adressés aux préfets, ont pour but de sortir les communautés de harkis de leur isolement, en privilégiant *l'emploi* et la *formation*.

La première circulaire, destinée à la formation professionnelle et à l'accès à l'emploi, annonce la mise en œuvre d'un crédit-formation. Dans chacune des quarante zones concernées par le dispositif, un appelé du contingent (de formation économique) aura pour mission de coordonner les différentes actions : stages AFPA, ANPE, GRETA ; accès à des écoles techniques militaires, à *des établissements* de l'Office national des anciens combattants ou au centre de préparation aux concours administratifs de Dieppe ; incitation à la mobilité géographique et aide à la création d'entreprise. Des mesures destinées à inciter les entreprises à embaucher les jeunes sont également prévues, sous forme de primes ou de prise en charge partielle des indemnités versées par l'employeur à son stagiaire.

Une deuxième circulaire précise les *actions envisagées dans le* domaine scolaire et périscolaire. Des bourses spécifiques de 500, 3 000 ou 6 000 francs par an seront accordées aux enfants, du primaire à l'enseignement supérieur. Des bourses-vacances, dont ont profité déjà mille enfants cette année, permettront encore aux familles les plus modestes de bénéficier de séjours de quinze à dix-huit jours.

Dans quarante-deux départe*ments, une cellule départemen*tale interservices assurera le suivi des enfants de rapatriés, qui seront associés aux activités des autres enfants.

Le troisième texte offre aux préfets la possibilité de conclure avec les *collectivités locales* des contrats d'action sociale, éducative et culturelle, par lesquels les régions, départements et municipalités s'engagent à réaliser des projets en faveur de leur communauté de harkis. La délégation aux rapatriés financera ces programmes à hauteur de 65 %.

La question du logement fait l'objet d'un dernier texte qui invite les préfets à élaborer un plan départemental d'action. La délégation apportera son soutien financier pour l'accession à la propriété et les accédants en difficulté. Ces crédits pourront aussi servir à l'amélioration des logements, aux déménagements et en cas de loyers impayés.

Djamel, lecteur français à Eton

Le 6 septembre, Djamel Oubechou devait troquer sa cravate à pois de normalien contre le nœud papillon blanc des jeunes gens d'Eton, le plus huppé des collèges privés britanniques. Ce fils de harki avait déjà fait parler de lui l'an dernier pour être entré premier à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Fontenay-Saint-Cloud, option lettres. Il est aujourd'hui le premier Français jamais accepté à titre de lecteur à Eton.

A vingt et un ans, Djamel a non seulement su faire la synthèse de ses deux cultures, française et algérienne, mais il s'est aussi révélé un brillant angliciste. Dans la *Public school* des bords de la Tamise, il devrait enseigner à des élèves de terminale, tout en préparant une maîtrise dont le sujet n'est pas étranger à la situation personnelle du jeune homme : *« L'intégration des minorités ethniques dans le système scolaire anglais ».*

Djamel est entré à l'ENS Fontenay-Saint-Cloud après deux années de classes préparatoires au lycée Henri-IV à Paris. Il arrivait de Thionville (Moselle), où vit sa famille. Mais quand on est fils d'ouvrier métallurgiste, rapatrié d'Algérie, issu d'une famille de sept enfants, la réussite n'a rien d'évident au départ. Toutefois, explique Djamel, *« j'ai eu la chance d'être dans une région où la communauté de harkis est assez mêlée au reste de la population ».* Il n'a donc pas connu ces « ghettos » du sud de la France d'où ne sortent guère les rapatriés. De plus, Mme Oubechou, quoique ne parlant pas français à son arrivée en France, surveillait attentivement les devoirs de ses enfants, qui se sont tous engagés dans de bonnes études.

Djamel ne doit pas seulement à ses performances scolaires et intellectuelles son séjour à Eton. *« Au mois de juin, on m'a fait venir quatre jours pour voir si je me tenais bien, dans les cocktails et autres cérémonies. »* D'une belle élégance française dans sa chemise neigeuse, sa veste vert foncé et son pantalon noir, l'air très sérieux derrière de sages lunettes, Djamel ne devrait rien avoir à envier à ses aristocratiques élèves.

CÉCILE LE COZ.

(Publicité)

HYGIÈNE ET ENVIRONNEMENT

UNE RÉELLE VOLONTÉ POLITIQUE ?
L'ENJEU D'UN ARBITRAGE

Nous sommes 1 500 à travers la France à former des équipes dynamiques mobilisées pour la protection sanitaire de l'Environnement.

Comme vous, Monsieur le Premier Ministre, nous croyons à un service public moderne et efficace.

Notre statut actuel est départemental (souvent hétérogène d'un endroit à l'autre). En application des lois de décentralisation, un statut doit nous être proposé en vue d'une intégration dans la Fonction Publique "Etat".

Notre statut "Etat" est à créer

Les projets négociés avec M. EVIN satisfont dans l'ensemble les différentes catégories de personnel.

Mais Fonction Publique et Budget refusent que *soient reconnus nos métiers, notre technicité* et veulent nous fondre dans des statuts archaïques et inadaptés.

Le dossier est actuellement en arbitrage

Améliorer la protection de l'environnement et de la santé publique, promouvoir une administration motivée et performante : telles sont nos préoccupations; nous savons, Monsieur le Premier Ministre, que ce sont aussi les vôtres.

Les techniciens des Services d'Hygiène du Milieu sont des agents du Ministère de la Santé.

Dans les DRASS et DDASS, ils contrôlent — avec l'appui des Services Communaux d'Hygiène et de Santé — la qualité des eaux d'alimentation, de baignade, l'hygiène des établissements ouverts au public (campings, piscines...), le fonctionnement des stations d'épuration. Ils participent à l'élimination rationnelle des déchets, la lutte contre le bruit, et œuvrent pour le respect des règles d'hygiène alimentaire...

Conscients de l'importance de la continuité de leur mission, notamment en saison estivale, ils ont préféré — dans l'immédiat — consacrer une journée de salaire à la publication de cet encart plutôt que de faire grève.

LES PERSONNELS TECHNIQUES DES SERVICES D'HYGIÈNE DU MILIEU DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

A la Réunion

Les planteurs de canne ont cessé leur grève

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

Les planteurs de canne à sucre de la Réunion ont décidé de mettre un terme à la grève qu'ils observaient depuis une dizaine de jours. L'annonce de nouvelles mesures gouvernementales indemnisant par anticipation les pertes de production dues au cyclone qui a frappé la Réunion au début de l'année a ramené le calme dans l'île.

Ce vaste mouvement de protestation des producteurs de canne à sucre soutenu dès le début par le Parti communiste réunionnais met une fois de plus en relief la fragilité de la seule grande production d'exportation de la Réunion, héritée de la période coloniale, au moment où se précisent les *modalités du nouveau* règlement sucrier européen qui entrera en application à compter de 1991. La Réunion dispose d'un quota de production de sucre de 300 000 tonnes. Ce niveau de production, jusqu'à présent, n'a jamais été atteint, la moyenne se situant dans une fourchette comprise entre 220 000 et 260 000 tonnes.

La multiplicité de micro-exploitations (moins de 1 hectare parfois), les difficultés de mécanisation en raison du relief très accidenté de l'île, comptent parmi les principaux freins à l'économie sucrière locale. Depuis quelques années, des études sont menées avec notamment le concours du conseil général pour tenter d'adapter le « modèle sucrier hawaïen » à la Réunion (culture de la canne et campagne sucrière s'étalant sur dix-huit mois, irrigation au goutte-à-goutte, mécanisation complète des champs). Mais cette technique ne pourrait être, au mieux, appliquée que sur le tiers de la surface actuelle plantée.

La part de la canne à sucre dans la production intérieure brute a tendance à s'amenuiser sans espoir de retour et un grand nombre de planteurs ont un revenu bien souvent inférieur à *celui* du SMIC local (78 % du SMIC métropolitain). La valeur des exportations de sucre, de mélasse ou de rhum couvre à grand peine 10 % des importations globales de l'île (8 milliards de francs) et elle est même dépassée par le *montant* total du RMI accordé aux familles réunionnaises (entre 800 millions et 1 milliard de francs).

A la suite des violents affrontements qui ont eu lieu mardi à Saint-Louis et au cours desquels huit gendarmes ont été blessés, le procureur de la *République de Saint-Pierre* a engagé des poursuites contre les manifestants. Jeudi, les gendarmes se sont rendus dans les rédactions des trois quotidiens locaux et celle de RFO-Réunion pour tenter d'obtenir les films photographiques et de télévision *réalisés lors de ces événe*ments. Les rédactions concernées ont refusé de répondre favorablement à la perquisition.

ALIX DIJOUX.

Au terme d'une visite sur le territoire

Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères déclare que la Nouvelle-Calédonie « traverse une période d'espoir »

NOUMÉA
de notre correspondant

M. Russel Marshall, ministre néo-zélandais des affaires étrangères, vient de terminer, une visite officielle de trois jours en Nouvelle-Calédonie. Au terme de nombreux entretiens avec l'ensemble des personnalités politiques du territoire, il a déclaré que *« la Nouvelle-Calédonie traverse une période d'espoir, la plus importante qu'elle ait connue depuis longtemps ».* Il a rappelé que les essais nucléaires de Mururoa restent le *« seul différend »* entre la France et la Nouvelle-Zélande, les suites de l'affaire du *Rainbow Warrior* devant être réglées avec le gouvernement français *« avant la fin de cette année »*, après que le Tribunal international d'arbitrage aura rendu ses conclusions.

Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères a estimé qu'il était trop tôt pour répondre favorablement à une éventuelle demande de la France de retirer la Nouvelle-Calédonie de la liste des Nations unies des pays à décoloniser.

M. Russel Marshall s'est rendu au cours de cette visite dans chacune des trois provinces du territoire, insistant sur la volonté de la Nouvelle-Zélande d'aider la provincialisation. Selon le ministre, les élus de la province des îles Loyauté ont souhaité une coopération avec la Nouvelle-Zélande en matière d'éducation, de tourisme et de développement de la langue anglaise. Ceux de la province nord seraient intéressés par l'envoi de techniciens spécialisés dans la filière bois.

En Nouvelle-Calédonie, pour le moment, l'aide néo-zélandaise, en augmentation sensible ces dernières années, a surtout été consacrée à l'octroi de bourses d'étude. – *(Interim.)*

EN BREF

● **M. Rausch et la « grande muette ».** – M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur a déclaré, lundi 4 septembre, à propos du capitaine de frégate qui avait invité *« les cadres militaires à franchir la ligne jaune pour éviter que la base ne le fasse »,* que *« quand on est dans la grande muette, on ferme sa gueule ».* Le maire de Metz qui participait au club de la presse de Nancy, a estimé que ce capitaine avait eu *« le courage de s'exprimer publiquement »*, mais il a ajouté que M. Jean-Pierre Chevènement *« avait eu raison de* [le] *mettre aux arrêts de rigueur ».*

● **M. Sarkozy approuve M. Balladur.** – M. Nicolas Sarkozy, député RPR et maire de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) approuve *« sans réserve les propositions constitutionnelles formulées par M. Edouard Balladur »* devant le « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 3 septembre (*le Monde* du 4 septembre). M. Sarkozy indique qu'il *« s'associera à la proposition de loi* [de l'ancien ministre] *qui permettra à un tiers des députés d'obtenir qu'un texte soit soumis à référendum, renforçant ainsi tout à la fois le rôle du Parlement, seul contre-pouvoir institutionnel et celui des citoyens qui pourront ainsi exprimer directement leurs choix ».*

Dans le Rhône

Deux élections municipales partielles

● RHONE : Anse (1er tour).

Inscr., 2 509 ; vot., 1 695 ; abst., 32,44 % ; suffr. expr., 1 604. Liste divers droite conduite par M. Jean-Pierre Pinault, div.d., 800 voix (49,87 %) ; liste divers droite conduite par M. Daniel Pomeret, div.d., 434 (27,05 %) ; liste divers droite conduite par M. Adrien Laude-Bousquet, div.d., 370 (23,06 %). *Il y a ballottage.*

[Il n'a manqué que trois voix à la liste conduite par M. Pinault, ancien premier adjoint au maire d'Anse, pour obtenir la majorité absolue des suffrages dès le premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 16 juillet, de Michel Lamy (div.d.), maire d'Anse depuis 1977. Ce dernier avait été réélu, en mars 1989, à la tête d'une liste (UDF-RPR-socialistes), qui avait obtenu tous les sièges. La liste conduite par M. Pinault devance celle conduite par M. Pomeret, ancien adjoint aux finances, qui comptait dans ses rangs la quasi-totalité de l'équipe sortante, ainsi que la veuve de l'ancien maire.

Au premier tour de l'élection de mars 1989, les résultats étaient les suivants : inscr., 2 503 ; vot., 1 391 ; abst., 44,42 % ; suffr. expr., 964. Liste divers conduite par Michel Lamy, div.d., 964 voix, 27 ÉLUS.]

● RHONE : Dardilly (1er tour).

Inscr., 4 147 ; vot., 2 051 ; abst., 50,54 % ; suffr. expr., 1 901. Liste divers droite conduite par M. Bernard Thomas, div.d., 773 (40,66 %) ; liste divers droite conduite par M. Daniel Le Maire, RPR, 628 (33,03 %) ; liste PS conduite par M. Michel Charmont, PS, 500 (26,30 %). *Il y a ballottage.*

[Cette élection partielle était organisée à la suite de la décision prise, le 25 mai, par le tribunal administratif de Lyon, d'annuler les résultats du scrutin de mars dernier, en raison de la distribution tardive d'un tract émanant de la liste d'union UDF-RPR conduite par M. Bernard Thomas. Cette liste avait obtenu, au second tour, le même nombre de suffrages que la liste de centre-gauche conduite par M. Marcel Christ. Ces deux listes ont, cette fois-ci, fusionné sous la conduite de M. Thomas et arrive en tête, avec 40,66 % des voix.

Au second tour du scrutin de mars 1989, les résultats étaient les suivants : inscr., 4 129 ; vot., 2 807 ; abst., 32,01 % ; suffr. expr., 2 745. Liste UDF-RPR conduite par M. Thomas, div.d., 933 voix (33,98 %) ; liste divers gauche conduite par M. Christ, div.g., 933 (33,98 %) ; liste divers droite conduite par M. Dejean, RPR, 495 (18,03 %) ; liste PS conduite par M. Charmont, PS, 384 (13,98 %). Au premier tour, la liste de M. Thomas avait obtenu 798 voix (31,51 %), celle de M. Christ, 751 (29,66 %), celle de M. Dejean, 527 (20,81 %), celle de M. Charmont, 456 (18 %). Il y avait 2 532 suffrages exprimés, 2 633 votants et 4 129 électeurs inscrits.]

CE QUE JE CROIS
Tome 1
"Les années d'espoir"
(1960-1979)
par Béchir Ben Yahmed

Indépendance d'esprit, intuition parfois prémonitoire et rigueur de pensée marquent cette sélection d'éditoriaux parus dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* jusqu'en 1980 et signés par son fondateur, Béchir Ben Yahmed. Témoin et analyste des problèmes du monde, du Tiers Monde et plus particulièrement de l'Afrique, Béchir Ben Yahmed aborde des sujets tels que les hommes politiques et le pouvoir, le conflit du Moyen-Orient, les coups d'Etat en Afrique, l'apartheid sud-africain, les guerres de libération, la France et l'Afrique, etc. Autant de sujets brûlants qui, réunis, constituent une véritable rétrospective des "années d'espoir" de l'Afrique contemporaine.

256 pages abondamment illustrées.
Format : 16 × 23,5 cm.

COLLECTION "ACTUEL". GROUPE JEUNE AFRIQUE.
VENTE ET RENSEIGNEMENTS
AUX BUREAUX DE JAPRESS. (TEL. (1) 45.20.19.60).
VENTE PAR CORRESPONDANCE : ECRIRE A
JAPRESS, 57 BIS, RUE D'AUTEUIL, 75016 PARIS (FRANCE).
PRIX FRANCE EUROPE : 77 F.F. FRANCO DE PORT
AUTRES PAYS : 100 F.F. FRANCO DE PORT
(ENVOI RECOMMANDE)
REGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE
(UNIQUEMENT FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR
MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) A L'ORDRE DE JAPRESS

RELIGIONS

L'affaire du carmel d'Auschwitz

Les raisons du silence du pape

Après la spectaculaire explication du week-end entre le cardinal Glemp et ses confrères archevêques de Cracovie, de Lyon, de Paris et de Bruxelles à propos de l'avenir du carmel d'Auschwitz, chacun attendait l'arbitrage du pape. La prolongation de son silence pourrait apparaître, en effet, comme une caution apportée au primat de Pologne, partisan d'une remise en cause complète des accords internationaux sur le déménagement des religieuses, et ressembler à un désaveu des cardinaux Decourtray, Lustiger, Daneels et Macharski, qui ont négocié avec la communauté juive et signé ces accords.

Le pape n'avait toujours pas parlé, mardi matin 5 septembre, mais l'attitude de Radio-Vatican a montré clairement où allaient les préférences romaines. La radio officielle du Saint-Siège a presque intégralement cité, lundi 4 septembre, le communiqué publié la veille par les cardinaux Decourtray, Lustiger et Daneels demandant le respect strict des accords de Genève (*le Monde* du 5 septembre), sans y ajouter toutefois de commentaire, alors qu'elle n'a pas évoqué le contenu de l'entretien du cardinal Glemp avec *La Repubblica*.

Est-ce un signe suffisamment clair ? De toutes parts, Jean-Paul II est pressé de se prononcer plus explicitement. Dans *France-Soir* du 5 septembre, Elie Wiesel juge *« consternant »* le silence de l'ancien archevêque de Cracovie (dont dépend Auschwitz). Les meilleurs exégètes de la pensée et de l'action du pape font valoir que Jean-Paul II n'a pas pour habitude de braver les Eglises locales (même s'il s'agit de son ancien diocèse), que jusqu'à présent dans cette affaire rien n'a pu se décider sans son aval et que son approbation des accords signés à Genève par les cardinaux Macharski, Lustiger, Decourtray et Daneels est connue depuis longtemps.

La référence la plus récente et la plus nette à cet égard est le discours prononcé à Vienne le 24 juin 1988, au cours d'une rencontre privée avec les communautés juives autrichiennes. Jean-Paul II avait alors déclaré que *« le Centre pour l'information, l'éducation, la rencontre, la prière créé en Pologne pour étudier la Shoah, ainsi que le martyre du peuple polonais et des autres peuples européens, doit servir de modèle à d'autres nations »*. Aller plus loin aujourd'hui reviendrait à trancher dans le vif un débat qui divise de plus en plus l'Eglise et l'opinion polonaises, avec d'inévitables conséquences politiques, et c'est une perspective qui répugne au pape.

Quatre cent mille signatures

Alors que les milieux intellectuels catholiques, proches notamment de Solidarité, ont pris depuis longtemps fait et cause pour le transfert des religieuses, la pétition lancée par les milieux nationalistes catholiques polonais et par le mouvement Pax proche des communistes, en vue de maintenir les carmélites dans leur couvent actuel à Auschwitz, aurait déjà recueilli quatre cent mille signatures. Mgr Glemp n'avait jamais dénoncé les accords de Genève. Il avait toujours pris soin de renvoyer la responsabilité de la gestion de ce conflit à l'archevêque de Cracovie, Mgr Marcharski.

Son revirement d'attitude aujourd'hui est expliqué à Paris, à Rome et en Pologne par des causes internes au pays. *« C'est de plus en plus une affaire polono-polonaise »*, dit M[e] Théo Klein, responsable de la délégation juive à Genève, ce que confirment des intellectuels de Cracovie, pour qui le conflit est désormais ouvert entre un courant de Solidarité favorable au déménagement des sœurs et une certaine base populaire et nationaliste, indignée par *l'« offense »* qui serait faite à l'Eglise polonaise, sous la pression de milieux juifs internationaux.

Les adversaires de Solidarité cherchent-ils à exploiter cette affaire pour tenter de créer une faille entre l'Eglise et le mouvement syndical aujourd'hui au pouvoir ? Entre un clergé local souvent tout puissant dans l'histoire du pays, et une nouvelle élite de laïcs catholiques que les circonstances politiques viennent de placer à la tête du gouvernement ? C'est une hypothèse de plus en plus avancée à Paris, à Rome et par certains à Varsovie, où l'on comprend toutefois mal pourquoi le cardinal Glemp est tombé dans le piège. Si le pape a su affronter des situations autrement plus difficiles, sa prudence actuelle dans l'affaire d'Auschwitz s'explique mieux, si elle se justifie mal.

HENRI TINCQ.

● **Jean-Paul II en Asie du 6 au 16 octobre.** — Le pape se rendra du 6 au 16 octobre dans quatre pays d'Asie, la Corée du Sud, l'Indonésie, le Timor Oriental et l'île Maurice. Selon le programme de ce voyage publié le 3 septembre par le Vatican, le pape restera les 7 et 8 octobre à Séoul (où il s'était déjà rendu en 1984) pour assister au Congrès eucharistique mondial organisé par l'Eglise de Corée du Sud. Il se rendra le 9 à Djakarta, où les catholiques ne sont qu'une petite minorité en Indonésie, pays très majoritairement musulman. Le 12 octobre, il s'arrêtera à Dili, au Timor Oriental, puis à l'île Maurice avant de regagner Rome.

(Publicité)

Les cheveux en liberté

Place Vendôme. Le Centre international capillaire Ivari accueille depuis seize ans une clientèle exigeante pour qui un front dégarni, une calvitie précoce ne sont ni un atout ni un charme.

Véritable révolution dans la lutte contre la calvitie, la méthode brevetée de M. Ivari est simple et indolore, moderne et efficace. C'est pourquoi elle est aujourd'hui mondialement reconnue.

La méthode mise au point et sans cesse améliorée depuis seize ans par M. Ivari est totalement indolore, sans aucun danger. Contrairement à une intervention chirurgicale, toujours un peu traumatisante, elle ne nécessite aucune anesthésie.

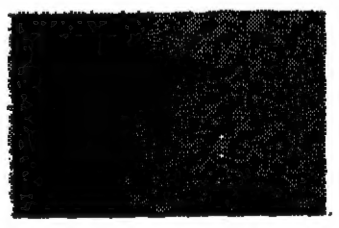
En outre, comme le soulignent tous ceux qui l'ont expérimentée avec succès, elle prend parfaitement en compte la personnalité de chacun.

Chaque patient est un cas particulier, explique M. Ivari, *nous nous devons de prendre en compte son âge, son style, sa physionomie pour avoir une réelle approche esthétique. »*

Pour ce faire, un prélèvement d'échantillon capillaire, une analyse microscopique rigoureuse de la structure du cheveu, de sa couleur et de son épaisseur, permettent de sélectionner des cheveux *100 % naturels* et parfaitement identiques à ceux de l'intéressé.

Dix heures seulement...

Puis il est procédé à une répartition de cheveux. Le patient assiste en direct à la reconstitution de sa chevelure pendant cette intervention qui dure une dizaine d'heures. Dix heures de travail patient et minutieux, durant lesquelles la chevelure est reconstituée, cheveu par cheveu, avec une grande méticulosité. Réalité et naturel sont véritablement retrouvés avec la participation de l'intéressé. Car le Centre Ivari se fait également le visagiste, dont le patient serait le styliste.



Ceux qui souhaitent une discrétion plus grande encore peuvent adopter la même méthode *mais appliquée progressivement* au cours de cinq ou six séances réparties sur une année.

et se passer la main dans les cheveux

Dix heures pour ranger sa calvitie au rayon des mauvais souvenirs. Et vivre au rythme d'une vie normale avec sa chevelure retrouvée.

Accomplir les gestes les plus simples, les plus banals, les plus quotidiens. Passer sa main dans ses cheveux, les caresser, les brosser mais aussi les traiter comme l'on désire, les teindre suivant son humeur, sans crainte, appréhension ni retenue.

Les femmes sont tout autant concernées que les hommes. Finis les cheveux clairsemés qui obligent à de fréquents lavages. Finis les perruques et postiches en tous genres.

Quelques cheveux, quelques mèches ajoutés avec précision pour retrouver sa coquetterie, bien sûr, mais surtout son assurance et sa personnalité.

Car ces cheveux sont devenus les vôtres.

Pouvoir aussi poursuivre une activité sociale, professionnelle, sportive ; celle que l'on a choisie ou qui, parfois, est imposée.

Dès lors, il n'est pas étonnant que des personnalités du show-biz, de la télévision, de la politique même, viennent du monde entier, place Vendôme, dans le Centre international Ivari pour retrouver leurs cheveux en liberté.

IVARI
Centre International Capillaire
26, place Vendôme - 75001 PARIS
Tél. : 42-86-82-00 ou 42-86-82-01

A « L'heure de vérité »

M. Jospin estime que la rentrée scolaire devrait se dérouler dans de bonnes conditions

Invité à s'exprimer lundi 4 septembre au cours de l'émission « L'Heure de vérité », sur A2, M. Lionel Jospin a déclaré que la rentrée scolaire 1989 devrait se dérouler dans de meilleures conditions que les précédentes. Le ministre de l'éducation nationale, qui a décrit le dispositif humain et financier mis en place pour accueillir les élèves, dès le 5 septembre, n'a toutefois pas caché qu'il subsisterait sans doute des difficultés. Le problème des sureffectifs notamment, semble loin d'être résolu. *« Je pense qu'au-dessus de trente-cinq élèves on est réellement dans des classes surchargées,* a reconnu M. Jospin, *encore qu'il faille établir des différences. »* Le ministre a souligné qu'il lui semblait difficile d'enseigner dans des conditions honorables à des classes surpeuplées, avant d'affirmer que le budget 1990 permettrait des créations de postes plus importantes que les années précédentes. Il a indiqué qu'il n'y aurait *« pas de classes de lycée de plus de trente-cinq élèves après 1993 »*.

M. Jospin a aussi insisté sur les problèmes d'orientation, en soulignant qu'il cherchait à mobiliser les personnels éducatifs autour de ce problème. *« Les recteurs ont travaillé (...) pour essayer d'ajuster les flux de lycéens et les possibilités d'accueil dans l'enseignement supérieur »*, a-t-il expliqué, en ajoutant toutefois que le nombre des lycées professionnels lui semblait encore insuffisant. Interrogé sur une éventuelle réforme de l'orthographe, M. Jospin a considéré que le débat engagé était *« le lieu de tous les extrémismes »* et a souhaité *« une approche plus raisonnable »*.

Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES-FEN) a réagi de façon mesurée aux propos du ministre de l'éducation nationale. *« Beaucoup de problèmes soulevés font écho aux nôtres,* observe le SNES. *Il est bien de les reconnaître, mais encore faut-il les résoudre. Or le décalage est grand entre les intentions et les actes concrets. »* Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) considère que *« les propos du ministre ne sont pas de nature à nous rassurer. (...) Nous attendions du concret, ne serait-ce qu'une annonce de programmation à moyen terme »*. Les responsables de la Fédération des conseils des parents d'élèves (FCPE) ont estimé, au cours d'une conférence de presse, lundi 4 septembre, que *« des efforts substantiels ont été consentis, mais ils sont encore insuffisants »*. La FCPE n'exclut pas d'organiser en septembre une action nationale de protestation si la situation ne s'améliore pas.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) estimait vendredi 1[er] septembre que M. Jospin avait fait *« un point honnête de la situation »* au cours de sa conférence de presse de rentrée, réunie le même jour, mais craignait que les *« constats lucides »* ne soient pas suivis des *« corrections nécessaires »*.

« Les moyens, estime-t-on à la FEN, *malgré des efforts importants, demeurent chichement mesurés. »* Enfin, les deux principaux syndicats de directeurs d'écoles privées, le SPELC et le SYNADEC, ont lancé un commun appel à une grève administrative pour *« attirer l'attention des pouvoirs publics sur la différence de situation entre public et privé »*.

Les Français paraissent porter un jugement plutôt positif sur l'année écoulée, comme le montre le sondage réalisé en juillet par IPSOS pour le compte du ministère de l'éducation nationale et rendu public lundi 4 septembre. 68 % d'entre eux pensent que l'année 1988-1989 s'est bien passée, et 33 % que la rentrée 1989 sera plus facile que la précédente. En revanche, 36 % des personnes interrogées affirment que certaines dégradations se sont produites, notamment en ce qui concerne les effectifs, les moyens et les rapports entre élèves et enseignants.

Le recrutement des enseignants

Un jury trop sévère

« Tous les postes n'ont pas été pourvus, je le regrette », a déclaré M. Lionel Jospin, le 4 septembre, à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, à propos des résultats aux concours de recrutement de professeurs (CAPES et agrégation). Le constat n'est pas nouveau. Depuis plusieurs années, dans les disciplines déficitaires, comme les mathématiques et la physique, le nombre de candidats de bon niveau est insuffisant pour pourvoir tous les postes créés. En 1989, la forte augmentation du nombre de postes (8 471 contre 6 050 en 1988) a favorisé un afflux de candidatures (+ 10,5 % à l'agrégation, + 33,6 % au CAPES externe), mais n'a pas permis de faire disparaître le décalage entre l'offre de postes et le nombre de candidats : 2 500 postes sont restés vacants ; 708 candidats ont été admis en lettres modernes pour 1 060 postes ; 1 111 pour 1 343 postes en mathématiques par exemple (1).

Au-delà de ce phénomène général qui illustre cruellement la dévalorisation du métier de professeur, le ministre de l'éducation nationale a fait, à Antenne 2, un sort particulier aux résultats du CAPES d'espagnol dont le jury, a-t-il déclaré, a été *« excessivement sélectionniste »*. Dans cette discipline, en effet, 488 postes étaient offerts, 750 candidats ont été déclarés admissibles à l'oral, mais seulement 245 ont été définitivement admis. Pour M. Basterra, qui présidait cette année le jury de ce CAPES, *« le jury a considéré majoritairement qu'il n'était pas possible de descendre, pour l'admission, en dessous d'une moyenne de 6,35 points sur 20, ce qui est déjà très faible »*. *« Au-delà,* ajoute-t-il, *c'est le principe même du concours qui n'aurait plus de sens. »*

Le ministre ne conteste pas la décision du jury, dont il rappelle avec netteté qu'il est souverain. *« C'est une règle de l'éducation nationale, c'est une règle de la démocratie. »* Mais il a soulevé une contradiction autrement délicate : *« Je n'arrive pas à croire que, en France, des centaines de jeunes passés dans nos universités n'aient pas le niveau minimum en espagnol pour enseigner à nos élèves dans les lycées. Ou alors je me dis que, peut-être, un certain nombre de ceux qui présidaient ces jurys et qui avaient la responsabilité de l'espagnol en France depuis dix ans ne les ont peut-être pas formés aussi bien qu'ils auraient dû. »*

En mathématiques, les candidats ont été reçus cette année au CAPES avec 6,5 sur 20.

(1) A partir de cette rentrée, et compte tenu de la revalorisation, le salaire de début de carrière d'un professeur certifié est de 6 800 F (inchangé), puis 7 360 F après trois mois (+ 560 F) et 7 800 F au bout d'un an (+ 440 F). Un professeur agrégé touche 7 400 F, puis 8 140 F après trois mois et 8 900 F au bout d'un an (+ 840 F).

Un congrès européen à Barcelone

Que faire des surdoués ?

Les surdoués sont bien à plaindre... Ces enfants à l'intellect éclatant attirent la compassion de ceux qui considèrent leurs capacités comme autant de chef-d'œuvres en péril. L'association *Eurotalents*, qui regroupe treize organisations européennes de défense de la précocité, vient de tenir un congrès à Barcelone sur les problèmes rencontrés par ces enfants.

BARCELONE
de notre envoyée spéciale

« L'enfant précoce est le prisonnier de sa date de naissance lorsqu'il est inséré dans un système éducatif qui le range automatiquement dans une classe donnée selon ce seul critère, explique M. Jean-Charles Terrassier, psychologue à Nice. *Il serait tout aussi absurde de demander sa date de naissance à un enfant quand il achète des chaussures. »*

A la suite des Américains qui s'intéressent depuis longtemps au problème, nombreux sont ceux qui s'inquiètent aujourd'hui des effets d'une éducation indifférenciée sur les enfants et adolescents précoces. *« La réforme du système éducatif portugais de 1986 souligne le droit à la différence,* déclare M. Luis Nazareth, président de l'association portugaise pour les enfants surdoués. *L'article 5 de cette loi indique qu'il faut procéder au dépistage des déficiences et des précocités. »* Les solutions envisagées sont cependant variées.

Pour certains, l'éducation idéale n'est pas séparable d'un système collectif. *« Il convient d'être très attentif à tous les enfants pour déceler la précocité, mais il ne faut pas séparer les surdoués des autres : de la confrontation surgit l'étincelle »*, souligne M[me] Marta Mata, directrice du département de l'enseignement à la mairie de Barcelone. De son côté, M. André Inizan, professeur de psychologie à l'université de Tours, estime que la constitution de groupes homogènes n'est pas souhaitable. *« Il serait préférable,* affirme-t-il, *que les maîtres organisent des classes-ateliers au sein desquelles les élèves apprennent à découvrir un savoir par équipes de force équivalente. »* Cette solution a le mérite de l'équité. Pourquoi accorder aux jeunes surdoués un traitement distinct, alors que l'échec scolaire guette aussi nombre d'enfants d'intelligence ordinaire ?

L'expérience de Nice

D'autres, en revanche, préconisent une éducation séparée et, parfois même, des loisirs spécifiques. Ainsi, le ministère de l'éducation nationale a autorisé l'ouverture, à la rentrée 1987, d'une classe-pilote dans une école élémentaire publique du quartier Las Planas à Nice. Un premier groupe d'une vingtaine d'élèves y a franchi, en deux ans, les quatre années séparant la « grande section » de maternelle de la fin du cours élémentaire. *« Ces enfants requièrent énormément d'attention et ont besoin d'être stimulés pour ne pas céder à l'illusion de la facilité,* observe M[me] Michèle Brignone, l'institutrice qui les a pris en charge. *Je pense que le passage dans cette classe diminuera beaucoup leurs risques d'échec scolaire. »*

Parvenus au seuil de l'actuel cours moyen avec deux ou trois ans d'avance, ces jeunes pourraient-ils s'intégrer sans difficulté dans un cursus normal ? *« En dix ans, j'ai vu plusieurs enfants de huit ans et demi ou même de huit ans entrer en sixième, et cela n'a jamais posé de problème »*, affirme M. André Grossetête, inspecteur d'académie au rectorat de Nice. Des mesures spécifiques ont toutefois été prévues pour les jeunes précoces de Las Planas, qui pourront intégrer une classe spéciale dans un collège de taille moyenne, dont le choix n'a pas encore été fait. Ils y suivront un enseignement différencié dans certaines matières et seront mélangés aux autres, en fonction de leurs aptitudes particulières, dans les disciplines restantes.

« Cette expérience, souligne M. Grossetête, *doit faire comprendre, pour l'ensemble des enfants, que les anciennes divisions ne correspondent plus à une pédagogie moderne. Il faut parvenir à une pédagogie différenciée qui adapte les rythmes d'acquisition aux rythmes d'évolution. »* M. Grossetête ajoute que la classe-pilote semble avoir été bénéfique aux enfants, et notamment aux plus perturbés. *« Certains auraient certainement fini par atterrir dans une classe de perfectionnement,* explique-t-il, *il s'est agi d'une véritable opération de sauvetage. »*

Si les solutions envisagées sont diverses, l'état d'esprit des adultes qui s'intéressent au problème ne l'est pas moins. Certains insistent sur la nécessité d'éviter la souffrance d'un enfant mal adapté et de veiller à l'égalité des chances. La précocité d'un jeune d'origine modeste risque plus que les autres de passer inaperçue. Ce désir de justice sociale cohabite toutefois avec des positions plus ambiguës et souvent fort élitistes. Certains parlent des enfants précoces en termes d'*« investissement »* national, et M. Nazareth affirme que, *« pour un pays fragile économiquement comme le Portugal, la matière grise a une importance énorme »*.

Plus radicale, l'association espagnole Credeyta d'aide au développement de la créativité et du talent réclame une *« aide institutionnelle au monde de la supériorité intellectuelle »*. Elle plaide pour *« de vastes campagnes d'identification des individus »* et des recherches poussées sur l'évolution psychique et physique des surdoués. Ce culte des élites va même, pour certains, jusqu'à un rejet de la démocratie considérée comme « niveleuse », broyeuse de talents. La défense des enfants doués devient alors le paravent de ceux qui cherchent à promouvoir la domination d'un petit nombre d'« élus ».

RAPHAËLLE RÉROLLE.

Société

JUSTICE

Au tribunal de Versailles

Un lundi de correctionnelle

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles avait, lundi 4 septembre, trente-deux affaires au menu de son après-midi. Une vacation ordinaire, la justice est encore en vacances. On attendait Samira, l'une des accusatrices du commissaire Jobic. Elle fut éclipsée par les autres, les prévenus de tous les jours, ceux qui ressemblent à tout le monde dès qu'ils sortent du palais de justice.

La chambre a pris d'entrée une demi-heure de retard qu'elle n'a jamais rattrapée. Albert Oliveiros et Franck Pinart l'attendaient sagement, dans leurs vestes estivales. Pinart, vingt-deux ans, miroitier-vitrier, a un nez de boxeur. Oliveiros, trente-trois ans, magasinier, n'a jamais pris la nationalité française bien qu'il ne connaisse personne en Espagne. Ils ont eu en avril dernier une *« période troublée »* qui s'est caractérisée par douze vols à l'arraché en dix jours, sans compter les voitures.

Les deux hommes s'en souviennent à peine à cause de la drogue, mais comme ils n'allaient pas chercher plus loin que Bourg-la-Reine ou Cachan l'épopée a pu être reconstituée. Pinart demandait l'heure à la victime de la part d'Oliveiros et, sans attendre la réponse, volait son sac à main. Parfois, il demandait son chemin ou, les jours d'inspiration, lui signalait un pneu crevé. *Tous deux étaient héroïnomanes*, ils sont séropositifs, mais le tribunal n'a pas eu le temps de prendre des nouvelles de leur santé. Il a condamné Pinart à dix-huit mois d'emprisonnement et Oliveiros à trois ans, assortis de trois ans d'interdiction de séjour.

Bertrand Digue, prothésiste dentaire, était jugé pour refus d'obéissance. Victime d'une offensive du 501e régiment de chars de combat, au matin du 3 août, contre sa barbe et ses cheveux châtains, le jeune homme avait contre-attaqué en refusant de porter l'uniforme. Et, étant sain de corps et d'esprit, il avait estimé ne pas avoir sa place dans l'armée. Après quinze jours de réflexion à la prison de Bois-d'Arcy, il a accepté de rejoindre son unité mais on l'a dirigé vers l'hôpital. Une procédure de réforme est en cours. La justice l'a condamné à six mois de prison dont cinq avec sursis.

« Compliments »

Le tribunal était toujours à la poursuite de son retard. Il a expédié deux automobilistes honnêtes poursuivis pour incapacité à marcher en ligne droite les yeux fermés et refus d'intégrer la « geôle de dégrisement » du commissariat. Le président a ensuite sermonné Marie-Claude, trente-trois ans, employé à l'état civil, qui comparaissait en sandalettes pour vol de chaussures dans un supermarché (deux mois avec sursis et 2 000 francs d'amende). La jeune femme était allée avec sa fille de onze ans « échanger » leurs quatre chaussures contre deux paires de neuves. *« Si les parents se mettent à inculquer la délinquance aux enfants, où allons nous ? »*, s'est interrogé le président Brouwers. Un exhibitionniste de trente ans, polo vert bouteille et petit sac à dos assorti, a également été tancé par la justice. On l'aurait employé dans un service marketing, il outrageait la pudeur versaillaise dans sa voiture. La justice affligée l'a condamné à trois mois avec sursis et obligation de consulter *« un médecin compétent »* pendant trois ans.

Il restait encore le cou de taureau de Sylvain Deprun, quarante ans. Une camionnette l'avait serré de près alors qu'il venait chercher sa femme, aide-soignante à l'hôpital de Versailles, ce qui lui avait *« déplu »*. Après une course-poursuite dans l'enceinte même de l'hôpital, l'adversaire n'avait eu que le temps de se réfugier aux urgences. Le bon M. Deprun s'était ensuite vengé sur le porte-feuille de la victime dont les papiers avait fini dans un égout de passage. *« Compliments »*, a jeté le président. Sa condamnation à quatre mois avec sursis et trois ans de suspension de permis de conduire ne lui a pas plus davantage : Deprun a claqué la porte du tribunal mais il n'a pas été poursuivi.

Et enfin Daniel Aegea, dix-neuf ans, qui porte avec candeur le nom de sa mère sans se souvenir, pour l'avoir peu connu, de celui de son père. Arrêté la veille, deux mois et demi après sa dernière sortie de prison. Daniel est un gamin de Paris sans souci, pourvu de larges épaules et de beaux yeux clairs. Il aime les Alfa Romeo et ne voit rien de mal à cela.

Daniel possède une Alfa mais il avait besoin de pièces de rechange. L'expédition a consisté à emprunter une voiture du même modèle, à se servir, et à rapporter ce qui restait du véhicule au commissariat le plus proche. Le jeune homme a amusé jusqu'aux policiers avec le récit de ses aventures mais n'a pas enjôlé la victime, qui était venue avec tout un cartable de dossiers d'expertises. Il lui a pourtant proposé de remettre la voiture en état, et on peut lui faire confiance, a souligné l'avocate, il a un CAP de mécanicien. *« Vous accepteriez cela, vous ? »* Le président était ahuri. *« Et bien, oui »*, a répondu l'avocate, rougissante. Daniel a été *condamné à quatre mois ferme* et 40 000 francs pour les réparations chez un bon garagiste.

Mine d'enfant floué

On en oubliait qu'on était venu pour Lahouaria Nacel, l'ex-Samira du procès Jobic, l'une des trois prostituées dont le témoignage avait conduit le commissaire devant le tribunal correctionnel de Nanterre au printemps dernier pour proxénétisme aggravé. De nationalité algérienne, elle comparaissait pour séjour irrégulier en France. Elle n'a rien dit, elle ne dira plus rien. Pauvre Lahouaria. Avant l'affaire Jobic, *elle* n'avait pas de carte de séjour, ayant été frappée de trois mesures d'expulsion entre 1986 et 1988. Au procès, *elle* avait témoigné sous autorisation provisoire de séjour. Le commissaire a obtenu une relaxe. Elle n'a toujours pas de carte de séjour. A peine un mois après l'expiration de son titre de séjour provisoire, des policiers de la sûreté urbaine de Versailles l'ont interpellée le 9 août, appelés, affirment-ils, par des riverains dérangés par du *« tapage nocturne »*. Il était 5 h 45 du matin. Elle se trouvait dans une voiture avec un homme.

Lahouaria n'exerce plus à la chaîne rue de Budapest. Elle a entamé ce que son avocat appelle une *« réinsertion »* comme « hôtesse de bar » à Versailles. *« Qu'est-ce que c'est que cette profession ? »*, s'est renseigné le président. Vingt-sept ans, sweat-shirt violet, mine d'enfant floué, Lahouaria a dû ouvrir la bouche : *« On est dans une salle, on sert les gens qui veulent boire. »* Une coupe de champagne au bar, la bouteille dans un petit salon, rien n'interdit aux clients d'attendre les hôtesses à la sortie du travail.

Par-dessus la vitre, la greffière lui a passé un mouchoir en papier et Lahouaria Nacel s'est essuyé les yeux, ballottée déjà par une vie qui la dépasse, et toujours sans carte de séjour. Son avocat *William* Bourdon a produit une lettre du ministère de l'intérieur : l'administration est prête à régulariser la situation de la jeune femme pour autant que son domicile et son travail soient réguliers. Le tribunal a estimé que le délit était constitué, mais a prononcé l'ajournement de la peine à l'audience du 6 novembre prochain et l'a remise en liberté. Et Lahouaria Nacel a été finalement la seule accusée de ce lundi de correctionnelle à remercier la justice.

CORINE LESNES.

FAITS DIVERS

Dans le Gard

Les deux pilotes d'un Fokker sont tués en combattant le feu

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Un avion bombardier d'eau Fokker-27 de la Sécurité civile s'est écrasé, lundi 4 septembre, en fin d'après-midi, au cours d'une opération de largage sur le feu de pinède de La Grand-Combe, près d'Alès (Gard). Les deux membres d'équipage : le pilote, Maurice Nogier, trente-huit ans, et le copilote, Ralph Boulton, quarante-sept ans, de nationalité canadienne, ont été tués. Quatre sapeurs-pompiers ont été légèrement blessés par des débris de l'appareil qui s'est désintégré en touchant le sol.

Une commission technique d'enquête sera chargée d'établir les causes exactes de l'accident, qui a pu être provoqué soit par une turbulence qui aurait déséquilibré l'appareil, soit par la défaillance d'un moteur, soit encore, comme on en émettait l'hypothèse au CIRCOSC (Centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile), par une sortie dyssymétrique des volets d'intrados. Cette dernière panne, très rare, rend l'appareil incontrôlable (1).

Le Fokker-27 avait décollé du « pélicandrome » d'Aubenas, peu après 17 heures, pour aller combattre un feu qui s'était déclaré dans une vallée encaissée, à Laval-Pradel, aux confins nord du département du Gard. Au moment de l'accident, le kérosène contenu dans les réservoirs a réactivé l'incendie. Des moyens terrestres supplémentaires ont dû être envoyés en renfort pour permettre aux sapeurs-pompiers de rejoindre l'appareil, qui est resté longtemps au milieu des flammes. Cinq avions bombardiers d'eau et trois hélicoptères, dont deux médicalisés, ont également été envoyés sur la zone de l'accident.

L'avion était l'un des deux Fokker-27 loués à la société canadienne Canair Aviation Ltd et expérimentés par la Sécurité civile depuis la saison dernière en vue de remplacer les deux DC6 de la base de Marignane.

Ce biturbopropulseur, un ancien avion de transport de fabrication néerlandaise, transformé en bombardier d'eau, a une capacité de 6 300 litres. Il est généralement utilisé pour poser des barrières de produit retardant. Aux termes du contrat de location, la présence d'un second pilote était exigée pour satisfaire à la législation canadienne de l'aviation civile.

Quatorze morts depuis le début de l'année

L'accident de la Grand-Combe est le quatrième enregistré depuis le début de l'année par la Sécurité civile. Le 18 juin, le pilote d'un Tracker avait été tué dans le crash de son appareil alors qu'il effectuait une mission de reconnaissance dans la région de Saint-Martin-Vésubie, au nord du département des Alpes-Maritimes. Le 17 juillet, un hélicoptère s'était écrasé au moment de l'atterrissage, à Gémenos (Bouches-du-Rhône), provoquant la mort d'un mécanicien navigant. Enfin, il y a une semaine, un autre accident d'hélicoptère s'était produit à Saorge, dans la haute vallée de La Roya (Alpes-Maritimes). L'appareil, à bord duquel se trouvaient cinq personnes, avait été entièrement détruit, mais, par miracle, il n'y avait pas eu de victime.

Au total, quatorze personnes sont mortes, depuis le début de l'année, en luttant contre les incendies dans le Sud-Est.

GUY PORTE.

(1) Au moment du largage, qui s'effectue généralement à une altitude d'une trentaine de mètres et à une vitesse de 110 à 140 noeuds (200 à 260 km/h) selon le type d'appareil, les pilotes de bombardiers d'eau sortent les volets d'intrados pour augmenter la courbure des ailes et abaisser la vitesse de décrochage.

A Bièvres

M. Joxe a rendu hommage aux deux policiers du RAID tués

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, accompagné de M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a rendu hommage, lundi 4 septembre à Bièvres (Essonne), aux deux policiers du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion) tués jeudi 31 août à Ris-Orangis par un forcené qu'ils tentaient de maîtriser (*le Monde* du 2 septembre). Ces deux policiers, l'inspecteur divisionnaire Christian Caron, quarante ans, et le sous-brigadier Fernand Seither, trente et un ans, ont été, par décret publié au *Journal officiel* du mardi 5 septembre, cités à l'ordre de la nation comme *« policiers dynamiques, courageux et d'un dévouement exemplaire, victimes du devoir dans l'accomplissement de la mission qui leur avait été confiée »*.

Lors de la cérémonie organisée, lundi, dans la cour d'honneur du RAID, devant les familles des policiers tués et en présence de centaines de leurs collègues d'Ile-de-France ainsi que d'une délégation de la gendarmerie nationale, M. Pierre Joxe. Il a rendu hommage *« à l'ensemble de la police nationale »*, qui fait son métier *« chaque jour avec conscience, avec compétence, avec discrétion »*. *« Aucun de ceux qui servent au RAID ne s'est jamais pris pour un héros »*, a ajouté le ministre de l'intérieur, tout en précisant que *« chacun sait pourtant, en entrant ici, qu'il aura à travailler dans des situations difficiles, d'où le risque n'est jamais exclu, risque assumé calmement, sans emphase. »*

Inculpés de vols avec effraction

Cinq membres de la police municipale du Petit-Quevilly ont été incarcérés à Rouen

ROUEN
de notre correspondant

Près de la moitié de l'effectif de la police municipale de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), commune de la banlieue de Rouen, est incarcérée à la maison d'arrêt de Rouen depuis le samedi 2 septembre. Cinq de ses membres sur onze, dont le chef de service, ont été inculpés de vols avec effraction et placés sous mandat de dépôt.

Depuis 1988, ils profitaient de leurs rondes nocturnes pour piller des entreprises ou des stocks de marchandises entreposées sur les quais du port autonome de Rouen. Le produit des vols, portant notamment sur du matériel hi-fi ou électroménager, aurait atteint plusieurs dizaines de milliers de francs.

C'est le maire du Petit-Quevilly, M. François Zimeray (PS) qui a tenu à révéler personnellement cette affaire lundi 4 septembre. *« Il fallait crever l'abcès rapidement »*, a-t-il déclaré. Cette affaire survient après la chute en mars dernier de la municipalité communiste en place depuis la Libération, et des voix s'élèvent déjà pour reprocher à l'ancien maire, M. Robert Pages, sénateur, une certaine légèreté dans le recrutement des gardes municipaux.

Au moment où M. Zimeray annonçait son intention à la presse de *« s'occuper personnellement de la police municipale »*, le secrétaire général de la ville, M. Pierre Farge, en place sous l'ancienne municipalité, avait déjà présenté sa démission, acceptée par le maire. Un peu plus tard, on apprenait que M. Zimeray, informé depuis longtemps des activités délictueuses des cinq policiers, avait déjà mis le secrétaire général en demeure d'agir pour assainir la situation.

M. Zimeray analyse cette bavure comme le dérapage d'une mission mal définie : *« La police municipale, émanation des gardes champêtres, a pour charge de surveiller les bâtiments municipaux dans une ville à forte densité urbaine »*, explique-t-il. *« Petit à petit, les gardes ont pris l'habitude de faire des rondes la nuit, sans contrôle. »*

Pressentant les difficultés, il avait recruté six nouveaux gardes municipaux après son élection. *« Je ne remets pas en cause le principe de la police municipale, je veux lui donner d'autres missions que la surveillance nocturne comme un îlotage proche de la population »*, a conclu M. Zimeray.

ETIENNE BANZET.

Au ministère de l'intérieur

Mme Claude Baraf nommée conseiller pour la communication

Mme Claude Baraf, attachée de presse de Mme Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication, vient de rejoindre le cabinet de M. Pierre Joxe. Nommée, *le 1er septembre, conseiller du* ministre de l'intérieur pour la presse et la communication, Mme Baraf aura sous sa responsabilité l'ensemble de ce secteur. De 1982 à 1984, Mme Baraf avait déjà été attachée de presse du ministre de l'intérieur, à l'époque Gaston Defferre.

Mme Baraf sera entourée de deux collaborateurs : M. Jean-Marc Ancian, conseiller technique, plus particulièrement chargé de l'information en matière de police, et M. Romaric Sulger-Buel, chargé de mission, qui a en charge l'audiovisuel et la communication interne. Journaliste depuis 1969 (successivement à l'ORTF, à *France-Soir*, à *Ouest-France* et au *Matin*). M. Ancian, âgé de trente-neuf ans, avait rejoint le cabinet de M. Joxe fin 1988. Agé de trente-six ans, M. Sulger-Buel fut notamment chargé de mission à FR 3.

[Née le 23 juillet 1951, titulaire d'une maîtrise de lettres, Mme Claude Baraf a collaboré de 1979 à 1981 au *Monde* et au *Monde de l'éducation*, avant d'être attachée de presse de M. Roger Garaudy alors qu'il était candidat à la candidature à l'élection présidentielle de 1981. Devenue attachée de presse de Gaston Defferre au ministère de l'intérieur en juin 1982, elle le suivra en 1984 au ministère du Plan. Nommée responsable de la communication du Carrefour *international de la* communication en 1985, elle était depuis 1986 chargée de mission à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette lorsqu'elle fut nommée, en avril 1988, attachée de presse de Mme Catherine Tasca.]

Dans les Vosges

Une jeune autiste disparue depuis près d'une semaine est retrouvée saine et sauve

BELFORT
de notre correspondant

Sylvie Bousset, treize ans, disparue dans le massif vosgien du Ballon d'Alsace depuis le 28 août, a été retrouvée, lundi 4 septembre à 13 heures, saine et sauve. Autiste, la fillette avait échappé, au cours d'une promenade, à la vigilance des infirmières d'un centre psychothérapeutique qui en avaient la charge. Plus de mille sauveteurs de la Haute-Saône et du territoire de Belfort (pompiers, militaires, secouristes) avaient été mobilisés pour les recherches. Mais celles-ci avaient été abandonnées le 1er septembre dans la soirée.

Au cours du week-end suivant, un tiers des habitants de Boron, le village de la famille Bousset, avaient pris le relais, maire et curé en tête. Leur obstination a été récompensée, puisque deux d'entre eux, en compagnie d'un spécialiste de la montagne, ont retrouvé Sylvie, prostrée, à 800 mètres du refuge d'où elle avait disparu, *dans un endroit très* escarpé situé à 1 000 mètres d'altitude.

D'après les médecins, elle a survécu en se nourrissant de fruits et en buvant de l'eau de source. Sa pathologie explique qu'elle ait constamment fui les sauveteurs en se cachant.

A Boron, l'abandon des recherches par les pompiers et les militaires avait été très mal accueilli. *« On ne laisse pas une bête blessée, on ne laisse pas un être humain dans la montagne »*, a déclaré, lundi, l'une des personnes qui ont contribué à retrouver Sylvie.

De son côté, le maire de Boron s'était insurgé contre cette décision dans une lettre ouverte à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense et maire de Belfort, et il avait refusé de procéder à la désignation des grands électeurs en vue des élections sénatoriales.

FRANÇOIS ZIMMER.

Dans la Somme

Quatre pensionnaires d'une maison de retraite tués dans un incendie

Quatre personnes âgées dont les identités n'ont pas encore été communiquées ont trouvé la mort, mardi matin 5 septembre, dans l'incendie d'une maison de retraite de Caix près de Rosières-en-Santerre (Somme). L'incendie s'est déclaré vers 2 h 30 du matin et a pu être circonscrit une heure plus tard par les services de secours du département. Tandis que les services de gendarmerie ouvraient une enquête pour établir les causes de ce sinistre, les autres pensionnaires de l'établissement ont été évacués et hébergés dans un bâtiment annexe de la maison de retraite.

"43 % des Français déclarent avoir peur de la Science."

Parlons-en !

Les enjeux de la Culture scientifique et technique, un lieu de rencontres avec des entreprises, des I.U.T., etc... une animation permanente, des débats :
• La formation initiale et continue prennent-elles suffisamment en compte les enjeux de la Culture Scientifique et Technique ?
• La télévision participe-t-elle au développement de la Culture Scientifique et Technique ?

• Recherche, conservation, diffusion : le CNAM, LA VILETTE, etc... contribuent-ils à l'essor de la Culture Scientifique et Technique ?
• Demain, quelle Europe de la Communication et des Echanges pour la Culture Scientifique et Technique ?
• La presse écrite, l'édition, etc... sont-elles encore des médias adaptés au développement de la Culture Scientifique et Technique ?

FORUM DE LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE & TECHNIQUE

du 18 au 22 octobre 1989
• FONTENAY-SOUS-BOIS • ESPACE JACQUES BREL •
Contact : (16) 91.92.00.79
Eliane BELTRAN - Gerhard K. JACQUET

Département du Val-de-Marne
Conseil général

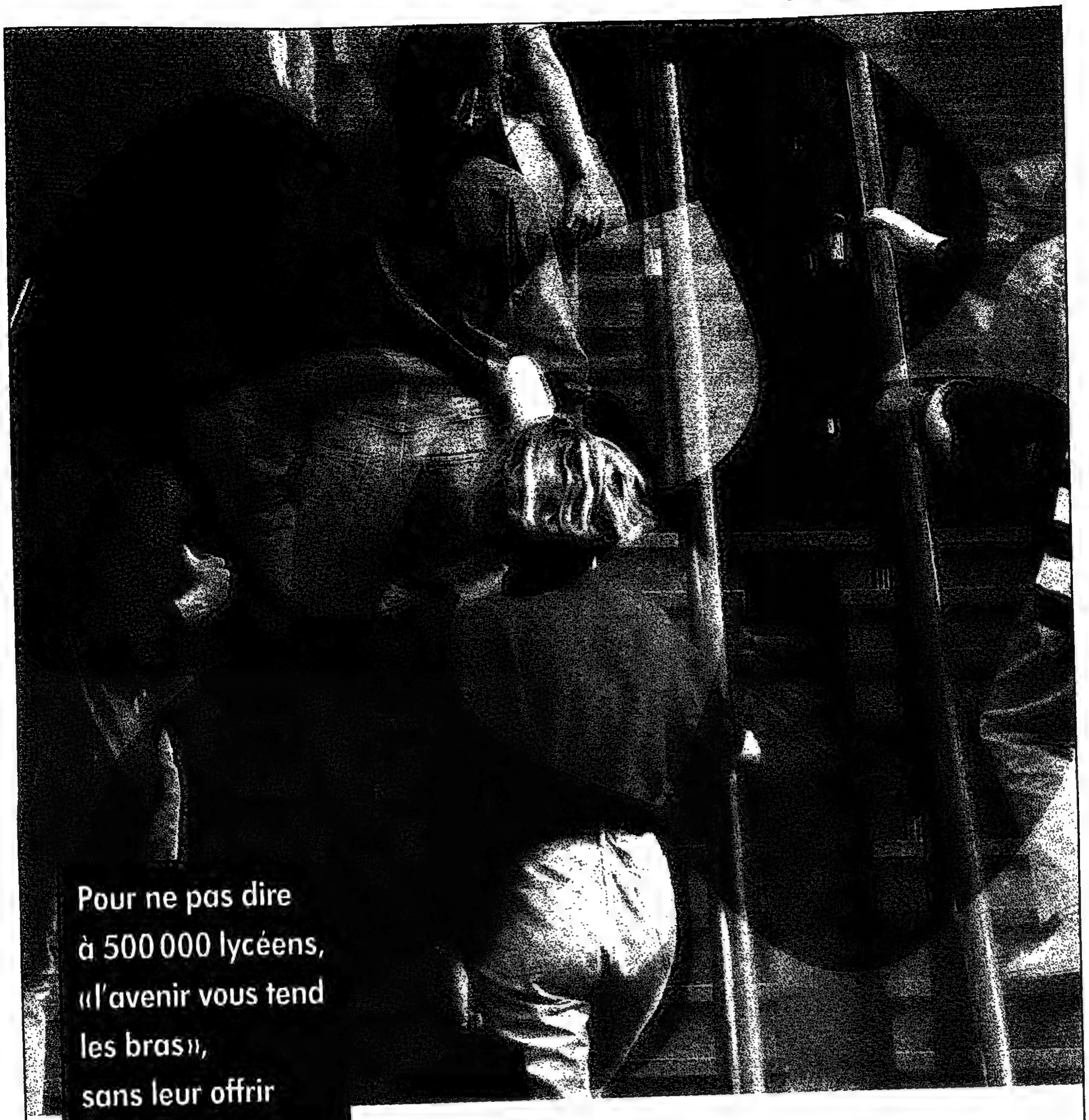
L'ÉVÉNEMENT : DES SPÉCIALISTES AU CONTACT DU GRAND PUBLIC.

هكذا من الأصل

صكنا من الأمل

ilotes d'un Fokker
combattant le feu

ne autiste disparue
près d'une semaine
ouvée saine et sauve



Pour ne pas dire
à 500 000 lycéens,
« l'avenir vous tend
les bras »,
sans leur offrir
au moins un siège,
nous investissons
1 milliard de francs
pour la rentrée
scolaire 1989

Parce que l'avenir de la Région passe par la formation des jeunes, le Conseil Régional d'Ile de France investit 1 milliard de francs pour la rentrée scolaire 1989 et crée 18 500 places nouvelles en lycées.
Ainsi, près de 500 000 lycéens pourront acquérir ce qu'il y a de plus précieux: le savoir.

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

NOUS FAISONS PLUS POUR VOUS CHAQUE JOUR

Société

MÉDECINE

L'épidémie de sida touche davantage les Antilles et la Guyane que la métropole

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

Les Antilles et la Guyane sont les territoires français les plus gravement touchés par l'épidémie de sida. Près de 5 % des malades recensés résident en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique alors que ces trois départements représentent à peine 1,35 % de la population nationale.

Au 31 mars dernier on comptait 349 cas (245 hommes et 104 femmes) dans ces trois départements. Pour la Guyane, la présence d'une importante collectivité haïtienne immigrée semble jouer un rôle déterminant dans la diffusion de l'épidémie. Parmi les 137 cas recensés dans ce département, 88 concernent des malades d'origine haïtienne et sur l'ensemble des trois départements on compte 145 malades haïtiens.

Le mode de transmission de la maladie aux Antilles et en Guyane est différent de celui observé en métropole. Dans ces trois départements les homosexuels et les bi-sexuels ne représentent que 29 % du total. Selon les spécialistes cette forte proportion de sida chez les hétérosexuels ainsi que chez les enfants préfigure ce que devrait être l'évolution de l'épidémie dans les pays industrialisés.

Les femmes atteintes sont relativement peu nombreuses en Martinique (21 femmes et 58 hommes) et en Guadeloupe (32 femmes et 101 hommes). La proportion entre les femmes et les hommes est nettement plus élevée en Guyane : 50 femmes et 87 hommes. Les enfants malades du sida sont en proportion nettement plus nombreux aux Antilles-Guyane qu'en métropole. 7,6 % des cas contre 2,8 % en France.

En dépit de ce bilan inquiétant, il semble que l'action des services locaux de la santé ne soit pas sans effet. En 1987, on prévoyait que le nombre de cas doublerait tous les douze mois. Ce délai est actuellement de quinze mois.

E. M.

● **Vingt-neuf cas en Algérie.** – Selon un bilan publié par le Comité médical algérien chargé de la lutte contre le sida, 29 cas ont été enregistrés depuis 1986 causant la mort de 21 personnes. Le Comité médical a désormais décidé de publier un bilan semestriel sur l'évolution du sida en Algérie. Six cas de séropositivité avaient été répertoriés en 1985, sept l'année suivante , 23 cas en 1987, 58 en 1988 et, enfin, 52 au cours du premier semestre 1989. – *(AFP.)*

● **Dépistage systématique dans l'armée thaïlandaise.** – Les officiers de l'armée thaïlandaise vont être soumis dès le mois prochain à des tests de dépistage de la contamination par le virus du sida. Cette mesure, annoncée mercredi 30 août à Bangkok, fait suite à plusieurs cas de sida parmi des militaires toxicomanes. Selon un récent bilan, 241 militaires seraient infectés par le virus. Début août, les autorités médicales de l'armée avaient annoncé que les nouveaux conscrits seraient systématiquement soumis à des tests de dépistage. – *(AFP.)*

● **Les sidatiques polonais traités comme des pestiférés.** – Les malades du sida sont traités comme des pestiférés en Pologne, où la maladie risque de faire des ravages en raison du manque d'information de la population, des préjugés des médecins et du sous-équipement dramatique des hôpitaux, *s'alarme le* quotidien de Solidarité.

Officiellement, seuls 18 cas ont été déclarés à ce jour, et 401 séropositifs ont été recensés. Douze personnes sont mortes, selon le ministère de la santé. Les quatre premiers cas avaient été révélés en octobre 1985. La drogue est un véritable fléau en Pologne, où l'on dénombre 200 000 toxicomanes occasionnels et 30 000 « accros », selon des statistiques du ministère de l'intérieur. – *(AFP.)*

● **Sang européen utilisé aux Etats-Unis.** – Les Etats-Unis commencent à importer du sang provenant d'Europe, à cause d'un approvisionnement local insuffisant et de coûts trop élevés pour la collecte. Sur 112 millions d'unités transfusées chaque année aux Etats-Unis, environ 280 000 sont importées d'Europe, la plupart pour être utilisées dans la région de New-York. Les principaux fournisseurs européens des Etats-Unis sont la Croix-Rouge de Bavière (RFA) et la Suisse. Les Pays-Bas devraient bientôt se joindre à cette liste. – *(Reuter.)*

SPORTS

TENNIS : Open des Etats-Unis

Connors : une bonne dose de miracles

Pour la première fois depuis 1983, cinq joueurs américains se sont qualifiés pour les quarts de finale de l'Open des Etats-Unis. Ce résultat correspond au renouveau du tennis outre-Atlantique. A deux détails près : le plus jeune espoir du pays, Michael Chang (dix-sept ans), éliminé par Tim Mayotte, ne fait pas partie de ce « quintette » auquel participe sa plus vieille gloire, Jimmy Connors (trente-sept ans), vainqueur de Stefan Edberg.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Jimmy Connors a établi sur les courts de tennis de nombreux records. Sa qualification, lundi 4 septembre, deux jours après son trente-septième anniversaire, pour les quarts de finale de l'Open des Etats-Unis n'en fait pas partie : l'Australien Ken Rosewall reste le joueur le plus âgé à avoir atteint ce stade du tournoi – c'était en 1974 (1), et il avait trente-neuf ans. Pourtant, la performance n'en est pas moins extraordinaire.

Samedi dernier, Connors avait battu l'Equatorien Andres Gomez en quatre manches. Et cela avait déjà paru miraculeux. Fatigué par le régime sévère qu'il a dû suivre ces dernières semaines pour perdre 7 kilos, et par l'entraînement intensif nécessaire pour « récupérer » de deux mois de vacances complètes, « Jimbo » avait eu les cuisses tétanisées par des crampes. Il aurait été contraint d'abandonner si son adversaire avait eu la lucidité suffisante pour faire durer les échanges un tant soit peu. Mais Gomez est un gaucher au tempérament suicidaire. Connors avait donc passé le cap du troisième tour en clandiquant.

Une journée de repos pouvait-elle lui permettre de retrouver l'intégralité de ses moyens ? Personne n'y croyait vraiment. D'autant qu'il devait affronter lundi soir Stefan Edberg, de quatorze ans son cadet. L'Américain et le Suédois s'étaient affrontés huit fois auparavant ; Connors avait gagné cinq de ces matches, mais Edberg s'était imposé nettement *lors des deux derniers.*

Lundi soir, Flushing Meadow s'était donc préparé à une sorte de veillée funèbre. Et cela commença bien ainsi : Edberg prit d'entrée de jeu le service de Connors et mena 2-0. Mais, à partir de ce moment, tout bascula. Qu'arriva-t-il réellement au Suédois ? Avec le laconisme qui lui est coutumier, il s'est contenté de dire qu'il n'était plus parvenu à engager correctement. De fait, il n'a marqué que deux de ses onze jeux de service suivants.

C'était pitié de le voir sombrer ainsi à nouveau. Car pareille mésaventure lui était déjà arrivée, en 1985, sur ce même Stadium, contre le même Connors. Quatre ans plus tard et trois titres du grand chelem plus loin, il semblait qu'Edberg ne pourrait plus tomber dans de tels errements. Certes, il avait montré à Paris, contre Michael Chang, puis à Londres, contre Boris Becker, que sa détermination pouvait encore chanceler dans les grandes occasions. Mais, lundi, la panne n'est pas venue que de cela. En fait, rien ne marcha. Qu'il est pu jouer aussi pitoyablement ce soir-là restera sans doute une énigme.

A moins que la clé du mystère n'ait été Connors lui-même. A-t-il vraiment été survolté par le public new-yorkais comme il l'a prétendu ? A-t-il mis un point d'orgueil à ne pas se faire éliminer avant Chris Evert, après la polémique qu'ils ont alimentée (*le Monde* daté 3-4 septembre) ? En tout cas, le quintuple vainqueur de l'open était étrangement excité. A tel point, d'ailleurs, qu'il a été sévèrement sanctionné par l'arbitre.

L'incident s'est produit au début de la deuxième manche. Connors, qui venait d'aligner six jeux, servait à 15-30. Un juge de ligne estima un passing un peu trop long, le juge de chaise annonça 15-40. Et l'ancien champion du monde se mit en colère. Injures du joueur, avertissement de l'arbitre. Connors finit par perdre *son service. Changement* de côté : en regagnant sa chaise, l'Américain lança alors la balle qui lui restait dans une poche en direction du juge de chaise. Sanction immédiate : point de pénalité. Fureur de Connors. Le superviseur est appelé sur le court. Palabres. Nouvelles injures. Cela fit monter l'échelle des sanctions : jeu de pénalité !

En ayant gardé le silence, Edberg menait donc 2-0 dans cette seconde manche. Mais cette péripétie était surtout surprenante parce qu'elle survenait à un moment où Connors avait complètement la partie en main. Or, en vingt ans de carrière, il a appris jusqu'où exactement il ne fallait pas aller trop loin pour éviter les sanctions. Pourquoi a-t-il « craqué » dans ces conditions ? Craignait-il vraiment qu'une erreur remette en selle Edberg ?

Il y a eu dans cette fureur une *dimension malsaine* qui a largement échappé à la foule, trop ravie de voir son « vieux guerrier » triompher encore une fois. Pourtant, ce genre de comportement et ce genre de victoire devraient amener l'Association des joueurs (ATP) à se poser des questions. N'est-il pas temps d'introduire les contrôles antidopage dans le tennis professionnel ? Car il y a des miracles trop répétitifs.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Cette année-là, Connors avait d'ailleurs battu Rosewall en finale.

RESULTATS DU 4 SEPTEMBRE

Simple messieurs
(quatrième tour)
moitié supérieure du tableau

I. Lendl (Tch., n° 1) b. A. Chesnokov (URSS, n° 16) 6-3, 4-6, 1-6, 6-4, 6-3 ; T. Mayotte (E-U, n° 9) b. M. Chang (E-U, n° 7) 7-5, 6-1, 1-6, 6-3 ; J. Connors (E-U, n° 13) b. S. Edberg (Sue., n° 3) 6-2, 6-3, 6-1 ; A. Agassi (E-U, n° 6) b. J. Gragg (E-U) 6-1, 7-5, 6-3.

Simple dames
(quatrième tour)
moitié supérieure du tableau

S. Graf (RFA, n° 1) b. R. Fairbank (E-U) 6-4, 6-0 ; H. Sukova (Tch, n° 8) b. L. Savchenko (URSS) 4-6, 6-1, 6-2 ; G. Sabatini (Arg., n° 3) b. C. Martinez (Esp, n° 15) 6-1, 6-1 ; A. Sanchez (Esp., n° 6) b. B. Paulus (Autr.) 6-2, 6-2.

Simple juniors garçons
(premier tour)

F. Santoro (Fr., n° 3) b. D. Ireland (G-B) 6-1, 6-2.

Simple juniors filles
(premier tour)

S. Testud (Fr.) b. L. Poruri (E-U, n° 16) 6-2, 6-2.

Le retour en Italie du footballeur argentin

Maradona se pose en douceur

ROME
de notre correspondant

« Non vraiment ». Il était *« un peu las »* du voyage, il ne souhaitait pas s'exprimer. Au pied de la limousine immaculée qui attendait la star près du Jumbo des Aerolineas Argentinas, lundi 4 septembre, à l'aéroport de Rome, le fonctionnaire de police italien suppliait : *« Ils vont tout casser, vous savez... Je vous en prie. Juste un instant... »*

Il était 15 h 45. Après trois bonnes semaines de suspense (*le Monde* du 24 août), Diego Armando Maradona rentrait enfin au bercail. Le policier insistait gentiment. Il se laissa fléchir. Deux cents journalistes, qui faisaient le pied de grue depuis des heures pour être sûrs de ne pas rater le retour historique du *« gosse d'or »* en terre d'Italie, se jetèrent en une sauvage et indescriptible mêlée vers le salon d'honneur de l'aéroport.

Jeans et chemisette bariolée, barbe noire et diamant à l'oreille, « Dieguito », protégé par les carabiniers, se laissa filmer et photographier avec une impatience mal dissimulée. A tout hasard, un reporter tenta sa chance :

– *Eh ! Diego, quelle est ton impression maintenant ?*

– Comme à chaque fois que je rentre en Italie, pourquoi ?

– *Tu ne crois pas que ton image a changé ?*

– Non... Enfin, si, peut-être. Avec tout ce qu'on a raconté sur mon compte ces derniers temps...

Debout, tendu et bras croisés sur la poitrine, comme pour se protéger de quelque agression, le joueur récalcitrant du club de Naples n'a pas caché son amertume. *« Non, je ne m'attends pas à un bon accueil. Plutôt l'inverse. Il faut dire que Naples, la Societa* (le club) *ne s'est vraiment pas bien comportée à mon égard. On a parlé si souvent du patrimoine Maradona et personne n'a rien fait pour le défendre quand il était constamment attaqué par certains journaux. On a parlé de mafia, de drogue et le Napoli n'a jamais défendu Maradona. Pourtant, moi, je n'ai jamais rien dit de mal sur la ville de Naples ! »*

Dans le brouhaha et la bousculade, personne n'entendait *plus rien. Le roi du football* argentin décida alors de mettre un terme à sa conférence de presse improvisée. Une dernière plainte pourtant avant de s'engouffrer dans la limousine : *« Je croyais que quinze jours de plus ou de moins, cela ne changerait rien à cinq ans d'engagement mutuel, il semble pourtant que si (...). Nous allons parler de tout cela avec le président Ferlaino* [du club de Naples] *et voir ce qu'on peut faire. »* Pas un mot sur l'éventuel abandon définitif du ballon rond évoqué deux jours plus tôt à Buenos-Aires par la star...

PATRICE CLAUDE.

● **Automobilisme : Piquet chez Benetton-Ford.** – Le Brésilien Nelson Piquet, champion du monde de formule 1 en 1981, 1983 et 1987, pilotera une Benetton-Ford en 1990. *Son coéquipier sera l'Italien Alessandro Nannini.*

● **Ski nautique : championnat du monde.** – Le Français Patrice Martin a remporté, lundi 4 septembre à West Palm Beach (Floride), son premier titre mondial en combiné. Trois fois champion du monde en *figures dans le passé, il avait été,* cette année, devancé par son compatriote Aymeric Benet dans cette spécialité.

هكذا من الأصل

MODE

Le Salon international de l'habillement masculin

Le souffle de la légèreté

Du 2 au 5 septembre, neuf cent vingt-neuf exposants de vingt-six pays se sont réunis au SIHM (Salon international de l'habillement masculin) à Paris. Une trentaine de créateurs et de couturiers présentaient leur collection de l'été 1990. Une saison placée sous le signe de la légèreté et du naturel.

Elle n'a rien d'exceptionnel, et pourtant c'est sa légèreté qui la rend si originale : une veste K-way qui se met en boule quand on voyage, il fallait y penser. Jean-Paul Gaultier s'est montré une nouvelle fois le plus moderne, allant au-delà des étiquettes, indécollable (« l'enfant terrible de la mode »), vers une époque qu'il regarde en face. Son été 1990, inspiré par les *rappers de Spike Lee* dans *Do the right thing*, privilégie le confort et ses mélanges spontanés : ce sont de nouveaux joggings – des pantalons coulissés en bas qu'on peut dénouer selon les moments, – des T-shirts à capuche portés sous des vestes ultra-légères en albène (90 % des vêtements ne sont pas doublés) ou avec des gilets vide-poches aux couleurs précieuses.

Encore une fois, il détourne les vêtements *militaires* ou de sport, du blouson de survêtement Adidas au treillis qu'il imprime de rayures tennis en passant par les chaussures de rugby en peau orange souples comme des ballerines de danseur. Il s'amuse aussi avec des tricots de corps à paillettes posées sur un filet, des smokings en lin presque translucide : *« J'ai voulu réagir au côté sophistiqué, baroque des dernières saisons en éliminant tout pour ne garder que l'essentiel. L'important, c'était de faire des vestes aussi propres à l'intérieur qu'à l'extérieur, de supprimer des couches. »* Ce qui est démodé, selon Jean-Paul Gaultier ? *« Les vêtements trop mode, les épaules impressionnantes, la surcharge. »*

Cette envie de souplesse, de légèreté, on la retrouve dans de nombreuses collections avec des tissus évoquant le linge qui sèche dans le jardin, les tentes, les moustiquaires ; voilà le trousseau de famille en plein air : ce sont des gilets-mouchoirs, des pulls de coton tricotés par maman dont les bords roulent encore (Matsuta), des revers de vestes évoquant les taies d'oreillers en lin ajouré d'autrefois, des pantalons dont la *cheville s'éclaircit en bas sur quelques* centimètres comme si on avait enlevé des fils (Angelo Tarlazzi). Ainsi travaillée, la matière donne parfois des vêtements à la limite de l'existence. Là où le luxe redevient l'ombre, le corps frais qu'on montre *tout en le protégeant.*

La fin des années carapace

Il y a, bien sûr, les irréductibles : Thierry Mugler, méchamment accroché à un futur de science-fiction (col harpon, revers aileron) ; Armand Basi, vidant le placard des frères Bogdanov (imprimés, planètes, fusées...). Pourtant, l'idée du vêtement révolutionnaire pour hommes ne semble plus passionner les stylistes.

Les plus radicaux, comme l'Anversois Walter Beirendock, proposent des tenues néo-hippies : pantalons rapiécés industriellement, pulls en coton fuschia et camel où l'on lit en lettres de lurex d'argent : *« Fashion is dead ».* Les plus sages revendiquent la qualité, l'idée de la belle ouvrage : vestes cousues et non thermocollées, coloris exclusifs pour Jean Touitou (APC) et ses *« lumpen chicanos » : « L'évolution est technique. Faire un pantalon qui soit plus structuré que le jean mais pas volumineux. Éviter à la fois les fesses plates et les couches-culottes. »*

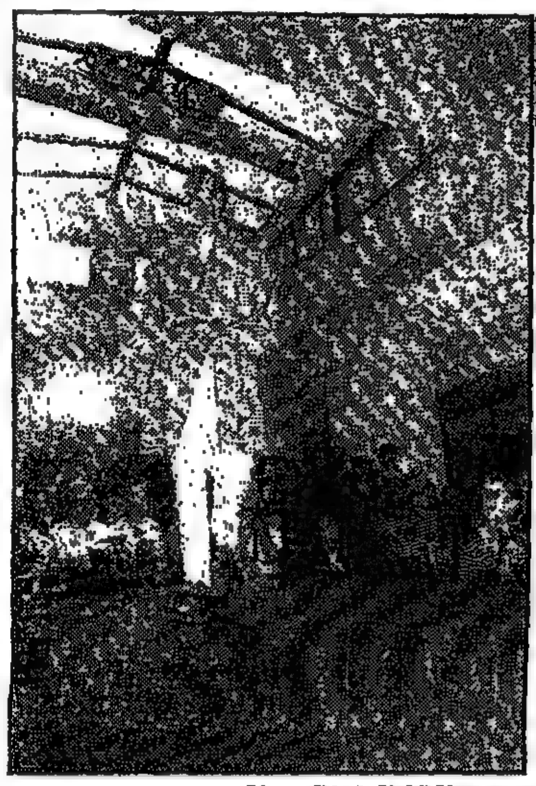
Cette saison, le spectaculaire de Jean-Paul Gaultier, c'est un blouson de jean évidé dont il ne reste plus que la structure. *« C'est le trait de crayon avant la coupe, le symbole du vêtement, une autre façon de rendre hommage à la technique tailleur »*, dit-il.

Chez les classiques, sans renier l'incontournable costume (avec trois millions de pièces vendues en 1988, les ventes en France ont progressé de 13 %), on adoucit les formes, on les aère grâce à des blousons, des sahariennes en lin naturel (Hermès), des gilets droits qui n'étriquent plus la silhouette. Spacieux, le vêtement rend la démarche plus libre grâce à des superbes et longues chemises *fleuries tombant sur des pantalons de* coton et de soie (Dior), des sarouels, des pyjamas-paréos en batik. Chez Yves Saint-Laurent-Rive-gauche, Bernard Sanz propose des marinières *en drap framboise, des parkas poids* plume, des vestes au dos froncé : *« J'ai évité les mélanges de matière, les tissus à effet »*, dit celui qui coupe une veste dans un oxford de coton bleu ciel et montre sous d'autres, aux couleurs d'aquarelle, *des chemises smockées et fleuries de* légers pois de senteur.

Car la nature, hier limitée au parcours du golf ou de la promenade sur le port, gagne du terrain. La voici glorifiée par des imprimés gris et rose de jardin (Hermès), des subtils *camaïeus d'ocre et de brique (Dior)* et, même, par toute une collection dédiée au paradis terrestre par l'Anversois Dries Van Noten, avec trois thèmes de couleurs : le lait, le miel (grande veste de charpentier en coton et passementeries de cordes) et *les céréales, les épices* (jeans pigmentés). Le tout, présenté dans un nouvel espace du SIHM au milieu des bouquets de mimosas, des choux, des céleris chatouillant les espadrilles et les sandales de cuir brut.

Cette authenticité, on la retrouve dans le choix des mannequins, le corps triomphant. Finies les époques où ils avaient besoin d'être laids pour *prouver* leur intelligence. Cette saison, ils s'appelaient Bob, Yaron, Rani, Brao, Rick, Mouss, beaux gosses aux cheveux courts façon GI en permission, tatoués du barrio chino, bourlingueurs des tropiques. Comme s'il fallait en finir une bonne fois pour toutes avec les minauderies, les codes, les systèmes à complication et tous les discours. On ne plaisante plus ; terminée l'époque du cynisme et des T.-shirts Jean-Paul Gaultier : « Goat Yeah », « Hasbeen Alaïa », Claude Monotonn » chez Body Map de Londres. Les petits derniers sont en coton « vierge » avec, imprimée en cinq langues, cette phrase : *« La planète meurt, sauve-la ».* A chaque T.-shirt vendu correspond un don de 5 francs à Greenpeace : *« La mode euro-bourgeoise, le tout-est styliste, c'est fini*, affirme Clive Briff de Body Map. *La décennie Thatcher s'en va. Maintenant, porter un vêtement de créateur, c'est un peu vulgaire ».*

LAURENCE BENAIM.



Un modèle de Yohji Yamamoto... Un autre, de Dirk Bakkembergs

Changer la vie, changer de corps

Tout est affaire de décor... Yohji Yamamoto fait immanquablement défiler ses garçons dans son atelier blanc, bien trop petit pour la foule qui s'y précipite. Mais ces dimensions presque intimes conviennent *aux jeunes* sportifs qui avancent d'un pas élastique. Harmonie de couleurs sobres, équilibre des volumes. Une pointe d'humour, toujours et un brin de timidité.

Yohji Yamamoto n'a pas son pareil pour mettre en *valeur* la fragilité des costauds qui roulent des mécaniques et cachent leurs mains traqueuses au fond de grandes poches. On les retrouve *une fois encore en pantalon* au-dessus des chevilles, dans des vestes aux *manches au-dessus* des poignets, comme s'ils avaient grandi trop vite. On les aime dans les imperméables mastic courts, serrés à la taille *par une fine ceinture ficelle.*

Les hommes Yamamoto n'en finissent pas de faire tourner leur jeunesse autour des années 50 dans cet atelier blanc qui, quand il *s'est vidé, est calme comme* une chapelle.

C'est dans une cathédrale qu'avait eu lieu le défilé de *Comme des garçons* : le Carreau du Temple. Podium et chaises semblaient perdus dans l'immense architecture tout *métal et béton. Couleurs* tendres, lin précieux, vestes flottantes sur les épaules bien balancées des mannequins et de quelques stars faisant office. On était bien loin des perfectos de gros cuir habituellement suspendus aux quelques stands qui maintiennent en vie ce dernier bastion de la confection à l'ancienne.

Les hommes, ici, sont nonchalants, juste un peu chiffonnés, juste un peu mal rasés comme s'ils sortaient de la sieste, clignant des yeux au soleil tandis *que deux rescapées du vrai Car*reau du Temple suivaient, sans comprendre, le rituel sophistiqué de ce qu'on appelle « prêt-à-porter ».

Quant à Issey Myiake, il a invité ses fans dans son nouvel atelier : immense espace blanc en un seul volume, place des Vosges. Jardin et verrière. *Quand on arrive, de beaux gar*çons bronzés en débardeurs immaculés attendent autour d'une table de bois lavé, où sont disposés écuelles et gobelets de *métal.*

Au long du défilé, les garçons vont s'habiller dans des tissus *frais et (relativement) rustiques*, aux formes pratiques, qui laissant les corps bien à l'aise. Splendeur de simplicité. *Ils vont* finir en coton à carreaux, table *mise avec de faux poulets dorés*, de fausses bières mousseuses. La vie à la ferme en quelque *sorte, avec un air de « route au* tabac », mais passé par la place des Vosges, c'est tout dire.

Tout est affaire de décor ; changer la vie, changer de corps... Ce pourrait être le slogan de la mode.

COLETTE GODARD.

A PARTIR DU 8 SEPTEMBRE
BOUFFES PARISIENS
100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
JEAN-CLAUDE BRIALY
CORINNE LE POULAIN
et
ALAIN FEYDEAU
l'illusionniste
de
SACHA GUITRY
Mise en scène
JEAN-LUC MOREAU
EUROPE 1
LOCATION : 42 96 60 24

89 90
Abonnement
Brochure gratuite sur demande 42 60 94 27
EIC Ensemble InterContemporain
Centre Georges Pompidou
IRCAM

OPERA DE PARIS GARNIER
SAISON 1989 1990

BALLET DE L'OPERA DE PARIS
DIRECTEUR ARTISTIQUE DE LA DANSE RUDOLF NOUREEV
PROGRAMME JIRI KYLIAN 20 - 29 OCT. PROGRAMME DIAGHILEV 5 - 16 NOV. PROGRAMME BALANCHINE - ROBBINS 26 NOV. - 9 DEC. LA BELLE AU BOIS DORMANT 16 - 31 DEC. PROGRAMME ROLAND PETIT 5 - 14 AVRIL LE LAC DES CYGNES 21 AVRIL 13 MAI PROGRAMME CONTEMPORAIN 6 - 16 JUIN LA BAYADERE 4 - 14 JUILLET G.R.C.O.P. 28 SEPT. - 1er OCT. ECOLE DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS 3 FEV. - 27 MARS
COMPAGNIES INVITEES
THE PAUL TAYLOR DANCE COMPANY 23 - 28 JAN. BALLET CRISTINA HOYOS 7 - 9 FEV. BALLET DE HAMBOURG 13 - 18 FEV. BALLET DU THEATRE KIROV DE LENINGRAD 27 FEV. - 8 MARS BEJART BALLET LAUSANNE 13 - 22 MARS
LES GRANDES HEURES DE LA MUSIQUE BAROQUE
SEPT CONCERTS
RENSEIGNEMENTS 47 42 57 50
LOCATION PAR TELEPHONE 47 42 53 71. ENVOI GRATUIT DE LA BROCHURE PROGRAMME SUR DEMANDE OPERA DE PARIS GARNIER 8, RUE SCRIBE 75009 PARIS

PATRIMOINE

La nouvelle politique de M. Jack Lang

(Suite de la première page.)

Seize artistes français et étrangers amorcent pour le château d'Oiron, en Poitou, une collection *spécialement réalisée* pour le batiment.

En annonçant l'amplification des travaux de restauration et de protection des monuments historiques traditionnels, le ministre insiste sur l'élargissemet de la *notion de patrimoine*. Et de citer, pour exemple, quelques interventions récentes de la rue de Valois pour protéger des « lieux de mémoire » (le Fouquet's sur les Champs-Élysées, la piscine Molitor dans le XVIe arrondissement de Paris, ou le palais de la Méditerranée à Nice), classer des œuvres du vingtième siècle (la cathédrale de Royan de Guillaume Gillet) ou s'attaquer à des secteurs négligés comme les parcs et jardins (30 millions de francs doivent être affectés aux Tuileries aujourd'hui en loques) et même au paysage.

Cet élargissement, estime le ministre, loin de diluer la notion de patrimoine, pose le problème de l'environnement – rural ou urbain – des monuments classés. L'écologie, faut-il le rappeler, s'applique aux milieux ou vivent les êtres vivants. Les petits oiseaux ne sont donc pas seuls concernés.

En revanche, le sort réservé à l'inventaire général est plus inquiétant. Jack Lang couvre d'éloge *« ce remarquable outil scientifique au service de la connaissance et de la préservation de notre patrimoine forgé il y a vingt-cinq ans sous l'impulsion d'André Malraux »*. Mais il annonce dans le même moment qu'il cessera d'être général.

On se bornera à accélérer le pré-inventaire qui répertorie les « grosses pièces », en relation avec les collectivités territoriales. L'inventaire, cette méthode de travail qui avait l'ambition, peut-être démesurée, de recenser les richesses de notre pays, canton par canton et qui faisait, paraît-il, l'admiration de l'Europe, ne sera plus qu'un simple système de référence, élargi, il est vrai, à d'autres disciplines comme l'ethnologie.

Attirer le public

Mais il faut bien faire des économies, murmure-t-on du côté de la rue de Valois, et l'Inventaire est une entreprise ingrate, pas très médiatique et peu rentable à court terme. Le mariage de l'économie de marché et de la culture incite à de telles impasses. Le patrimoine lui aussi doit attirer un public, créer des emplois et dégager des bénéfices. Et tant pis si l'on casse un instrument patiemment rodé.

En revanche, l'archéologie, si *négligée en France en dépit de* quelques efforts entrepris rue de Valois à partir de 1982, sera peut-être remise en selle grâce aux efforts conjoints de l'Etat et du secteur privé. C'est ce qui ressort du rapport remis à Jack Lang par Bruno Martin-Laprade (voir encadré) et qui sera rendu public à la fin de ce mois.

Action en profondeur encore : Jack Lang annonce la réforme, ou plutôt la refonte, d'une profession, celle des conservateurs. Les personnels relevant des archives, des musées, de l'inventaire, des monuments historiques et des bibliothèques patrimoniales appartiendront désormais au même corps. Ils seront recrutés à partir d'un concours unique. Celui-ci comportera des épreuves communes à tous les candidats et des épreuves à options selon les spécialités choisies. Tous poursuivront leurs études au sein d'une même école du patrimoine (rénovée), mais chacun en approfondissant la filière de son choix.

Ces nouveaux fonctionnaires de la culture pourront passer, ultérieurement, d'une branche à l'autre (des archives aux monuments historiques, par exemple), mais ce passage sera contrôlé par une « commission d'évaluation ». Le personnel recruté par le « tour extérieur » sera également soumis à cette commission.

Le ministère de l'intérieur doit annoncer, ces prochains jours, la création d'un collège indentique réservé aux fonctionnaires culturels relevant des collectivités territoriales. Ceux-ci seraient désormais recrutés sur concours (et *non plus sur titres*) mais auraient l'assurance de trouver un débouché en sortant de l'Ecole du patrimoine (ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui). Enfin la situation matérielle de ces futurs « énarques » de la culture doit être améliorée par un changement d'indice, une plus grande mobilité au sein d'une profession ou l'avancement est particulièrement lent et par la création d'un échelon supérieur, celui d'inspecteur général. *« Le conformisme et l'esprit de système, péché originel des élèves de l'ENA sera évité grâce aux spécialisations initiales »*, affirme un conservateur, chaud partisan de la réforme. On le souhaite.

EMMANUEL DE ROUX.

Archéologie de sauvetage

L'archéologie de sauvetage est à l'archéologie traditionnelle ce que la traumatologie est à la chirurgie, le SAMU de notre *mémoire*. C'est celle qui s'impose à tous quand les excavateurs vont creuser les fondations d'un immeuble ou les bulldozers attaquer la tranchée d'une future autoroute. Elle nécessite des équipes légères, rapides, prêtes à intervenir pour sauver quelques vestiges menacés et surtout relever des traces qui vont être enéanties irrémédiablement.

Il faudra par la suite que ces travaux soient « publiés » : une *fouille non publiée, estime-t-on*, est une fouille non effectuée. Or c'est peu de dire que l'archéologie de sauvetage est en crise. Elle est en survie. Grâce aux ballons d'oxygène qui lui sont accordé avec quelques arrière-pensées par les entreprises *pri*vées : celles-ci ont intérêt à ce que les fouilles soient le plus rondement menées.

Actuellement, l'archéologie de sauvetage reçoit 22 millions de francs de l'Etat et 46 millions de francs de sources privées. *Or* pour que la France soit au niveau de ses voisins immédiats, il faudrait au moins doubler cette somme et revoir les structures de cette branche essentielle de l'archéologie. C'est pourquoi le *ministre de la culture a demandé* un rapport sur ce sujet à un maître des requêtes du Conseil d'Etat, M. Bruno Martin-Laprade, dont les conclusions sont extrêmement précises : si l'on ne prend pas d'urgence les mesures qui s'*imposent*, l'*archéologie* française est condamnée à végéter.

Le rapporteur sera-t-il entendu ? En 1975, le rapport Soustelle avait conduit à la création du Fonds d'intervention pour l'archéologie de sauvetage (FIAS), première mouture de l'actuelle Association pour les fouilles de l'archéologie nationale (AFAN).

Le rapport de Max Querrien, remis en 1982, avait permis le triplement du nombre des archéologues français, passés de plus de 100 à 400 aujourd'hui (mais ils sont entre 800 et 1 000 dans les pays scandinaves, en RFA, en Grande-Bretagne ou en Italie).

Il avait permis à l'AFAN de devenir un outil plus dynamique et de programmer à l'avance les opérations sur le terrain. En dépit de ces efforts, la crise est aujourd'hui latente. Le premier problème à résoudre est celui de la formation. Comme on n'avait pas recruté d'archéologues depuis quinze ans, on a engagé sur le terrain des bénévoles peu ou pas formés ou des étudiants en cours d'études.

Ce personnel – un millier environ – ne travaille que par intermittence. Ce sous-prolétariat de *l'archéologie* est peu motivé, alors que nombre d'entre eux ont l'étoffe pour devenir des archéologues à part entière. Les chercheurs n'ont pas le temps ou les moyens de publier leurs fouilles, qui restent *donc lettres mortes. Et l'archéo*logie de sauvetage ne peut accomplir sa mission. Les fouilles de la cours Napoléon du Louvre illustrent ce gâchis. L'entreprise a bénéficié d'un budget important (60 millions de francs sur *cinq ans) et de moyens* modernes (laboratoires sur place, nombre égal d'ouvriers et d'archéologues).

Au moment de la fermeture du chantier, on s'est aperçu que l'on *n*'avait pas de locaux pour stocker les vestiges découverts et surtout qu'aucun plan de publication n'avait été prévu. Aujourd'hui, une bonne partie de l'équipe est dissoute, aucune publication n'a vu le jour. Encore un peu de temps et les résultats du *« plus grand chantier d'archéologie urbaine »* seront inexploitables.

Pour que l'Etat puisse accomplir sa mission, Bruno Martin-Laprade propose de faire gérer l'archéologie de *sauvetage* par un établissement public industriel et commercial. Celui-ci serait subventionné par l'Etat, les entreprises privées et surtout alimenté par une taxe (très faible : 7 % de la taxe locale d'équipement) *prélevée* sur le *montant* des travaux. Les ressources de l'archéologie de sauvetage pourraient ainsi doubler.

Le nouvel établissement public pourrait alors recruter trois types de personnels. Des archéologues professionnels, collaborateurs permanents de l'établissement, des étudiants en archéologie, qui auraient des contrats limités et recevraient une formation sur le terrain, et des boursiers qui collaboreraient *aux fouilles et surtout suivraient* les publications. La parole est maintenant au ministère des finances.

E. de R.

THEATRE
MOGADOR
SAISON 1989/1990

A partir du 22 septembre
TANGO ARGENTINO
de Claudio SEGOVIA et Hector OREZZOLI

Du 9 janvier au 18 février 1990
ANDROMAQUE
de Jean Racine
Mise en scène de Roger PLANCHON
Une production du T.N.P./Villeurbanne

A partir du 23 février 1990
BARBARA

Renseignements : (1) 48 78 75 15
Location par téléphone : (1) 48 78 75 00
Theatre Mogador, 25, rue de Mogador, 75009 Paris

Concerts Radio France

14
Jeudi 14 septembre. 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Orchestre National de France
Ibert - Saint-Saëns
Stravinsky
Heinrich Schiff, violoncelle
Direction : Rafael Frühbeck de Burgos

21
Jeudi 21 septembre. 20 h 00
Salle Pleyel
Orchestre National de France et Chœur de Radio France
Poulenc : Dialogues des carmélites, opera d'apres Bernanos
B. Lafon - F. Pollet - R. Gorr
E. Bourdy - N. Denize
N. Stutzmann - M.-C. Lanot
P. Thau - L. Pezzino
G. Gautier - G. Ramade
Direction : Michel Plasson
Location par telephone :
RADIO FRANCE 42.30.23.08
PASTEL 42.33.43.00

27
Mercredi 27 septembre. 21 h 00
Châtelet
En coproduction avec le Châtelet
Orchestre National de France
Fauré - Ravel - Beethoven
Philippe Entremont, piano
Direction Jeffrey Tate

29
Vendredi 29 septembre. 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Musique de Chambre
Dvořák - Brahms
Weber - Smetana
Mendelssohn/Rachmaninov
Roumiana Athanassova, piano
Radio france
Location 14 jours a l'avance
RADIO FRANCE 42.30.15.16
SALLE PLEYEL 45.63.88.73
CHATELET 42.61.19.83

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
s'associe au
FESTIVAL BERLIOZ, LYON
BENVENUTO CELLINI
les 16, 20, 23, 26 et 28 Septembre 1989
et le 1er Octobre 1989
CHOROS
Création mondiale de Gilbert Amy
et
HAROLD EN ITALIE
les 29 et 30 Septembre 1989
REQUIEM
les 22 et 24 Septembre 1989
SYMPHONIE FANTASTIQUE
le 17 Septembre 1989
ROMEO ET JULIETTE
le 1er Octobre 1989
RESERVATIONS
LYON 78.60.85.40 - PARIS 42.80.25.78

NOCTURNE INDIEN
"Un étrange et beau voyage.
Et le plus attachant des guides : Jean-Hugues Anglade."
STUDIO
"A l'évidence le film le plus personnel de Corneau.
Et son plus beau."
"Original et captivant."
Le Canard enchaîné
"Suivez cette nouvelle route des Indes,
c'est le plus beau dépaysement
que vous pourrez connaître cet été."
VSD
"Un road-movie sublime de beauté fragile
qui donne un violent désir de l'Inde."
Le Monde

PYRAMIDE
LE 6 SEPTEMBRE
AU MAX LINDER PANORAMA
MYSTERY TRAIN
UN FILM ECRIT ET MIS EN SCENE PAR
JIM JARMUSCH
CANNES 1989
PRIX DE LA MEILLEURE CONTRIBUTION ARTISTIQUE
ON NE FERA JAMAIS
ASSEZ DE PLACE A L'IMAGE
POSSIBILITÉ DE RÉSERVATION SUR 36.15 LIBE
7à Paris

هكذا من الاصل

مكان الأصل

Culture

CINÉMA

Festival de Montréal

Inquiétudes et palmarès

Le Festival de Montréal s'est achevé sur un palmarès trop équilibré. Avec en toile de fond le fameux problème des quotas.

Lundi 4 septembre, quelques heures avant la première – en clôture et en plein air – du *Cinema Paradiso*, de Giuseppe Tornatore, l'annonce par le jury officiel du Festival des films du monde d'un hommage rendu, hors concours, à Vittorio Gassman *« pour sa contribution artistique au cinéma »* clarifiait d'entrée le jeu : rien ne s'opposait plus à ce que l'Anglais Daniel Day Lewis remportât le prix d'interprétation masculine que le public lui avait sans ambages attribué dès la première projection de *My Left Foot*. Ce fut la récompense la plus applaudie, avec celles des deux meilleures actrices : la Canadienne Danielle Proulx dans *Portion d'éternité* et l'Irlandaise Brenda Fricker meilleure interprète dans un second rôle de *My Left Foot*.

Prenant la tête d'une sélection française comportant entre autres *les Bois noirs*, de Jacques Deray et *Comédie d'été*, de Daniel Vigne, *Nocturne indien*, d'Alain Corneau, reçoit *(ex-aequo)* le Grand Prix spécial du jury et celui du film le plus populaire. Le Grand Prix des Amériques, pour lequel il partait pourtant favori, a été décerné à *la Liberté, c'est le paradis*, de Serguei Bodrov (URSS), un film de soixante-quinze minutes à peine – ce qui, selon les canons du cinéma soviétique, en fait presque une bande-annonce. Mais, contrairement à la tradition, cette *Liberté* post-glasnost raconte de manière compacte et sans sentimentalisme aucun l'odyssée d'un délinquant juvénile qui tente *sans cesse* d'échapper à son centre de redressement pour *revoir au moins* une fois son père condamné à huit ans de goulag. De leurs retrouvailles, naît une forme d'espoir...

Pour le reste, les différents jurys ont prouvé, par un abus de « mentions spéciales », qu'ils savaient « judicieusement » répartir leurs récompenses...

Seul, *Portion d'éternité* (l'unique canadien de la compétition) a bousculé les premiers pronostics en recevant entre autres le prix d'interprétation féminine. Au travers d'un couple qui s'acharne à avoir un enfant, le cinéaste Robert Favreau évoque l'inquiétude croissante que suscitent les bébés-éprouvette, l'insémination *in vitro* et les manipulations génétiques.

L'inquiétude est aussi violente, mais d'un ton différent, dans ce bijou vitriolaire (hors compétition) qu'est *How to get Ahead in Advertising*, du Britannique Bruce Robinson, ancien scénariste de *la Déchirure* de Roland Joffé et réalisateur de *Whitnail and I*.

Les quotas à l'index

Robinson se révèle être ce qui est arrivé de mieux à l'Angleterre depuis Oscar Wilde. La satire des milieux de la publicité y est joyeusement *féroce* – *mais la colère est* vraie, et le cinéaste ne prend pas de gants pour envoyer dire à Margaret Thatcher tout le bien qu'il pense d'elle. Il a le sourire carnassier quand il brocarde les absurdités de la vie quotidienne au Royaume-Uni (*« la bande de voyous qui dirige le pays y dépense des millions de livres pour vendre... de la pluie ! Sous le label « Pluie, Marque Déposée »*).

« L'Europe de 1993 pourrait porter un coup dur aux oeuvres canadiennes, » titraient tant *La Presse* (francophone) que le *Globe and Mail* (anglophone). Pour en débattre, un colloque réunissait pendant deux jours une batterie d'experts québécois, américains et européens, dont le français M. Claude Norek, conseiller technique auprès de Mme Catherine Tasca, ministre déléguée à la Communication. Source du problème : les fameux quotas limitant à 40 % la diffusion des productions extérieures à la Communauté à partir de 1993 (à quoi se superpose, pour la France, la décision de programmer un minimum de 50 % de productions francophones). Fond de la question . la (co-) production canadienne entrera-t-elle dans le quota européen ? Le rapport existant entre les deux pays est tenu pour vivable, bien que déséquilibré. En effet, si le Canada accorde la nationalité à toute coproduction, la France ne tient pour françaises (pouvant donc bénéficier des subventions habituelles) que les productions à financement majoritairement français.

Le résultat fut décevant. Une fois (de plus) ressassée la domination américaine dans l'audiovisuel, on parla de circuits financiers et de séries télévisées, mais peu de cinéma et encore moins de créativité. Maladroitement, les Québécois ont exhorté la France à *leur accorder* (par charité ?) une dérogation, ne serait-ce qu'au nom d'une communauté de langue. L'Espagne pourrait en demander autant pour la production d'Amérique latine et le Portugal pour les films brésiliens, a rétorqué M. Norek (personne n'a osé ajouter la Grande-Bretagne pour la production américaine).

Enfin – et plus grave – les participants au colloque de Montréal ont totalement occulté le cinéma canadien anglophone, pourtant majoritaire en volume. Le débat a vite sombré en un affrontement entre les blocs : les Etats-Unis et une Europe culturellement dominée par la France. Le Canada, lui, paraissait simplement quémander le droit de choisir son suzerain.

HENRI BÉHAR.

Le Grand Prix des Amériques décerné au film « la Liberté, c'est le paradis »

Grand Prix des Amériques (meilleur film) : *La liberté, c'est le paradis*, de Serguei Bodrov (URSS).

Grand Prix spécial du jury (ex aequo) : *Nocturne indien*, d'Alain Corneau (France) ; *Mery per sempre*, de Marco Risi (Italie).

Prix de la mise en scène : Jiri Menzel (*la Fin du bon vieux temps*, Tchécoslovaquie).

Interprétation féminine : Danielle Proulx (*Portion d'éternité*, Canada).

Interprétation masculine : Daniel Day Lewis (*My Left Foot*, Irlande).

Prix du meilleur scénario : Eliseo Subiela (*Dernières Images du naufrage*, Espagne-Argentine).

Prix de la meilleure contribution artistique : *Rikyu*, de Hiroshi Teshigahara (Japon).

Grand Prix de Montréal (court métrage) : *Juke-bar*, de Martin Barry (Canada).

Prix du jury (court métrage) : *Sentimental Story* (Boris Baromykin, Tchécoslovaquie).

Mentions spéciales du jury : *Sati*, d'Aparna Sen (Inde) ; Vittorio Duse (second rôle masculin, *Queen of Hearts*) ; Brenda Fricker (second rôle féminin, *My Left Foot*).

Enfin, le jury a rendu un hommage officiel à Vittorio Gassman pour « sa contribution artistique au cinéma ».

« La Vie et rien d'autre », de Bertrand Tavernier

La guerre est finie

Retrouvant pour la sixième fois un Philippe Noiret éblouissant, Bertrand Tavernier signe un film fort et beau qui parle d'amour sur fond d'horreurs de la der des der.

1920, la Grande Guerre n'en finit pas d'être finie. Le commandant Dellaplane (Philippe Noiret) ne décolère pas. C'est un rebelle à la barbe bien taillée. La hiérarchie militaire le prend carrément pour un maniaque. Il fait, c'est vrai un curieux travail, le commandant, tenant avec une obsessionnelle minutie sa macabre comptabilité.

Directeur du Bureau de recherche et d'identification des militaires *tués ou disparus*, il compte et recompte, décompte les cadavres, trace des portraits-robots, traque les indices les plus humbles ou les plus saugrenus. Il veut savoir où sont passés les 349 771 poilus qui, deux ans après l'Armistice, manquent à l'appel. Peut-on faire une croix dessus ? C'est toute la question.

Parce que ces hommes entre parenthèses donnent aux *vivantes* qui leur sont proches, épouses, amantes, mères, comme un sursis de chagrin. Doit-on enfin les pleurer ? Doit-on *encore les attendre ? Ainsi* Irène, cette bourgeoise gracieuse et combative (*Sabine Azéma*, un peu entravée dans son jeu comme par sa jupe longue), bat-elle la campagne automnale dans son Hispano-Suiza à la recherche de son mari, prénommé François.

Elle va croiser la route du bougon commandant ? Il lui apparaît d'abord comme un ogre indécent, un sanglier sanglé de bleu horizon. Il faut dire qu'il est en train de brailler *la Digue du cul* à seule fin de stimuler la mémoire mutilée d'un amnésique...

Et dans cette France bouleversée et boueuse, où les chevaux de labour, si peu guerriers, sautent chaque jour sur des mines, Irène va poursuivre sa quête têtue; la mener bientôt parallèlement à celle que conduit Alice (Pascale Vignal, délectable), la petite institutrice qui n'est pas du même monde mais, qui sait, cherche peut-être, après tout, le même homme ?

Tandis que Dellaplane est chargé de participer à la désignation difficile du soldat inconnu, ce qui donne lieu à une scène d'une désopilante et dérisoire crédibilité, Irène l'entraîne au bal, lui parle un langage soudainement passionné, l'attire vers le ciel d'une espérance charnelle, l'arrachant à la sombre attraction des charniers.

Et c'est ainsi qu'un Bertrand Tavernier ressuscité fait d'un requiem un magnificat. Pas un « monument » (aux morts ?) comme le proclame pesamment la publicité. Mais un hymne à la vie et à tout ce qui va avec, la tiédeur du vent, l'odeur du pain chaud, les douceurs et les tourments de l'amour.

Avec son coscénariste et dialoguiste Jean Cosmos (1), Tavernier a réussi à composer un langage d'« époque », sonnant authentique, et déjà, malgré la proximité historique. Tout comme il a opté avec son opérateur Bruno de Keyser pour une couleur un peu lointaine, un peu passée, qui a la discrète puissance d'évocation des couvertures de *l'Illustration*.

Au comble de la complicité

Prenant comme toujours son temps pour installer l'action, les personnages, leurs sentiments, rétif à l'ellipse et quelquefois trop (à cet égard, le tunnel qui occupe le centre du film porte *bien son nom*), Bertrand Tavenier retrouve avec *la Vie et rien d'autre* la pudeur poignante du quotidien de *l'Horloger de Saint-Paul*, l'ironie iconoclaste de *Coup de torchon*, le souffle épique de *Que la fête commence*. Il se retrouve.

Et aussi, au comble de la connivence et de la complicité, pour la sixième fois, il retrouve Philippe Noiret, dont on nous répète que c'est le centième film. Une centaine, ah vraiment, bravo qu'importe !

L'important est que Noiret ne *prête pas* seulement sa carrure, son cheval, son gobelet en argent, ses bottes de cuir au commandant Dellaplane, il lui donne son âme. Il l'incarne avec tant de plaisir vrai, de fière gourmandise, qu'on ne peut être que saisis, ravis, séduits.

Et se mettre au garde-à-vous pour saluer ce grand comédien qui, l'espace d'un rôle en or massif, rendrait militariste un objecteur de conscience.

DANIÈLE HEYMANN.

(1) *La Vie et rien d'autre*, de Jean Cosmos, le livre écrit consécutivement au scénario est publié chez Robert Laffont.

Communication

La grille de rentrée d'Europe 1

La pêche, résolument

Europe 1, c'est écrit sur tous les murs, a « la pêche ». Reconduisant son slogan et ses principes de base – le système trois « D » : découvrir, dialoguer, distraire – la station *généraliste* peaufine pour la rentrée son image de marque en insistant sur *trois autres mots-clé : « scoop, bisou* et fou ». L'équipe dirigeante (MM. Franck Ténot, Jacques Lehn, Jean-Pierre Elkabbach, Jean-Pierre Joulin et Patrice Blanc-Francard) souhaite ainsi accentuer l'image dynamique de la station de la rue François-Ier, et dont on peut entendre la nouvelle version 89-90 depuis le 4 septembre.

Côté information, Europe 1 entend rester résolument jeune. La nouvelle équipe des présentateurs de journaux ne dépasse guère trente ans en moyenne. Les concepts d'information évoluent également : les trois journaux du matin ont chacun leur vocation spécifique. Celui de 7 heures, présenté par Sylvain Attal, privilégie le son : reportages, ambiances, témoignages ; à 7 h 30, Jean-François Rabilloud donne la priorité à l'explication et l'analyse ; enfin à 8 heures, Thierry Bourgeon, transfuge de France-Inter, laissera libre cours à l'humeur, aidé en cela par des « signatures » de la station (Serge July, de *Libération*, Claude Imbert, du *Point*, Jean-François Kahn, de *l'Evénement du jeudi* et Jean Boissonnat, de *l'Expansion*).

Entre-temps, à 7 h 45 puis à 8 h 20, Jean-Pierre Elkabbach présentera « Pile » et « Face », un double rendez-vous au cours duquel deux invités dévoileront successivement « leur » version d'un fait marquant.

Autre changement important : le journal de midi de Stéphane Paoli sera désormais présenté en public. Dominique Souchier, qui abandonne sa revue de presse du matin, est nommé rédacteur en chef du service Société, tandis qu'André Dumas, qui présentait le journal de 7 heures depuis 1987, devient rédacteur en chef des journaux du week-end. Enfin, Bernard Rapp continue de faire part de ses « Découvertes », le soir, à 18 h 20.

Côté programmes, Patrice Blanc-Francard joue l'ouverture sur les nouveaux talents « maison » : Jean-Luc Delarue et son « Top 50 Système D » ; Laurent Boyer est *le nouveau* locataire des après-midis, Catherine Muller et *Jean-Lou* Lafont parlent des « Enfants d'abord ». *Philippe Aubert* prend du galon en obtenant, outre une petite minute à *7 h 19*, une demi-heure d'antenne (8 h 30-9 heures) aux côtés de Jean Amadou et Maryse, où il se chargera avec impertinence de *digérer l'actualité*. Enfin, la chanteuse Lio fera son apparition dans « Sixties », à 17 heures.

A la « pêche » de la maison mère, il convient d'ajouter celle de sa petite sœur musicale de la bande FM, Europe-2, *qui a enregistré*, de loin, la plus forte progression des radios *musicales, en parts* d'audience, l'an passé (+ 72 %, selon l'institut Médiamétrie). *Un cumul que n'oublie pas* de faire M. Jacques Lehn, le vice-PDG *de la station, qui, tableaux et* sondages à l'appui, se plaît à répéter que Europe 1 est désormais clairement *« la deuxième radio de France »* (juste devant France-Inter) et qu'en termes de groupe (avec Europe 2), elle se rapproche progressivement de son grand rival, RTL.

J.-M. Dy.

« Notre station n'est pas à vendre » *affirme M. Jean-Luc Lagardère*

En s'invitant inopinément à la conférence de presse d'Europe 1, le PDG du groupe Hachette, M. Jean-Luc Lagardère, n'avait qu'une idée en tête : mettre fin aux rumeurs – *« sans aucun fondement »* – qui courent à propos de sa branche audiovisuelle. *« Très heureux de l'évolution »* de sa filiale, M. Lagardère a rappelé avoir réorganisé son groupe en quatre pôles complémentaires. *« La société Europe 1 Communication regroupe l'ensemble des activités audiovisuelles du groupe Hachette. Il serait ridicule et en totale contradiction que je me sépare d'Europe 1. » Exit*, donc, la rivale NRJ, qui se portait, il y a peu, candidate au rachat de la station.

De la même façon, M. Lagardère a démenti son intention de vendre le siège d'Europe 1, rue François-Ier, pour lequel 12 millions de francs de travaux viennent d'être engagés afin de rénover les locaux de la rédaction. En revanche, l'immeuble des Nouvelles messageries de la presse parisienne (*NMPP*), dont Hachette est le principal actionnaire, sera, lui, cédé. *« Je tiens*, a précisé M. Lagardère, *à transformer les actifs dormants en actifs vivants. »*

Soulignant, d'autre part, qu'aucune dissension n'existait entre lui-même et son ami et allié traditionnel M. Daniel Filippacchi, M. Lagardère s'est exprimé publiquement, pour la première fois, sur le renforcement de la participation du groupe panaméen Montana Management Inc. dans le capital d'Hachette (*le Monde* du 30 août). *« Tous les investisseurs savent que le secteur de la communication pèsera, demain, aussi lourd que l'industrie automobile, hier »*, a-t-il souligné. *« Hachette est le seul groupe français qui ait une véritable notoriété internationale. Il est donc normal que des fonds d'investissement représentant plusieurs pays s'intéressent à Hachette. Ce sont des fonds qui n'ont aucune volonté, ni possibilité d'intervenir dans la gestion d'Hachette, mais que j'accepte volontiers. »* Interrogé en privé sur l'origine de ces titres nominatifs, donc identifiables, M. Lagardère a indiqué qu'ils provenaient en partie du Moyen-Orient, notamment du Koweït.

Bernard Pivot s'explique sur l'arrêt d'« Apostrophes »

Tenter de nouvelles aventures

Ce fut un véritable hommage au présentateur d'« Apostrophes » : dans l'après-midi du 4 septembre, une cinquantaine de journalistes et de photographes, français et étrangers, se pressaient dans les locaux d'Antenne 2 afin d'entendre Bernard Pivot s'expliquer sur sa décision de clore en juin ou juillet 1990 son émission littéraire (*le Monde* daté 3-4 septembre). On y vit même la représentante d'un journal littéraire yougoslave, *« devenue journaliste grâce à Bernard Pivot »*, sangloter à l'idée que l'émission disparaisse. Emu, le directeur de la rédaction du mensuel *Lire* a tenu pourtant à préciser qu' *« il était très rare qu'il revienne sur une décision qu'il avait prise »*.

Deux motifs ont incité Bernard Pivot à clore « Apostrophes ». En 1990, l'émission aura quinze ans et demi, et lui-même entrera dans sa cinquante-cinquième année. *« C'est le bon âge pour se lancer dans de nouvelles aventures*, a-t-il indiqué. *Je pourrais craindre, autrement, que la routine ne me gagne et que la lassitude me submerge. »* En vieux routier des médias, Bernard Pivot avance une autre bonne raison à l'annonce précoce de l'arrêt d'« Apostrophes » : *« Si je l'avais fait dans quelques mois, après la nomination du directeur général d'Antenne 2 par M. Philippe Guilhaume, personne n'aurait cru à une décision personnelle. La fin de l'émission aurait été considérée comme un effet de cette nomination. »*

Interrogé sur la pseudo-concurrence du magazine de Patrick Poivre d'Arvor, « Ex libris » sur TF 1, Bernard Pivot a rappelé avec humour qu'il avait déjà pensé stopper « Apostrophes » en 1982, *« alors qu'il n'y avait pas d'émission concurrente »*. Le procès que lui avait intenté à l'époque Régis Debray, alors conseiller culturel du président de la République, qui accusait « Apostrophes » d'exercer *« une véritable dictature sur le marché du livre »*, l'avait incité à *« ne pas céder et à continuer »*.

Les projets futurs de Bernard Pivot sont encore dans les limbes. Il a décliné le poste de directeur général d'Antenne 2 que lui a proposé récemment M. Guilhaume. *« C'est une proposition flatteuse, mais je n'ai pas les qualités pour diriger une chaîne de télévision »*, a expliqué l'animateur d'« Apostrophes ». Les télévisions privées qui *« l'ont autrefois intéressé »* ne brillent plus d'aucun feu pour lui, et d'ailleurs *« aucune d'elles n'a pris contact* [avec lui] *depuis l'annonce de la fin d'Apostrophes »*. L'idée de la rédaction d'un livre le fait pouffer : *« Je suis journaliste, pas écrivain. Je ne vais quand même pas raconter mes souvenirs d'« Apostrophes ! »*. Le livre demeure pourtant l'un de ses fétiches. Depuis *le Figaro littéraire* jusqu'à Antenne 2, Bernard Pivot a toujours *« entretenu une vieille histoire d'amour »* avec la littérature. Que ce soit dans les pages d'un journal, au micro d'une radio ou à l'écran, Bernard *Pivot ne regimbe pas à l'idée de renouer* avec cette passion. Mais à condition qu'il y trouve de l'intérêt. *« J'entreprendrai ce qui me rendra heureux. Mais d'ici là, il reste une quarantaine d'émissions d'« Apostrophes » dont j'espère qu'elles seront éblouissantes »*, a-t-il conclu.

Cependant Bernard Pivot, auquel le *Times* et de nombreux autres journaux étrangers ont consacré de pleines pages, dont l'émission a inspiré une bande dessinée (*le Disparu d'Apostrophes* de Pétillon) et bientôt une pièce de théâtre (*le Grand Apostrophe*), va bientôt faire quelques essais de comédien. Pour un téléfilm dans lequel il tiendra le rôle d'un journaliste du *Monde*. *« Mais je ne suis pas certain d'avoir un talent d'acteur »*, sourit-il en guise de pirouette.

YVES-MARIE LABÉ.

EN BREF

● *Disparition d'exemplaires du « Meilleur » entre Paris et Besançon.* – 5 200 exemplaires de la première édition du Doubs de l'hebdomadaire *le Meilleur*, qui devaient être en kiosque le 2 septembre à Besançon, ont été remplacés par l'édition nationale du journal. M. Alain Ayache, directeur-fondateur de l'hebdomadaire, affirme que les exemplaires ont été volés dans le train entre Paris et Besançon. Ce vol intervient alors que M. Ayache lançait la dix-huitième édition régionale du *Meilleur* à Besançon. Au sommaire, figure une série sur les grandes familles de la ville.

● **CBS retransmettra les Jeux olympiques de 1996.** – La chaîne américaine CBS, qui détenait déjà les droits de retransmission télévisée et radiodiffusée des Jeux olympiques d'Albertville de 1992, pour 243 millions de dollars (1,6 milliard de francs), a obtenu, le 23 août, ceux des Jeux d'hiver, qui auront lieu à Lillehammer (Norvège), en 1996, pour 300 millions de dollars (1,9 milliard de francs).

● **M. Gilles de Courtivron, directeur général du groupe l'Evénement du jeudi.** – M. Gilles de Courtivron est nommé directeur du groupe L'Evénement du jeudi, qui regroupe l'hebdomadaire du même nom, mais aussi les mensuels *Paroles et Musique* et *Sciences et Technologies*, les deux salles de cinéma Action Christine et le restaurant Comptoir de l'Evénement. M. de Courtivron était entré en 1982 à Bayard-Presse comme directeur commercial du magazine *Notre temps* ; il était, depuis mars 1988, administrateur général de la division « senior » de ce groupe.

Spectacles

cinéma

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.
Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

L'Arche de Noé (1946), de Henry Jacques, 16 h ; Golden Eighties (1985), de Chantal Akerman, 19 h ; Rio bravo (1959, v.o.), *de Howard Hawks, 21 h.*

LES FILMS NOUVEAUX

LES EAUX PRINTANIÈRES. Film italo-franco-britannique de Jerzy Skolimowski, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé *Montparnasse, 14e (43-20-12-06)* ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MYSTERY TRAIN. Film américain de Jim Jarmusch, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE. Film français de Bertrand Tavernier : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les exclusivités

L'AMI RETROUVÉ (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

ARIEL (Fin., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ATTENDS-MOI AU CIEL (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 *Juillet Beaugrenelle, 15e* (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

BAL POUSSIÈRE (ivoirien, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES BOIS NOIRS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Mont*parnasse, 6e (45-74-94-94)* ; *Gaumont* Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

BUNKER PALACE HOTEL (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CALME BLANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHIEN DE FLIC (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CHINE, MA DOULEUR (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE CIEL S'EST TROMPÉ (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

COMMENT FAIRE L'AMOUR AVEC UN NÈGRE (Fr.-Can.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

COOKIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

DÉSIR MEURTRIER (*) (Jap., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet *Odéon, 6e (43-25-59-83)* ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FRANCE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

GANASHATRU (Ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE GRAND BLEU (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.o.) : *Forum Horizon, 1er (45-08-57-57)* ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'INVITÉ SURPRISE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

J'AURAIS JAMAIS DU CROISER SON REGARD... (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

Programmes du mercredi 6 au mardi 12 septembre

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

KICKBOXER (Hong Kong, v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : *Lucernaire, 6e* (45-44-57-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MANOLO (Esp., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MEN'S CLUB (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MONSIEUR HIRE (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NEW YORK STORIES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA NUIT DU SÉRAIL (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'OURS (Fr.-All.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PERMIS DE TUER (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (40-39-93-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE PEUPLE SINGE (Fr.-Indon.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE PLUS ESCROC DES DEUX (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

POUR LA GLOIRE (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

RAIN MAN (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROSALIE FAIT SES COURSES (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SPLENDOR (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

STREET OF NO RETURN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

TROP BELLE POUR TOI (Fr.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UN, DEUX, TROIS, NOUS IRONS AU BOIS... (All., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

WORKING GIRL (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

YOUNG GUNS (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

ZUCKER BABY (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Les grandes reprises

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'ÉQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA GRANDE COMBINE (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

GUERRE ET AMOUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

HOLIDAY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'HOMME DES HAUTES PLAINES (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MASCULIN-FÉMININ (Fr.-Su.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES MONTAGNES BLEUES (géorgien, v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA PÊCHE AU TRÉSOR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

PLEIN SOLEIL (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

SALAAM BOMBAY ! (Indo-Fr., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

SCARFACE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

UN MORT EN PLEINE FORME (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LA VILLE DORÉE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

YEELEN (malien, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) *mer. 21 h, dim. 17 h 15*, lun. 21 h 15.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 18 h 45.

ASTÉRIX ET CLÉOPATRE (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 15 h 15.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., lun. 17 h, jeu., dim. 22 h, sam. 15 h 15, 22 h 15, mar. 19 h.

BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 13 h 30, jeu., mar. 13 h 15, ven., sam. 0 h 15.

CASANOVA DE FELLINI (*) (It., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., lun. 17 h 20.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 18 h 45.

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer. 11 h 50.

DEAD BANG (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) mer., jeu. 19 h, 21 h.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., lun., mar. 22 h 30, sam. 18 h 20.

LES DIABLES (**) (Brit., v.o.) : Acca*tone, 5e (46-33-86-86)* mer. 21 h 30, jeu. 15 h 40, sam. 18 h 10.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 19 h 20, dim. 18 h.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h 30, jeu. 13 h 45, ven. 14 h, sam., dim. 13 h 15, lun. 19 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) mer., lun., mar. 20 h, ven. 20 h 30, sam. 17 h, 20 h dim. 16 h, 19 h.

L'ETOFFE DES HÉROS (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h 30, dim. 17 h, mar. 14 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 15 h 15, dim. 17 h.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu., ven., sam. 18 h 30, dim. 14 h, mar. 20 h 30.

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., lun. 20 h, sam. 22 h, dim. 15 h 30.

JULES CESAR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 22 h 10, ven. 13 h 15, sam. 13 h 30, lun. 12 h 30.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., sam., lun. 21 h 20.

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 19 h 30, ven. 18 h, sam. 16 h 10, dim. 21 h 40.

MARQUIS (*) (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 16 h, jeu. 21 h 45.

MAURICE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) mer., ven., mar. 13 h.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., ven., dim., mar. à 14 h, 16 h, 20 h.

MOONWALKER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 14 h, sam., dim. 11 h 45.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 16 h, jeu., ven. 15 h 45, dim. 17 h 30 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) *; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85)* (copie neuve) mer., jeu., lun., mar. 22 h 30, ven. 22 h 15, sam. 0 h 20, dim. 15 h 15.

PRICK UP YOUR EARS ; La Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

YOUNG GUNS (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

ZUCKER BABY (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00)

Les festivals

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). La Taverne de la Jamaïque, mer., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après ; la Maison du docteur Edwardes, jeu., séances à *14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film* 5 mn après ; le Procès Paradine, ven., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 5 mn après ; Rebecca, sam., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après ; les Amants du Capricorne, dim., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 25 mn après ; le Rideau déchiré, lun., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 25 mn après ; les Enchaînés, mar., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après.

GRANDS CLASSIQUES DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). Pat and Mike, ven., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 20 mn après ; la Garçonnière, sam., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 20 mn après ; Certains l'aiment chaud, dim., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 25 mn après ; *The Major and the Minor, lun., séances à* 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après.

L'HISTOIRE DU LOUVRE, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Louvre : A Golden Prison, mer. 11 h ; Du donjon à la pyramide, mer. 12 h ; le Projet du Grand Louvre, ; le Chantier Grand Louvre, ven. 14 h ; Louvre 1989, mer. 15 h, jeu. 18 h ; le Château enterré, jeu. 17 h ; Présentation de la pyramide du Louvre, jeu. 17 h, ven. 14 h ; Portrait de Pei, mer. 14 h, ven. 15 h ; les Collections du Louvre, (série de films présentant les Œuvres du musée) ven. 17 h.

LES ÉTERNELS DE LA TWENTIETH CENTURY FOX (v.o.), Escurial, 13e (47-07-28-04). Man Hunt, mer., séances à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; Stormy Weather, jeu., séances à 13 h 50, 15 h 50, *17 h 50, 19 h 50, 21 h 50* film 10 mn après ; la Maison de bambou, ven., séances à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; Chaînes conjugales, sam., mar., séances à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; le Fleuve sauvage, dim., séances à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; Qu'elle était verte ma vallée, lun., séances à 13 h 50, 16 h 20, 19 h, 21 h 30 film 10 mn après.

LES MARX BROTHERS (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07). Les Marx au grand magasin, mer., dim., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Une nuit à l'opéra, jeu., lun., séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après ; la Soupe aux canards, ven., mar., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Monnaie de singe, sam., séances à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après.

LUIS BUNUEL (v.o.), Latina, 4e (42-78-47-86). La Vie criminelle d'Archibald de la Cruz, mer., dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Mort en ce jardin, ven., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Un chien andalou, Los Olvidados, jeu., sam., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

MONSIEUR FRANK CAPRA AUX TROIS LUXEMBOURG (v.o.), Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77). Mr. Smith au Sénat, mar. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; New York-Miami, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Enjeu, dim. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; l'Extravagant Mr. Deeds, mer. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Vous ne l'emporterez pas avec vous, jeu., lun. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Horizons perdus, ven. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

RENOIR : HOMMAGE AU PATRON, Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34). Le Déjeuner sur l'herbe, ven. 11 h 50 ; la Règle du jeu, sam. 11 h 50 ; le Fleuve, dim. 11 h 50.

ROBERTO ROSSELLINI (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Rome ville ouverte, mer., ven. à *14 h*, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Stromboli, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Voyage en Italie, sam., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Allemagne année zéro, dim., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

SAGA INGMAR BERGMAN (v.o.), *Saint-André-des-Arts I, 6e* (43-26-48-18). A travers le miroir, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Une leçon d'amour, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Sonate d'automne, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Cris et Chuchotements, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Septième Sceau, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Nuit des forains, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Jeux d'été, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

VIVA JAMES BOND ! (v.o.), Le Champo, 5e (43-54-51-60). Goldfinger, jeu., sam., mar., séances à 13 h 45, 15 h 55, 19 h 50, 22 h film 15 mn après ; Bons Baisers de Russie, mer., dim., séances à 13 h 45, 15 h 55, 19 h 50, 22 h film 15 mn après ; James Bond 007 contre Dr. No, ven., lun., séances à 13 h 45, 15 h 55, 19 h 50, 22 h film 15 mn après ; On ne vit que deux fois, mar., dim., séances à 13 h 30, 17 h 50, 22 h 10 film 10 mn après ; Opération Tonnerre, ven., lun., séances à 13 h 30, 17 h 50, 22 h 10 film 10 mn après ; les Diamants sont éternels, jeu., sam., mar., séances à 13 h 30, 17 h 50, 22 h 10 film 10 mn après.

WELCOME GORBI ! (v.o.), Cosmos, 6e (45-44-28-80). La Poupée, mer. à 14 h, *16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après* ; le Serviteur, jeu. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après ; la Femme du marchand de pétrole, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après ; Ville zéro, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après ; la Fontaine, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après ; le Jour de l'éclipse, lun. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; la Tornade, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn après.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 6 SEPTEMBRE

« Les fouilles de la cour Carrée du Louvre », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Tourisme culturel).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtels et jardins de la rue du Bac », 14 h 30, métro Bac (Paris pittoresque et insolite).

« Le quartier juif du Marais et la synagogue construite par G. Eiffel », 15 heures, métro Saint-Paul (Paris et son histoire).

Monuments historiques

« Histoire de l'ancienne chocolaterie Menier à Noisiel », 14 h 10, devant les guichets de la station RER Noisiel.

« L'Arc de triomphe nouvellement restauré », 15 heures, devant la caisse.

« Du Palais-Royal à la place des Victoires », 15 heures, devant le Louvre des antiquaires, place du Palais-Royal.

L'été des musées nationaux

« Un éléphant dans un magasin de porcelaine » (cinq-douze ans), 14 h 30, Musée de la céramique à Sèvres.

« La femme, artiste ou modèle », 11 heures ; « Collection Walter-Guillaume : Derain », 12 h 30, Orangerie des Tuileries, place de la Concorde.

« Le retour au décor antique », 15 h 30, Musée de la Renaissance, château d'Ecouen.

(S'assurer auprès des musées que les visites ont bien lieu.)

HONFLEUR
« Art collection »-Daniel Besseiche
34, quai Sainte-Catherine. Tél. : (16)31-89-04-02
FRED ZELLER
Peintures récentes
Août-septembre 1989

A PARTIR DU 7 SEPTEMBRE
MADELEINE
Compagnie
VALERE - DESAILLY
PORT ROYAL
de
HENRY DE MONTHERLANT
MISE EN SCÈNE RAYMOND GÉROME
DÉCORS BERNARD EVEIN
LOCATION : 42.65.07.09 ET AGENCES

هكذا من الاصل

(Publicité)

Pourquoi

les Français ne changent-ils pas leurs lunettes aussi souvent qu'il le faudrait?

Parce que

l'optique coûte trop cher et pèse lourd dans le budget familial.

Mammouth lance l'Optique en hypermarché

Le prix des lunettes peut **baisser de 25%**, en moyenne, à qualité égale*.
C'est ce que la chaîne Mammouth démontre aujourd'hui en ouvrant sa première "unité optique" dans le Mammouth de Montesson (banlieue ouest de Paris), à l'intérieur même de la surface de vente.
Dirigée par un opticien diplômé, elle vous offre les conseils et toutes les prestations pour choisir verres et montures parmi une large gamme.
Les lunettes sont garanties et le remboursement par la Sécurité Sociale** et les Mutuelles est assuré dans les conditions habituelles.

C'est un nouveau combat de Mammouth.

Jean-Jacques FOUGERAT
Directeur Général Mammouth-France

mammouth
Centre de Vie

En France, les opticiens ont l'exclusivité de la vente des verres correcteurs. L'ophtalmologiste, lui, est un médecin. Il est seul compétent pour examiner vos yeux et délivrer une ordonnance prescrivant les verres qui corrigeront votre vue. Il faut consulter régulièrement.

** Par rapport aux prix pratiqués (verres + monture) dans des magasins d'optique de la région parisienne au 30 août 1989.*
*** Agrément en cours.*

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 5 septembre

TF 1

20.40 Cinéma : L'année du dragon. ■■ Film américain de Michael Cimino (1985). Avec Mickey Rourke, John Lone, Ariane. **23.00 Sport : Football.** Match éliminatoire de la Coupe du monde : Norvège-France (en différé d'Oslo). **0.40 Journal. 1.00 Feuilleton : *C'est déjà demain.* 1.20 Flash d'informations. 1.25** Le débat du jour.

A 2

20.35 Les dossiers de l'écran : Papillon. ■ Film américain de Franklin J. Schaffner (1973). Avec Steve McQueen, Dustin Hoffman, Victor Jory. **23.00 Débat : Le bagne.** Avec Emile Demaret, ancien gardien de bagne, Charles Pean, général de l'Armée du salut, Michel Pierre et Jean-Claude Michelot, écrivains, Yasek Baron et Emile Deleage, anciens bagnards. ***0.05 Météo. 0.10 Soixante secondes.*** *Maria Casarès.* **0.15 Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.40 La dernière séance. 1er film : Les aventures de Tom Pouce. ■ Film américain de George Pal (1958). Avec Russ Tamblyn, Alan Young, June Thorburn. **22.35 Journal et Météo. 23.00 2e film : Laurel et Hardy chefs d'îlot.** ■ Film américain d'Edward Sedwick (1943). Avec Stan Laurel, Oliver Hardy, Edgar Kennedy (N.B., v.o.)

CANAL PLUS

20.50 Cinéma : La vie est un long fleuve tranquille. ■ Film français d'Etienne Chatiliez (1988). Avec Benoît Magimel, Hélène Vincent, André Wilms. **22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Sans issue.** □ Film américain de Harley Cokliss (1985). Avec Tommy Lee Jones. **23.50 Cinéma : Gator.** □ Film américain de Burt Reynolds (1976). Avec Burt Reynolds (v.o.). **1.50 Cinéma : Ballets roses.** Film français classé X de Gérard Kikoïne (1980). Avec Marilyn Jess, Alban Ceray, Jane Baker.

LA 5

20.35 Cinéma : Les ringards. □ Film français de Robert Pouret (1978). Avec Mireille Darc, Julien Guiomar, Aldo Maccione. **22.15 Sport : Tennis** (suite). Tournoi de Flushing Meadow. **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'enquêteur** (rediff.). **1.00 Les cinq dernières minutes** (rediff.). **2.25 Bouvard et compagnie** (rediff.). **2.55 Le journal de la nuit. 3.00 Série : Peau de banane. 3.45** *Bouvard et compagnie* (rediff.). **4.00 Voisin, voisine** (rediff.).

M 6

20.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 22.05 Six minutes d'informations. 22.10 Magazine : Ciné 6. 22.30 Cinéma : Le commando des braves. □ Film italo-espagnol de Jose-Luis Merino (1974). Avec Graig Hill, Anabella Incontrera.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Le temps détruit. De Pierre Beuchot. **21.30 Le conte des contes.** De Youri Norstein. **22.00 Cinéma : Le hérisson dans le brouillard.** Film d'animation soviétique de Youri Norstein (1979). **22.30 Documentaire : Paris-Vladivostok.** Homo Sovieticus. **23.30 Cinéma : La belle orpheline.** Film de Claude Thiebaut. **0.30 Documentaire : First moon.** De Carma Hinton.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. 21.30 Papiers bulles et marionnettes. Où va la presse satirique ? (rediffusion du 8 juillet 1989). **22.40 Nuits magnétiques.** Les noces de Figaro en Afrique. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Alan Vega.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 10 mars au Musée d'Orsay à Paris) ; Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy, transcription pour orchestre de chambre de Sachs ; Trois poèmes de Mallarmé (Soupir, Placet futile et Surgi de la croupe et *du bond*), *de Ravel ; Hérodiade pour récitant et orchestre de* chambre, de Hindemith ; Pli selon pli (Improvisation I sur Mallarmé : Le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui ; Improvisation II sur Mallarmé : Une dentelle s'abolit), de Boulez ; Siegfried-Idyll, de Wagner, par l'Ensemble InterContemporain, dir. Kent Nagano ; sol. : Christine Whittlesey (soprano), et Claude Degliame (récitante). **22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives.**

Mercredi 6 septembre

TF 1

13.40 Feuilleton : Les feux de l'amour. 14.25 Club Dorothée. Liveman ; Juliette, je t'aime ; Lamu ; Dragon ball ; Les chevaliers du zodiaque ; Jiraiya ; Ken le survivant ; Jeux. **17.55 Série : Hawaii police d'Etat.** Drogue en mer. ***18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.*** **19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée.** Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Elsa, Jean-Claude Brialy. Variétés : Niagara, Mylène Farmer, Kaoma, Alan Kaupp. Séquence nostalgie : Joe Dassin, Jean-Pierre François, Ray Charles et Dee Dee Bridgewater. **22.35 Magazine : Ex libris.** De Patrick Poivre d'Arvor. Les secousses de la rentrée, avec Lech Walesa. Expliquez-moi : Jean-Claude Barbarant ; *Extérieur livre : Gore Vidal, André Brink ; Exploration :* Georges Perec ; Le favori du prix Goncourt 1989 : *Un grand pas vers le bon Dieu*, de Jean Vautrin. **23.30 Journal et Météo. 23.45 Série : Drôles d'histoires.** Intrigues : Je retourne chez maman.

A 2

13.45 Série : Falcon Crest. 14.15 Eric et compagnie (suite). Archie classe ; Clémentine ; Super Durand ; Collège Galaxie ; *Les Rattles.* **16.20 Magazine : Eurocile. 16.35 Feuilleton : Les années collège. 17.00 Magazine : Drôle de planète.** Magazine de découverte de Dominique Simonnet. **17.20 Magazine : Graffitis 5-15.** Présenté par Groucho et Chico. Foofur ; Quick et Flupke ; Grafficurieux ; Alf. **18.15 Série : Les voisins. 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. **19.00 INC. 19.05 Série : Top models. 19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !** Présenté par Patrice Laffont. **20.00 Journal et Météo. ▶ 20.35 Téléfilm : Mémoire d'amour.** De *François Luciani, avec Jacques Penot, Isabel Otero. Pierre, l'enfant du divorce.* **22.10 Profession comique.** D'André Halimi. Drôles de vacances. *Sketches, chansons, extraits de pièces illustrent les mille et un drames des vacances.* **23.10 Informations : 24 heures sur la 2. 23.30 Météo. 23.35 Soixante secondes.** Carl Lewis, athlète. **23.40 Histoires courtes.**

FR 3

13.30 Magazine : *Une pêche d'enfer.* **13.57** *Flash d'informations.* **14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Magazine : Dans la cour des grands. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Magazine : Dans la cour des grands** (suite). **17.00 Flash d'informations.** *De 17.05 à 18.00 Amuse 3.* **17.05 Petit ours brun. 17.06 Ulysse 31. 17.10 Les petits malins. 17.35 Signé Cat's eyes. 18.00 Magazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.58 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 Théâtre : La tête des autres.** Pièce de Marcel Aymé, mise en scène par Raymond Rouleau, avec Georges Aminel, Guy Tréjean, Anna Gaylor, Henri Crémieux (rediff.). *Une critique grinçante de la magistrature qui fit scandale à sa sortie dans les années 50.* **22.40 Journal et Météo. 23.05 Magazine : Océaniques.** Les heures chaudes de Montparnasse, de Jean-Marie Drot. 1. Ils s'en venaient de l'Oural et du Mississippi. *Le Paris artistique des années 1900, évoqué par ceux qui l'ont vécu. Rediffusion de la fameuse série réalisée de 1960 à 1962 par l'actuel directeur de la Villa Médicis.* **0.00 Musiques, musique.** Don Giovanni, de W.A. Mozart (1re partie), transcription de Joseph Triebensee, par l'Ensemble à vent Maurice Bourgue.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Adam. De Michael Tuchner, avec Daniel J. Travanti, Jo Beth Williams. *D'après un fait divers, le combat d'un couple pour changer la législation punissant les ravisseurs d'enfants.* **15.05 Série : Mister Gun. 15.35 Série : Un jour à Rome.** L'amour a cinq étoiles, de Roberto Giannarelli, avec Michel Boujenah, Mariangela Melato. **17.00 Magazine : Rapido.** D'Antoine de Caunes. **17.25 Cabou cadin.** Crocus ; Agences, toutouristiques. *En clair jusqu'à 21.00.* **18.15 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.30 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par *Philippe Gildas et Antoine de Caunes.* **20.30 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : La vie privée d'un sénateur.** ■ Film américain de Jerry Schatzberg (1979). Avec Alan Alda, Barbara Harris, Meryl Streep, Melvyn Douglas. **22.40 Flash d'informations. 22.45 Sport : Football.** Éliminatoire de la Coupe du monde, en différé de Zagreb : Yougoslavie-Ecosse.

LA 5

13.30 Série : Arabesque. 14.25 Série : L'enquêteur. 15.20 Série : Les cinq dernières minutes. Les loges du crime. **17.00 Sport : Tennis.** Tournoi de Flushing Meadow, en direct. **18.50 Journal images. 19.00 Sport : Tennis** (suite). Tournoi de Flushing Meadow. **19.30 Série : Happy days. 19.55 Les Inconnus. 20.00 Journal. 20.30 Les Inconnus. 20.35 Téléfilm : Haut les mains !** De Ilse Hofmann, avec Götz George, Eberhard Feik. *Deux commissaires face à un monstrueux chantage : l'enfant contre un savant, spécialiste en électronique militaire.* **22.15 Sport : Tennis** (suite). Tournoi de Flushing Meadow. **0.00 Journal de minuit.**

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.). **13.45 Série : Docteur Marcus Welby. 16.05 Hit, hit, hit, hourra ! 17.10 Série : Laredo. 18.05 Variétés : Multitop. 18.35 Série : Père et impairs. 19.00 Série : Magnum. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie.** L'âge de ses artères. **20.30 Téléfilm : Racolage.** *De Joseph Sargent, avec Lee Remick, Jill Clayburgh. Une journaliste enquête chez les prostituées.* **22.20 Téléfilm : Assassin en sous-sol.** De Jeno Hodi, avec Jeff Iorio. *Un psychopathe se cache sous les bâtiments d'un collège.* **23.55 Six minutes d'informations.**

LA SEPT

19.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films. De Denis Derrien. Enfance, adolescence, débuts. **20.00 Documentaire : La drôle de guerre de Raymond Queneau. 20.30 Cinéma : Paris-Mirage.** Film d'Yves Laumet (1989). Avec Patrick Young, Christian Lemler, Geneviève Arcq. **22.00 Magazine : Megamix.** De Martin Meissonnier. Spécial Destroy Jazz. **22.30 Documentaire : Cent ans de jazz.** De Claude Fléouter. All That Jazz. **23.30 Opéra : Les lombards.** Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Des mots sur les mots. Ces mots qui ont perdu leur latin, de Roland Eluerd ; Dictionnaire des mots qui ont une histoire, de Gilles Henry ; L'argot du bistrot, de Robert Giraud ; L'abécédaire de l'ambiguïté, d'Albert Jacquard. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** Une traversée lumineuse du cinéma : Henri Alekan. **22.40 Nuits magnétiques.** Les noces de Figaro en Afrique. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Alan Vega.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 juillet au Festival de Saintes) : Lieber Herr Gott, motet ; Fürchte dich nicht, motet, de Jean-Christian Bach ; Messe brève en fa majeur BWV 233 ; Herr gehe nichts ins Gericht, cantate BWV 105 ; Messe brève en sol mineur BWV 233, de J.-S. Bach, par l'Ensemble instrumental de la Chapelle royale Collegium vocale de Gand, dir. Philippe Herreweghe, sol. : Agnès Mellon (soprano) ; Gérard Lesne (alto) ; Christoph Prégardien (ténor), Peter Kooy (basse). **23.07 Jazz-club.**

Audience TV du 4 septembre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	46.0	Santa Barbara 20.3	Pub 2.3	Actual. région. 13.3	Nulle part... 3.0	Tennis 4.2	Magnum 3.1
19 h 46	48.0	Roue fortune 21.3	Dessinez 5.9	19-20 9.0	Nulle part... 4.1	Happy days 4.7	Magnum 3.3
20 h 16	59.2	Journal 22.1	Journal 14.1	La classe 10.4	Nulle part... 3.3	Journal 5.0	Mme est servie 3.9
20 h 55	65.1	Pause café 20.6	Heure vérité 8.5	Bourse ou Vie 16.9	Bonjour angois. 3.2	Justice femmes 11.2	Lacombe Lucien 5.7
22 h 8	50.9	Santé Une 11.4	Heure vérité 10.6	Pub 8.5	Flash 1.4	Justice femmes 13.6	Lacombe Lucien 5.9
22 h 44	28.7	Santé Une 10.5	Harold Maude 4.5	Océaniques 1.6	Mag Max 1.5	Tennis 3.3	Lacombe Lucien 7.2

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 5 septembre à 0 h et le dimanche 10 septembre à 24 heures.

L'anticyclone installé sur la France assurera jusqu'à jeudi un temps sec et ensoleillé.

Mais à partir de vendredi, de l'air chaud et très instable d'origine saharienne envahira le pays par le Sud. De violents orages commenceront à éclater dès jeudi soir sur le Sud-Ouest du pays, avant de s'étendre samedi et dimanche à la quasi-totalité du pays, à l'exception des régions les plus septentrionales. La France retrouvera donc un temps particulièrement lourd en cette fin de semaine.

Mercredi : soleil, nuages sur l'extrême Sud, *risque d'orage en Corse.*

La journée s'annonce particulière*ment ensoleillée sur la quasi-totalité* du pays, après dissipation des quelques brumes matinales.

Seules les régions s'étendant des Pyrénées à la Corse connaîtront un temps plus nuageux avec l'arrivée de nuages élevés. On pourra même observer des orages en Corse dans l'après-midi et la soirée.

Le nord de la Bretagne, la Normandie, la Picardie et le Pas-de-Calais verront également quelques bancs de nuages, mais le soleil y restera prédominant.

Les températures maximales, souvent comprises entre 18 et 23 degrés, atteindront 23 à 27 degrés dans le Sud-Ouest et le Sud-Est.

Le vent sera faible à modéré de secteur nord-est, assez fort entre la Côte d'Azur et la Corse.

Jeudi : toujours du soleil, orages sur le Sud.

Le soleil continuera à prédominer sur la France.

Les brumes matinales seront très vite dissipées dès le matin. Elles laisseront la place à un soleil resplendissant sur la plupart des régions.

Toutefois, le ciel sera voilé dès le matin sur les régions pyrénéennes et méditerranéennes. Des orages pourront éclater en Corse et sur la Côte d'Azur.

Dans l'après-midi et en soirée, les nuages s'étendront vers l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Ils s'accompagneront de foyers orageux.

De la Bretagne au Nord, les quelques bancs de *nuages élevés n'empêcheront* pas le soleil de briller.

Le vent, faible à modéré, s'orientera à l'Est. Il sera toujours assez fort entre la Côte d'Azur et la Corse.

Vendredi : aggravation orageuse sur le Sud-Ouest

Le temps lourd et orageux se généralisera à un grand quart *sud-ouest*, dès le matin, des nuages élevés voileront le ciel sur l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées. En cours de journée, des orages pourront éclater sur ses régions, mais aussi, sur le Massif central, le Limousin et le Poitou-Charentes. Ces orages seront localement violents et pourront donner de fortes précipitations surtout sur les Pyrénées et l'Aquitaine.

Sur les régions voisines, des Pays de Loire et du centre à la Bourgogne, au Lyonnais et aux Alpes, la matinée sera ensoleillée. Après la dissipation de quelques brumes matinales. Des nuages élevés envahiront le ciel en cours de journée.

Sur les autres régions, les brumes et bancs de brouillard observés en début de matinée se dissiperont rapidement, laissant place à un temps chaud et ensoleillé.

Les températures matinales seront comprises entre 10 et 15 degrés. Les températures maximales seront très supérieures aux normales saisonnières : elles seront supérieures à 28 degrés sur l'ensemble du pays, pouvant atteindre 32 degrés sur le Sud-Ouest.

Samedi : extension des orages

Le temps sera toujours lourd et très orageux sur le Sud-Ouest, des orages très violents accompagnés des fortes précipitations et de rafales pourront encore éclater sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées. Mais aussi, sur le Massif central, les régions les plus à l'est, la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté et la Bourgogne.

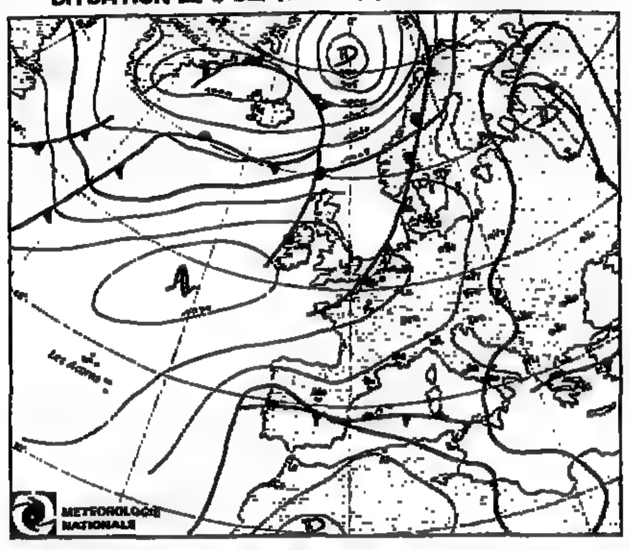
Sur les autres régions situées plus au nord, les nuages seront nombreux mais ne seront que très localement accompagnés d'orages.

Les températures seront en légère baisse sur l'extrême Nord ; elles seront stationnaires et donc toujours très supérieures aux normales saisonnières ailleurs.

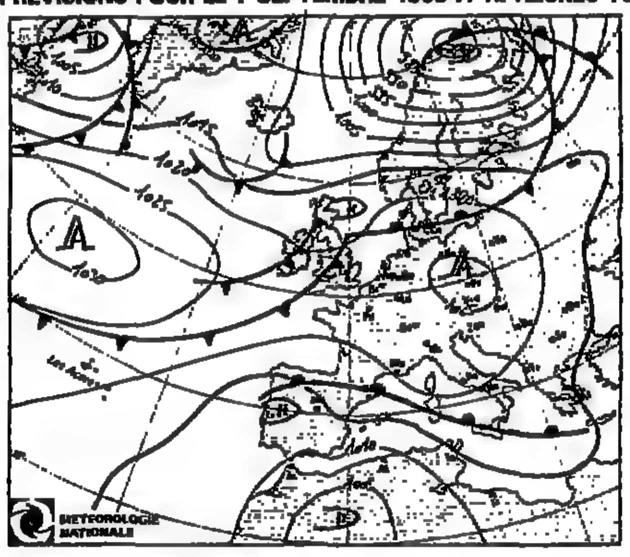
Dimanche : toujours des orages

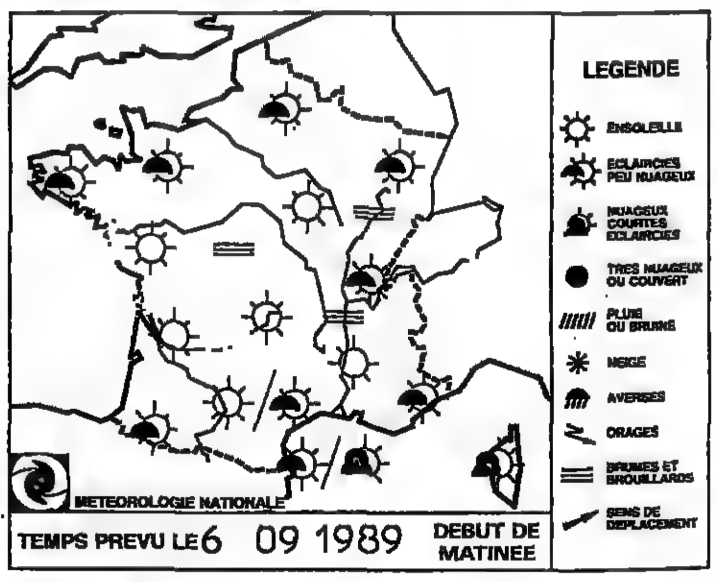
Les orages se généraliseront à presque toutes les régions françaises. Seules les régions les plus au nord seront épargnées, mais le ciel y sera tout de même très nuageux. Ces orages pourront encore être violents avec rafales et fortes averses.

SITUATION LE 5 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE 1989 A 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES *maxima - minima et temps observé*

Valeurs extrêmes relevées entre le 4-9-1989 à 6 heures TU et le 5-9-1989 à 6 heures TU — le 5-9-1989

FRANCE			
AJACCIO	25	14	C
BIARRITZ	21	10	D
BORDEAUX	23	8	D
BOURGES	21	7	D
BREST	20	10	D
CAEN	20	7	D
CHERBOURG	18	10	D
CLERMONT-FERR.	20	5	D
DIJON	19	8	D
GRENOBLE St-M-H	22	7	D
LILLE	18	7	D
LIMOGES	18	10	D
LYON	21	8	D
MARSEILLE-MAR.	25	14	D
NANCY	17	4	D
NANTES	22	10	D
NICE	23	15	D
PARIS-MONTS.	20	11	D
PAU	22	7	D
PERPIGNAN	25	12	N
RENNES	22	8	D
ST-ETIENNE	19	6	D
STRASBOURG	18	6	D
TOURS	21	6	D
TOULOUSE	23	7	D
POINTE-A-PITRE	33	25	D

ÉTRANGER			
ALGER	27	22	P
AMSTERDAM	17	9	N
ATHÈNES	30	22	D
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	24	16	N
BELGRADE	20	13	C
BERLIN	20	8	N
BRUXELLES	18	7	N
LE CAIRE	35	23	N
COPENHAGUE	20	7	D
DAKAR	30	27	N
DELHI	35	26	D
DJERBA	32	27	N
GENÈVE	20	11	N
HONGKONG	32	28	A
ISTANBUL	33	20	D
JÉRUSALEM	30	17	N
LISBONNE	31	17	D
LONDRES	21	13	N
LOS ANGELES	23	15	D
LUXEMBOURG	17	9	C
MADRID	31	14	C
MARRAKECH	26	16	D
MEXICO	23	12	O
MILAN	18	7	B
MONTRÉAL	22	6	D
MOSCOU	13	10	A
NAIROBI	27	15	N
NEW-YORK	24	16	D
OSLO	19	10	N
PALMA-DE-MAL.	25	18	P
PÉKIN	26	17	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	25	14	C
SINGAPOUR	27	22	C
STOCKHOLM	19	8	D
SYDNEY	16	13	N
TOKYO	26	24	A
TUNIS	28	20	P
VARSOVIE	16	10	P
VENISE	19	10	B
VIENNE	15	12	P

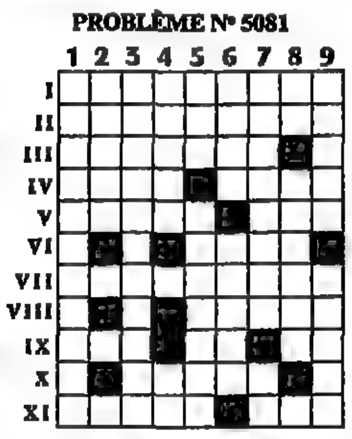
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5081



HORIZONTALEMENT

I. Quand on les serre, on la ferme. – II. Quand elle est grande, est souvent mordue. – III. Apprécient. – IV. Douce, pour Baudelaire. Souvent avantageux quand ils sont grands. – V. Dans la Mayenne. Déchiffrée. – VI. Sont évoqués par le nom d'un Etat. – VII. Qu'on n'attendra pas longtemps. – VIII. Bien appris. – IX. Un personnage équivoque. Adverbe. Berceau pour des princes. – X. Juste, quand il y a un fondement. – XI. Bien frappé. Pas voilée.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui fait des passes. – 2. Parfois saint dans une bouteille. – 3. Peuvent être des cris vraiment cochons. – 4. Home des bois. Morceau de bois. – 5. Monnaie étrangère. Serre vraiment de près. – 6. En Allemagne. Avoir en main. – 7. Se font bien voir. Préposition. – 8. D'un auxiliaire. Un homme grossier. – 9. Très cohérent. Pas entourée.

Solution du problème n° 5080

Horizontalement

I. Fringale. – II. Lunaire. – III. Amoureuse. – IV. Me. S.o. Rab. – V. Buteur. Pô. – VI. Ernée. Phi. – VII. Taris. – VIII. Rh. Attire. – IX. Salières. – X. Tom. Er. – XI. Tabassées.

Verticalement

1. Flambeurs. – 2. Rumeur. Hâta. – 3. Ino. T.N.T. Lob. – 4. Nausée. Aima. – 5. Girouette. – 6. Are. Atres. – 7. Leur. Prière. – 8. Saphirs. – 9. Déboise. As.

GUY BROUTY.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'espace revisité

Après le succès spectaculaire de la sonde Voyager-2, les missions spatiales vont se multiplier. Objectifs : la Lune et Mars, mais peut-être plus tard que prévu.

CE fut une grande fête spatiale : plus de huit cents scientifiques et ingénieurs du monde entier rassemblés à Pasadena (Californie), pour communier d'une même ferveur autour des écrans du JPL (Jet Propulsion Laboratory) où étaient diffusées les images de la sonde américaine Voyager-2.

L'occasion était trop belle, et les politiques ne l'ont pas laissé passer. Le vice-président américain Dan Quayle, qui s'est rendu au JPL pour assister à l'événement, en a profité pour rappeler haut et fort les objectifs définis par George Bush à l'occasion du vingtième anniversaire des premiers pas sur la Lune : retour sur notre satellite et envoi d'astronautes sur Mars. *« Nous, les Américains, nous avons ouvert des frontières tout au long de notre histoire, et nous continuerons à le faire*, s'est-il écrié. *Aujourd'hui, l'espace est la frontière de l'Amérique. »*

Les Soviétiques étaient là eux-aussi, et Valery Barsukov, membre de l'Académie des sciences d'URSS, a présenté à ses collègues présents à Pasadena les grandes lignes des projets de son pays en matière d'exploration planétaire.

Le succès retentissant du périple de douze ans de Voyager-2 à travers tout le système solaire aurait-il mis fin à la période de vaches maigres qui frappe l'exploration planétaire depuis la fin des années 70 ? On pourrait le croire. Le lancement de la sonde Magellan, le 4 mai dernier, interrompt un gel de plus de dix ans des programmes américains, la dernière mission interplanétaire américaine datant de 1978.

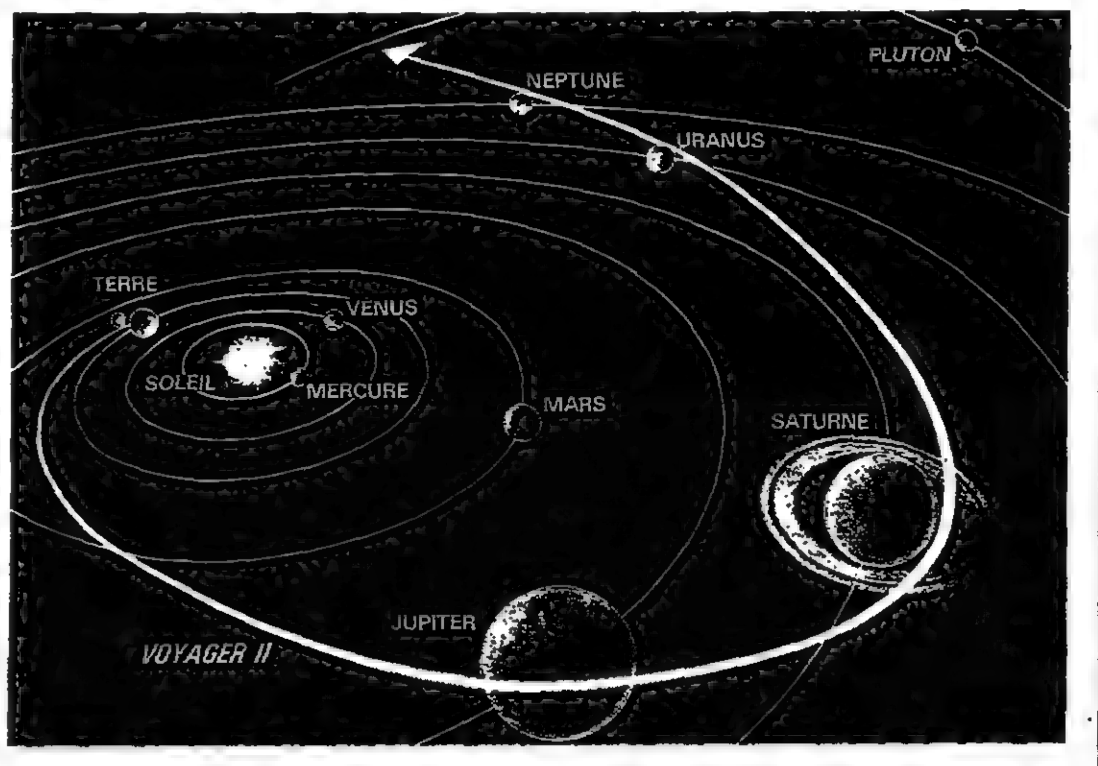
Si tout va bien, Magellan restera huit mois en orbite autour de Vénus, qu'elle atteindra en août 1990. Son rôle : cartographier 90 % du sol vénusien avec une précision de moins de 200 mètres, à l'aide d'un radar capable de percer les épais nuages d'acide sulfurique qui couvrent cette planète. Ce programme de 3,3 milliards de francs, auquel participent l'Australie, la France et la Grande-Bretagne, complétera ainsi le travail d'exploration mené sur l'étoile du berger depuis 1961 par une vingtaine d'engins américains et soviétiques.

Galileo, qui attend sur le pas de tir de cap Canaveral, devrait suivre le 12 octobre prochain, emmené par la navette Atlantis. Cet engin particulièrement sophistiqué – les ingénieurs du JPL l'ont surnommé *« la Rolls des engins spatiaux »* – devrait atteindre Jupiter en décembre 1995, après avoir survolé Vénus, photographié la face cachée de la Lune, et ausculté (en 1991) la ceinture d'astéroïdes qui séparent les « planètes intérieures » (Mercure, Vénus, Terre et Mars) des « planètes extérieures » (Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune et Pluton). Galileo restera en orbite autour de Jupiter pendant deux ans pour compléter les données recueillies par les sondes Pioneer-10 et 11 (1972 et 1973) et Voyager-2. Après avoir largué un module destiné à étudier l'atmosphère jovienne, elle en analysera et photographiera les couches supérieures, à moins de 1 000 km d'altitude. Elle doit aussi passer au plus près des trois principaux satellites de Jupiter : Io, Ganymède et Europa.

Son départ, s'il a bien lieu à la date prévue, soulagera d'un gros poids les responsables de la NASA et du JPL : des coupes budgétaires, des changements dans la conception de l'engin, puis la catastrophe de la navette Challenger en 1986 ont en effet retardé de sept ans le lancement, fixé au départ pour 1982 !

Autre projet bien engagé : la sonde Cassini qu'une fusée Titan-4 Centaur devrait lancer en avril 1996, si le Congrès américain approuve comme prévu (en principe ce mois-ci) son inscription au budget 1990. Destination : Saturne et son satellite Titan, déjà survolés en 1981 par Voyager-1 et 2. Titan, qui ressemble à la Terre primitive, et pourrait receler des molécules prébiotiques (dernier stade avant la vie), est sans doute l'un des objets les plus passionnants du système solaire. Cassini larguera dans son atmosphère d'azote Huygens, un module de 192 kg, de fabrication européenne. Le projet Cassini comprend une autre sonde baptisée CRAF (Comet Rendez-vous Asteroïd Flyby), qui, lancée en 1995, devrait atteindre en l'an 2000 la comète Kopff pour en analyser la composition.

Au total, trente-cinq missions scientifiques spatiales américaines (interplanétaires, mais aussi d'étude de l'environnement terrestre) sont programmées pour les cinq prochaines années, a indiqué Leonard Fisk, porte-parole de la NASA à Pasadena. L'Europe, qui participe à certaines de ces missions, ainsi qu'à des projets soviétiques, a quand même programmé sa propre sonde. Lancée par la navette américaine (en principe en avril 1990), Ulysse s'élèvera très haut au-dessus du plan de l'écliptique (qui contient les orbites de la plupart des planètes du système solaire) pour étudier le Soleil à l'aplomb de ses pôles à partir de 1994.



Pas d'euphorie en Union soviétique

Du côté soviétique, l'ambiance semble loin d'être aussi euphorique qu'à la NASA. C'est que – évidemment – Voyager est américain. Et si Phobos-1 et 2, les deux dernières sondes lancées par l'URSS (en juillet 1988), ont pu transmettre des données très intéressantes sur Mars et sur son satellite Phobos, elles n'en ont pas moins été perdues corps et biens en mars dernier, bien avant d'avoir pu terminer leur mission. Ce « demi-échec » qui touche aussi l'Europe, fabricant de l'un des instruments montés sur ces engins, entraîne des révisions déchirantes.

La prochaine mission soviétique est prévue pour 1994, vers Mars, avec une participation française. Un orbiteur devrait lâcher des ballons-sondes dans l'atmosphère de la planète rouge et un véhicule automatique sur son sol. Selon l'hebdomadaire spécialisé américain *Aviation Week*, des études sont en cours pour simplifier cette mission et en abaisser le coût. Le véhicule pourrait notamment être remplacé par plusieurs mini-stations fixes.

La décision définitive devrait être prise à la fin de cette année. « *Mais*, estime un expert français, *cette mission aura sans doute lieu, tout comme la suivante, prévue pour 1996 vers Phobos, avec recueil d'échantillons de sol. Pour la suite, c'est plus problématique.* » Sont envisagés des atterrissages de sondes automatiques sur Vénus (1998), Mercure (2002-2003), et un recueil d'échantillons de sol martien (2001).

Comme les Américains, les Soviétiques ont dans leur ligne de mire un débarquement d'astronautes sur la Lune, puis sur Mars vers 2010-2020. Mais, à Pasadena, l'académicien Valery Barsukov n'a pas caché sa réticence devant une échéance aussi proche. *« Les règles de la perestroïka veulent que, désormais, les budgets soient contrôlés par ceux qui passent les commandes »*, a-t-il lancé. Et, en URSS, les utilisateurs des engins interplanétaires sont les membres de l'Académie des sciences. De purs scientifiques donc, plus sensibles aux bons résultats obtenus par de petits robots rustiques mais performants et fiables – de type Voyager – qu'aux prestigieuses missions habitées, grosses consommatrices de crédits, et aux retombées plus médiatiques que réellement scientifiques.

En fait, pour des raisons parfois très différentes, les stratégies spatiales des Deux Grands semblent de plus en plus parallèles. Si l'Académie des sciences soviétique s'efforce d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour les missions futures, le Congrès américain rogne avec une belle ardeur les crédits de la future station spatiale Freedom. On peut se demander dans ces conditions si, malgré le battage présidentiel, les débarquements américains sur la Lune et sur Mars, infiniment plus ambitieux et chers, pourront bien avoir lieu à l'échéance prévue. *« Mes collègues du JPL sont en train de revoir complètement leurs plans*, explique un responsable du CNES. *Ils pourraient envoyer un orbiteur vers la Lune dès 1995, mais ont décidé d'étaler les missions automatiques vers Mars. Il y en aura sans doute davantage, mais avec des programmes moins chargés. »*

L'homme sur Mars ? *« C'est pour l'instant un objectif, un but à atteindre, sans plus »*, reconnaissent en privé les spécialistes de l'espace. Si la colonisation de la planète rouge a lieu un jour, ce sera sans doute plus tard que ne l'admettent les responsables politiques, et dans le cadre d'une coopération internationale. Les Soviétiques avaient déjà fait des offres précises de coopération aux Américains il y a un an. La réponse est venue au lendemain du triomphe de Voyager. L'URSS collaborera avec les Etats-Unis sur certains projets programmés pour les cinq prochaines années et *« je pense que ces relations continueront d'évoluer »*, a déclaré à Pasadena le porte-parole de la NASA. Encore une retombée positive du grand voyage du petit robot américain...

JEAN-PAUL DUFOUR.

PLUTON « DÉPASSÉ » PAR NEPTUNE

Neptune, atteinte le 25 août par Voyager-2, est actuellement la planète la plus lointaine du système solaire... à titre provisoire, *pour vingt ans seulement* ! Pluton, qui détient généralement ce titre, tourne en effet autour du Soleil en suivant une orbite particulière, très excentrique et inclinée, dont une partie est plus proche du Soleil que Neptune.

Le périhélie de l'orbite de Pluton, c'est-à-dire le point le plus proche du Soleil, est situé à 4,42 milliards de kilomètres de *ce dernier, et son aphélie* (point le plus éloigné du Soleil), à 7,37 milliards de kilomètres. Or, Pluton atteint son périhélie ce mois-ci. Elle se trouve donc « à l'intérieur » de l'orbite neptunienne, qu'elle a croisée (à 4,53 milliards de kilomètres du Soleil) en janvier 1979, et y restera jusqu'à ce qu'elle coupe à nouveau la route de Neptune, en mars 1999. Après cette date, Pluton redeviendra *« la dernière planète du système solaire »*, comme le mentionnent les livres scolaires. Cette curiosité se reproduit tous les deux siècles : elle met en effet deux cent quarante-huit ans à boucler un tour complet du Soleil.

Un entretien avec Félix Guattari

« Il faut casser le caractère uniformément étatique de la psychiatrie française et encourager les associations et les fondations »

APRÈS la mort de Franco Basaglia (1980) et de David Cooper (1986), la disparition de Ronald Laing marque-t-elle la disparition de l'« antipsychiatrie » ? Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le psychanalyste Félix Guattari, principal animateur, avec les docteurs Jean Oury et François Tosquelles, de l'école française de psychothérapie institutionnelle, reconnaît le recul de ce courant, qui, dans les années 70, avait tenté de remettre radicalement en cause la psychiatrie. Il juge sévèrement la situation actuelle de la pratique psychiatrique.

« Avez-vous en 1989 le sentiment d'être un has been ?

– Un has been, moi ? (rires). Pas du tout. J'ai le sentiment d'un immobilisme, et les quelques lumières que je pense, avec d'autres, avoir sur la nécessité d'une remise en cause profonde de la psychiatrie restent malheureusement toujours d'actualité.

– Vous avez déclaré qu'avec la mort de Ronald Laing c'était *« toute une époque qui disparaissait, celle de la remise en cause profonde de la psychiatrie sous son double aspect d'aliénation mentale et d'aliénation sociale »*. La remise en cause de la psychiatrie a-t-elle réellement disparu avec Ronald Laing ?

– On ne peut pas traiter cette question de manière globale à l'échelle mondiale ni même à l'échelle européenne. Cette remise en cause de la psychiatrie traditionnelle existe toujours, notamment en Amérique latine et en Italie autour de l'équipe de Trieste qu'anime Franco Rotelli. Cette équipe a complètement renouvelé la remise en question de la pratique psychiatrique en Italie, dominée par les difficultés nées de la loi qui supprimait les hôpitaux psychiatriques sans rien remettre à la place.

L'état d'esprit de l'équipe de Trieste est particulièrement positif et constructif. L'hôpital de Trieste a été transformé en un centre culturel international qui intervient pour la transformation des hôpitaux en Italie, mais aussi en Espagne, en Grèce, etc.

Pour le reste, il existe toujours une prise de conscience collective, mais minoritaire, de la nécessité de transformer profondément la psychiatrie.

– On avait pourtant cru à une époque que cette prise de conscience perdrait rapidement son caractère minoritaire.

– Oui, c'est vrai. Pourtant le mouvement est devenu minoritaire, y compris en Italie et en Angleterre. Il y a en France un courant puissant, mais minoritaire lui aussi, autour de la psychothérapie institutionnelle qu'animent les docteurs Tosquelles et Oury. Il y a aussi des expériences de secteur, vivantes et intéressantes. On aurait tort de penser que tout est revenu à zéro. Mais on peut dire toutefois que le bilan est, pour reprendre une expression connue, globalement négatif. Tout le monde convient, y compris au niveau du ministère de la santé, qu'il y a un recul, un retour à des méthodes traditionnelles, des méthodes franchement asilaires. On voit à nouveau des choses épouvantables dans la psychiatrie française. Et je ne parle même pas ici de la montée de l'idéologie comportementaliste. On observe le recul d'un esprit innovateur chez les travailleurs de la santé mentale. Mise à part la minorité réunie autour de la psychothérapie institutionnelle, il y a une sorte d'affaissement de la sensibilité collective de la psychiatrie française.

– Pourquoi ?

– Je pense que les pouvoirs publics portent une large part de responsabilité. Les pouvoirs publics français ont laissé espérer qu'avec la sectorisation, c'est-à-dire avec l'implantation d'une psychiatrie extra-hospitalière (hôpitaux de jour, foyers, appartements thérapeutiques, etc), on aspirait à une transformation de la psychiatrie.

En réalité, les expériences de secteur sont, pour la plupart, rentrées dans la dépendance de la psychiatrie lourde, c'est-à-dire la psychiatrie asilaire. Plus fondamentalement, on observe une sorte de collusion entre un certain corporatisme (psychiatres, équipes soignantes) et les structures étatiques lourdes qui gèrent la psychiatrie française. Je ne préconise certes pas une privatisation de la psychiatrie. Ce serait absurde. Mais, de la même manière que beaucoup de grandes sociétés industrielles, commerciales, bancaires ont trouvé une sorte de statut mixte, je pense aujourd'hui qu'il est nécessaire de casser le caractère uniformément étatique de la psychiatrie française. Il faut trouver des formules intermédiaires sous forme d'associations ou de fondations. Le pouvoir d'Etat garderait certes un contrôle qui ne serait pas *a priori* mais *a posteriori*. Les tentatives d'innovation sociale, d'expériences collectives, pourraient être entreprises avec un esprit d'émulation. Aujourd'hui, on tend vers la grisaille généralisée.

– Une telle proposition se heurtera immédiatement à ceux qui y verront un système inégalitaire. La « grisaille » dont vous parlez permet aussi de fournir à l'ensemble des malades mentaux des chances équivalentes de guérison ou d'échec thérapeutique...

– Ne nous méprenons pas. Je ne suis pas un partisan du néo-libéralisme ou du marché pour le marché. Je pense malgré tout que c'est seulement s'il y a une concurrence possible, une émulation entre expériences différentes qu'on pourra faire que des partenaires sociaux différents s'associent et prennent conscience ensemble des problèmes qui se posent. S'il y avait en France cette indépendance associative dans la psychiatrie, on verrait, dans certaines régions, apparaître des expériences pilotes. Il y aurait une logique du mouvement, une dialectique de la transformation. Aujourd'hui, il n'y a qu'un fonctionnarisme. L'autre problème qui se pose est l'absence de recherche, l'absence de tout instrument d'évaluation. C'est totalement invraisemblable.

– Aux moments forts de l'anti psychiatrie, pensiez-vous que la force, l'originalité des idées, le dynamisme du courant créé permettraient de surmonter tous les obstacles que vous décrivez aujourd'hui ?

– Pour ma part, je ne me suis jamais fait d'illusions. J'ai toujours considéré que ce qui a été mis sous l'étiquette d'« antipsychiatrie », une expression lancée de façon un peu imprudente par David Cooper, qui a lui-même ensuite désavoué ce terme, a été essentiellement un mouvement médiatique, un mouvement qui s'appuyait sur des expériences de portée très restreinte, du type Kingsley Hall. Malgré tout, cela a été quelque chose qui a abouti à un résultat notable. Tout cela a réveillé l'opinion, a donné un éclairage sur la situation abusive, répressive qui existe en Europe et dans le monde. *Mais dès l'année 1975, nous étions* un certain nombre à avoir pris conscience que l'on ne pouvait pas en rester là et que seule une prise en charge de cette problématique par les intéressés eux-mêmes, les travailleurs de la santé mentale, les psychiatrisés et les différents partenaires sociaux, permettrait d'avancer. En d'autres termes, ce *phénomène médiatique ne pouvait* pas changer les mentalités. Ce changement ne peut provenir que de transformations sociales d'une tout autre échelle.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 21.)

Les frontières de la cocaïne

La France ne continuera à être épargnée par le crack que si elle parvient à limiter la consommation de cocaïne.

« O*N a beau saisir 100 ou 200 kilos, quand on sait qu'il y a des centaines de tonnes qui sont produites chaque année, c'est un perpétuel recommencement. Il faut résister au découragement et se dire que les solutions ne sont certainement pas seulement dans notre travail « d'interception », que les vraies solutions se trouvent au niveau géopolitique, au niveau des efforts à déployer pour trouver un véritable remède aux problèmes des pays de production. C'est là la vraie donnée du problème de l'offre de la drogue dans le monde ».*

S'exprimant ainsi en avril 1988 au cours d'un séminaire international sur « Sida et toxicomanie » (1), le commissaire Bernard Gravet, chef de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants pour la France, ne se doutait évidemment pas que, un peu plus d'un an plus tard, l'Etat colombien déclarerait *« la guerre totale »* aux trafiquants de cocaïne. Sans préjuger l'issue de cet affrontement et les conséquences qu'il pourrait avoir sur la consommation de cocaïne dans le monde, il est d'ores et déjà possible d'esquisser une sorte de « photographie dynamique » de la diffusion de cette drogue en France.

En hausse constante mais relativement modérée, la consommation de cocaïne en France est préoccupante mais n'atteint pas le niveau alarmant qui prévaut actuellement aux Etats-Unis. Faute d'outil suffisamment fiable, il est relativement difficile d'avancer des chiffres précis.

Les quelques enquêtes réalisées sur ce thème montrent que c'est à partir de 1979-1980 que la consommation de cocaïne a réellement commencé à augmenter en France.

43 % des toximanes incarcérés

Du point de vue du nombre d'interpellations, les chiffres demeurent relativement modestes : 419 en 1982, 505 en 1987 (à titre de comparaison, en 1988, 2 442 trafiquants d'héroïne ont été interpellés). La croissance du volume des saisies est sans doute plus significative : 79 kg en 1982, 754 kg en 1987.

Pour autant, de l'avis de plusieurs spécialistes, ces données rendent mal compte de la réalité du phénomène observé en France. En définitive, plus que les études quantitatives, ce sont les études qualitatives, réalisées soit dans la rue (sur un nombre limité de toxicomanes), soit en milieu carcéral, soit encore dans des centres de soins, qui reflètent le mieux les diverses tendances. Un rapport encore inédit, réalisé par les docteurs François-Rodolphe et Sylvie Ingold (Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance), sur la consommation de cocaïne en France apporte plusieurs données intéressantes.

Ainsi, une étude effectuée en 1982 dans les rues de Paris faisait apparaître que 8 % des toxicomanes étaient des consommateurs réguliers de cocaïne (à l'époque, ces chiffres avaient surpris dans la mesure où l'on croyait que la consommation de cette drogue n'était l'apanage que de quelques groupes de population bien déterminés, comme les artistes).

Une autre étude réalisée cette fois en 1985 à Fleury-Mérogis montrait que 43 % des toxicomanes incarcérés étaient des consommateurs de cocaïne (plusieurs d'entre eux – c'était là un phénomène relativement nouveau – disaient même ne consommer que de la cocaïne). Enfin, une dernière enquête réalisée dans les rues de Paris en 1988 faisait état d'une proportion de 45 % de toxicomanes ayant consommé, occasionnellement ou non, de la cocaïne. Fait notable, aucune de ces enquêtes n'a permis de retrouver la moindre trace de crack.

Ces différentes études mettent en lumière l'aspect dynamique du phénomène. En outre, elles confirment les données policières indiquant que la France n'est pas – pas encore ? – touchée par le crack. Rien à voir donc avec la situation américaine où la cocaïne et surtout le crack font de véritables ravages (outre-Atlantique, la cocaïne, particulièrement depuis qu'elle est consommée par voie intraveineuse, tue par surdose autant que l'héroïne).

Rappelons que le crack, c'est de la cocaïne presque pure mélangée à du bicarbonate de soude, de manière à obtenir une pâte qui, une fois durcie et cassée en petits morceaux, peut être fumée. De ce fait, parce qu'il passe extrêmement vite dans le sang, le crack provoque au niveau cérébral une sensation de jouissance brève mais extrêmement forte. L'asservissement – la dépendance – survient très vite, en général au bout de quelques jours. Ses effets sur l'organisme peuvent être dévastateurs (blocage du système respiratoire ou arrêt cardiaque). Plus souvent, les effets du crack sont sournois – amaigrissement, troubles psychiques, dépression, hallucinations, – aboutissant à une sorte de mort lente, inexorable.

Pourquoi ce produit « tyrannique », bien plus puissant que la cocaïne classique, capable de produire une dépendance foudroyante, n'a-t-il pas encore envahi l'Europe, et tout particulièrement la France ? *« On peut considérer,* explique le docteur Ingold, *que tant que la disponibilité de la cocaïne n'aura pas atteint un certain seuil, la France restera épargnée par le crack. Il y a donc tout lieu de penser qu'en limitant la consommation de cocaïne, on pourrait parvenir à prévenir l'arrivée du crack. »* Dans le reste de l'Europe, la situation est relativement semblable à celle de la France. Significatif d'une augmentation de la consommation de cocaïne, le volume des saisies est passé de 155 kg en 1978 à 5,5 tonnes en 1988.

Mais peut-on craindre pour autant, comme certains observateurs le pensent, que du fait d'une *« saturation »* du marché américain les trafiquants de cocaïne décident d'investir le marché européen ? *« Cette histoire de saturation du marché américain est une vue de l'esprit,* affirme le docteur Ingold. *Aux Etats-Unis, la consommation de cocaïne est très importante (environ 50 tonnes par an). Et si le prix d'achat a chuté (de 50 000 dollars le kilo à la fin des années 70, il est aujourd'hui à environ 10 000 dollars), en revanche les prix au détail n'ont pas baissé dans les mêmes proportions et la demande reste très forte. »*

Face à cette situation, les Etats commencent à se mobiliser. Le 23 mai dernier, à Londres, les ministres responsables de la lutte contre la drogue de dix-neuf pays du Conseil de l'Europe sont convenus d'*« intensifier leur action en vue de freiner le trafic de la cocaïne et de prévenir les ravages potentiels de son dérivé mortel, le crack »*. Selon les ministres, l'augmentation rapide des saisies de cocaïne démontre que *« l'Europe occidentale a été ciblée comme un nouveau débouché à la suite de l'apparente saturation du marché nord-américain »*. Plus récemment, au sommet de Paris, les Sept ont également décidé d'intensifier la lutte contre la toxicomanie.

Si c'est au niveau géopolitique que peuvent se régler les problèmes de l'offre de la drogue, c'est plus banalement dans la rue que doivent être abordés les problèmes de consommation. *« A cet égard,* résume F.-R. Ingold, *le rôle de l'information, sur le terrain, la plus proche possible des gens, est capital. »*

Les Hollandais – au prix d'une politique que d'aucuns pourraient juger trop tolérante – sont les premiers à l'avoir bien compris et mis en pratique. Il suffit de consulter les résultats de leurs programmes de prévention de la toxicomanie et du sida. Ces programmes, mis en place depuis de nombreuses années, avec l'aide des municipalités mais aussi des *junkies bond*, les « syndicats » de toxicomanes, et permettant d'échanger des seringues usagées contre des neuves et de participer à des tentatives de substitution de l'héroïne par la méthadone, ont permis dans une certaine mesure de contenir la consommation de drogues et surtout de maintenir à un niveau relativement modéré la transmission du virus du sida.

Cette prise en charge qui consiste en un *« accompagnement »* des toxicomanes plutôt qu'en une désintoxication à tout prix, le professeur Charles Kaplan (université Erasmus, Rotterdam) en avait rappelé la philosophie lors du séminaire « Sida et toxicomanie ». S'agissant des programmes méthadone, il avait expliqué qu'il fallait les concevoir *« comme la représentation d'un substitut qui permettrait l'intervention du social. Ce n'est pas,* disait-il, *la méthadone qui a de l'importance, mais la façon de la donner, le contexte social de sa distribution »*. Il s'agit, ajoutait-il, de *« mettre en place une psychiatrie sociale, dans la rue, avec les toxicomanes, les travailleurs sociaux ainsi que les sociologues qui travaillent ensemble, et qui se préoccupent des effets secondaires de l'usage des drogues, qui prennent en compte un lent processus de désintoxication. Il y aurait substitution, certes, mais une substitution sociale, une normalisation, si l'on peut dire, du toxicomane et du malade mental »*.

FRANCK NOUCHI.

(1) Les actes de ce séminaire international peuvent être commandés à l'IREP, 45, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

Surdose suisse

Affrontée à un trafic de drogue sans rapport avec sa petite taille, la Confédération étudie un projet de dépénalisation de la consommation.

FAUT-IL dépénaliser la consommation de drogue ? La question est ouvertement posée en Suisse depuis que la Commission fédérale des stupéfiants l'a elle-même proposé dans *un rapport publié en juin dernier*. Dans la foulée, elle recommandait de supprimer la pénalisation de la possession et de l'acquisition de petites quantités de drogue destinées à la consommation personnelle. En revanche, la Commission insiste sur le fait que ces propositions ne sauraient *« en aucun cas être interprétées comme une libéralisation de la drogue »*. Au contraire, cet assouplissement de la réglementation de l'usage des stupéfiants devrait aller de pair avec une répression plus sévère du trafic illégal à des fins de lucre.

A l'origine de ce projet, un constat : pas plus que la prohibition aux Etats-Unis, la répression n'a, jusqu'ici, contribué à résoudre le problème de la drogue. *« Dans une large mesure, celle-ci s'est révélée inefficace »*, remarque le rapport. En fait, et malgré l'interdiction, le trafic n'a jamais été aussi florissant, et le nombre de drogués est en constante progression. Ainsi, les services de police ont enregistré 205 décès dus à l'abus de drogue en 1988, dont 107 des suites de surdose d'héroïne, contre 88 au total huit ans auparavant. Durant la même période, les infractions à la loi sur les stupéfiants sont passées de 5 000 à 18 000.

Les saisies de drogue ont connu *une évolution analogue* : 42,9 kilos d'héroïne et 226,1 kilos de cocaïne en 1988, contre, respectivement, 17 et 14 kilos en 1980. Parallèlement, on a constaté une augmentation continue de la *« criminalité d'approvisionnement »* (vols à l'arraché, cambriolages et agressions commis par des toxicomanes). Enfin, on a enregistré une multiplication des affaires dans lesquelles des banques suisses sont utilisées pour le recyclage d'argent provenant du trafic de drogue.

« Par rapport à la position que notre pays occupe en Europe du point de vue de sa superficie et de sa population, l'importance de la Suisse en tant que pays de transit est démesurée », note la Commission. Les prix payés pour l'héroïne, la cocaïne et les dérivés du cannabis y étant parmi les plus élevés du monde, la Confédération est devenue un marché particulièrement intéressant pour les trafiquants étrangers.

La dépénalisation de la consommation de drogue préconisée par la Commission est motivée au premier chef par l'analyse des jugements prononcés ; il en ressort que la pratique actuelle des poursuites pénales conduit à sanctionner *bien plus souvent* la consommation que le trafic de drogue et que les cas relativement *bénins sont surreprésentés*. De plus, en raison du nombre important des infractions (en Suisse, *15 % à 25 % des jeunes de moins* de vingt ans ont déjà consommé du cannabis), les consommateurs *ne peuvent plus être poursuivis* que dans une proportion infime, ce qui mène à une inégalité choquante devant la loi. Avec la suppression de la pénalisation de la consommation de drogue, la justice et la police pourront utiliser les effectifs ainsi libérés pour mieux combattre le trafic à grande échelle.

Une distribution de seringues

Le rapport préconise enfin une série de mesures afin de prévenir la propagation du sida parmi les toxicomanes (distribution de seringues, traitements ambulatoires, drogues de substitution comme la méthadone). La Commission souhaite d'autre part une intensification de la lutte contre le trafic pour s'en prendre plus efficacement aux racines du mal : renforcement des contrôles aux frontières, création d'une police fédérale des stupéfiants, révision du code pénal comme il en est question pour mieux réprimer le recyclage d'argent sale.

La publication de ce rapport a donné le coup d'envoi à un vaste débat sur la nécessité d'une modification de la loi sur les stupéfiants selon les propositions de la Commission. Après consultation des cantons et des milieux intéressés, il appartiendra au gouvernement de prendre ou non ces recommandations à son compte en présentant, l'an prochain, un projet définitif. En tout cas, une éventuelle libéralisation de la loi inspirée par les exemples néerlandais et espagnol a déjà fait apparaître de profondes divisions, surtout parmi les plus directement concernés. Paradoxalement, les plus farouches adversaires d'une dépénalisation de la consommation de drogue sont précisément des toxicomanes ou d'anciens drogués eux-mêmes. Ils font valoir que seule la peur de la prison pousse certains d'entre eux à tenter de s'en sortir. *« Cesse-t-on de poursuivre les voleurs parce qu'il y en a de plus en plus ? »*, s'exclame M. Pierre Rey, directeur d'un centre de désintoxication à Lausanne.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

HOMMAGE À KARAJAN

ÉTERNEL. Herbert von Karajan a déposé la baguette. Le chef des chefs a rejoint l'Olympe des démiurges en smoking. Dieu, sa vie, son œuvre, ses disques en vingt pages illustrées et détachables.
MYTHIQUE. Novateur, intransigeant, Otto Klemperer sort enfin du purgatoire. Réédités en compacts, les grands enregistrements du disciple de Mahler ressuscitent un génie de la direction. Un dossier.
EXCLUSIF. Nouveau maître à bord du vaisseau fou de l'Opéra-Bastille, le chef coréen Myung-Whun Chung nous a confié ses espoirs, ses craintes et ses plus secrètes aspirations. Une interview.
ÉLECTRISANT. Instruments branchés par excellence, les pianos numériques ont été mis à la question par nos techniciens. Comment se mettre au courant ?
Et aussi : Nina Berberova ou la musique des mots, Brigitte Lefebvre, déléguée à la Danse, les mémoires d'Henri Sauguet, la résurrection des concerts-radio d'appartement, les chroniques, les petites annonces, les disques du mois.

Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

JOURNÉES
PROSPECTIVES
LYON
Les 18 et 19 octobre 1989
ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne
Renseignements :
48.06.56.67 - Paris
78.37.91.19 - Lyon

LE MONDE ORGANISE LES 2 EMES JOURNEES PROSPECTIVES

Le 18 octobre au matin quatre cents dirigeants d'entreprises et professionnels des ressources humaines viendront débattre de la gestion des hommes autour du thème "Capital Humain et Efficacité Industrielle".

Les 18 et 19 octobre plusieurs milliers de cadres, jeunes diplômés et étudiants construiront leur stratégie de carrière avec des entreprises, des cabinets de conseil en recrutement, des universitaires.

SAGA en mer

Après une histoire à éclipses longue de vingt ans, le petit sous-marin de recherches SAGA existe, flotte, navigue... et plonge.

UN bateau bien étrange attirait les regards, le 30 août, dans le port de Monaco : *un sous-marin jaune, le SAGA*, pas si petit que cela, dont la silhouette et la couleur inhabituelles tranchaient au milieu des luxueux yachts tout blancs et bien banals de la Côte d'Azur. De même, la sortie du port puis la rentrée ont attiré les spectateurs. Et quand nous avons émergé en surface, après une plongée (à 62 mètres) d'une petite heure, nous avons dû susciter bien des interrogations parmi les « commandants » de *petits voiliers* et de canots à moteur...

Et encore, tous les curieux ne savaient-ils pas que ce bizarre *SAGA* (sous-marin d'assistance à grande autonomie) de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (*IFREMER*) et de la société marseillaise de travaux sous-marins COMEX est encore plus extraordinaire que sa présence ne l'était dans le port de Monaco. *En somme*, l'histoire du *SAGA* fait un peu penser au... serpent de mer. Elle a commencé le 7 novembre 1969, lorsque l'Institut français du pétrole (IFP) et le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO, devenu IFREMER en 1984) ont présenté le projet d'un sous-marin expérimental de recherche, *l'Argyronète* (1), d'un type nouveau :

– Deux habitacles en acier spécial, l'un « sec » ou « atmosphérique » *dans lequel* un équipage de six hommes vivra à une pression normale ; l'autre « humide », faisant office, pour quatre plongeurs, de caisson pressurisé. Deux sas permettront aux plongeurs de sortir dans la mer. Un troisième sas isolera l'un de l'autre le compartiment « sec », où régnera la pression atmosphérique normale du compartiment « humide », où les plongeurs vivront à la pression régnant à la profondeur du travail sous-marin prévu et dans *lequel ils resteront pour leur lente* décompression. (Rappelons que, sous l'eau, la pression augmente d'une atmosphère tous les 10 mètres.) Certes, à l'époque, existaient *plusieurs sous-marins* « crache-plongeurs », mais beaucoup plus petits.

– Avec sa coque d'habillage, *l'Argyronète* mesurera 27,80 mètres de long et pèsera, dans l'air, 250 tonnes. Il pourra descendre à 600 mètres et faire sortir des plongeurs jusqu'à la profondeur de 300 mètres.

– Doté d'un moteur diesel pour la navigation de surface et de batteries pour la navigation en plongée, *l'Argyronète* pourra parcourir 700 kilomètres, mais en surface, étant donné la faible quantité d'énergie disponible dans les batteries.

– Le coût de *l'Argyronète* est estimé à 20 millions de francs, que se partagent également l'IFP et le CNEXO.

La construction de *l'Argyronète commence au Centre d'études* marines avancées (CEMA) à Marseille, une des associations à but non lucratif (loi de 1901) du groupe Cousteau, dès que la société Neyrpic a fabriqué les deux compartiments en acier. Mais le coût de l'engin ne cesse d'augmenter et son *utilité n'apparaît pas clairement*, en particulier aux compagnies pétrolières travaillant dans l'*offshore*. En septembre 1971, on en est à 44 millions de francs (dont 12 millions de TVA non prévus), et il est évident que des études technologiques complémentaires sont nécessaires. Le ministère du développement industriel et scientifique décide donc, le 24 septembre 1971, d'arrêter la construction de *l'Argyronète*.

ALAIN TOCCO

165 millions de francs

Les deux compartiments d'acier et divers autres éléments sont entreposés à Marseille ou à Toulon, *gardiennage et entretien* coûtant 300 000 F par an. En 1981, la COMEX rachète les deux coques d'acier (pour 280 000 F comptant, auxquels s'ajouteront 300 000 F par an *pendant dix ans, mais seulement* à partir du moment où commencera l'exploitation commerciale de l'engin). Et en 1982 la COMEX et le CNEXO décident de s'associer pour reprendre la construction de *l'Argyronète* en modifiant sensiblement le projet initial. Enfin, en 1984, deux sociétés canadiennes, International Submarine Engineering et Energy Conversion System, s'associent au projet.

La modification principale – outre le changement de nom du sous-marin – concerne la navigation en plongée (2). Au lieu de batteries, *la source d'énergie sera deux* moteurs Stirling (fabriqués par la société suédoise Kockums) de 75 kilowatts chacun : la combustion de fuel et d'oxygène liquide chauffe de l'hélium, dont la dilatation puis la contraction en circuit fermé font aller et venir les pistons du moteur. Ainsi, le *SAGA*, qui est le premier sous-marin civil doté de moteurs Stirling, aura une grande autonomie : 550 kilomètres de navigation en plongée (ce qui soustrait l'engin *aux aléas météorologiques*) à la vitesse de 9,2 kilomètres à l'heure, auxquels s'ajouteront dix jours de travail sous-marin.

Pour le moment, le *SAGA* est équipé de moteurs Stirling provisoires en aluminium. Il devrait recevoir ses moteurs Stirling définitifs *en acier au cours de ce mois de septembre* et être opérationnel au printemps prochain.

Il y avait bien un projet de moteur nucléaire que devait étudier et fournir un des associés canadiens. Mais cela coûtait bien cher... Actuellement, le coût du *SAGA* est de 165 millions de francs (3).

En essais depuis le printemps dernier, le *SAGA* a déjà fait une démonstration de travail réel : du 21 au 23 août, il a amené à pied d'œuvre, sous 110 mètres d'eau, les quatre plongeurs qui ont enlevé les bouchons provisoires de la conduite qui fait se déverser les eaux sortant de la station d'épuration de la Principauté après un traitement mécanique et biologique très poussé. Il a ensuite, pour mieux tester ses capacités, fait sortir les plongeurs par 185 mètres d'eau.

A quoi le *SAGA* peut-il servir, étant entendu que le prix de la journée d'utilisation est probablement de l'ordre de 150 000 à 200 000 francs ? Pour M. Pierre Papon, président-directeur général de l'IFREMER, et M. Henri Delauze, président de la COMEX, le *SAGA* devrait travailler pour le pétrole *offshore*, même si, pour le moment, le baril à 18 dollars n'incite pas beaucoup à se précipiter sur le pétrole cher (c'est-à-dire des mers profondes). Toutefois, il ne faut pas oublier que le Brésil, pionnier dans ce domaine, exploite déjà des gisements *offshore* sous 400 mètres d'eau et qu'il va bientôt s'attaquer à des gisements *offshore* situés sous 500 à 600 mètres d'eau. Le *SAGA* peut aussi aider les scientifiques et les militaires à poser et récupérer des « objets » au fond de la mer. Il peut servir à tester de nouveaux matériels.

Les deux présidents sont optimistes : le *SAGA*, unique au monde de son type, est le premier engin qui ouvre la voie à une nouvelle génération de sous-marins.

YVONNE REBEYROL.

(1) L'argyronète est une araignée aquatique vivant sous l'eau dans une *cloche de soie filée par elle et emplie* d'air par ses soins.

(2) Désormais le *SAGA* est long de 28,06 mètres. En plongée, il déplace 545 tonnes, et son poids dans l'air est de 310 tonnes.

(3) IFREMER : 50 millions de francs ; COMEX : 32 millions ; Fonds de soutien aux hydrocarbures *via* le Comité d'études pétrolières et marines : 32 millions ; les deux sociétés canadiennes : 34 millions ; les *Communautés européennes* : 8 millions. Auxquels s'ajoute le coût d'études menées par la COMEX et Kockums en 1981-1982.

Un entretien avec Félix Guattari

(Suite de la page 19.)

– Comment expliquez-vous que les médias se soient alors passionnés pour ce problème et qu'ils semblent aujourd'hui s'en désintéresser complètement ?

– *Ce regard sur la folie* était alors corrélé à une tout autre série d'interrogations sociales : regard sur le monde étudiant, sur les prisons, la drogue, la prostitution... *Rappelez-vous*, ces années-là étaient des années d'intelligence collective et de lucidité. On est revenu, depuis, à des années d'hiver. J'espère que le balancier de l'histoire fera, un jour prochain, son œuvre, et qu'entretemps ce qui aura été conquis restera et permettra des avancées plus substantielles.

– Espériez-vous dans les années 70 que cette « intelligence collective » parviendrait à s'imposer à l'institution psychiatrique ?

– J'ai toujours été assez prudent. Il y a eu dans ces années des mouvements d'effervescence de toute nature qui ont exploité, quelquefois de façon tout à fait démagogique, les thèmes que l'on pouvait développer. Niant, par exemple, l'existence même de l'aliénation mentale en voulant tout convertir en termes d'aliénation sociale, *niant la nécessité et* la spécificité des pratiques psychiatriques. Mais, quoi qu'il en soit, la psychiatrie française a rendez-vous avec un changement *fontamental de son statut*, avec une remise en question de ses rapports avec l'État. On pourra certes encore continuer comme cela pendant des années, voire des *dizaines d'années. Mais on* assistera à une inefficacité évidente des structures lourdes, à des coûts invraisemblables et à une démoralisation des travailleurs de la santé mentale, à commencer par les psychiatres.

Le vrai scandale

– Une démoralisation que vous avez observée personnellement ?

– Tout à fait. Et de manière courante. Je veux parler des dépressions, des désespoirs, d'un sentiment de « tourner à vide ». On n'imagine pas à quel point les personnels de la santé mentale vivent ces drames, pas seulement au niveau de leur conscience, mais dans leur chair. On crée des conditions institutionnelles qui rendent impossible la *vie*, la vie sociale. Or, sans vie sociale, sans activité créatrice, le malade mental se retrouve placé dans des conditions qui finalement sont pires que celles qui l'avaient conduit à son impasse. Les différents ministres de la santé et des affaires sociales ne savent pas *comment aborder le problème de* la psychiatrie. On tente par exemple d'entamer la loi de 1838 sans y toucher vraiment... Or, contrairement à ce que nous disent certaines *émissions de télévision* à grand tapage, l'essentiel n'est pas dans les internements arbitraires. Le vrai scandale, c'est l'existence de structures carcérales qui démolissent littéralement les malades mentaux et les personnels qui y travaillent, au lieu de créer des systèmes de vie, de reconstruction du comportement, de l'affectivité et de la subjectivité dans son ensemble.

Dessin de BÉRÉNICE CLEEVE

– Assiste-t-on, selon vous, à un véritable déclin de la psychanalyse en tant que thérapeutique ?

– Les thérapeutiques psychanalytiques en tant que telles connaissent, en cabinet individuel, un début de désaffection. Elles se poursuivent dans les centres médico-psycho-pédagogiques, les dispensaires, etc. En fait, ce qui est en crise, ce sont les bases théoriques de la psychanalyse. Pour moi, les formations de l'inconscient ne sont pas uniquement liées à l'individu, mais aux différentes formations sociales auxquelles l'individu est adjacent ainsi qu'à des phénomènes de société dont Fernand Braudel disait qu'ils relevaient de la « longue durée ». Je veux parler par exemple des transformations liées à l'utilisation de la pilule par rapport à la sexualité, du recours aux neuroleptiques chez les enfants, de la montée des médias, du rôle considérable dans le développement de l'enfant et de l'individu de la télévision et, demain, de la télématique... Ce sont toutes ces choses-là qui font la subjectivité et en particulier la subjectivité inconsciente. Et sur tout cela, la psychanalyse n'a rien à nous dire.

– Pourquoi ?

– Parce que la psychanalyse, y compris le courant structuraliste autour de Jacques Lacan, s'est constituée en chapelles se consacrant à la formation de leurs adeptes. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU.

Efficacité des produits homéopathiques

Les précisions du professeur Marcel-Francis Kahn

APRÈS la publication des conclusions d'une étude publiée dans le *British Medical Journal* concluant à l'efficacité *d'une substance homéopathique* dans le traitement d'une maladie rhumatologique (*le Monde* du 11 août), nous avons reçu du professeur Marcel-Francis Kahn (hôpital Bichat, Paris) les précisions suivantes.

« Le diagnostic de l'affection traitée (fibrosité, syndrome polyalgique diffus ou fibromyalgie primitive) utilise des critères actuellement rejetés car beaucoup trop vagues. (...) Le docteur *Philippe Belon, directeur de* recherche aux laboratoires Boiron, dit que tous les critères utilisés ont été améliorés de façon significative avec *Rhus toxicodendron* 6 CH. Or dans l'article, il est expressément indiqué que le jugement global du patient (*overall assessment*) *n'a pas montré de différence significative* pour le traitement « actif » (*which was not significant*). Il faut d'autre part noter que le *British Medical Journal* a accepté les données statistiques sans indication de la *dispersion des résultats* (écart-type).

Le *« censeur impartial », « éminent rhumatologue »* (*dois-je immodestement me reconnaître* sous cette appellation ?) fait remarquer qu'il a proposé des études *« portant sur l'effet de l'homéopathie sur les maladies organiques »* et que ce sont les homéopathes, y compris M. Boiron, qui ont finalement répondu que l'homéopathie se *prêtait mal* (!) au traitement des affections rhumatologiques. »

ECOM

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire le pont entre vos échéances et les règlements de vos clients.

30 jours
60 jours

Crédisponible Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Crédisponible Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Crédisponible Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adapté à vos attentes. **Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.**

BNP
C'est gagner.

CAMPUS

L'anglais par l'ordinateur

Pour Claude Henry, professeur d'anglais à l'université Rennes-II, le point faible de l'enseignement traditionnel des langues est la compréhension orale. Il estime que la maîtrise de l'anglais oral ne peut s'acquérir qu'à partir d'une familiarisation avec les formes et les structures spontanément utilisées par les anglophones. Afin d'aider les élèves à travailler cet aspect de l'apprentissage de l'anglais, il a mis au point, avec le concours du CNET, un système de compréhension orale assistée par ordinateur. Réalisé par Systèmes Grenat, une petite entreprise de Lannion, ce logiciel a été la vedette du dernier salon Expolangues.

Baptisé Voxane, le programme propose actuellement dix leçons, au cours desquelles l'élève écoute des extraits d'interviews sélectionnés à partir des archives sonores de la BBC. *« On évite ainsi les énoncés au ralenti ou surarticulés qui ne facilitent en définitive que la compréhension d'une langue artificielle »*, affirme Claude Henry. Après avoir écouté un entretien de deux ou trois minutes en continu, l'élève entre dans le détail grâce à un découpage en séquences qui peuvent être facilement répétées. Il juge par lui-même de sa compréhension et progresse à son rythme. En cas de difficulté, des aides écrites apparaissent à l'écran du micro-ordinateur. En fin de parcours, une récapitulation permet d'écouter à nouveau la totalité de l'entretien ou de reprendre une partie de la leçon. Le logiciel fonctionne sur tout ordinateur PC doté d'un disque dur, avec une carte et un moniteur EGA.

J.-J. B.

Pour tout renseignement sur les aspects pédagogiques : Claude Henry, Rennes-II, tél. : 99-33-51-31. Sur les aspects techniques : Systèmes Grenat, tél. : 96-48-85-18.

● Animation

L'Institut national de la jeunesse propose, à partir de novembre, une formation au diplôme d'études supérieures de l'animation (DESA) et au diplôme des hautes études des pratiques sociales (DHEPS). Le DESA est un diplôme de second cycle délivré par l'université Paris-III et s'adressant aux titulaires d'un diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation, ainsi qu'aux licenciés ayant une expérience de trois ans dans le domaine de l'animation. Le DHEPS est un diplôme de deuxième cycle délivré par Paris-III.

Institut national de la jeunesse, département de la formation, Val Flory, 78160 Marly-le-Roi. Tél. : 39-58-49-11 poste 476.

● Bourses pour MBA

Le Crédit lyonnais offre deux bourses de 50 000 F à d'anciens élèves d'écoles commerciales ou scientifiques désireux de suivre un MBA avec spécialisation dans le domaine financier dans une université américaine.

Pour tous renseignements, s'adresser à la commission franco-américaine d'échanges universitaires et culturels, 9, rue Chardin, 75016 Paris. Tél. : 45-20-46-54.

● Travaux publics au Texas

Un accord de coopération vient d'être signé entre l'Ecole spéciale des travaux publics et Texas A & M University (USA). Identique à celui qui fonctionne depuis sept ans entre cette école et Northwestern University (Chicago), il prévoit notamment que des élèves de l'ESTP effectuent leur troisième année dans l'université américaine sous la forme d'un Master of Science. L'ESTP a déjà conclu des accords de coopération similaires avec les universités de Birmingham (G-B), Munich (RFA), KTH Stockholm (Suède) et Valence (Espagne).

(ESTP, 57, boulevard Saint-Germain, 75240 Paris cedex 05. Tél. : 46-34-21-99.)

● Le Centre de Formation pour l'Audiovisuel
● L'Ecole du Cinéma et de la Télévision
Contactez-nous au : (1) 30 69 00 17

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au Palais de justice de PARIS, le JEUDI 14 SEPTEMBRE 1989, à 14 h 30
APPARTEMENT à PARIS (20e)
48, rue des Vignoles et 5-7, rue Michel de Bourges
d'une pièce principale, entrée, w.-c., salle d'eau et cuisine
MISE A PRIX : 225 000 F
S'adresser à Me Evelyne DIGRE-GAETNER, avocat à PARIS (9e)
10, rue de Parme – Tél. : 45-26-06-87

Vente sur Saisie immobilière au tribunal de grande instance de VERSAILLES, le mercredi 13 septembre 1989, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ au VÉSINET
(Yvelines), 7, rue Henri-Clopet
comprenant bâtiment principal à usage d'habitation [illegible], jardin
MISE A PRIX : 2 400 000 F
S'adresser pour tous renseignements à la S.C.P. Ph. et A. JOHANET
Avocats, 39, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES (78000).
Tél. : 30-21-46-46 et à tous avocats du Barreau de VERSAILLES.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 – 7 jours sur 7
ABONNEMENTS
36.15 LEMONDE

Le Carnet du Monde

Naissances

– Ruth MARSHALL
et
Willy ROZENBAUM,
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Miriam Jade ROZENBAUM,

le 18 août 1989, à Paris.

100 *ter*, avenue de Saint-Mandé,
75012 Paris.

– Geneviève
GOETZINGER-DORVILLE
et
Jérôme DORVILLE
ont la joie d'annoncer la naissance de

Nicolas,

le 1er septembre 1989.

14 *bis*, rue Guénot,
75011 Paris.

Mariages

– Yves NORDMANN
et
Josette KADARA-THOMAS,
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré *le 21 juillet 1989*, dans la plus stricte intimité.

– M. Henri PHILIPPE et Mme,
née Anne-Marie Lacroze,
M. Raymonde d'ARCO et Mme,
née Renée Mauny,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Marie-Amélie et Dominique,

le samedi 9 septembre 1989, en l'église Sainte-Cécile de Boulogne.

Décès

– *Cheray (Oléron).*

M. et Mme Pierre-André Bois
et leurs enfants,
M. et Mme Claude Bois
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre-Antoine Bois,
M. Jean-Jacques Bois,
M. et Mme Jean-Pierre Bois
et leurs enfants,
Mlle Anne Bois,
Les familles Bois, Arson, Deyrolle et Faber,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert BOIS,

leur mère, *grand-mère*, belle-sœur et tante,

survenu le 2 septembre 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année, à Saintes.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 5 septembre, en l'église de Saint-Laud, à Angers, dans l'intimité, et suivies de l'inhumation au cimetière de l'Est.

Une messe sera dite le dimanche 10 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Georges d'Oléron.

– *Mme Roger Duchemin,*
Ses enfants,
Petits-enfants,
Et arrière-petits-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger DUCHEMIN,
directeur général adjoint honoraire
de la Société générale,
chevalier de la Légion d'honneur,

rappelé à *Dieu, le 3 septembre.*

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 septembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

17, rue Gutenberg,
92100 Boulogne.

– Jean-Claude et Michel Elias,
Anne-Marie des Grottes-Elias,
Marianne, Manuel et Luanda Elias,
Ses parents,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Hélène ELIAS,
née Almaly,

survenu le 1er septembre 1989, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le vendredi 8 septembre, à 10 h 45, au cimetière communal de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

LOTO SPORTIF
RESULTATS COMPLETS N° 39
MATCH DU JOUR BOLOGNE 2 INTER MILAN 2
12 bons pronostics 2 769 407,00 F
11 bons pronostics 42 39 588,00 F
10 bons pronostics 874 2 580,00 F
MATCH DU JOUR 22 337 61,00 F
NUMÉRO FACTOLE - 0
Tirage du Dimanche 3 Sept. 1989

– M. et Mme Guy Girardon,
M. et Mme Marc Girardon,
ses enfants,
Olivia,
sa *petite-fille*,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Ursula GUTMANN-GIRARDON,

survenu le 3 septembre 1989.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jacques Godechot,
née Arlette Lambert,
son épouse,
Didier et Monique Godechot,
Thierry et Marie-Danielle Godechot,
Yves et Chantal Godechot,
Eveline et Dominique Mouries,
ses enfants,
Ses dix-neuf petits-enfants,
Ses six arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques GODECHOT,
doyen honoraire
de la faculté des lettres
et sciences humaines de Toulouse,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier du mérite
de la République italienne,
membre correspondant
de l'Accademia dei Lincei,

survenu le 24 août 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Antonin-Mercié,
31000 Toulouse.

[Né le 3 janvier 1907, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), Jacques Godechot était agrégé d'histoire et docteur ès lettres. *Après avoir été professeur au lycée Kléber* de Strasbourg (1935-1938), puis à l'Ecole navale, il est nommé en 1945 à la faculté des lettres de Toulouse, où il enseigne l'histoire moderne et contemporaine. Il sera doyen de cette faculté de 1961 à 1971, puis directeur de l'unité d'enseignement et de recherche de l'université de Toulouse-Le Mirail de 1971 à 1980. Jacques Godechot était l'un des meilleurs spécialistes de la Révolution et du dix-neuvième siècle. D'une œuvre féconde et souvent novatrice, on retiendra *les Institutions de la France sous la Révolution et l'Empire* (1952), *la Grande Nation* (1956) et une *Histoire générale de la presse française* (1969-1970).]

– M. et Mme Pierre Hautefeuille,
M. et Mme Philippe Hautefeuille,
M. et Mme Claude Hautefeuille,
M. et Mme Yves Le Bourdelles,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande peine de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme Edouard HAUTEFEUILLE,
née Agnès Van Der Moeren.

Elle s'est éteinte dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 25 août 1989, dans la plus stricte intimité familiale.

– Le 2 septembre 1989, au soir,

Maurice MANIFICAT,
prêtre,
docteur ès lettres,
directeur du Collège coopératif,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

a quitté les siens.

Roger et Cécile Manificat
et leurs enfants,
Bernard et Anne-Marie Manificat
et leurs filles,
Mgr Feidt,
archevêque de Chambéry,
Mgr Perrier
Et les diocèses de Savoie,
Ses parents
Et ses amis,
demandent de vous unir aux célébrations qui marqueront leur au-revoir,

le mercredi 6 septembre, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Alphonse-Laveran, Paris-5e,

le jeudi 7 septembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de Chambéry.

« Une rose seulement in manus tuas Domine. »

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03

JOURNAL OFFICIEL

● *Sont publiés au Journal officiel* du mardi 5 septembre :

DES DECRETS

● N° 89-616 du 31 août 1989 modifiant le décret n° 73-1101 du 28 novembre 1973 portant application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les additifs destinés à l'alimentation des animaux.

● N° 89-619 du 1er septembre 1989 portant revalorisation de l'allocation de revenu minimum d'insertion.

● N° 89-620 du 29 août 1989 instituant un Comité national de coordination pour la recherche au service du développement.

UNE DÉCISION

● N° 89-154 du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 1er août 1989 infligeant une sanction à la société La Cinq.

UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecture DPLG.

– Le Collège coopératif de Paris,
M. Henri Desroche,
fondateur,
M. Guy Matteudi,
président,
M. Christian Hermelin,
directeur des études,
Le conseil d'administration,
Les enseignants
Et les étudiants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice MANIFICAT,
directeur du Collège coopératif de Paris,
chevalier
dans l'ordre national du Mérite.

Une messe sera célébrée mercredi *6 septembre 1989*, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, à Paris.

Collège coopératif,
rue du 11-Novembre,
92120 Montrouge.

– Le Collège coopératif Rhône-Alpes,
M. Guy Avanzini,
président,
M. Pierre Picut,
directeur,
Le conseil d'administration,
Les enseignants
Et les étudiants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice MANIFICAT,
fondateur
du Collège coopératif Rhône-Alpes,
directeur de recherches
à l'université Lyon-II.

Une messe sera célébrée jeudi 7 septembre 1989, à 10 heures, en l'église Notre-Dame, à Chambéry.

Collège coopératif Rhône-Alpes,
34, rue du Bœuf,
69005 Lyon.

– Le président,
Le conseil d'administration,
La direction
Et le personnel de l'AMF,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean PAILLET,
vice-président de l'AMF,
trésorier principal honoraire
des finances,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le dimanche 3 septembre 1989, à Châteauroux (Indre).

Les obsèques seront célébrées le jeudi 7 septembre.

On se réunira à l'église Saint-André, place Voltaire, à Châteauroux.

L'inhumation aura lieu à Ardentes (Indre), *à 16 heures.*

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Angers.*

M. et Mme Jean Papet,
leurs enfants et leur petit-fils,
Le colonel (e.r.) et Mme Michel Papet
et leur fils Edouard,
Les familles Papet, Thabault, Mallet et Thouin,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Victor PAPET,
née Madeleine Thabault,

survenu à Saint-Sébastien-de-Morsent (Eure), le 2 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La dépouille mortelle reposera au domicile de la défunte, 6, avenue Vauban à Angers (Maine-et-Loire), le mercredi 6 septembre, de 11 h 30 à 14 heures ; parents et amis pourront venir se recueillir.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 septembre, à 17 heures, en l'église Saint-Barnabé de *Mazières-en-Gâtine (Deux-Sèvres)*, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3, voie Sacrée,
55220 Souilly.
4, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

– La famille
Et les amis de

Annie PEYRE,
maître de conférences à l'ENSAT,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu accidentellement à Toulouse, le 28 août 1989, à l'âge de quarante-neuf ans.

Les obsèques *ont eu lieu à* Ax-les-Thermes (Ariège).

– *M. et Mme Jean-Pierre Richard,*
Leurs enfants
Et petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer la mort, le 25 août 1989, dans sa quatre-vingt-quinzième année, de

M. Pierre RICHARD,
professeur honoraire au lycée Henri-IV,
croix de guerre 1914-1918,
officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Cannat (Bouches-du-Rhône), dans l'intimité familiale.

30, rue Vauquelin,
75005 Paris.

– Mme Juliette Steiner,
Mme Leja Kanowicz,
ses grands-mères,
Mme le docteur Anna Steiner,
sa mère,
M. et Mme François Steiner,
M. Jean Steiner,
ses frères et belle-sœur,
Ses amis,
Et toute la famille,
ont l'extrême douleur de faire part du décès de

Irène STEINER,

survenu accidentellement le 31 juillet 1989, dans sa vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

100, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris.

– Mme Mieczyslaw Szenkier,
M. et Mme Emile Morali,
Mlle Brigitte Szenkier,
M. Olivier Morali,
son épouse, ses enfants, son petit-fils,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Mieczyslaw SZENKIER.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Pantin le mercredi 6 septembre 1989, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les membres du laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (CNRS-université Paris-X-Nanterre) ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue,

Mme Yvonne VERDIER,
chargée de recherche au CNRS,

survenu le 25 août 1989.

– M. et Mme Michel Weulersse
et leurs enfants,
Mme Odile Larère-Weulersse
et ses enfants,
M. et Mme Nicolas Lissenko-Weulersse
et leurs enfants,
M. et Mme Christian Garnier
et leurs enfants,
Les familles Weulersse, Lamy-Lassalle, Chappey,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jacques WEULERSSE,
née Madeleine Lassalle,

dans sa quatre-vingt-unième année, le 29 août 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 1er septembre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, avenue Hoche,
75008 Paris.
84, avenue Niel,
75017 Paris.
4, rue Théodore-de-Banville,
75017 Paris.
Juvignies,
60112 Milly.

Anniversaires

– Il y a deux ans, le 2 septembre 1987,

Alain PASGRIMAUD

était emporté par la maladie.

Pour ce deuxième anniversaire, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu ou aimé.

Avis de messes

– L'abbé Pierre dira une messe le 12 octobre 1989, à 18 h 15, à Saint-Philippe-du-Roule, à la mémoire de

Georges LILLAZ,

décédé le 8 juillet 1989.

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Métro : Montparnasse-Bienvenue

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECRUTE SON

RESPONSABLE DES ASSURANCES VIE

H/F

A la tête d'une équipe de qualité, vous serez l'interlocuteur privilégié pour la Société Générale en matière d'assurance vie.
Diplômé d'Etudes Supérieures, parlant l'anglais, vous êtes un technicien confirmé de l'assurance vie (collectives, prévoyance, retraite). Une formation en actuariat serait un atout supplémentaire.
Vous possédez une connaissance technique solide en statistiques et actuariat et bénéficiez d'un excellent sens du contact humain et de la négociation.
L'enjeu que ce secteur représente pour nous permet de vous offrir un poste très évolutif.
Vous souhaitez en savoir plus, alors.

Merci d'écrire, sous réf. RAV, à
Anne LAHAYE - Service du Recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

RESPONSABLE ANIMATION COMMERCIALE

Banque - 250.000 F

Metz - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche son responsable animation commerciale. Basé au siège de la banque, il aura une autorité fonctionnelle sur le marketing et études commerciales. Il aura par ailleurs la responsabilité hiérarchique du réseau (60 agences) et des animateurs commerciaux. Il prendra en charge la politique de formation commerciale, participera à la définition des objectifs. Ce poste conviendrait à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ESC...) ou ITB, CESB. Ce poste s'adresse à un directeur d'agence, ou à un animateur commercial ayant de réelles capacités à manager des équipes importantes. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9595M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Auprès de notre Directeur des Affaires Sociales...
Consultant interne en Développement Social

Nous sommes un Groupe international à vocation industrielle et commerciale (+ de 100.000 pers.), n°1 mondial dans notre domaine, aux activités très diversifiées et au fort développement. Nous pensons avoir de *quoi séduire les jeunes potentiels : par notre organisation très dynamisante, par notre management des* hommes, qui privilégie développement personnel, polyvalence et autonomie.
Au coeur de cette culture d'entreprise, notre Directeur des Affaires Sociales joue avec son équipe un rôle actif et développe une politique avancée de Ressources Humaines. Participez auprès de lui au

MANAGEMENT DEVELOPPEMENT

en intervenant sur les systèmes de rémunération (au sens large du terme), les audits sociaux préalables à une décision de rachat de sociétés, le recrutement, divers projets, etc... Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, 3 à 5 ans d'expérience en ressources humaines, vous ont permis une première approche des techniques (informatique, évaluations de postes, si possible par la méthode Hay, etc...) un vécu de l'environnement *industriel, de préférence dans un contexte international... d'autant plus qu'il vous faudra être parfaitement* opérationnel en langue anglaise.
Le poste, basé à Paris, au sein de la filiale française, vous paraîtra une opportunité d'autant plus intéressante qu'il est évolutif. Nous cherchons un véritable potentiel !

Michele DUCHER, notre conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. N/MD/LM, RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 Paris.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

CHEF DES VENTES EXPORT

Salles de bains - Notre groupe, qui a huit ans d'existence, rassemble 120 personnes et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs (20 % à l'export) dans la fabrication et la commercialisation de baignoires en matériaux synthétiques. Nous sommes le numéro 1 en France et faisons partie des cinq premiers en Europe. Il y a chez nous une philosophie d'entreprise : micro-unités, maxi-responsabilités. Nous recherchons, afin d'intensifier notre croissance, un chef des ventes export. Rattaché à la direction générale, il aura pour mission de développer et d'animer la structure existante (des filiales ou des agents dans la plupart des pays européens) et de créer une organisation là où nous ne sommes pas encore présents. Ce poste s'adresse à un jeune cadre diplômé d'une école supérieure de commerce, âgé d'au moins 25 ans, parlant anglais couramment (si possible allemand) et ayant une première expérience à l'exportation. Mais outre ces critères, c'est surtout la mentalité d'entrepreneur actif qui nous intéresse. La rémunération annuelle de départ, liée en partie aux résultats, pourrait être de l'ordre de 240.000 francs. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence A/S8449M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DOUX

L'AGRO-ALIMENTAIRE ET L'EUROPE

1er producteur Européen de volailles, 3 300 salariés.
C.A. en produits finis de 4 milliards réalisé à 90 % sur les marchés extérieurs à la France. Production : 1 million 300 000 poulets par jour.
20 établissements industriels (France, Hollande, Allemagne, Espagne).
Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : production d'oeufs et de *poussins, nutrition animale, produits dérivés, élevage, abattage et transformation des volailles, commercialisation, transport terrestre et maritime.*

Notre politique de croissance connait de nouveaux développements sur l'Europe, symbolisée par le *rachat de plusieurs sociétés. Pour la soutenir, nous recherhcons de*

JEUNES INGENIEURS
INA, CENTRALE, A & M

Débutant ou possédant une 1ère expérience, vous avez entre 24 et 30 ans environ. Au terme d'années d'études bien remplies, vous souhaitez vous orienter vers des fonctions de responsable de fabrication, de Direction d'usine, de Direction de production, que ce soit en AMONT ou en AVAL de la filière. Dans votre recherche, vous mettez au 1er plan l'idée de vous voir confier un rôle réel, en prise directe sur la réalité, en animant des équipes engagées dans une aventure marquée depuis des années par le *développement ou la conquête de nouveaux marchés.* Nous pouvons vous proposer des postes situés dans l'OUEST de la France ou en Europe (ALLEMAGNE, ESPAGNE) à la mesure de votre ambition.

Envoyer CV + lettre + photo à DOUX SA, Secrétariat Général
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

INGENIEUR DE LABORATOIRE

Région de Rouen

Lubrifiants automobiles - Cette société qui fabrique et commercialise des huiles moteurs haut de gamme recherche un ingénieur pour son laboratoire. En charge d'une équipe composée de trois personnes, il est placé sous l'autorité du directeur technique et a pour mission de définir l'organisation et les méthodes qui permettront d'assurer la mise au point des produits nouveaux et le développement de la gamme existante. Ce poste, qui suppose une certaine autonomie, s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (type ingénieur chimiste + si possible ENSPM) et justifiant d'une expérience professionnelle de trois années au moins dans un laboratoire relevant du secteur pétrolier. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à J. MÖLLER en précisant la référence A/R 9580M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Consultant
Ingénieur Grande Ecole

Donnez un nouveau tournant à votre carrière

Conseils en Management, notre objectif de croissance nous amène à étoffer notre équipe de Consultants. *Tout comme eux*, vous deviendrez expert dans le domaine de l'organisation et de la gestion des entreprises : production, logistique, maintenance, systèmes d'information...

Vous saurez saisir la spécificité de l'entreprise, comprendre sa stratégie et sa culture, favoriser la participation des différents interlocuteurs à l'élaboration de projets, concevoir les solutions les mieux adaptées à l'entreprise, intervenir de façon pragmatique, sans perdre de vue le résultat à atteindre.

Votre *réussite* vous permettra d'accéder vers des fonctions plus élargies.

Vous avez une *formation grande école, une expérience* d'environ 5 ans dans le consulting ou en Entreprise. Vos *capacités aux plans* commercial et technique et de responsabilités de projets, font que vous évoluerez *au top niveau* dans un métier passionnant, formateur, à la pointe des techniques et des technologies.

Danielle Jalbert vous remercie de *lui adresser votre* CV avec photo et prétentions sous la référence 3351

CORT
MEMBRE DE SYNTEC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

EUROFORUM

Filiale indépendante du groupe anglais International Business Communications, l'activité d'EUROFORUM consiste à développer et à organiser des séminaires et des cours sur des thèmes d'actualité : Droit, Finance, Management, Marketing, Technologie, etc.

Dans le cadre de son implantation en France, EUROFORUM recherche des :

SEMINAR MANAGERS

De formation supérieure généraliste (bac + 5), de type Sciences Po, ESC ou Universitaire, à 25-35 ans vous avez quelques années d'expérience et vous alliez une grande ouverture d'esprit, une autonomie et une polyvalence à un tempérament d'entrepreneur et de commercial.

Après une période de formation spécifique, vous aurez la responsabilité intégrale des séminaires et des cours : déceler les besoins du marché, générer de nouveaux thèmes, identifier et établir des contacts permanents avec des orateurs de haut niveau.

Vous bénéficierez du support logistique d'EURO-FORUM et de l'assistance d'une secrétaire personnelle qui s'occupera de l'administration et de l'organisation pratique.

Si démarrer une telle activité en France vous séduit, merci d'adresser C.V., photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS, s/réf. 60.2494 LM.

Mercuri Urval

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Guerbet

Groupe Pharmaceutique Français en Développement
Spécialiste de l'Imagerie Diagnostique
Leader en France 650 MF de CA (+ de 50 % à l'export)
920 personnes dont 140 en Recherche.

recherche pour son **Service Etudes et Suivi de Production** le

RESPONSABLE DE COORDINATION DE PRODUCTION

Dans le cadre de ce Service assurant **la coordination de la Fabrication entre les Usines GCA** (GUERBET CHIMIE AULNAY), le professionnel qui nous rejoindra sur le site d'AULNAY sous BOIS **animera le Plan Annuel de Fabrication et le Programme Mensuel.**

Il assurera **le suivi de la Fabrication** en particulier à travers l'utilisation de tableaux de bord.

Il sera amené à *faire évoluer ses méthodes et outils de travail afin d'optimiser la* **coordination inter-usines des Fabrications**, dans le souci de servir les clients de GCA dans les délais, au moindre coût et dans les meilleures conditions de travail et de qualité.

Formé dans une **Ecole Supérieure de Commerce**, vous avez acquis une expérience de quelques années en **Ordonnancement de Fabrication.**

Vos compétences techniques et vos qualités d'animation alliées à votre sens des contacts humains *vous permettront de réussir dans ce poste.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV détaillé), sous référence **AU-NP8950**, à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

CRÉDIT AGRICOLE
EVREUX

En Normandie, à la fois proche de PARIS et de ROUEN, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Eure, dans le cadre de son développement recherche un :

RESPONSABLE ETUDES MARKETING H/F

Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 4/5 (DESS, ENSAE, IESEG).
Vous avez :
- **un esprit logique et méthodique**
- **une grande rigueur intellectuelle**
- **une réelle capacité d'assimilation**
- **une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans**
- **un esprit commercial.**

Vous contribuerez à la mise en oeuvre du Plan Marketing.
Vous rechercherez et exploiterez toutes informations sur :
- **l'évolution du marché.**
- **les produits bancaires et techniques de marketing.**

et procéderez à cet effet aux études marketing nécessaires.
Adressez candidature manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à Monsieur le Chef du Département Personnel - C.R.C.A.M. DE L'EURE - 5, rue de la Rochette - 27004 EVREUX CEDEX.

Une carrière dans le bon sens

CONTESSE

Guerbet

Groupe Pharmaceutique Français en Développement
Spécialiste de l'Imagerie Diagnostique
Leader en France 650 MF de CA (+ de 50 % à l'export)
920 personnes dont 140 en Recherche.

recherche son

RESPONSABLE DE GESTION INDUSTRIELLE

Vous avez le goût des contacts, vous êtes rigoureux, vous aimez travailler en Equipe. Alors, venez rejoindre, sur le site d'Aulnay sous Bois, le **Service Etudes et Suivi de Production de GCA** (GUERBET CHIMIE AULNAY), Filiale Chimie du Groupe.

Dans ce cadre, vous assurerez **l'analyse et la synthèse des informations budgétaires** afin d'optimiser la gestion des moyens de production GCA.

Vous animerez les résultats auprès des **Responsables d'Usine** et vous les **conseillerez dans leurs prévisions de budgets.**

Enfin, en étroite relation avec la DAF du Groupe, vous **ferez évoluer les outils et méthodes de gestion industrielle.**

Formé dans une **Ecole Supérieure de Commerce**, vous avez 2 ou 3 années d'expérience en **Contrôle de Gestion.**

Une expérience sur **site de production** sera considérée comme un plus...

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV détaillé), sous référence **AU-NP8949**, à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex.

PARIS

Groupe français d'importation et de distribution de biens d'équipements grand public (CA : 1,5 milliards de francs), filiale d'un important groupe allemand international leader sur son marché. Pour faire face à notre forte expansion et le prochain déploiement de notre activité sur l'Europe, nous souhaitons renforcer nos moyens logistiques.

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

optimiser notre distribution et assurer un service de haute qualité

La trentaine, vous animerez une équipe très structurée de 8 personnes et superviserez l'activité du personnel de notre entrepôt sous douane situé dans l'Est de la France. Responsable de l'optimisation de la chaîne *logistique, vous développerez le contrôle et la qualité du* service client dans un souci de diminution des coûts et préparerez la vocation européenne de notre plateforme de distribution.

Rigoureux et affirmé, vous avez déjà prouvé vos qualités de contact, le sens de la négociation et le goût de l'organisation. Vous êtes un utilisateur averti des outils informatiques et maîtrisez bien l'allemand.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 909/02/M, à Monique Herbet - Arthur Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris La Défense 2.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
GROUPE HSD

Carré Turenne

Jeune diplômé, votre formation au service de la nôtre

SAVEMA (210 MF de CA, 300 personnes), filiale du Groupe THOMSON, occupe une position de leader sur le marché des services dans le secteur de l'électroménager. Organisation performante, qualité des prestations et compétence des hommes : 3 composantes fondamentales de notre réussite. Dans ce contexte, nous recherchons notre :

RESPONSABLE EMPLOI-FORMATION

Directement rattaché au Chef du Personnel, vous prenez en charge :
- la gestion et l'organisation du plan de formation,
- la mise en place de moyens de gestion prévisionnelle et de développement social.

A 25 ans environ, de formation commerciale (ESC, Sciences Po...) vous vous êtes spécialisé dans la gestion des ressources humaines en suivant un DESS.

Vos qualités de rigueur, votre sens du contact et de l'analyse vous permettront de donner un rôle moteur à cette fonction.
Votre potentiel vous permettra d'évoluer à moyen terme vers des responsabilités plus larges au sein du Groupe.

Poste basé près de Cergy-Pontoise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence DS/HD à Henri de DUMAST - SAVEMA S.A.E. 5/7 Avenue des Béthunes - 95310 Saint Ouen l'Aumône.

THOMSON

HCAP

BSA

GROUPE BOURGOIN
89770 CHAILLEY

Avec 2,5 milliards de chiffre d'affaires dont **35 % à l'exportation**, nous sommes LEADER EUROPEEN dans le secteur **production et commercialisation produits frais de volailles** auprès des **circuits de la grande distribution.**

Pour accentuer notre part de marché, nous recrutons :

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT (R.F.A.) PRODUITS FRAIS

maîtrisant parfaitement l'allemand

Vous serez directement rattaché au Directeur Commercial Export et vous assurerez l'encadrement d'une équipe d'attachés commerciaux.

Vos atouts : une première expérience réussie dans une activité similaire et la connaissance du secteur grande distribution en R.F.A.

Le poste est basé à **VERDUN (55)**

Adressez votre lettre de motivation avec CV et photo à
B.S.A. Groupe BOURGOIN
Direction du Personnel 56560 GUISCRIFF

ESIGELEC

Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Génie Electrique (ROUEN)
recrute pour la rentrée 89

ENSEIGNANTS VACATAIRES

Cycle préparatoire : expression, mathématiques, physique.
Cycle ingénieur : culture générale.

Formation souhaitée : **Agrégation, CAPES, DOCTORAT...**

Adresser lettre de candidature + C.V. + photo à **ESIGELEC**
58, rue Méridienne - BP 1012 - 76171 ROUEN Cedex.

ORC

Le Conseil général du Val-d'Oise
organise un concours externe sur épreuves de conservateur de l'inventaire général et des fouilles archéologiques
OPTION FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

- Les épreuves écrites se dérouleront le mardi 31 octobre 1989. La date de clôture des inscriptions est fixée au 30 septembre 1989, délai de rigueur.
- Nombre de poste à pourvoir : 1.
- Niveau de diplômes requis : licence.

Les candidatures doivent être adressées au :
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Direction du personnel et de l'action sociale
Bureau du recrutement, 2, Le Campus – 95032 CERGY CEDEX
Pour tous renseignements, tél. : 34-25-30-39

Ville de Valence (Drôme)
(80 000 habitants)

recrute

UN RESPONSABLE POUR LA MISSION LOCALE
Service municipal

PROFIL : expérience des problèmes d'insertion sociale et professionnelle, connaissance des problèmes de formation et de gestion
FORMATION : niveau licence

Adresser candidature, CV et photo, à M. le Maire de Valence
Direction du personnel - Secteur 11 - Place de la Liberté
26000 Valence, avant le 30 SEPTEMBRE 1989, dernier délai.

BESANÇON

Grands dossiers régionaux
Chargé(e) de mission

- Diplômé Sciences Eco., Sciences Po, Droit Public,
- Un deuxième diplôme (Grande Ecole) ou une réelle expérience professionnelle (programme et actions régionales, administration publique, collectivités).
- Bilingue anglais.
- Capacités contacts et rigueur dans les synthèses.

CRCI
CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE FRANCHE-COMTÉ

Envoyer CV et prétentions à M. le Secrétaire Général
191, rue de Belfort,
25043 Besançon Cedex

Yves Rocher
RÉUSSIR EN BEAUTÉ

EN MORBIHAN

1ère marque française de produits de beauté, 6000 personnes, 5 Milliards de CA, recherche pour un de ses sites industriels, le

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Rattaché au Directeur de l'établissement (300 personnes), il a pour mission :
- d'animer les hommes (200) et la structure dans une démarche de progrès.
- d'assurer la flexibilité des productions en garantissant le respect de la qualité et du budget.
- de tirer le meilleur de l'outil industriel, et de le faire évoluer.

Un ingénieur de 30 ans, animateur de tempérament, ayant une expérience significative de la fabrication, trouvera, ici, une occasion d'intense implication dans un environnement participatif, et une carrière rapidement évolutive.

Merci d'adresser sous identification 1070 C, un CV complet et motivé, avec photo et indication de salaire au CEIP :

ceip
Conseil d'Entreprises
56270 PLOEMEUR.

McKinsey & Company

Cabinet de conseil international
recherche pour son bureau de Paris

Chargé(e) d'études

dans le secteur biens de consommation
pour assister nos consultants dans leurs analyses

Formation Bac + 5, DESS ou DEA d'économie ou de gestion (ou niveau équivalent), maîtrise parfaite de l'anglais

Adressez votre candidature (C.V. + lettre) à Anna Wright
McKinsey & Company, 29, rue de Bassano, 75008 Paris

Les Magnolias
centre de gériatrie pilote

recherche

UN ANIMATEUR
Responsable de l'équipe d'animation, sérieuses références demandées dans le secteur personnes âgées
Convention collective octobre 1951

Adresser lettre de candidature et C.V.

à Madame le Directeur général
Les Magnolias, BP 132, 91161 LONGJUMEAU CEDEX

DIRECTEUR COMMERCIAL

300 KF +

Groupe de Presse basé à Montpellier recrute son DIRECTEUR COMMERCIAL

NOUS VOUS DEMANDONS

- Une très grande disponibilité et une très grande mobilité.
- La maîtrise parfaite de l'anglais parlé et écrit et de bonnes connaissances d'allemand.
- Une expérience marketing et communication et la pratique de relations à haut niveau avec les dirigeants d'entreprises.

NOUS VOUS OFFRONS

- Un poste de responsabilité, motivant.

VOTRE TACHE consistera à

- Promouvoir les abonnements, les petites annonces et le portefeuille de publicité de 6 médias professionnels, dont 1 hebdo, dans le secteur équipement de la cuisine, équipement de la salle de bains.
- Assurer le développement de la Convention européenne des fabricants et négociants de ce secteur.

Lettre manuscrite + photo + rémmunération actuelle, prétentions et date de disponibilité à Havas 34063 Montpellier Cedex, Réf. 196 343, qui transmettra.

2 JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Bienvenue dans un monde d'innovation et de développement

Notre Groupe est l'un des plus grands de la chimie dans le monde (65 milliards de FF) et entend relever de nouveaux défis par un renforcement de ses positions mondiales.

Nous recherchons :

- un **INGENIEUR CHIMISTE** pour intégrer notre équipe chargée de commercialiser les intermédiaires organiques auprès d'industries variées (agrochimie, pharmaceutique, cosmétique...). Réf. M 18 Y
- *Un* **INGENIEUR GENERALISTE** *(type Arts et* Métiers + IAE, CESMA...) pour le département Plastiques Techniques aux applications multiples dans les industries de pointe telles que automobile, aérospatial, informatique... Réf. M 18 Z

Après formation sur le terrain à nos produits et nos techniques de vente par des professionnels, nous vous confierons la responsabilité du développement et du suivi d'un portefeuille de clients industriels.

Vous deviendrez rapidement l'interlocuteur capable d'analyser les besoins techniques de vos clients, de contribuer à la création des produits adaptés à leurs besoins, de les conseiller... et de négocier.

Dynamique et ambitieux, vous souhaitez intégrer une *fonction alliant technique et négociation commerciale* dans un Groupe International qui saura vous donner les moyens de votre réussite.

Postes à pourvoir sur Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence choisie à notre Conseil :

ARCO - 18, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

Jourdan

RHÔNE-POULENC

J'avance

Réussir à Perpignan comme chargé d'actions commerciales H/F

La Banque Populaire des Pyrénées-Orientales, de l'Aude et de l'Ariège renforce sa Direction du Développement et de la Communication.

Votre mission : seconder le responsable pour le lancement d'actions et de nouveaux produits, concevoir, mettre en œuvre, gérer les supports de communication.

Votre profil : diplômé d'enseignement supérieur (École de Commerce, DESS option Marketing), une première expérience bancaire serait un atout. Esprit créatif, organisateur, à l'aise en communication écrite, votre candidature nous intéresse.

Merci d'adresser votre CV avec photo et lettre manuscrite à la Direction du Personnel, BPPOAA, 36-38 Bd Georges Clémenceau, 66000 Perpignan.

BANQUE POPULAIRE DES PYRENEES-ORIENTALES, DE L'AUDE ET DE L'ARIEGE

MEDIA-SYSTEM

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

De l'informatique scientifique à la direction informatique.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société GEOSTOCK, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, réalise la moitié de son chiffre d'affaires en ingénierie de stockage sur les cinq continents. Dans un environnement intellectuel et technique de haut niveau, il va de soi que l'informatique scientifique tient une place de choix. Le reste de notre activité concerne essentiellement la gestion de centres de stockage en France.

Outre votre formation supérieure, votre expérience, d'au moins cinq ans, réussie en calculs scientifiques, vous permettra de trouver rapidement vos marques auprès de nos ingénieurs et scientifiques (vous travaillerez sur MICRO VAX et collaborerez avec eux grâce à un ensemble de PS IBM). Vous participerez également activement à la refonte de notre informatique de gestion que nous avons décidée. La comptabilité de 12 sociétés, la gestion des immobilisations et des stocks, la paie, la gestion des affaires et des projets, la liaison informatique entre le siège et les centres de stockage... tout ceci se fera, pour début 1991, sur un nouveau matériel (a priori AS 400) et avec de nouveaux logiciels. Les développements *bureautiques* relèvent aussi du service informatique.

Vous aurez là l'opportunité de diversifier votre expérience informatique et d'exercer une responsabilité sur une équipe de quatre personnes déjà habituée à faire appel à la sous-traitance. Pour ce poste, basé à Rueil, Claude dos Reis, associé du Cabinet Sirca, étudiera personnellement votre dossier. Adressez-lui un résumé de carrière en précisant dans votre lettre de motivation votre rémunération et votre niveau d'anglais, au 64, rue La Boétie - 75008 sous référence A 008 716.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

CRÉDOC *L'entreprise de recherche*

Le CRÉDOC, • Centre d'études et de recherche créée en 1953.
• Une notoriété incontestée et une position de premier plan dans le secteur de la recherche.
• Un professionnalisme reconnu par toutes les entreprises aussi bien privées que publiques.

Recherche dans le cadre de son développement, des hommes ayant le goût des études et de la recherche, attirés par une mission variée alliant des compétences tant en *Statistique* qu'en *Sociologie* ou économie. Plusieurs postes sont à pourvoir :

DIRECTEURS DE RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES H/F

Vous avez une formation ingénieur grande école avec une formation complémentaire ou un doctorat, vous ayant permis d'utiliser les méthodes quantitatives.

Votre mission au sein du CRÉDOC sera passionnante et variée.

Nous vous confierons la responsabilité des secteurs «Études d'opinion» ou «évaluation des politiques publiques».

Pour cela vous devrez diriger 5 chargés d'études, gérer un portefeuille de contrats (entreprises privées et publiques) et participer à la prospection de nouveaux contrats.

CHARGÉS D'ÉTUDES H/F

Ingénieur grande école ou universitaire 3ème cycle accompli dans les disciplines des sciences humaines et sociales. Première expérience souhaitée.

Vous bénéficierez de toute l'autonomie souhaitée afin de mener à bien les contrats d'études et de recherche issus d'entreprises privées et publiques que nous vous attribuerons.

ASSISTANTS DE RECHERCHE H/F

De niveau DEA-DESS avec une sérieuse expérience informatique. Vous assisterez les directeurs de recherche et les chargés d'études dans toutes leurs fonctions.

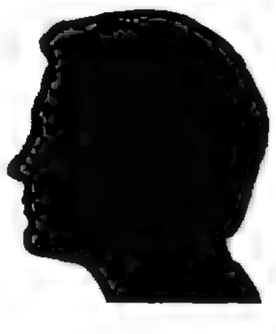
Merci d'adresser votre dossier de candidature à CRÉDOC - 142, rue du Chevaleret - 75013 PARIS. A l'attention du Directeur du CRÉDOC ou tél. **40 77 85 18**.

Confidentialité assurée.

Pilotez des équipes de traduction technique.

Nous recherchons pour notre Centre de TRADUCTION à Paris des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX



dont la première mission sera de piloter des équipes de traduction technique en veillant à la restitution d'un français clair et soutenu (brochures techniques et logiciels).

Leur carrière évoluera ensuite vers les activités technico-commerciales de nos agences à Paris et en Province.

Bonne connaissance de l'anglais.

Très bonne rédaction en français.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme scientifique Bac + 4 *minimum*.

CONSENSUS

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV et photo à :
Michel Peras - IBM France - Service 3424,
1, place Jean-Baptiste Clément 93164 Noisy-le-Grand.
(sous référence Z 61)

IBM

Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau BAC + 4
Nous recrutons pour des Entreprises françaises

DES RESPONSABLES DE GESTION DU PERSONNEL FRANCE ET ÉTRANGER

La formation préalable est assurée en alternance avec un poste en entreprise et permet d'obtenir un MASTER délivré par l'Ecole supérieure de gestion.

Elle peut être gratuite et rémunérée pour les candidats de moins de 26 ans.

Sélection des dossiers reçus le 12 septembre 1989.

Renseignements :

E.S.G. – 25, rue Saint-Ambroise, 75011 PARIS. Tél. 43-55-73-11.

Le Département FORMATION CONTINUE d'une ECOLE d'INGENIEURS (PARIS) recherche un

CADRE

ayant une première expérience de l'animation et le sens commercial, pour développer l'activité. De formation minimum BAC + 2 ou équivalent, anglais indispensable, connaissances informatiques et BTP souhaitées.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 6254 à Lévi Tournay/Asscom, 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

REPRODUCTION INTERDITE

Valorisez votre première expérience du recrutement et de la gestion du personnel dans un contexte motivant.

La Direction du Personnel de notre société, filiale d'un important groupe pharmaceutique international, vous propose un poste de

RESPONSABLE RECRUTEMENT/ GESTION DES CARRIERES

Vos missions seront :

- d'assister et conseiller les responsables opérationnels dans leurs décisions de recrutement,
- d'apporter conseil aux collaborateurs dans leurs projets de développement professionnel,
- de participer avec l'équipe en place au développement et à la mise en œuvre des outils de gestion prévisionnelle.

Le candidat retenu pour ce poste possédera une formation supérieure BAC + 4 complétée par une spécialisation en gestion du personnel.

Il possédera une première expérience du recrutement qu'il souhaite valoriser dans un contexte motivant.

Merci d'adresser lettre + C.V. sous référence 3736 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

LA VILLE DE MARSEILLE

recrute pour son Ecole d'Art

1° PAR CONCOURS

1 PLASTICIEN MULTI-MÉDIA

à prédominance moyens audiovisuels et vidéo, intervenant dans le cadre «communication»

1 PLASTICIEN GRAPHISTE

ayant une compétence des divers supports et médias de la communication, intervenant dans le cadre de l'option «communication»

2° PAR VOIE DE MUTATION

UN PROFESSEUR TITULAIRE

artiste de haut niveau ayant une pratique confirmée de la sculpture, pouvant intervenir dans le cadre du cursus de l'option «Art»

S'adresser, pour tous renseignements, à la :

DIRECTION GÉNÉRALE DU PERSONNEL
SERVICE «EXAMENS ET CONCOURS»
90, boulevard des Dames
13002 MARSEILLE
Tél. : 91-55-39-73

Société du secteur tertiaire en pleine expansion recherche un

CADRE
pour son Service Clients

Directement rattaché au Chef de Service il sera chargé d'effectuer des missions de suivi et de contrôle des prestations offertes.
Ce poste requiert le goût du terrain, une grande aptitude aux contacts humains, le sens de l'observation, de la rigueur, ainsi que de bonnes capacités de rédaction.
De nombreux et fréquents déplacements en Province (Régions Centre et Pays de la Loire) sont à prévoir.
Les candidats doivent posséder un niveau BAC + 2 ainsi que 5 années d'expérience minimum dans un poste similaire.
Il est nécessaire d'être titulaire du permis de conduire.

Si vous êtes intéressé, envoyer votre candidature avec CV et prét. sous réf. 89/09/93 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra.

L'atelier de chargement de salbris (Loir et Cher) Etablissement de production (580 Pers.) du groupement industriel des armements terrestres, recherche son :

FUTUR CHEF DE SERVICE ACHATS

MISSION : Il assiste dans toutes ses missions le chef de service chargé de l'élaboration de la stratégie locale des achats et responsable de sa mise en œuvre. Pour un candidat de valeur, le remplacement du chef de service est envisageable d'ici un ou deux ans.

PROFIL : Homme de communication, le candidat sera réceptif aux problèmes des services clients. Rigueur intellectuelle, esprit d'initiative, capacité d'analyse et de synthèse seront ses principales qualités.
UN DIPLOME D'INGENIEUR EST NECESSAIRE.
Vous êtes débutant ou mieux, vous avez déjà une expérience réussie. Vous êtes dynamique et avez envie de réussir dans un grand groupe, alors envoyez une lettre manuscrite, votre CV et une photo à :

J.L. GODARD, Service des Ressources Humaines, atelier de chargement - 41300 SALBRIS.

LEH-TOURNAYASCOM

FBO
CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

Notre société est spécialisée dans le conseil auprès des établissements de crédits, des sociétés de bourse et des institutions financières.
Afin d'accompagner notre développement dans nos spécialités,
SCHEMAS DIRECTEURS INFORMATIQUE, SYSTEMES FINANCIERS D'INFORMATION ,ORGANISATION DE BACK-OFFICE,
nous souhaitons nous adjoindre :

UN DIRECTEUR DU DEPARTEMENT SYSTEMES D'INFORMATION

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ayant 10 ans d'expérience réussie dans la conduite et la réalisation de grands projets ou de progiciels titres et bourse.

DES CONSULTANTS EN SYSTEMES D'INFORMATION

Diplômés d'une grande école d'ingénieur ou de commerce avec une expérience de 3 ans dans le domaine financier.

Nous vous-offrons une réelle opportunité de développement de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à Bernard Nicolas, FBO S.A., 34 bd Haussmann, 75009 PARIS.

AXIAL

Mensuel scientifique d'audience internationale

recherche

CHEF DE RUBRIQUE EN PHYSIQUE

Les candidats retenus devropont satisfaire aux conditions suivantes :

- niveau : thèse de 3e cycle en physique,
- aptitude à la communication, aisance, rapidité en rédaction,
- aptitude à l'autonomie et au travail collectif,
- anglais parlé et écrit impératif,
- disponibilité immédiate,
- la pratique de « l'editing » serait un plus.

Envoyer lettre de candidature + CV + prétentions sous le n° 6016 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
DES OPPORTUNITÉS
24 h sur 24 – 365 jours sur 365

MEDIAPA

JURISTE, RESPONSABLE ADMINISTRATION ET SERVICES GENERAUX

TOURAINE

Notre groupe d'électronique professionnelle jouit d'une excellente notoriété nationale et internationale.
Renforçant nos structures, nous recherchons un juriste de formation, qui fort d'une riche et polyvalente expérience va se montrer efficace dans le secrétariat juridique, la tenue des assemblées, les services généraux.
Il est assisté par une collaboratrice et fait preuve d'une extrême logique, de rigueur, de méthode : ce sont les qualités qu'apprécieront le secrétaire général dont il dépendra.

Notre conseil vous donnera plus d'informations sur cette opportunité.
Ecrivez lui en précisant vos prétentions sous référence 89/402 M. **AXOME**, 5 rue du Helder 75009 PARIS.

AXOME

CREDIT NATIONAL recherche pour sa Direction des Ressources Humaines Paris

Gestionnaire de Personnel

Vous possédez :

- un diplôme d'études supérieures : école de commerce, Sciences Po, université ;
- une expérience minimum de 3 ans de la fonction personnel acquise de préférence dans le secteur tertiaire.

Nous vous offrons :

- une activité diversifiée : recrutement, études générales et juridiques, gestion de personnel ;
- une rémunération compétitive et des perspectives de carrière au sein d'un groupe en expansion.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL 45 rue Saint-Dominique 75700 PARIS

Crédit National

TROUVAY ET CAUVIN

Groupe International leader sur son marché, basé au Havre

offre poste de

JURISTE D'ENTREPRISE

5 ans d'expérience

Sous l'autorité du Directeur Financier, il prendra en charge la fonction juridique en relation étroite avec la Direction Générale. Il aura la responsabilité de tout dossier traitant du droit des sociétés pour la France et l'étranger, des contrats, des assurances, de la propriété industrielle, de la distribution, du droit bancaire et du droit du travail.

Cette fonction large, responsabilisante, où vous pourrez réellement vous investir, vous permettra d'épanouir de façon durable votre solide potentiel. Si vous avez envie de travailler beaucoup, sans sacrifier votre qualité de vie, si vous êtes titulaire d'un DESS en Droit, ou équivalent, rejoignez-nous.

Adressez votre lettre de candidature, CV + photo en indiquant votre dernière rémunération, sous référence 8601, à :

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade – 75008 PARIS

Notre Groupe pétrolier international recherche un :

JURISTE *Droit Social*

Il tiendra un rôle de conseil interne en Gestion du Personnel France et Expatriés, assistera le Directeur des Relations Sociales et les présidents de C.E. dans leurs relations avec les partenaires sociaux.
Vous êtes certainement le candidat que nous recherchons si vous possédez un DEA en Droit Social et une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire.
Sens de la communication, disponibilité et rigueur sont les qualités indispensables pour mener à bien ces missions.
Votre réussite annoncera une large ouverture sur notre société et sa fonction Personnel.

Pour ce poste riche et évolutif, merci d'adresser votre candidature sous référence LM2 à notre Conseil : Alliance RH, 39 rue Louis Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

Laiterie du Val d'Ancenis

Filière laitière du Groupe CANA (CA 5 Milliards de F) nous recherchons un

LE GOÛT DE LA VIE

INGÉNIEUR AGRO-ALIMENTAIRE
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT

De formation Grandes Ecoles (ENSAIA, ENSIA, ENITIAA, UTC) ou universitaire (MST), débutant ou première expérience, vous êtes polyvalent dans les technologies agro-alimentaires.
Créatif et organisé, vous aimez le travail d'équipe et souhaitez évoluer dans un environnement industriel.
Votre mission : ● établir, mettre en place et piloter les programmes de mise au point de produits nouveaux sous forme sèche. ● Participer à la conception en laboratoire, aux essais pilotes et au cahier des charges de mise en fabrication. ● Travailler au sein d'une équipe fortement motivée, en coordination avec des instituts de recherche, en bénéficiant des équipements d'une usine de pointe récemment mise en service.
Une bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique est indispensable. L'allemand serait un atout.
Poste basé à proximité de NANTES.
Merci d'adresser C.V. + photo sous réf. LM 111 à Marie-Amélie DARGNIES - LAITERIE DU VAL D'ANCENIS - B.P. 102 - 44157 Ancenis Cedex, qui vous assure de sa discrétion.

Organisation et Publicité

صحافة الأمل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieurs commerciaux confirmés

Votre profil : Diplomé d'une école d'ingénieur ou de commerce, vous avez acquis une solide expérience commerciale (3 ans minimum) dans la vente de services informatiques auprès de constructeurs ou de SSII.
Votre pratique des secteurs Banque, Assurance, Administration ou Distribution constitue un atout supplémentaire. Votre bonne connaissance de l'informatique de gestion et vos qualités personnelles sont les facteurs de votre réussite.
Votre mission : Au sein de la Direction Marketing et Développement, vous serez chargé d'approcher les grands comptes et de conclure des projets d'envergure en vous appuyant sur l'expertise et les produits d'UNICIELS. Notre challenge est de multiplier par 4 notre chiffre d'affaire en 3 ans.
Cette mission, très autonome, doit vous conduire très rapidement vers des responsabilités de management et de gestion de centre de profit (Direction régionale, ligne de produit, centre de compétence).
Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS, dans le SUD-EST, le CENTRE, l'OUEST, le NORD.

Ne laissez pas Uniciels grandir sans vous

Uniciels

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite en précisant la référence LM64 à Virginie MAYOLLE, UNICIELS, 5 rue Louis Lejeune 92126 MONTROUGE CEDEX

Dibse

EDF-GDF : une énergie commerciale, une énergie marketing à découvrir !

EDF GDF

Jeunes HEC, ESSEC, ESCP, ESCL, ESCAE,...

Vendre plus, vendre mieux, c'est le défi relevé chaque jour par les 100 centres de distribution d'énergie d'EDF-GDF, véritables entreprises au service de leurs clients.
Si vous êtes passionné à la fois par les fonctions commerciales et marketing, après une solide formation à nos produits, vous mettrez en œuvre au sein de l'un de nos centres, tout votre potentiel pour optimiser nos parts de marché dans un univers énergétique très concurrentiel.
Votre mission, riche et fortement impliquante, sera de :
- concevoir et mettre en œuvre une politique de développement de nos ventes dans les différents marchés (industriel, tertiaire, résidentiel...);
- analyser et anticiper les besoins de vos clients et leur proposer des solutions énergétiques complètes, performantes, évolutives;
- développer des actions de partenariat avec les entreprises et nos prescripteurs (installateurs, promoteurs, architectes, bureaux d'études...);
- réussir une politique de communication dynamique sur le plan interne ainsi qu'avec nos partenaires extérieurs (élus et acteurs économiques);
- animer une équipe de chargés d'affaires commerciaux.

Si l'esprit d'initiative, la créativité, l'implication personnelle, le sens des contacts sont vos qualités premières, nous vous donnerons tous les moyens d'évoluer et de réaliser un métier passionnant.

Pour ces postes à pourvoir dans le Nord de la France, adressez votre dossier de candidature (sous réf. 59/MDB) à EDF-GDF, Daniel Brunier, Département Recrutement, 16, rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

MEDIA-SYSTEM

COTEBA MANAGEMENT, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, classée au TOP 100 des cent plus belles entreprises de France, nous sommes l'un des leaders de la conduite de projets (Bâtiment, Industrie, Espace, Informatique, Loisir/Tourisme).

Pour nous, rencontrer des hommes et des femmes de talent c'est le meilleur moyen d'aller jusqu'au bout de l'exigence de notre métier, de nos clients.

Donner un code à la RÉUSSITE, c'est la façon la plus rapide de parler ensemble d'avenir.

Grâce à nos activités nationales et internationales, nous offrons de nombreuses opportunités pour des Ingénieurs de grandes écoles (Centrale, Pont, ESTP, INSA...) : – Directeur Prospective de grands projets – Directeur de Projets Bâtiment – Ingénieur coordonnateur – Ingénieur Planning – Ingénieurs Débutants...

24 h sur 24, 365 jours par an, vous saurez tout sur notre métier, notre philosophie, nos propositions.

Si comme nous vous pensez que la RÉUSSITE n'attend pas, présentez votre candidature en tapant 36.16 COTEBA.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

COTEBA MANAGEMENT

MEDIAPA

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE recherche

UN JEUNE CADRE

Rattaché à la **Direction Comptabilité**, vous aurez pour fonction d'assister un de ses responsables dans l'organisation et le contrôle de différents services.

Vous interviendrez dans diverses missions d'**audit interne** et réaliserez des travaux destinés à la Direction Générale.

De formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, MSTCF, DESCF...), vous avez le sens des contacts humains et de l'encadrement ainsi que de très bonnes capacités d'organisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 2361 Cl/JL à Madame Imbert, Groupe VICTOIRE - Division des Ressources Humaines - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

Abeille ASSURANCES — GROUPE VICTOIRE

CONTESSE

SMA Vie BTP

L'Assureur Vie des Constructeurs

Une entreprise en pleine expansion : 313 millions en 1988. Une progression de 45 % en 1 an et des objectifs encore plus ambitieux pour l'avenir recherche un

CHARGE D'ETUDES TECHNIQUES

Niveau Bac + 4 (Maths - Economie - Sciences...)

Le Poste
- Développement et élaboration de produits nouveaux
- Analyse des résultats du portefeuille et ajustement de notre politique de tarification. Etude des produits de la concurrence
- Prise en charge des statistiques.

Une première expérience en Assurance Vie serait un atout appréciable.

Ce poste implique l'utilisation de la micro-informatique. Il s'adresse à un candidat rigoureux, novateur et dynamique, capable de s'intégrer dans une petite équipe, tout en faisant preuve d'autonomie.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous réf. CET à SMA-Vie-BTP - Service Recrutement 114, av. Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15.

winterthur assurances

La 1re Société d'Assurances étrangère opérant en France recherche, afin de renforcer le potentiel de son Département des Règlements

10 JURISTES DEBUTANTS

Titulaires d'un diplôme d'études juridiques supérieures (licence, maîtrise), vous abordez pour la première fois la vie professionnelle.

WINTERTHUR vous offre une formation complète d'un an à l'issue de laquelle vous sera proposée une fonction alliant vos aspirations et aptitudes aux exigences de cette structure.

Dès votre entrée, vous bénéficierez d'une rémunération motivante devant s'inscrire dans une perspective d'évolution de carrière.

Un concours est ouvert pour la sélection des candidats : *nous vous remercions de bien vouloir adresser votre* dossier de candidature (CV+photo), sous référence JUR-89, à J.C. DIDON, Tour WINTERTHUR Cedex 18, 92085 PARIS-LA DEFENSE.

MEDIA-SYSTEM

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FAITES CONNAITRE NOS RICHESSES AUX ENTREPRISES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LOIR-ET-CHER

Nous sommes le partenaire des entreprises régionales, véritable associé de leur développement.

Si le Loir et Cher est riche par la présence d'entreprises, au nom souvent prestigieux, il l'est également par les très grandes potentialités de ses PME/PMI. Nombre d'entre elles sollicitent nos conseils dans toutes les fonctions clés de l'entreprise : production, qualité, gestion, commercial, organisation, formation...

Chargé de la promotion de nos produits et de leur évolution, vous aurez à faire connaître l'ensemble de nos services auprès des dirigeants d'entreprise.

Après un diagnostic de leur besoins, vous élaborez une recommandation juste, rigoureuse, professionnelle et entretenez un courant d'affaires régulier.

De préférence **INGENIEUR** de formation, vous êtes âgé de 35 ans environ et avez exercé de réelles responsabilités en entreprise, ce qui vous permet d'en appréhender toutes les fonctions. Votre sens du contact et de la communication sera votre allié

Si ce poste vous intéresse, envoyez votre dossier, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 89/502M à notre Conseil Pascale GALAMPOIX. **AXOME**, 3 rue du Helder 75009 PARIS

AXOME

UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER A VOCATION SOCIALE

(+de 42 000 clients, volume d'activité +de 7 milliards de francs, leader sur ses marchés : Retraites et Prévoyance)

recherche

LE (LA) RESPONSABLE PUBLICATIONS ET REALISATIONS GRAPHIQUES

(rattaché(e) à la Direction du Développement et des Relations Extérieures)

- Votre mission :
  - conception, élaboration et réalisation des publications d'informations et de promotions destinées aux entreprises clientes et aux assurés : revues, lettres, plaquettes...
- Votre profil :
  - des compétences techniques en matière de réalisations graphiques,
  - une connaissance du secteur Retraite et Prévoyance complémentaires,
  - une grande rigueur dans la tenue du poste (impératifs de délais et de respect des coûts de réalisation),
  - *de sérieuses qualités de rédaction,*
  - une capacité d'adaptation permanente et un esprit créatif.

Merci d'adresser sous réf. M C/09, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à CONCERTATION - 63 bis, rue Jouffroy - 75017 PARIS.

CONCERTATION

Nous sommes une des plus importantes et des plus prestigieuses sociétés d'édition d'ouvrages d'enseignement. Nous recherchons un

Angliciste

RESPONSABLE D'EDITION

pour prendre en charge notre département et assurer l'édition de *tous les livres* d'enseignement de langues étrangères du cycle scolaire complet.

En relation avec les auteurs, vous concevez les ouvrages et en assurez la réalisation en coordonnant l'activité d'une équipe de trois personnes.

De formation supérieure, vous avez enseigné des langues étrangères et vous avez une approche concrète de l'édition. Vous maîtrisez impérativement l'anglais et si possible une autre langue. Votre aptitude à juger un texte, votre sens du commandement et votre goût pour l'innovation éditoriale seront déterminants. Nous vous formerons aux aspects techniques de notre métier.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil sous réf. LM/451 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

ornicar 3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris

LES PAPETERIES MOUGEOT

(490 personnes - CA = 600 MF.)

recherchent

RESPONSABLE DES VENTES EXPORT

Niveau ESC ou équivalent
Allemand courant indispensable
3 à 5 ans d'expérience
dans la vente de produits industriels

Mission : prospecter, créer et développer une clientèle dans le secteur de l'imprimerie par contacts de vente à niveau élevé, à partir de produits nouveaux à forte croissance.

Poste à large autonomie et évolutif, exigeant des qualités de vendeur authentique au sein d'une entreprise particulièrement dynamique.

Poste basé indifféremment à PARIS ou dans les VOSGES.
Déplacements 60% du temps.
Rémunération élevée + voiture de fonction.

Adresser C.V. en précisant la rémunération actuelle à :
Monsieur Jean-Maurice DUSSAPT
PAPETERIES MOUGEOT - *B.P. n° 6 - 88600 BRUYERES*

LA NORME DE L'INDUSTRIE

Pendant plus d'un siècle

Cytemp Specialty Steel, un leader reconnu dans la fabrication des alliages pour utilisation à haute température et applications critiques, recherche des candidats pour un poste de ventes en Europe.

Les candidats intéressés doivent avoir une connaissance approfondie des alliages à haute température ainsi qu'une connaissance solide du marché et des sous-traitants.

Veuillez envoyer votre Curriculum Vitae à :
Robert D. Newcombe, Director, Employment and Human Resources Programs.

Cytemp Specialty Steel CYCLOPS

Cytemp Specialty Steel Division
Cyclops Corporation
P.O. Box 247
Titusville, Pennsylvania 16354
Un employeur sans préjugés

GROUPE FACEM CONSULTANTS

Société de Conseil et de Formation recherche

3 CONSULTANTS FORMATEURS EXPERIMENTES H/F

REF. A - MANAGEMENT DES STRUCTURES ET DES RESSOURCES HUMAINES
REF. B - FORMATION ET ORGANISATION COMMERCIALES
REF. C - ORGANISATION ET METHODOLOGIE MARKETING

Les candidats doivent avoir déjà une expérience de ces fonctions acquise en cabinet, être diplômés de l'enseignement supérieur et rapidement disponibles. Prévoir de courts et fréquents déplacements. En fonction des résultats, les candidats se verront confier des postes de Directeur de Département.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. Christian LOVITON, 72 rue Notre Dame des Champs 75006 PARIS.

Important Organisme Professionnel National basé à Paris (MUTUALITE AGRICOLE - 140 organismes adhérents - 30 000 collaborateurs) recherche un

Jeune Juriste

Pour le Département chargé des problèmes de personnel à la

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.

Intégré au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous serez plus particulièrement associé aux travaux d'études concernant l'évolution des salaires et de la classification des emplois.
Vous aurez également un rôle de conseil et d'information auprès des organismes adhérents.

Avec un troisième cycle en Droit, vous désirez vous impliquer dans une équipe qui saura apprécier vos qualités de rigueur et de réflexion.
Ce poste évolutif pemet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous *réf.GGP89.09* à :
U.C.C.M.A., Direction des Ressources Humaines, Département G.G.P., 8/10 rue d'Astorg, 75413 PARIS CEDEX 08.

SMA btp

Le 1er Assureur Français de la Construction

CA + 2 milliards - Effectif : 1.500 personnes recherche un

CHARGE D'ETUDES STATISTIQUES

(diplômé ENSAE, ISUP ou de formation universitaire correspondante).

Débutant ou ayant une première expérience, il participera, au sein d'une équipe existante, à l'étude et à la surveillance de risques, à la conception et à la production de tableaux de bord ainsi qu'à l'évolution du système d'information.

Connaissance A.P.L. appréciée.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous réf. CES à SMA BTP - Service Recrutement 114 avenue Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15

BANQUE PRIVEE
recherche pour ses succursales de
CANNES, BORDEAUX, TOULOUSE et LILLE

EXPLOITANTS CONFIRMES

CLASSE V OU VI

SECTEUR ENTREPRISES

Vous serez chargé de suivre et de développer un portefeuille de PME-PMI. Pour mener à bien cette mission, vous possédez une bonne qualification technique et justifiez d'une expérience de plusieurs années dans des fonctions similaires.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 6240, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX
qui transmettra.

L'IMPRIMERIE NATIONALE

recrute par voie de concours :

3 CORRECTEURS ADJOINTS

(fonctionnaires techniques de l'État)

Les candidat(e)s doivent être âgé(e)s de plus de 18 ans et de moins de 45 ans (sauf reculs de limite d'âge autorisés)
Diplômes requis : BAC ou équivalent.
Date de clôture des inscriptions : 16 septembre 1989.
Épreuves écrites d'admissibilité : 16 et 17 octobre 1989.

– Adresser CV, photocopies de la CNI et diplômes au service du personnel et des affaires sociales.

IMPRIMERIE NATIONALE
27, rue de la Convention,
75732 Paris Cedex 15.

L'IMPRIMERIE NATIONALE

recrute par voie de concours :

1 CHEF MÉCANICIEN

(fonctionnaire technique de l'État)

Les candidat(e)s doivent être âgé(e)s de plus de 25 ans et de moins de 45 ans (sauf reculs de limite d'âge autorisés)
Diplômes requis : BAC + 2.
Date de clôture des inscriptions : 13 septembre 1989.
Épreuves écrites d'admissibilité : 9 et 10 octobre 1989.

– *Adresser CV, photocopies de la CNI et diplômes* au service du personnel et des affaires sociales.

IMPRIMERIE NATIONALE
27, rue de la Convention,
75732 Paris Cedex 15.

VOUS ÊTES CADRE SUPÉRIEUR AUTONOME - HOMME DE CONTACT

(en recherche d'emploi)

DEVENEZ CONSULTANT
et
CRÉEZ VOTRE CABINET

en suivant une formation rémunérée de 4 mois organisée par *Consultec* et l'ESG, avec des *experts* en Communication, Marketing, Conseil, Finances, Fiscalité...
Début le 25 septembre 1989 à PARIS
Env. lettre de motivation + CV + photo à : ESG FORMATION CONTINUE 19, rue Erard, 75012 PARIS - 43-43-34-00

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La ville de Rennes (Ille-et-Vilaine)

recrute

pour une opération « Développement Social des Quartiers »

UN CHARGÉ D'OPÉRATION

Ingénieur ou attaché travaillant sous la responsabilité d'un chef de projet :

- profil d'homme (ou de femme) de terrain, apte à mettre en œuvre les projets,
- capacité à coordonner différents partenaires sur le terrain : action technique, sociale...,
- aptitude à travailler en équipe,
- expérience de la concertation avec la population.

Envoyer lettre de candidature, C.V. détaillé + photographie **avant le 15 septembre 1989 à :**
Monsieur le maire de Rennes,
BP 26 A, 35031 Rennes Cedex.

Allied Signal

CATALYSEURS AUTOMOBILES
UNE INDUSTRIE DE POINTE AU CŒUR DE L'EUROPE

Filiale d'un groupe de dimension internationale positionné sur des produits de haute technologie, nous implantons en Lorraine notre première unité de production à vocation européenne. Notre ambition : fournir à l'horizon 92 - 2,5 millions de pots catalytiques aux contructeurs automobiles européens. Pour réussir ce challenge, nous recherchons

MANUFACTURING MANAGER 300 KF +

Rattaché à la Direction Générale, vous pilotez la production en moyenne série de produits de haute valeur, vous exploitez des méthodes modernes de contrôle de process et veillez particulièrement aux objectifs de coût, qualité et productivité.

Ingénieur Chimiste ou génie chimique, vous avez une expérience de 5 ans en direction de fabrication, vous savez manager les hommes, vous maîtrisez la conduite des budgets et la gestion des délais.
Anglais courant indispensable. (Réf. 1325)

QUALITY CONTROL MANAGER 300 KF +

En collaboration avec la Direction Générale dont vous dépendez et en liaison étroite avec nos fournisseurs, notre équipe marketing et les services BE, achats, qualité de nos clients, vous définissez et mettez en œuvre toutes les actions QUALITE visant au développement de notre gamme de produits.

Ingénieur Chimiste et doté d'une expérience analogue d'au moins 5 ans, la qualité vous passionne. Vous avez le sens du dialogue et de la négociation *technique que vous avez déjà exercé, de préférence, dans le milieu* automobile, en anglais ou en allemand. (Réf. 1326)

Une formation à nos techniques et nos produits sera dispensée aux Etats Unis.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V. et photo) en précisant vos prétentions sous réf. choisie à notre Cabinet Conseil ou d'appeler au 87.66.52.35. Discrétion assurée.
Nos annonces sont sur Minitel 3616 code Managing.

MANAGING
65, rue de Tivoli
57070 METZ-QUEULEU
Tél. 87.66.52.35

Florian Mantione Institut

GROUPE (750 p.) LEADER SPECIALITE DE POINTE SECTEUR BTP recherche :

ROCLAND

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Chargé de seconder la secrétaire général dans ses tâches de gestion administrative, suivi des assurances, analyse des contentieux..

Agé de 40 à 45 ans environ, le candidat, de formation juridique aura nécessairement une expérience significative dans le même secteur d'activité, ou dans l'immobilier.

Environnement de travail dynamique et performant, dans une région privilégiant la qualité de la vie.
Poste basé dans le Gard.

Rémunération fixe 200 KF + prime d'intéressement.

Envoyer C.V. + photo sous référence LR 789 U au ***FLORIAN MANTIONE INSTITUT****, Conseil en recrutement, "Les Echelles de la Ville" - BP 9227 - 34067 MONTPELLIER CEDEX 01 ou* ***consulter La Définition de Fonction sur le MINITEL 3615 code SOFTEL.***

AIX - BAYONNE - BESANÇON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LA REUNION
LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - REIMS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE

Directeur d'une unité logistique décentralisée

de plus de 300 personnes
située en très proche banlieue Nord-Est de Paris

UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL LEADER INCONTESTÉ SUR SES MARCHÉS QUI A ASSIS SA NOTORIÉTÉ SUR LA QUALITÉ ET L'EFFICACITÉ DE SA LOGISTIQUE VOUS PROPOSE DE DEVENIR DANS UN DÉLAI MAXIMUM DE 2 ANS

Cette unité réceptionne, traite, stocke, gère, réexpédie d'importants volumes de marchandises.

Dans un premier temps, en liaison avec l'actuel directeur puis seul, vous aurez à diriger ce centre de profit avec pour objectifs clés :

- d'améliorer encore son organisation et son efficacité sur les plans suivants : flux physiques des marchandises, gestion des stocks, organisation et procédures administratives,
- de favoriser le développement d'applications informatiques performantes.
- *de maîtriser* la *composante sociale* : relation avec les partenaires sociaux, fonctionnement des instances sociales C.H.S.C.T., C.E.

Vous avez : • une formation Ingénieur • une expérience d'une dizaine d'années vous ayant permis d'exercer de réelles responsabilités opérationnelles soit dans une unité de production soit dans une plate-forme de stockage et de distribution de produits industriels ou de grande consommation • un grand sens relationnel et des qualités de négociateur • un sens aigu de l'organisation.

Si cette proposition vous intéresse, adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence BOM2 à :

obiwan
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

Affirmez votre connaissance des marchés financiers.

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4), vous avez acquis, à 25/30 ans, une première expérience des marchés financiers.

Nous vous proposons d'enrichir cette expérience en rejoignant l'une de nos filiales, rattachée à notre Direction des Marchés, spécialisée dans la formation destinée aux responsables financiers d'entreprises.
Au sein d'une petite structure, jeune et autonome, vous serez plus particulièrement chargé d'assurer la mise en place et l'animation des modules de formation et participerez également à la logistique de ce service.

En contact permanent avec des interlocuteurs de haut niveau, cette mission vous permettra d'acquérir une connaissance très complète de produits financiers pointus.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. FF 05.9 à Frédéric Pastre, Société Générale, Service Recrutement, 7 rue Caumartin, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIA-SYSTEM

INGENIEUR CONSEIL ? OUI, MAIS EN ENTREPRISE.

Pour améliorer nos produits, le service à la clientèle, le professionnalisme et la productivité de nos équipes, nous avons besoin de plusieurs:

CONSULTANTS-ORGANISATEURS

Parmi les 1ères Sociétés Françaises de distribution de Crédit Immobilier.
Nous Intervenons en Conseil et en Financier auprès de 40.000 professionnels.
Notre implantation est européenne.
Nous sommes les leaders reconnus et entendons bien le rester grâce:
- **à notre faculté d'anticipation des besoins du marché.**
- **à notre créativité.**
- **aux moyens puissants dont nous disposons.**
- **à notre capacité permanente de remise en cause de nos structures et de nos produits.**

Notre appartenance à un grand Groupe et notre stratégie font notre force en France et en Europe.

Ingénieurs grandes Ecoles..., *débutants ou première expérience* significative en organisation, nous vous proposons de prendre en charge des projets d'organisation aussi variés qu'attrayants.
Vous maîtrisez et savez mettre en œuvre les techniques nouvelles.
En relation avec la Direction Générale, vous êtes l'interlocuteur privilégié des Directions opérationnelles :
■ vous analysez l'existant et proposez les points d'amélioration.
■ vous remettez en cause, même si vous bousculez les habitudes, nos structures et nos méthodes de travail, nos systèmes d'information, les procédures et les documents.
■ votre ouverture aux techniques de pointe vous permettra de concevoir des systèmes novateurs qui consolideront notre avance vis à vis de la concurrence.
■ *artisan de leur mise en place*, vous saurez créer, grâce à votre sens de la communication, un climat de confiance et l'adhésion de nos équipes qui feront le succès de vos projets.
■ sur des missions plus ponctuelles, nous vous appelerons en expert ou en audit.
Votre réussite vous permettra de prendre des responsabilités élargies dans la Société ou le groupe, soit en France, soit dans une filiale étrangère.
Travailler dans un environnement aux projets ambitieux vous intéresse? Alors envoyez CV, lettre et prétentions, sous référence 330, à notre Conseil, Médiateam, Sophie Guénot, 15/17, rue de Vanves - 92100 BOULOGNE

MEDIATEAM

DEVENIR DEMAIN, LA 1ère SOCIETE EUROPEENNE DANS NOTRE SPECIALITE, C'EST NOTRE OBJECTIF.

RESPONSABLE SERVICE MANAGEMENT

Notre mission est de distribuer les produits de santé auprès des pharmacies d'officine. Avec 73 établissements, plus de 5000 collaborateurs et plus de 20 milliards de CA, l'OCP possède la structure logistique et commerciale qui en fait le no 1 français de la répartition pharmaceutique.

Rattaché au Directeur du Développement des Ressources Humaines (D.R.H.), vous animez une équipe de trois Conseillers en Management :

Avec celle-ci :
- vous assurez le développement des démarches participatives mises en place dans l'entreprise :
- en apportant aide et conseils aux Responsables
- en préconisant toute innovation susceptible d'impliquer davantage les hommes et les femmes de l'entreprise.
- vous travaillez en étroite collaboration avec les autres services DRH (Formation, Recrutement/Suivi des Carrieres, Gestion Prévisionnelle de l'Emploi) avec lesquels vous participez à l'élaboration et à l'adaptation de la politique de Gestion des Ressources Humaines.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une première expérience d'environ 5 ans acquise dans la fonction Personnel en Cabinet ou en Entreprise.

Vos qualités relationnelles, votre capacité d'analyse et de synthèse et votre sens de l'autonomie vous permettent de prendre en charge ce poste qui demande une grande disponibilité (fréquents déplacements en province).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence E 33 à : OCP REPARTITION - Direction des Affaires Sociales - Service Recrutement - 24, rue des Ardennes - 75019 PARIS.

OCP

CONTESSE

ORGANISME DE FORMATION CONTINUE RECHERCHE

CONSEILLER DE FORMATION

Ce poste s'adrese à un candidat motivé par l'activité de Conseil auprès des entreprises. Il nécessite de réelles Qualités Commerciales.

VOTRE MISSION
- Assurer le conseil auprès des entreprises pour élaborer avec elles leur plan de formation dans sa globalité.
- Coordonner les actions de formation que vous mettez en place.
- Assurer l'évaluation des résultats et le suivi des clients.
- Assurer quelques prestations de Formation.

VOTRE PROFIL
- Vous avez une première expérience professionnelle dans l'industrie acquise dans le domaine de la production.
- Vous possédez une formation initiale, minimum BAC + 3.

LE CONTEXTE
Vous vous intégrez à une équipe pluridisciplinaire existante.
Expérience de l'Informatique et des Technologies Nouvelles appréciée.

FORMATEUR RESPONSABLE PEDAGOGIQUE

Création de poste (temps plein)

VOTRE MISSION
- ANIMER : *Formations générales* (R.A.N.), développement cognitif, T.R.E., bilan/orientation. Public de faible qualification salarié et D.E.
- ELABORER : Mettre au point des programmes de formation qualifiante avec formateurs techniques.
- COORDONNER : Coordination pédagogique, suivi, évaluation.
- DEVELOPPER : les activités du Département, et la formation individualisée avec l'appui d'une cellule de R & D.

VOTRE PROFIL
- *Expérience réussie de formateur d'adultes, de travail en* équipe et de construction de programmes.
- *Pratique des actions emploi-formation et des relations* avec entreprises.
- *Formation niveau BAC + 3/4 (3e cycle apprécié).*
- + de 25 ans et - de 35 ans.

Merci d'envoyer votre C.V. avec photo et prétentions à :
INSTITUT DES ENTREPRISES FORMATION - 6, rue Marengo - 42300 ROANNE.

ORC

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR
DU CAVILAM H/F

VICHY

Un des centres les plus importants d'apprentissage des langues, une démarche pédagogique originale, des structures d'enseignement de pointe en étroite association avec l'Université de Clermont-Ferrand ; autant d'atouts, qui sont à l'origine du succès de notre CENTRE AUDIOVISUEL DE LANGUES MODERNES.

Nous accueillons actuellement chaque année plus de 2 300 étudiants venus du monde entier, qui occupent souvent des postes de haute responsabilité.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent. Bilingue anglais, vous parlez peut-être même une autre langue. Votre tempérament solide et créatif et votre expérience de la Direction, de la Gestion et de l'Exploitation Commerciale d'un établissement d'enseignement et de formation font de vous un excellent gestionnaire, un bon administrateur ainsi qu'un homme de marketing.

Votre connaissance de l'enseignement à distance et/ou avec le support de méthodes audiovisuelles serait un atout supplémentaire.

Diriger, gérer et animer le CAVILAM, telle sera la mission essentielle que vous assurerez en liaison étroite avec la ville de Vichy et l'Université de Clermont-Ferrand II. Par ailleurs, vous devrez :
- superviser les programmes de recherche, en tirer parti et trouver de nouveaux débouchés sur les marchés individuels ou institutionnels,
- assurer les relations publiques et extérieures,
- et entretenir ou établir des réseaux à l'échelon national ou international.

Si le développement et le rayonnement de notre établissement constituent un défi qui vous tente, adressez dès maintenant votre dossier de candidature, s/réf. 6245/LM, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly
92514 BOULOGNE BILLANCOURT qui transmettra

SOCIETE DES BOURSES FRANCAISES

Nouveaux marchés financiers : faire vivre le nouvel indice CAC...

Le Département "Statistiques" de la Société des Bourses Françaises a élaboré le nouvel indice le "CAC 40" qui sert de support aux contrats à terme et aux options négociables cotés sur le MATIF et le MONEP. Maintenant, il s'agit de le faire vivre. Pour cela, nous adjoignons à notre équipe un

Statisticien H/F

qui possèdera une formation de type ISUP, DEA de Maths/Stat... Il suivra dans le quotidien l'évolution du marché continu sur le système CAC et en évaluera la qualité par le biais d'analyses statistiques. Au-delà de cette activité "au jour le jour" interviendront des études portant sur l'évolution des différents marchés. De la méthodologie donc, de la rigueur, mais aussi une aptitude et une volonté à utiliser des chiffres comme un moyen... et non comme une fin ! Passionnant, non ? Au sein d'un milieu en pleine évolution. A bientôt !

Notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/STA/LM.

RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

LES RESSOURCES HUMAINES N'ONT PLUS DE FRONTIÈRES

Quand le leader mondial s'implante en France, il y a du nouveau dans la Communication en Ressources Humaines...

Aujourd'hui en France comme partout où votre entreprise doit s'imposer, AUSTIN KNIGHT, leader mondial de la Communication en Ressources Humaines, vous donne de nouveaux moyens pour recruter et motiver les femmes et les hommes d'exception dont vous avez besoin pour réussir.

En choisissant AUSTIN KNIGHT FRANCE pour partenaire, vous disposerez ainsi d'un ensemble inégalé d'expériences et de solutions éprouvées par les sociétés internationales les plus performantes. Grâce à un réseau de 22 agences spécialisées, de la Grande-Bretagne à l'Australie, du Canada aux Pays-Bas en passant par les États-Unis, vous profiterez aussi d'une synergie unique pour vous informer sur des marchés de l'emploi que la mobilité croissante des hommes rend stratégiques pour votre entreprise. En somme, avec AUSTIN KNIGHT, les Ressources Humaines ne connaissent plus de frontières : voilà un fait nouveau dont vous devez tenir compte.

AUSTIN KNIGHT : UN GROUPE...
Grande-Bretagne - Australie - Canada - Pays-Bas - U.S.A. - France.
... ET DES RÉFÉRENCES INTERNATIONALES.

Pour tous renseignements, contactez Ramid LAMRANI au (1) 40700111
AUSTIN KNIGHT FRANCE 8, rue Magellan 75008 Paris. Télécopie : (1) 40700921.

Austin Knight

ATTACHE DE PRESSE H/F
ECONOMIQUE ET FINANCIER

Un Groupe Français et International de tout premier plan recherche (PARIS) un ATTACHE DE PRESSE (H/F) économique et financier

Vous avez :
- 35 ans environ.
- un Diplôme d'Enseignement Supérieur axé sur l'Economie et la Finance (Sciences Po - Eco. Fi. - Grande Ecole Commerciale, etc.). Formation journalistique et internationale appréciée.
- une expérience de la presse économique et financière française et étrangère,
- la pratique courante de la langue anglaise (la connaissance d'autres langues européennes serait également un atout).

Vous êtes :
- un homme d'idées, rodé à l'analyse des problèmes économiques et financiers, avec une large ouverture internationale et d'excellentes qualités rédactionnelles,
- mais aussi un homme de communication, capable d'entretenir, tant à l'intérieur du Groupe que sur le plan externe, des relations harmonieuses.

Vous aurez :
- à assurer, dans le cadre de la Direction de la Communication du Groupe, l'information de la presse française et internationale, plus particulièrement sur les aspects économiques et financiers de la stratégie du Groupe.
- à faire preuve d'une grande mobilité (déplacements à l'étranger) et de beaucoup de disponibilité.

Veuillez adresser votre curriculum vitae, avec lettre manuscrite, photo et indication de vos prétentions, à Michel MORACCHINI, Conseil en Recrutement (Réf. 8990) 22 bis, rue des Belles-Feuilles - 75116 PARIS, qui vous garantit une discrétion absolue

CONTESSE

Société (siège social Paris), filiale grands groupes, en pleine expansion, intervenant dans un secteur très porteur de l'assurance recrute :

SON RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL

Le candidat, de préférence de formation juridique supérieure, pourra attester d'une première expérience commerciale significative éventuellement dans le domaine de l'assurance ou de l'assistance.

Associé étroitement à la définition de notre nouvelle politique commerciale, il sera l'interlocuteur privilégié de nos intermédiaires, animera une équipe de commerciaux et d'administratifs, participera activement à l'élaboration de nouveaux produits.

Fin négociateur, bon rédacteur, organisateur sont les qualités essentielles requises du candidat.

Poste à pourvoir immédiatement.

SON RESPONSABLE DU SERVICE RECOUVREMENT DE CREANCES

Dans le cadre de la réorganisation de notre service juridique, nous créons un poste de responsable du service recouvrement de créances.

Ce poste s'adresse à un candidat très motivé, de formation juridique supérieure (niveau maîtrise) ayant acquis une expérience en recouvrement d'au moins trois ans de préférence en étude d'huissier de justice.

Chargé dans un premier temps d'assurer la gestion des dossiers en cours, le titulaire aura rapidement à organiser le développement du service dans tous ses aspects avec une large autonomie.

Poste évolutif à pourvoir immédiatement.

SON JURISTE

Au sein d'une équipe jeune et performante, le titulaire du poste assurera la gestion de dossiers contentieux d'une grande diversité et animera un réseau régional de correspondants. Ce poste implique nécessairement une expérience d'au moins deux ans en cabinet d'avocat ou en étude d'avoué ou d'huissier.

A pourvoir immédiatement.

Ecrire au journal qui transmettra (lettre + C.V. avec photo + rémunération actuelle) s./nº 8480, *le Monde Publicité*, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS

La région d'Ile-de-France

recrute
par contrat ou suivant statut pour fonctionnaires

2 AUDITEURS

pour sa Direction
du développement économique et social

Fonctions : Contrôle du budget de la formation professionnelle (1 milliard de francs par an).
Etablissement de normes de productivité.
Suivi et réforme du système des aides aux entreprises.

Profil :

1er POSTE : Maîtrise, DEA droit/Science économique, expérience de cinq ans dans le secteur considéré.

2e POSTE : Auditeur niveau diplôme d'études comptables supérieures, expérience de deux à quatre ans demandée.

**Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo
à la région d'Ile-de-France
Direction de l'administration générale
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS**

La ville de Lorient

recrute

DIRECTEUR GENERAL DE L'ACTION CULTURELLE

MISSIONS ESSENTIELLES
- Contribuer à la définition et mise en œuvre de la politique culturelle de la ville.
- Assurer la coordination entre les différents services et établissements culturels de la ville.
- Développer des relations et une coordination avec l'ensemble des partenaires de la ville dans le domaine culturel.
- Promouvoir les activités et manifestations culturelles soutenues par la ville.

QUALITES REQUISES
- Bonnes connaissances des différents milieux culturels et intérêt personnel pour ce secteur d'activité.
- Bonne expérience administrative.
- Sens des relations publiques et de la négociation.
- Une expérience dans le secteur public local serait appréciée.
- Niveau d'études minimum : Bac + 4.

Le poste sera pourvu soit dans les conditions statutaires, soit à titre contractuel.

**Adresser candidature et C.V. détaillé à
M. le député-maire de Lorient
BP 244 - 56321 LORIENT CEDEX
pour le 15 septembre 1989 dernier délai.**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE VAL DE LOIRE. 3 000 salariés, 6 milliards de C.A. renforce son département PRODUCTIONS VEGETALES par un

INGENIEUR AGRO-ALIMENTAIRE
RECHERCHE/DEVELOPPEMENT H/F

Mission : A partir des grandes cultures végétales, vous recherchez et mettez au point de nouveaux produits, vous en vérifiez l'intérêt économique, vous développez les procédés de fabrication sur un site industriel muni d'outils pilotes.

Profil : Vous êtes Ingénieur Agro-Alimentaire, de formation ENSIA/ENSAIA ou équivalent, débutant ou première expérience. Vous disposez d'un fort esprit de créativité et d'une bonne capacité d'autonomie.

Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Poste à pourvoir proximité **NANTES.**

Merci d'adresser candidature
(CV + prétentions) à :
J.M. DEBRAY - Recrutement LA CANA
B.P. 102 - 44157 ANCENIS Cedex
Tél. 40.98.91.46 - Discrétion assurée.

LA CANA
Les produits de nos terres

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MARKETING BANCAIRE : Pour une stratégie offensive...
De "conquête" des Particuliers !...

Nous sommes, sur la Côte d'Azur, un établissement financier performant, affilié à un très grand réseau à forte notoriété et à l'image de marque enviable. Cependant, nous souhaitons progresser encore dans la satisfaction de notre clientèle de Particuliers. Aussi, notre Directeur Commercial attend-il de son futur **Chef du Service**

MARKETING

qu'il crée, organise, et mette en place, avec une petite équipe, des actions offensives en direction de la cible pré-citée. Réaliser et contrôler les plans Marketing, de Communication et Publicitaires de l'Entreprise, initier, conduire et développer les études Marketing sous-jacentes, participer à la création de nouveaux canaux de distribution axés sur la VENTE DIRECTE, etc., voilà en quelques mots votre nouveau challenge.
Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, après une "première incursion significative" dans le Marketing Bancaire, orienté vers les Particuliers, vous souhaitez mettre votre acquis méthodologique au service de l'action ! Prêt à nous rejoindre ? A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/ARK/LM.

RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

"Pour votre carrière, nous préconisons Elf Antargaz"

Ingénieur

Région EST

Filiale du Groupe ELF AQUITAINE, 50 années d'expérience associées à notre dynamisme commercial justifient notre réputation d'expert en matière de gaz de pétrole liquéfié : nous sommes leader sur le marché du Vrac Industriel avec près de 2 milliards de francs de CA réalisé par 1000 collaborateurs.

Vous animerez votre équipe technico-commerciale, assisterez la *Direction Régionale de Nancy pour trouver des solutions aux problemes* techniques de notre clientèle (interventions, réalisation d'études technico-économiques), et mènerez également démarches et négociations commerciales. A terme, vous aurez la possibilité de joindre vos ambitions à notre développement international.
Vous êtes ingénieur diplômé ENSI, A et M, INSA, IDN, ENSPM ou equivalent et bénéficiez d'au moins 2 ans d'expérience commerciale: adressez votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo et prétentions) à ELF ANTARGAZ - DRS/Recrutement - Tour ELF - Cedex 45 92078 Paris La Défense.

elf antargaz
Le gaz plein de ressources.

Juriste d'entreprise
Droit des sociétés et fiscalité

Deuxième pôle français en communication d'entreprise (7300 personnes, plus de 4,4 milliards de francs de C.A.), déjà présents sur tous les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TELEPHONIE (postes), COMMUTATION ET RESEAUX D'ENTREPRISE (autocoms *électroniques), COMMUNICATION ECRIT ET IMAGE (terminaux télématiques, télécopie)* et RADIOTELEPHONIE (systèmes, réseaux et mobiles).
Rattaché à notre Secrétaire Général, vous serez notamment chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des structures juridiques adaptées à l'évolution du Groupe (fusions, acquisitions, prises de participations en France et à l'Etranger). Votre domaine d'intervention comprendra également le respect de la législation des affaires dans toutes les activités du Groupe et le règlement des litiges. De formation supérieure juridique en *Droit des sociétés, votre compétence s'appuie sur au moins 3 à 5 ans d'expérience acquise* de préférence dans un groupe industriel. Anglais nécessaire. De la rigueur juridique associée à une réelle capacité de la communication favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JE/M à Nicole Kamerzac - *MATRA COMMUNICATION - BP 26 - rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.*

MATRA COMMUNICATION
IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Dans le cadre de son développement d'offre *de service, pour son marché des Entreprises,*

LE CREDIT AGRICOLE DE LA SOMME A AMIENS
RECHERCHE UN/UNE :

Chargé d'affaires entreprises

UN CHALLENGE : renforcer le leadership du CAM auprés des clientèles entreprises, développer le portefeuille confié.

DES MOYENS : le CAM vous offre une logistique importante et une large délégation de décision pour proposer et conseiller à notre *clientèle une vaste gamme de produits et de services.*

UN PROFIL : vous possédez une formation supérieure de type ingénieur BAC + 5, orientation finance et gestion.

Au cours de votre première expérience réussie (emploi ou stage), vous avez acquis la maîtrise de l'analyse financière et de l'appré*ciation du risque. Vous avez su aussi démontrer vos capacités de* négociation commerciale et de conseil.

Si ce challenge vous intéresse, veuillez envoyer votre lettre de candidature, CV et photo à : C.R.C.A.M. de la SOMME, Service du Personnel, B.P. 0921 - 80009 AMIENS CEDEX

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

AU DELA DE LA GESTION, LE SENS DE L'HUMAIN

MANAGERS

Vous désirez aujourd'hui élargir vos responsabilités et valoriser à la fois votre formation *supérieure (école de commerce) et votre* expérience d'encadrement d'équipes de vente.

Véritable organisateur d'un réseau de centres de profit, vous en assurez le développement et le contrôle par votre action commerciale et par l'*animation* de vos équipes que vous recrutez et formez.

Des postes sont à pourvoir dans les principales grandes villes de France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence LM 12 - à ECCO, Marc DEPINOIS - 4, rue Louis Guérin - 69626 VILLEURBANNE CEDEX. Les entretiens se dérouleront dans la ville la plus proche de votre lieu de résidence.

ECCO
- N° 1 du Travail Temporaire
- 480 agences dans toute la France
- 1988 : 5,6 milliards de FF

IMPOSSIBLE N'EST PAS ECCO

CONTESSE

JEUNES DIPLOMES DE L'UNIVERSITE OU D'ECOLE DE GESTION

QUAND LES PRODUITS SONT NOBLES !

Tout devient forcément plus motivant... Quand en outre ils concernent la protection sociale des salariés, ils impliquent des contacts au plus haut niveau. Et quand enfin ils portent nos couleurs, ils sont les garants d'une fidélité exemplaire de la part de nos clients (les entreprises de tous les secteurs, dans toute la France).

De nombreux marchés sont encore à développer. Vous en serez les acteurs et pour y réussir avec brio, nous investissons sur vous (formation commerciale de plusieurs mois).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 734 LM à notre Conseil.

DEPARTEMENT MARKETING VENTE
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

SODERHU

DESSEIN

Caisse d'Epargne Ecureuil
D'ANGERS SAUMUR

poursuit son expansion et sa mutation.
Elle renforce son équipe de développement
et recherche immédiatement :

UN CHEF DE SERVICE
ETUDES COMMERCIALES

Agé d'au moins 30 ans, titulaire d'une formation supérieure adaptée, le candidat retenu aura une première expérience réussie dans des fonctions liées au marketing bancaire. Rapportant au Directeur du Développement, il sera en charge :
- de conduire toutes les études axées sur la connaissance des besoins de la clientèle, les produits et services nouveaux, l'optimisation de l'activité de notre Réseau ;
- d'élaborer et de faire vivre un système de suivi de l'activité commerciale ;
- de tester les produits et techniques de commercialisation en développement ;
- de gérer la communication externe de l'entreprise.

A la tête d'une équipe spécialisée, il prendra une part active à l'élaboration des objectifs commerciaux. Homme de contact, il devra être capable de collaborer avec tous les éléments de l'entreprise dans un esprit permanent de service à la clientèle. La maîtrise de l'utilisation de l'outil informatique sera un plus. Adresser candidature manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération actuelle à :

Franck DE BUCY Directeur des Ressources Humaines, Caisse d'Epargne d'ANGERS SAUMUR, 5 boulevard Foch 49024 ANGERS CEDEX

TOSHIBA INFORMATIQUE

LEADER MONDIAL DES MICRO-ORDINATEURS PORTABLES
38 % du marché français conquis en 2 ans, recherche :

RESPONSABLE DE LA FORMATION

De formation supérieure (Grande Ecole ou Universitaire), vous avez une solide expérience de la mise en place et de l'animation de séminaires de formation dans un contexte informatique (constructeur, SSII...).

Nous vous confierons la responsabilite de notre formation commerciale et à terme la création de notre "école de vente" destinée à nos collaborateurs et à nos partenaires.

Dans ce cadre, vous prendrez en charge la sélection de jeunes diplômés pour les former à nos techniques de vente et à nos produits.

*Organisé, doté de qualités pédagogiques, vous souhaitez évoluer dans un groupe interna*tional... votre maîtrise de l'anglais vous le permet.

Vous participerez à notre strategie de developpement ambitieuse et rapide, etoffant votre équipe en conséquence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil (ref. DF-LM) à l'attention de Laurence CORJON

TRIANGLE

4, rue de la PYRAMIDE - 92100 BOULOGNE

Le Monde
CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

COLGATE-PALMOLIVE

3,7 mds de F de CA,

2000 personnes.

Des produits leaders :

Soupline, Ajax,

Cléopatra,

Axion2,

Cadum, Ultra Brite,

Javel Lacroix...

CHARGE DE RECRUTEMENT

Vous avez obtenu un DESS de Psychologie du Travail, d'Ergonomie, de Gestion du Personnel ou équivalent, et vous voulez mettre en pratique vos connaissances en vous voyant confier des missions concrètes.

Intégré au service recrutement, nous vous confierons le suivi complet de plusieurs missions. Très autonome, vous travaillerez en liaison directe avec les demandeurs internes.

Vous interviendrez également comme interface entre les principaux interlocuteurs concernés par les conditions de travail. Cela vous permettra d'acquérir une première expérience dans les relations sociales.

Ce poste, dans lequel vous développerez sens de la communication et esprit de rigueur, vous permettra de prendre beaucoup d'initiatives et d'avoir une large ouverture sur la société et la fonction personnel.

Si cette mission d'un an vous intéresse, adressez rapidement votre dossier de candidature sous référence SN2 à COLGATE PALMOLIVE, Sophie Normand - 55 Bld de la Mission Marchand - 92401 COURBEVOIE cedex.

AUDITEUR

Nous sommes une Société Internationale de services leader européen sur son marché.

Vous êtes bilingue anglais plus une troisième langue, rompu à l'outil informatique, vous avez déjà acquis une première expérience en tant qu'auditeur.

VOS DOMAINES D'INTERVENTION :
l'Organisation, les Procédures, la Comptabilité, la Gestion, l'Informatique, le Reporting, le Service ...

Mobile, vos qualités d'analyse, de rigueur et votre sens pratique nous intéressent.

Très convivial, vous savez vous adapter à vos interlocuteurs.

Fort de ces diverses compétences, vous souhaitez vous investir dans des missions spécifiques et variées : audit du holding et des sièges étrangers, de notre réseau d'opérations.

Vous contribuerez donc, au sein de *notre équipe, à l'amélioration* de la performance de notre groupe par le renforcement du contrôle interne et du processus de qualité totale.Nous vous proposons de saisir l'opportunité d'un poste d'audit polyvalent dans une entreprise en pleine croissance.

Pour nous rejoindre adressez votre lettre manuscrite, CV et prétentions à l'attention de Christopher JAMES, sous ref. 6271, à

MEDIAPA *50-54, rue de Silly* - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX
qui transmettra.

LE MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE RECRUTE PAR CONCOURS

• 270 Inspecteurs
pour ses services commerciaux et administratifs

Niveau requis : Etudes supérieures

ÉPREUVES les 18 et 19 octobre 1989 **CLÔTURE** des inscriptions le 12 septembre 1989

INFORMEZ-VOUS
• en téléphonant aux NUMERO VERT 05.34.05.34 NUMERO VERT 05.05.66.77

• dans votre bureau de poste.

LA POSTE

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche

JURISTE CONSEIL
Réf. 08.637 A

Véritable conseil auprès de notre département bancaire et de notre réseau, il sera sollicité sur toute question touchant au droit privé et au contentieux y afférant.
Il devra également connaître le droit bancaire (fonctionnement des comptes en numéraires, en valeurs mobilières,...).

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un professionnel justifiant d'une expérience d'environ 5 ans au sein d'un cabinet ou d'une banque et d'une formation supérieure en droit privé (3ème cycle).

JURISTE DE BANQUE
Réf. 08.637 B

Ce spécialiste du contentieux et du droit bancaire rédigera et suivra des actes de caution, des contrats de prêts et sera chargé des consultations juridiques concernant la gestion des prêts.
Il collaborera de plus aux montages financiers mis en place par l'Etablissement.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation juridique supérieure (3ème cycle), ayant 2 à 3 ans d'expérience au sein du service juridique d'une banque.

Ces deux postes requièrent d'excellentes qualités rédactionnelles et un goût prononcé pour les contacts.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Contesse Publicité - 20 avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Ingénieurs, informaticiens, ingénieurs commerciaux...

Pour cette rentrée, votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE *est publié dans un supplément en pile séparée*

Aujourd'hui : 37 pages d'offres d'emploi

La ville de Rennes (Ille-et-Vilaine)

recrute

pour une opération « Développement Social des Quartiers »

UN CHEF DE PROJET

Cadre territorial supérieur, au profil d'animateur de développement :

- **capacité à animer une équipe interpartenariale ;**
- **expérience de la concertation avec la population ;**
- **aptitude à envisager le développement social urbain dans toute sa complexité (bâti, social, économique...) permettant d'assurer un travail de programmation, d'assistance technique, de recherche de financements... ;**
- **expérience souhaitée dans une opération de même ordre.**

Envoyer lettre de candidature, C.V. détaillé + photographie

avant le 15 septembre 1989 à :
Monsieur le maire de Rennes,
BP 26 A, 35031 Rennes Cedex.

COMITÉ D'ENTREPRISE
situé à Paris
recherche dans le cadre de son développement

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION
(poste référence CE1)

Définition de poste :
Conception et mise en œuvre de la politique de communication multimédia à l'égard des salariés de l'entreprise, dans le cadre d'un budget défini.
Responsabilité globale : recherche de l'information (en particulier, entretiens individuels et de groupes), élaboration du contenu, des formes et du style de la communication, animation de réunions d'information avec les salariés de l'entreprise.
Formation : bac + 4, expérience réussie (3 ans minimum) de journaliste, chef de publicité ou rédateur-concepteur, par exemple.
Profil : créatif, rigoureux, mobile, autonome, passionné de relations publiques, capable de s'intégrer dans une équipe de cadres.

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
(poste référence CE2)

Définition de poste :
Analyse des documents économiques, financiers et sociaux concernant l'entreprise (budget, bilan, rapports CHSCT et médecine du travail, projets de développement de l'entreprise) ; études ponctuelles.
Communication des études aux salariés de l'entreprise sous une forme simple, concrète, accessible à tous.
Formation : Sup de Co Paris, ESCAE, DEA de sciences économiques ; expérience réussie dans la recherche (2 ans minimum) concernant l'entreprise.
Profil : rigoureux, goût pour le monde de l'entreprise, passionné de pédagogie.

RESPONSABLE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES LOISIRS
(poste référence CE3)

Définition de poste :
Conception et mise en œuvre de la politique culturelle (bibliothèques et médiathèques, animations et expositions culturelles, programmation des spectacles, etc.), sportive (convention avec les prestataires d'installations sportives, relations avec l'association sportive du Comité d'entreprise, animation sportive) et de loisirs (fêtes et animations diverses) dans le cadre d'un budget défini.
Formation : bac + 4, expérience professionnelle réussie (3 ans minimum).
Profil : dynamique, créatif, rigoureux, disponible et mobile, désireux de s'investir dans un travail passionnant, convaincu de la nécessité de la participation active des salariés à la vie de leur Comité d'entreprise.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
(poste référence CE4)

Définition de poste :
Secrétariat des élus et du directeur ; rédaction de rapports et de comptes rendus de réunions, suivi de groupes de travail.
Formation : BTS de secrétariat de direction, connaissance confirmée en traitement de texte et micro-informatique, bonne orthographe, aptitude à la rédaction, expérience professionnelle réussie (3 ans minimum).

SECRÉTAIRE
(poste référence CE5)

Définition de poste :
Gestion d'un fichier informatique, facturation, dactylographie et traitement de texte (sous la responsabilité du chef comptable).
Formation : BTS, connaissance confirmée en traitement de texte et micro-informatique, bonne orthographe.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae avec photo à
Cabinet de recrutement ADITES
Bourse Nationale du Travail
263, rue de Paris
93516 MONTREUIL Cedex

هكذا من الاصل

FORMATION PROFESSIONNELLE

ETUDIANT ou PROFESSIONNEL

ISERPA

Les ENTREPRISES recherchent des spécialistes en

PRODUCTIQUE

L'Institut Supérieur d'Enseignement et de Recherche en Production Automatisée vous offre une année de Formation de Haut Niveau dans les domaines suivants :

1 - Intelligence Artificielle et Productique
2 - Gestion de Production Assistée par Ordinateur (G.P.A.O.)
3 - Automatisation de la Production/Communication Productique

RECRUTEMENT NIVEAUX — BAC + 4 5 Options 1 et 2 — BAC + 2 Options 2 et 3 (ou expérience professionnelle équivalente)

ISERPA - Raymond BITEAU - Tél. 41 44 49 44
122, rue de Frémur - B.P. 305 - 49003 ANGERS CEDEX

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE.

STAGES 1989 - 1990

Ouverts aux demandeurs d'emploi et salariés, possibilité de rémunération.

INFORMATIQUE

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES : Responsable de projet, petits et moyens utilisateurs (1200 heures). Tel : 40 97 78 64
• Licence de Technologie Universitaire • Structure et fonctionnement des ordinateurs - *PASCAL - COBOL - MAS - MCP - MERISE - C - ORACLE* • *BASES DE DONNEES* • Réseaux et relationnelles • Aspects juridiques de l'informatique de gestion.

ANALYSTE UNIX (1 200 heures). Tel : 40 97 78 64
• Licence de Technologie Universitaire • Système d'exploitation UNIX - *PASCAL - LANGAGE C - APPELS SYSTEME* • *BASES DE DONNEES* • *Réseaux et relationnelles* • assembleur 68000.

SYSTEMES D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT - Tel. : 40 97 78 64. Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires en Informatique (BAC + 4, 900 heures de janvier à septembre 90)
• Techniques mathématiques • Systèmes d'exploitations • Micro-informatique • Systèmes experts • Conduite de projets.

COMMUNICATION

CONCEPTEUR MEDIATIQUE Tel. : 40 97 78 66
• *Licence de Technologie Universitaire* • *EAO - télématique - vidéodisque* - infographie - méthodologie de l'interactivité. (1 200 heures)

CONCEPTION ET REALISATION AUDIOVISUELLES Tel. : 40 97 78 96 (1 200 heures)
• Diplôme Universitaire de Second Cycle Technologique (niveau licence) • *Formation à l'audiovisuel de commande.*

GESTION ET DROIT

CADRE COMMERCIAL Tel. : 40 97 77 77
• Stage professionnel : 220 heures • Licence de Technologie Universitaire : 440 heures • Licence d'Etat de Sciences Economiques : 720 heures • Métiers du marketing et de la vente.

GESTION DU PERSONNEL Tel. : 40 97 77 77
• Licence de Technologie Universitaire • Formation de cadres de la fonction "personnel".

GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES Tel. : 40 97 78 66
• *Licence et Maîtrise en droit* • *DESS d'Administration Publique* • *Diplômes d'Etat aménagés pour la gestion de la décentralisation.*

CHEF DE PROJET - COMMERCE INTERNATIONNAL Tel. : 40 97 78 58
• Licence de Technologie Universitaire • Formation de cadres export • 3 stages combinables par trimestre.

GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME Tel. : 40 97 77 77
• Licence de Technologie Universitaire.

GESTION DES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE Tel. : 40 97 78 66
• Licence de Technologie Universitaire (secteurs coopératif, associatif et mutualiste).

ANGLAIS Tel. : 40 97 78 66
• Cours hebdomadaires.

200, avenue de la République. 92001 Nanterre Cedex
Informations Minitel : 47 29 00 66 puis 2FOCO

SYSTEMIA *La liaison permanente entre les Entreprises*
ÉCOLE DES MINES D'ALÈS *et l'Enseignement Supérieur*

MASTERE SPECIALISÉ à Aix-en-Provence
Systèmes d'Information et Intelligence Artificielle

Un an de formation de haut niveau aux nouvelles technologies de l'Informatique

Programme :
- architecture et conception des systèmes d'information,
- systèmes d'aide à la décision,
- technologies de la production,
- réseaux-télécommunication.

Carrières :
- architecte de systèmes d'information, concepteur, chef de projet, cogniticien.

Admission :
- diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs, de Gestion ou d'Universités (Bac + 5).
- sur dossier, entretien et jury d'admission.

Financement partiel des études avec la participation d'entreprises offrant une possibilité d'embauche
Deuxième session : 20 octobre 1989.

Renseignements : Catherine PARET - (16) 42-24-24-84
SYSTEMIA
Domaine Saint-Hilaire, Pichaury, Les Milles, 13290 Aix-en-Provence

---

C' CEPRIM

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

DEMAIN... INGÉNIEUR MANAGER

UN PROFIL RECHERCHÉ PAR L'ENTREPRISE

INGÉNIEUR ou SCIENTIFIQUE, vous pouvez élargir vos *perspectives de carrière*, tout en continuant à exercer votre activité.

Le CEPRIM a conçu pour vous une formation générale au Management donnant lieu à la délivrance d'un diplôme.

De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.

Nombre de places limité.

Renseignements et documentation auprès du :

CENTRE DE PRÉPARATION DE L'INGÉNIEUR AU MANAGEMENT
2, rue Conté - 75141 PARIS Cedex 03
Téléphone : (1) 40.27.25.59

DMV Communication

POUR DEVENIR RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

IPREX, Cycle intensif de Commerce International.
Durée : 15 semaines.
Prochaines sessions : le 16 octobre 89 et le 19 mars 90.
Sélection : 15 jours avant le début de la session
Rémunération : par l'Entreprise ou par l'Etat.

Renseignements & Inscription :
Nicole LEVEQUE
CDM - Groupe ESC Lyon
23, avenue Guy de Collongue
B.P. 174
69132 ECULLY cedex
Tél. 72 20 25 21

CDM — Groupe ESC Lyon

☐ Je désire recevoir un dossier d'inscription : 11.
NOM, PRENOM ____
ADRESSE ____
____ TEL. ____

PUBLICIS ETOILE

Important groupement de librairies-papeteries recrute :

ADJOINTS ET FUTURS RESPONSABLES POINTS DE VENTE

H ou F de formation BTS action commerciale ou DEUG de gestion des entreprises, ils seront en mesure d'intégrer des équipes jeunes, dynamiques, évolutives après un *STAGE de un an en contrat de qualification.*

Qualités requises : mobilité, imagination, rigueur, souhait de s'intéresser fortement au *Livre* et à *la Papeterie (dégagé des OM).*

Envoyer CV + photo à : Direction Générale Majuscule, 15, rue Brantôme, 75003 Paris.

ADELE — LANGUES VIVANTES

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS TOUTE L'ANNÉE
ANGLAIS COURANT.
ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

COURS PARTICULIERS TOUTES LANGUES

Test gratuit.
1, rue de la Pépinière, 75008 Paris (face gare Saint-Lazare).
Tél : 45-22-51-18.

CADRES, JEUNES DIPLOMES, DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE DE FORMATION

IBIA

vous propose une formation de :

MICRO-INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION

Objectif : maîtriser les principaux concepts et outils de la micro-informatique.
Durée : 20 semaines (dont stage en entreprise).
Conditions d'admission : BAC + 2 minimum.
Recrutement immédiat.

Contacter Claire FAYARD au 47 66 84 22
63, Av de Villiers 75017 PARIS 5 ème étage.

PLURIAL

CYCLE HAUT NIVEAU PARIS

Maitres d'ouvrage "logements" et leurs partenaires

Confortez et confrontez vos compétences juridiques, financières, fiscales, administratives et commerciales.
34 jours (2 jours par quinzaine).

Programme disponible au
45 . 22 . 50 . 10

CEFLU
Centre d'Etude et de Formation pour le logement et l'urbanisme
5, rue de Vienne
75008 PARIS
(1)45.22.50.10

POUR DEVENIR RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

IPREX,
Cycle intensif de Commerce International.
Durée :
15 semaines.
Prochaine session :
le 16 octobre 89.
Rémunération :
par l'Entreprise ou par l'Etat.

CDM — Groupe ESC Lyon

Renseignements & Inscriptions :
Nicole LEVEQUE
CDM - GROUPE ESC Lyon
23, avenue Guy de Collongue. BP 174
69132 ECULLY Cédex
Tél. 72 20 25 21

☐ Je désire recevoir un dossier d'inscription.
NOM, PRENOM ____
ADRESSE ____
____ TEL. ____

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE VOUS PROPOSE
4 stages de formation en Gestion du Personnel de 7 mois 1/2, rémunérés :

- **ASSISTANT DIRECTEUR DU PERSONNEL**
- **INFORMATIQUE ET GESTION DU PERSONNEL**
- **MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**
- **DIRECTION DU PERSONNEL ET FORMATION A LA GESTION SOCIALE**

Participants :
Etudes Supérieures (Bac + 4) - expérience d'entreprise exigée pour les deux derniers.

Début des stages : Septembre - octobre 1989

Recrutement immédiat
Envoyer lettre de motivation + CV + photo
IGS 120, rue Danton - 92300 LEVALLOIS
pour convocation à une réunion d'information.

GROUPE IGS

PLURIAL

PROMOTEURS MAITRES D'OUVRAGE

OPTIMISEZ
votre rentabilité financiere.
CONSTITUEZ
de nouveaux tours de table.

Cycle de spécialisation à
L'INGENIERIE FINANCIERE (immobilier)
24 jours -2 jours par quinzaine-

CEFLU

Programme disponible au
45.22.50.10
5, rue de Vienne 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

est une des composantes fondamentales de la stratégie de développement des entreprises de

HAUTE TECHNOLOGIE.

A Paris, ce cabinet de conseil en propriété industrielle intervient pour valoriser des inventions (notamment en

TELECOM ET TÉLÉMATIQUE)

auprès des sociétés et centres de recherche prestigieux.
Il recherche un jeune

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

débutant ou 1re expérience

qu'il formera aux aspects techniques et juridiques des brevets d'invention.
Cet ingénieur sera par ses contacts et ses missions à la pointe de l'innovation et interviendra en tant que conseil dans des domaines techniques diversifiés.
Langue anglaise pratiquée, allemande lue.

Merci d'adresser *CV*, photo, prétentions sous référence 9098 à :
GALLOS & ASSOCIÉS,
116, Champs-Elysées,
75008 Paris.

INGÉNIEURS, INFORMATICIENS, INGÉNIEURS COMMERCIAUX...
Pour cette rentrée votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE est publié dans un supplément en pile séparée.
Aujourd'hui : 37 pages et offres d'emplois.

VILLE DE ROUBAIX
(Nord)
100 000 habitants
recrute
selon conditions statutaires
un DIRECTEUR TERRITORIAL.
Fonctions : Ce directeur sera responsable de l'Animation, des Relations publiques et des Relations avec les Associations.
Il sera chargé d'assurer le suivi budgétaire et financier des activités du service et de la coordination de 3 unités fonctionnelles rattachées :
– le Jumelage, les Relations internationales et la Vie associative
– le Protocole, les Relations publiques
– l'Animation (ville et quartiers) en liaison avec les Directions des sports et de la culture.
Profil souhaité :
● Grande disponibilité
● Sens de l'organisation
● Qualités relationnelles
Une expérience dans un emploi similaire serait appréciée.
Adresser candidature avec curriculum vitae et photo à :
Monsieur le Sénateur-Maire de Roubaix
B.P. 737
59066 Roubaix Cedex 1

STUDIO, Paris 2e
avec photocomposition intégrée recherche

MAQUETTISTE/EXE

Rough, maquette, exécution.
Connaissance Aéro/Labo

Poste disponible IMMÉDIATEMENT

Tél. pour RV, 45-08-02-14
ou écrire HYPERBOLE,
104, rue Réaumur,
75002 PARIS.

L'Institut JEAN-GODINOT
(Ctre anticancéreux de Reims)
recrute

UN INGÉNIEUR

pour son service
DE MÉDECINE NUCLÉAIRE
Le domaine d'activité est le diagnostic et la recherche médicale. La formation souhaitée est un doctorat de sciences physiques, ou un diplôme d'ingénieur.
Une compétence dans la détection du signal et en analyse numérique est souhaitée. Une expérience de la recherche est indispensable.
La rémunération sera fixée en fonction de l'expérience.
Ecr. à INSTITUT JEAN-GODINOT
1, rue de Gal-Koenig,
51056 Reims Cedex.

PHARMACIE (91)
recherche

ASSISTANT(E)

Poste stable
Temps partiel
Ecrire sous le n° 6000
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

secrétaires

GME de distribution et de fournitures d'accessoires automobiles, leader sur son marché,

recherche pour son siège à Clichy

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

assistante du PDG et de la DG
Anglais indispensable
Expérience TTX souhaitée

Adresser CV avec prétentions et photos sous no 8482
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

PME ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS INFORMATICIENS

débutant ou première expér., niveau ENSI, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micros.

Envoyer CV à MILLESYS,
8, rue Cépré, 75015 Paris.

PUBLICATION SOCIALE HEBDOMADAIRE PARIS

recherche

RÉDACTEUR/TRICE DOCUMENTATION JURIDIQUE

spécialisé(e) : Sécurité sociale, Protection sociale
Niveau minimum :
maîtrise, droit social.
Aisance rédactionnelle.

Contrat à durée déterminée jusqu'au 31 mai 1990.

Adresser CV
ASH Direction, réf. HM.,
14, boulevard Montmartre
75009 Paris.

POITIERS
EXPERT-COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR

compétent, dynamique, motivé.
Rémunération en rapport.

Envoyer CV et prét. s/n° 8469 à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS

MÉDECIN RADIOLOGUE EUROPÉEN
parlant français

recherché
par hôpital chirurgical
MONTCEAU-LES-MINES
en BOURGOGNE, FRANCE
spécialisé vasculaire.
Echographie, scanner.

Tél. : 85-57-18-10, direction.

LA CAISSE DES ÉCOLES de la ville de Clichy-la-Garenne

recherche

UN DIRECTEUR(TRICE)

possédant le BAFD et expérience pour encadrer classes maternelles à Varzy (Nièvre) du 19 septembre au 21 octobre 1989.

Se présenter à la Caisse des écoles, 98, rue Martre, 92110 CLICHY le mercredi 6 septembre 1989 à 10 h 45.

SUCRERIE DE VIERZY RECHERCHE ADJOINT CHEF AU LABO. DE CONTR.

Ingénieur même débutant

Ecrire à CFS VIERZY
02210 Oulchy-le-Château.

Collège et lycée
proche banlieue-Est de PARIS

recherche

ENSEIGNANT de MATHÉMATIQUE et PHYSIQUE

expérimenté, temps partiel.
Envoyer à CAFEC
61, rue de Malte
75011 Paris.

INDIGO PUBLICATIONS

recherche
pour une de ses lettres d'informations.

RÉDACTEURS EN CHEF

● Journaliste confirmé (5 ans d'expér. min.)
● Bonne pratique de l'anglais
● Expérience de l'Afrique souhaitée

Adresser CV à :
Indigo Publications,
39, rue du Sentier,
75002 Paris.

Sté française performante fabricante de matériel de chromatographie
recherche
technico commercial(e)
pour PARIS et RÉG. PARIS.

Avec ou sans première expérience professionnelle (23 à 30 ans) environ.
Ayant niveau DUT à maîtrise chimie ou biochimie avec de bonnes connaissances en HPLC et CPG. Salaire fixe + % sur CA en voiture de fonction fournie.

Tél. pour RV au 43-00-67-67 et demander Mme Dumas. A partir du 5 sept. 89.

LABORATOIRE SCIENCE DES MATÉRIAUX de GRENOBLE
offre pour préparer une thèse une bourse de haut niveau avec partenaire industriel à ingénieur titulaire d'1 DEA.
Tél. : 76-82-69-36.

GME de distribution et de fournitures d'accessoires automobiles siège de Clichy, leader sur son marché

recherche pour son service approvisionnements

GESTIONNAIRE DÉBUTANT

grandes écoles minimum 2 ans après BAC pour gestion stock. Organisation et responsabilité d'un secteur du service.
Connaissances informatiques nécessaires.

Adresser CV et prétentions et photo sous n° 8483
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

Organisme de recherche appliquée Paris, recrute son CHEF COMPTABLE
Diplômé de l'enseignement supérieur (DECS)
4 à 5 ans d'expérience professionnelle à un poste d'encadrement
Connaissance de l'informatique indispensable
MISSION
– responsabilité comptabilité générale et analytique
– développement du contrôle interne
– animation d'une équipe de 7 personnes
Adresser CV et lettre manuscrite en précisant la réf. 52959
BLEU, 17, rue Lebel
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE
cotée en Bourse recherche pour sa Direction régionale DE PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR RÉGIONAL

Vous aurez en charge la responsabilité du patrimoine commercial et animerez les équipes de gestion décentralisée. Vous avez 30 ans environ, avez acquis des connaissances et/ou une première expérience de la législation des immeubles.
Vous avez en outre une réelle aptitude au travail en *équipe et à l'animation des* hommes.

Merci d'adresser lettre manusc., CV, photo et prétentions s/n° 04/5182 à Contesse, 20, av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

PME EN ÉLECTRONIQUE ET MICRO-INFORMATIQUE
recherche

INGÉNIEURS

Débutants à 3 ans d'expérience
connais. MS-DOS et langage C
Notions Hard souhaitées

TECHNICIENS

Expérim. Hard sur micros INTEL
Notions Soft souhaitées

Envoyer CV à VECSYS
Le Chêne-Rond, 91570 BIÈVRES.

INGENEERING recherche INGÉNIEURS
Experts en calcul de structures par EL. finis
salaire 350 KF + part. CA
SYSIM, 9, rue Benoît-Malon
92156 SURESNES CEDEX

ORGANISME FORMATION domaine protection sociale

recherche

CHARGÉ(E) de FORMATION

plein temps ou temps partiel
exp. animation groupe conception réalisation de stages
contacts tous niveaux
Niveau BAC + 4

Envoyer lettre + CV sous n° 8463
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

URGENT
Ecole primaire sous contrat d'association
recherche

INSTITUTEUR/TRICE OU ÉDUCATEUR/TRICE

spécialisé pour classe intégrée.
Rentrée scolaire 89/90.
Prendre contact au n° 43-58-64-52.

SOCIÉTÉ DE PHOTOGRAMMÉTRIE

recherche

pour chantier région CHERBOURG

TOPOGRAPHES

(chefs de brigage et opérateurs)

PHOTOGRAPHES

ayant expérience industrielle si possible.
Tél. : 33-03-81-67.

VOTRE SENS DU CONTACT

vous permet d'écouter, comprendre et analyser rapidement les besoins de vos interlocuteurs.
VENEZ PRENDRE
part au développement de notre JEUNE SOCIÉTÉ en partageant notre passion pour la télématique appliquée au conseil et à la formation.

FORMITEL
attend votre courrier au 191, rue Fbg-Poissonnière,
75009 Paris.

L'INSTITUT MÉDITERRANÉEN DE TECHNOLOGIE A MARSEILLE

recherche

UN INGÉNIEUR

en informatique industrielle

pour enseignement et recherche
expér. demandée de 2 ans mini.
● architectures nouvelles de machines
● et/ou vision industrielle
● et/ou réseau
Adresser CV et prétentions IMT. Technopole de Château Gombert, 13, Marseille Cedex 13
A l'attention de Louis Ros.

OPAC DE MEAUX
Important organisme de construction et de gestion de logements sociaux

recrute

JEUNE CHARGÉ(E) DE COMMUNICATION

collaborateur de la Direction des ressources humaines et du développement social :
● communication interne
● communication externe

Envoyer lettre de candidature et CV à :
M. le Directeur général
OPAC BP 149
77335 Meaux Cedex.

ECOLES DE LANGUES recherche PROFESSEURS : anglais, allemand, espagnol pour cours tous niveaux et tous âges, expérience souhaitée, adressez CV, photo + lettre manuscrite à US AVIS, 32, allée de la Tour, 93250 VILLEMOMBLE

NOVASAM ETT

recrute pr longues missions

1°) APPLICATEURS TITRES

connaissant SICOVAM
Expérience exigée

2°) TOUT PERSONNEL BANCAIRE EXPÉRIMENTÉ

Tél. : 42-96-05-66.

IMPORTANTE STÉ

recherche

Ancien élève école ociale ou maîtrise de droit ou sciences éco. ou sciences po. pour situation évolutive.
Excellente connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. lettre manuscrite, CV + photo à :

S.A. FRANÇAISE DE RÉASSURANCES

34, bd de Courcelles
75017 PARIS.

Quartier Etoile
organisme professionnel secteur automobile
recherche

2 TRADUCTEURS H/F

pour dépouillement de titres étrangers pour une revue de presse (rédaction de résumés en français) :
– 1 poste portugais + autre langue (allemand ou anglais ou espagnol ou italien)
– 1 poste néerlandais + autre langue (allemand ou anglais ou espagnol ou italien).
Contrat à durée déterminée (3 mois) éventuellement renouvelable. Libre de suite.

Ecrire avec CV à
Mademoiselle CHARMANT,
2, rue de Presbourg
75008 PARIS.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
recherche
collaborateurs (trices)
souhaitant s'intégrer à une équipe de vente
(pas de porte-à-porte)
SI VOUS AVEZ
– minimum 23 ans,
– un bon niveau de culture générale,
– le goût des contacts humains.
Votre candidature nous intéresse
Tél. au 47-54-99-67.

Lycée technique sous contrat d'association
recherche

PROFESSEURS ÉLECTROTECHNICIENS

Diplôme demandé
BTS ou DUT
Expér. professionnelle souhaitée
Temps complet
Env. C.V. à Lycée technique PASSY-St-Nicolas-Buzenval,
50, av. Otis-Mygatt,
92500 RUEIL-MALMAISON
ou tél. : 47-08-92-02

URGENT

L'INSTITUT DE TRADUCTEURS ET D'INTERPRÈTES
PROPOSE LES FORMATIONS UNIVERSITAIRES SUIVANTES

● ATTACHÉ DE RELATIONS INTERN. :
● TRADUCTEUR :
● INTERPRÈTE.

Niveau minim. requis (section « ARI » : bac + 2 (DEUG).
Une brochure est envoyée sur simple demande, date limite d'inscription :
11 septembre 1989.

Rens. et inscript. INST. de TRAD. et D'INTERPRÈTES (I.T.I.), 3, q. Kléber, « Le Sébastopol », 67000 Strasbourg. Tél. : 88-75-02-05.

LA SAFER

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

recrute

UN TECHNICIEN FONCIER DÉBUTANT

(profil technico-commercial, bac + 3 minimum)
Une formation commerciale et l'anglais courant sont indispensables. Connaissances de base en agriculture nécessaires.
Poste à pourvoir dans le Var, entrée en fonction immédiate.

Adr. C.V. manuscrit à :
SAFER, BP 116,
04101 MANOSQUE CEDEX.

L'Office Public d'HLM de la communauté urbaine de Cherbourg
patrimoine 6 200 logements

RECRUTE
par voie contractuelle

UN CHARGÉ D'OPÉRATIONS

répondant au profil suivant :
– Collaborateur direct du directeur de l'investissement
– Aide à la décision, mise au point des programmes (réhabilitation, construction neuve, OPAH...).
Salaire à négocier
Adresser cand. avec C.V. à :
M. le président de l'OPHLM, 2, rue des Bastions, BP 122
50101 Cherbourg Cedex.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PARIS 8e
appartenant à un groupe important

recherche pour son SERVICE ENGAGEMENTS

UN(E) ANALYSTE FINANCIER

Etude et suivi de dossiers comportant des contacts clientèle et déplacements courts.
● Expér. bancaire 3 a. mini.
● Pratique de l'outil informatique souhaitable
● Diplômé d'école commerciale

Adres. C.V., photo et prét. s/n° 8488 à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS.

CSP

ORGANISME DE FORMATION

LEADER DANS SON SECTEUR

recherche

ANIMATEURS EXPÉRIMENTÉS

– Diplômés Grandes Écoles ou équivalent
– 3 ans d'expérience pédagogique
dans la QUALITÉ TOTALE
– Ambiance de travail confraternelle
– Rémunération selon qualifications

Envoyez CV, Photo et Prétentions à :
EUREMPLOI
Monsieur Sabon
66, rue Lafayette
75009 Paris

URGENT

JEUNE S.A. Commerce international Asie/Europe secteur pharmaceutique
recherche

JEUNE ASSISTANT(E) DE DIRECTION

Formation gestion
Bac + 3 min.
1 an d'exp. prof. min.
Formation complémentaire garantie.
Connaissance en micro-informatique (Lotus, Word, etc.) très appréciée (utilisation quotidienne).
Mission de négociateur d'affaires (marchés français et espagnol) à haut niveau (langues nécessaires).
Reprise de clientèle existante.
Déplacements indispensables.
Voiture souhaitée
Salaire en rapport avec valeur du candidat.
Poste évolutif
Contacter
le 42-36-02-51 pr RV.

Urgent

Ville d'Epinay-sur-Seine
(Seine-Saint-Denis 50 000 h)

recherche

RESPONSABLE (H/F) DE SON SERVICE TÉLÉMATIQUE

Expérience, sens de la communication et goût des contacts

Jeune rédacteur (H/F)

pour ses publications municipales. Connaissance du milieu communal et PAO appréciée.

Envoyer CV et photo à M. le Maire,
3, rue Quétigny
93806 Epinay-sur-Seine, Cedex

Pour boutique
2, rue Boissy-d'Anglas,
recherchons
VENDEUSE QUALIFIÉE
bilingue, anglais, ayant l'exp. de produits de luxe.
Prière adr. CV avec photo à la Sté d'exploitation des produits Crillon, 35, bd Exelmans, 75016 Paris, discrétion assurée.

Ecole, collège, lycée sous contrat

recherchent pour la rentrée

● INSTITUTRICE
● MAITRE D'INTERNAT (fille) BAC + 3
● PROFESSEURS :
– histoire-géographie
– espagnol
– anglais

Envoyer C.V. + photo à :
L'ERMITAGE
46, avenue Eglé,
78600 MAISONS-LAFFITTE
(1) 39-62-04-02.

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT

recrute pour son service INFORMATION

1 COLLABORATEUR

du responsable du service, niveau attaché, chargé de la gestion et de la coordination des moyens administratifs, financiers et humains.
Expérience professionnelle dans un service information ou communication exigée.
Salaire de début : 7 400 F brut + 13e mois + prime de vacances.
Adresser C.V. + photo à :
Monsieur le maire de MAISONS-ALFORT
118, av. du Général-de-Gaulle
94700 MAISONS-ALFORT.

TER SERVICE

recrute pour société nucléaire

INGÉNIEUR

Installation générale (ventilation-tuyauterie)
30-35 ans expérimenté.

INGÉNIEUR

Installation générale
Format. Ecole de Strasbourg
Gestion, conception petit rôle commercial
25-35 ans
5 ans d'expérience.

JNE INGÉNIEUR

Installation générale
Tuyauterie
Connaissance code ASME
2 ans d'expérience.
Début. accepté

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Formation E.N.I. Belfort pour direction CAO du BE

Pour tous ces postes, connaissance d'un outil informatique apprécié.

Envoyer C.V. et lettre man. à TER Services
94, rue St-Lazare,
75009 PARIS,
à l'attention de Michèle BUCK. Tél. : 49-95-02-34.

MUTUELLE NATIONALE

recrute

AGENT DE MAITRISE

Pour suivi de l'activité des sections de fonction des statuts. Rémunération 104 KF. Profil : licence, préf. UV, droit social ou SS ou éco. santé.

Envoyer CV au n° 8484
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

LA FOURMI INFORMATIQUE

recherche

1 FORMATEUR (trice)

SUR UNIX, C, SGBDR

Niveau ingénieur ou BTS, débutant à deux ans d'expérience
Passionné (e) de contacts humains
Déplacements à l'étranger à prévoir

Envoyer CV et prétentions au :
21, rue du Bourg-Tibourg
75004 PARIS.

Ecole internationale d'Etampes
recherche
1 prof. d'anglais
1 prof. d'espagnol
1 prof. de sc. éco.
1 prof. de sc. nat.
minimum 5 ans d'expérience
Tél. : 64-94-84-55 pour RV.

VILLE DE ROUBAIX

(Nord)
100 000 habitants
recrute
selon conditions statutaires

1 DIRECTEUR TERRITORIAL

Fonctions :
Ce directeur sera responsable de l'Animation, des Relations publiques et des Relations avec les Associations.
Il sera chargé d'assurer le suivi budgétaire et financier des activités du service et la coordination de 3 unités fonctionnelles rattachées :
– le Jumelage, les Relations internationales et la Vie associative
– le Protocole, les Relations publiques
– l'Animation (ville et quartiers) en liaison avec les Directions des sports et de la culture.
Profil souhaité :
● Grande disponibilité
● Sens de l'organisation
● Qualités relationnelles
Une expérience dans un emploi similaire serait appréciée.

Adresser candidatures avec curriculum vitae et photo à :
Monsieur le Sénateur-Maire de Roubaix
B.P. 737
59066 Roubaix Cedex 1

DEMANDES D'EMPLOIS

J. h. dynam. franco-américain ch. fabricant français de cadeaux, parfums, prêt à porter, etc. pour exporter sa production aux USA ; déjà 5 ans d'expér. avec la Floride
Envoyer proposition à :
Mr. Mc Gary, 98, rue Ordener
75018 Paris

SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DU PRÉSIDENT
Français, anglais, allemand, espagnol, 39 ans, BTS secrétariat + formation supérieure commerciale, 8 ans d'expérience de la fonction auprès du PDG de la filiale française d'un groupe multinational allemand.
Ecrire sous le n° 7109
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

Homme 35 ans cherche poste sur PARIS et proche banlieue RESPONSABLE LOGISTIQUE (10 ans expér. achats et production matériel informatique), parfaite maîtrise gestion informatisée (IBM PC réseau).
Merci d'écrire s/réf 05/717 à Contesse Pub
20 av. de l'Opéra,
75001 Paris, qui transm.

J.F. 28 a., form. sup. (BAC +4), posséd. sens du commerce et de la gest., un tempérament fait de rigueur et de passion souhaite mettre son dyn. et ses compét. au sce d'une entr. motivante.
Env. prop. s/n° 8489, à :
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS

Ch. collab. mission étude assoc. concept., organisat., prop. actions. Nombr. exp., créat. administ. équip. socio-cult., activ. cult., associat. internat., formation. T. : 43-20-23-20.

H., 34 a. Ecole Normale sup. IEP Paris, exp. administrative, rech. poste à responsab., secteur communication, relations publiques et presse.
Ecr. sous n° 8486
à Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS.

BAC + 2
Secrétaire de direction bilingue, anglais, 23 ans, dynamique, sens des responsab., bonne présentat., cherche emploi début septembre. Ecr. sous n° 8479
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS.

J.F., 28 a., DESS comm. ext., exp. régie commerc., angl., allem., ital. Disp. immméd. T. : 42-40-99-52 (rep.).

Ing. polyvalent
ESIEE, 35 ans, exp. études, formation, export, qualité, management, promotion, gestion, relat. publiques, 5 ans expatrié Sud-Est asiat. export, internat., étud. ttes prop. expatriation. court terme souhaitée.
Tél. : 51-35-59-55.

SECRET. STENO-DACTYLO TRAITEMENT DE TEXTE
15 ans expérience
cherche poste
départ. 75-91-92-94.

Ecrire au n° 8467
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

HEC, 50 a., nat. franç., orig. vietnam, exp. marketing direct, VPC, publicité act. resp. promo. périodiques sect. édition, rech. emploi en rapport, sect. indiff.
Ecr. sous n° 8470
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

Personne de qualité, 47 ans, cherche situation dame de compagnie. 86-62-46-42.

PROFESSEUR de SCIENCES PHYSIQUES
qualifié
(12 ans d'expérience)
cherche emploi à PARIS pour la rentrée 89.
Tél. : (1) 45-57-49-23.

J. femme 27 ans, dynam., tril. anglais, espagnol, arabe, BTS, maîtrise droit des affaires, recherche poste d'assistante de rech. dans Cabinet de recrutement par approche directe. Souhaite poste évolutif. Libre de suite. Tél. : 64-90-91-18, 28, av. du Barry, 77290 Mitry-le-Neuf.

J. F. 22 ans, maîtrise d'espagnol. Très bonne présent. Expér. profes. Recherche poste à plein temps Paris et proche banlieue.
Tél. : 75-31-40-20.

Ecrivain, sérieuse expér. artistique et presse, anglais, cherche travail alliant voyages et créativité auprès partic. ou sté.
Tél. : 42-67-10-99.

EXPERT COMPTABLE
H. 40 ans DAF Sté expér. Cabinet conseil et entreprise cherche poste à responsabilité. Entreprise ou libérale. Prise de part. possible. Libre rapidement. Dom. act 94.
Ecrire s/n° 8474 à :
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

JOURNALISTE/RÉDACTRICE
(très sér. réf.)
met son expér. à dispos. entreprises pour journaux intérieurs et tous textes pub. et communication
(possib. mise en page)
Ecrire sous le n° 8490
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

Ch. COLLABORATION MISSION ETUDE-CONCEPTION, propositions d'organisation, actions pour associations. Nbreuses exp. création, administration, équipements, socio-cult., responsabilité association internationale, actions cult., formation.
Tél. : 43-20-23-20.

INGÉNIEUR INDÉPENDANT
Calcul structures métal. tous types, classiques éléments finis (codes) cherche travaux contrats (1) 43-58-11-95.

Assistante directeur d'agence 50 ans, sérieuse, très bonnes réf., souhaite poste à respons. avec contacts.
Tél. : 42-45-32-14.

J. h. dynam. franco-américain ch. fabricant français de cadeaux, parfums, prêt-à-porter, etc. pour exporter sa production aux USA ; déjà 5 ans d'expér. avec la Floride
Envoyer proposition à :
Mr. Mc Gary, 98, rue Ordener
75018 Paris

INGÉNIEUR INDÉPENDANT
Calcul structures métal. tous types, classiques éléments finis (codes) cherche travaux contrats (1) 43-58-11-95.

ASSISTANT EXPORT
23 a. BTS CCE. IAL + exp. 1 a. trilingue ang/esp. étudie ttes prop.
Tél. 48-75-33-15.

ASSISTANTE DE DIRECTION
29 a. BTS GESTION 3 a. exp. T. texte ANGLAIS lu et écrit. Polyvalente. Sens de la communication
Ch. poste évolutif dépt. 92
47-21-16-16. HB Mme Legrand
ou 47-31-47-17 Dom.

J.F. 28 a., form. sup. (BAC +4), posséd. sens du commerce et de la gest., un tempérament fait de rigueur et de passion souhaite mettre son dyn. et ses compét. au sce d'une entr. motivante.
Env. prop. s/n° 8489, à :
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS

cours et leçons

Étudiante en linguistique donnerait cours de

FRANÇ., ANGLAIS, ALLEM. initiation ou perfectionnement,

Mme Roy Armelle,
15, rue du Gal-Henrys,
75017 Paris.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

8e arrdt

Franklin-Roosevelt Colysée beau 2 pces, 48 m², 3e clair

LE CLAIR 43-59-69-36

13e arrdt

RARE (près 5e), beau 4 pièces, living, 3 chambres, 104 m², parking.
2 680 000 F. 43-20-32-71.

94 Val-de-Marne

ST-MAURICE 94
Particulier vend appartement Grand Standing 105 m², situation except. sur Marne, face moulin classé.
Prix 2 350 000 F.
Tél. 9 h-17 h : 43-78-45-75.

A VENDRE VITRY-MAIRIE
Libre fin septembre 89
(3 km Pte Choisy) par RN 305
Appt 4 P. 91 m² + 4 m² (loggia) au 7e ét., imm. 1976, côté jardin, calme, ss vis-à-vis.
Entrée, salon, séjour, chbres 11 m² et 14 m², cuis. amén., s.-de-b. carrelée ref. neuf, w.-c. sépar., cellier, nombr. plac., chauff. centr. collec. par radiat., blindage, grande cave, parkings en sous-sol. Près commerces, écoles, proche ttes commodités. Prox. bus 183, 180, 132, 172 ; à 10 mn Mº L.-Aragon ou RER C.
Prix : 895.000 F.
(Agence s'abst.). Prix définitif.
Tél. de 9 h à 11 h et de 21 h à 23 h, au 46-82-47-58.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE CPT chez notaire
(1) 48-73-48-07, même soir.

Recherche 1 à 3 p., PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE CPT chez notaire
(1) 48-73-48-07, même soir.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES GDS APPTS de stand. 5, 6, 7 P. Tél. : 42-80-20-42.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE
Belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
(1) 45-62-78-99

maisons de campagne

Vends maison camp. Yonne (89), 4 pces, gren. aménagé, cuis., s. de bns, ballon d'eau chaude, dépend., cave voûtée, terrain 1.250 m². Tél. : 46-70-24-39. 1 h 30 de Paris A6.
Prix : 300.000 F

viagers

F. CRUZ 42-66-19-00
8, R. DE LA BOÉTIE, PARIS 8e
Garantie financière 5 000 000 F.
49 ans expér. Estimation gratuite. Rente indexée. Avantage fiscal.

propriétés

Goudelin, CdN, 10 mn St-Quay-Port. Maison de meunier, en L, rest. sur 900 m², bord riv., pierres, poutres appar., granit sour ard., 120 m² habit., 5 p., bain, rang., chauff. élect., dble isol., gar., terr., dépend., 100 m², jard. arb., chasse, pêche, tennis, voile, golf, équit. futur TGV, habit. de suite, belle prestation.
Prix : 450 000 F, justifié.
T. : (16) 96-70-00-13
Alain Sétté, heures de bureau.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
18e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Burx, secrét., tél., télex, fax.
Domicil. : 170 à 390 F/M.
CIDES 47-23-84-21.

Domiciliation depuis 60 F/ms
Paris 1er, 8e, 9e, 15e et 17e.
CREADOM 17e, 42-67-05-93.
INTER DOM 12e, 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous serv.
Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

GROUPE ASPAC
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES
propose bureaux et salles de réunion équipés toutes durées, tous services : tél., télex, fax, assurances, secrét. TTX, SIÈGES SOCIAUX.
BOULOGNE 46-20-22-25
VINCENNES/MARNE-LA-VALLÉE 60-17-18-19
MARSEILLE 91-72-45-00
ROUEN 35-71-60-60
PARIS 8e, 9e, 15e 42-93-60-50
+ de 20 centres en France.
Infos Minitel : 3616 ASPAC.

5e BD ST-MICHEL 220 m² GÉRER CONSULTANT
42-65-03-03.

DOMICILIATIONS
Burx, téléscopie, télex
AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles. Bureaux constitution de sociétés *Télex, Téléfax, secrétariat.*
ACCESS 40-26-15-12.

Part. loue local ccial 50 m²
à usage de bureaux ou profession libérale
A PONTOISE
(Val d'Oise). Centre ville
LIBRE DE SUITE
Tél. : 30-73-30-23 H. B.
30-31-34-58 domicile.

fonds de commerce

Ventes

ALIMENTATION GÉNÉRALE FRUITS ET LÉGUMES MAGASIN
(TOUT ÉQUIPÉ
CA 1 350 000)
(prix vente 280 000)
M. et Mme Georges
place de la Paix
04480 QUINSON
Tél. : 92-74-40-13.

Économie

SOMMAIRE

■ Unique candidat, M. Jean-Louis Giral, président de l'entreprise de travaux publics Desquenne et Giral, a été nommé lundi 4 septembre à la tête de la commission sociale du CNPF *(lire page 37)*.

■ Les apports nets de ressources des pays riches en direction des pays endettés ont diminué en 1988, d'après l'OCDE *(lire ci-contre)*.

■ Dans la bataille autour du groupe d'assurances Victoire, M. Vernes et Suez ont conclu un accord *(lire page 38)*.

■ Les Picards mènent une véritable guérilla administrative et juridique pour que le TGV-Nord passe par Amiens *(lire ci-dessous)*.

Le rapport du plan sur « Vie quotidienne et cadres de vie »

L'Etat doit réagir contre la « fragilisation » de certaines villes et régions

En présence de MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, et Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, M. Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur général des finances, président de la banque Worms, a rendu public le 5 septembre le rapport de la commission sur *« la vie quotidienne et les cadres de vie »* qu'il présidait et dont il a conduit les travaux d'octobre 1988 à juillet 1989. Décentralisation, finances locales, aménagement du territoire dans le cadre d'une Europe élargie, environnement et partenariat sont les thèmes qui ont été au centre des réflexions de la commission.

« Malgré son apparente centralité géographique, la France demeure en marge de l'épine dorsale du développement européen qui court de Londres à Milan en passant par le Rhin, écrivent en préambule les experts. *La constitution d'un vaste espace unique européen risque donc de faire renaître les préoccupations, un temps passées au second plan, de développement de l'ouest du territoire. »*

Reprenant une idée avancée il y a trois ans par M. Olivier Guichard, qui avait à l'époque soulevé des polémiques passionnées, les membres de la commission Bloch-Lainé constatent qu'en France, à l'inverse de ce que l'on note en Grande-Bretagne, *« le développement de la capitale s'est opéré au détriment des métropoles régionales. La seconde ville française, Lyon, ne se place qu'au vingtième rang européen et les autres métropoles, à l'exception peut-être de Toulouse et de Strasbourg, possèdent un très faible rayonnement en Europe »*, et les rapporteurs n'ont pas tort de mettre en avant pour les condamner *« les compétitions fratricides entre villes qui nuisent à chaque protagoniste »*, citant par exemple Rennes et Nantes ou Bordeaux et Toulouse. Ils auraient pu y ajouter Nancy et Metz, Rouen, Le Havre et Caen ou Tours et Orléans.

Le statut de ville européenne ne se décrète pas : les métropoles qui prétendent à ce titre doivent s'appuyer sur un arrière-pays correctement innervé. De ce point de vue, la commission Bloch-Lainé prend sans ambages le parti de renforcer l'échelon régional (notamment les moyens financiers) par rapport aux communes et aux départements.

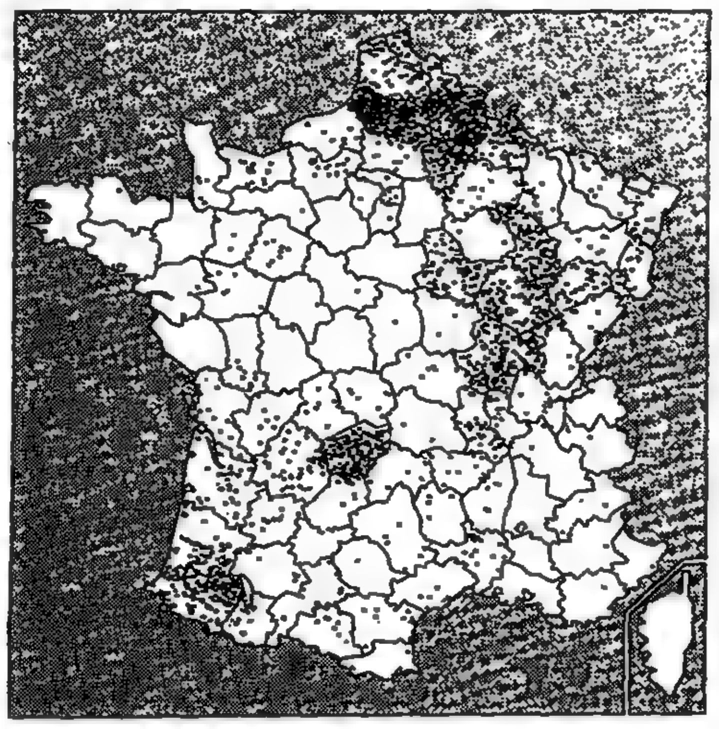
Le parti de la décentralisation

Mais elle évacue la délicate question du redécoupage des régions qu'elle qualifie *« de traumatisme »* même si elle déplore *« l'excessif émiettement des structures administratives en France, notamment dans les communes, par rapport aux pays européens voisins »*.

Mettant l'accent sur les phénomènes géographiques de fragilisation, de fractures, d'inégalités ou d'exclusions observés ou prévisibles *« qui appellent des réponses d'ordre institutionnel »*, la commission s'interroge en conclusion sur les limites ou la justification des interventions de l'Etat dans une France qui *« heureusement a pris le parti de la décentralisation »*. L'Etat ne doit pas, selon elle, s'abstenir d'exercer ses rôles traditionnels *« de régulation, d'arbitrage et d'impulsion. Que le contrat, dans l'ordre des façons d'intervenir prenne demain le pas sur le décret, c'est sans doute ce que l'avenir commande. Mais le progrès veut aussi que l'Etat tienne son rôle et fasse dans l'ordre de la persuasion et de la décision ce que nulle autre collectivité publique ou privée ne peut faire à sa place et notamment aider les métropoles régionales à s'associer utilement, dans la perspective européenne »*.

F. Gr.

Communes sinistrées



Parmi les annexes publiées avec le rapport, cette carte inédite des communes sinistrées, en fonction de quatre critères : les ouvriers non qualifiés parmi les chômeurs, les employés non qualifiés du secteur tertiaire, les personnes au chômage depuis au moins un an et enfin le poucentage de chômeurs qui reçoivent 0 à 2500 F par mois.

Une étude de l'OCDE

Les flux financiers vers le tiers-monde se stabilisent

Stabilisation des flux publics, *nouvelle baisse des prêts bancaires*, l'évolution des ressources dont ont disposé en 1988 les pays en développement confirme l'urgence qu'il y avait, pour les nations industrielles, à s'entendre sur une nouvelle stratégie de réduction de la dette, indique l'OCDE dans son rapport annuel sur *le financement des pays en développement et la dette extérieure* publié *mardi 5 septembre*.

Le total des paiements sur un encours de 1 240 milliards de dollars (8 000 milliards de francs) ont représenté, l'an dernier 178 milliards, soit 21,5 milliards de plus qu'en 1987. Face à cette somme impressionnante, les pays en développement ont reçu 102,9 milliards de dollars, contre 96,9 milliards en 1987. Plus encore que ces grandes masses, le détail des flux financiers dont le tiers-monde a bénéficié témoigne d'une *« impasse grandissante »* face à la crise.

Les financements publics au développement ont certes augmenté, de 8 % en termes nominaux, de 1 % si l'on tient compte de l'évolution des prix et des taux de change. Avec 67 milliards de dollars, ils assurent désormais 65,1 % de l'apport financier total au tiers-monde contre 35,5 % en 1980. Cette montée en puissance était devenue indispensable compte tenu de l'écroulement des crédits bancaires, passés en huit ans de 49 milliards de dollars à 4,7 milliards. Ce mouvement de bascule s'étant révélé insuffisant, il aura fallu en arriver à un consensus des principaux pays industriels (le plan Brady) pour que les milieux bancaires étudient à nouveau le dossier, et admettent la réalité d'un *« surendettement »*.

Parmi les autres points marquants de l'année 1988, l'OCDE souligne que, « pour la première fois depuis 1985 », le montant des crédits à l'exportation a été positif. Les auteurs du rapport s'empressent toutefois de préciser que cette remontée tient à l'accumulation d'arriérés de paiement des débiteurs. Par contre, le montant net des investissements directs a connu une hausse sensible, pour atteindre 20,2 milliards de dollars en 1987 et 19 milliards l'année suivante.

Par groupes, les pays « à faible revenu », vaste catégorie réunissant l'Indonésie, le Maroc comme le Mali ou les Maldives, et dont le point commun est de disposer d'un PNB par habitant inférieur à 700 dollars, se sont vu consacrer 55 % des flux financiers globaux en 1988. Encore faudrait-il faire la distinction entre les pays d'Afrique sub-saharienne, confrontés à un endettement chronique, et ceux d'Asie, qui, à l'exception des Philippines, vivent mal mais peu endettés. Plus homogène, le groupe des « pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure », enregistrés sous le nom barbare de « PRITI » (PNB de 700 à 1 300 dollars par habitant), ont bénéficié, de la Côte-d'Ivoire à la Thaïlande, de 13 % de l'apport total de ressources provenant des nations industrielles. Restent les « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure » ou « PRITS » (au-delà de 1 300 dollars par habitant), qui compte la plupart des surendettés du tiers-monde et se sont partagé 24 % des apports globaux.

Les apports nets de ressources vers les pays en développement

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	(En milliards de dollars courants)								
I. Financement public du développement	45,6	45,6	44,3	42,4	47,7	49	56,1	62	67
II. Crédits à l'exportation	16,5	17,6	13,7	4,6	6,2	4	– 0,6	– 0,7	3
III. Apports privés	66,2	74,5	58,3	48,1	31,7	30,8	28,2	35,6	32,9
	Aux prix et taux de change de 1987								
Total des apports nets de ressources	169,4	188,9	163,5	134,1	123,4	119,4	96,3	96,9	96

Source : OCDE.

TRANSPORTS

Guerre de tranchées autour du TGV-Nord

La bataille d'Amiens

Les Anglais du comté de Kent ne veulent pas du TGV sur leur gazon. Les Amiénois, si ! MM. Chirac et Méhaignerie ont eu beau dire, en 1987, que le train à grande vitesse passerait au large (40 km) et à l'est d'Amiens, mais que la desserte autoroutière de la capitale de la Picardie serait améliorée. MM. Rocard et Delebarre ont bien tenté de leur promettre un « barreau » à grande vitesse, mais pour plus tard. Rien n'y a fait : l'association TGV-Picardie-Normandie veut que le TGV-Nord passe par Amiens, et tout de suite. Elle mène contre le gouvernement, la SNCF et le chantier en instance une bataille de tranchées, une guerre picrocholine qui mobilise les foules.

L'argumentaire amiénois est imparable. La ligne la plus droite pour se rendre de Paris au tunnel sous la Manche passe par Amiens. Selon les calculs de l'association qui regroupe les conseils régionaux de Haute-Normandie et de Picardie, les conseils généraux de la Somme et de la Seine-Maritime, la ville et la chambre de commerce d'Amiens, on y gagnerait vingt-cinq minutes de trajet à 300 km/h, 2,3 millions de voyageurs supplémentaires et 3 milliards de francs de dépenses en moins.

Pourquoi les décideurs ne se sont-ils pas laissé convaincre par cette solution de bon sens ? Pourquoi ont-ils choisi un tracé plus long, plus coûteux et qui passe en plein dans le champ de bataille d'Ablaincourt, farci d'obus non éclatés ?

Les responsables non amiénois incriminent d'abord feu Pierre Salvi, alors président du conseil général du Val-d'Oise, qui ne voulait pas des nuisances du TGV. Ensuite, ils gardent un chien de leur chienne à M. Pierre Mauroy, le puissant maire de Lille, qui, lui, tenait absolument à accueillir le TGV dans sa ville. Ils en veulent aussi à la SNCF, trop paresseuse pour revoir ses plans lorsqu'il fut évident que les trains à grande vitesse iraient aussi bien à Londres qu'à Bruxelles, seule métropole desservie à l'origine. Ils ne tarissent pas de critiques à l'endroit de la corporation des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées qui se serrent les coudes, de projet en rapport et en contre-expertise, pour jurer que le tracé conçu par l'un d'eux est le meilleur, même si c'est faux.

Pour tenter désespérément de détourner le TGV-Nord, Amiens fait donc de la résistance. Son stratège ? M. Joseph Gouranton, directeur technique à la chambre de commerce, secrétaire général de l'association TGV-Normandie-Picardie et, au demeurant, très obstiné. Il avait déjà dans l'idée de faire acheter, par des contestataires, des parcelles de terrain sur le tracé honni (*le Monde* daté 28-29 mai 1989) : 12 000 mètres carrés de terrain ont été acquis par 4 500 personnes, y compris des étrangers *« pour rendre la situation inextricable »*.

Guérilla

Le ministère des transports a tenté de contourner cette obstruction foncière en faisant adopter la loi publiée le 2 août dernier et qui permet d'accélérer les expropriations. *« Mais pas lorsqu'il s'agit de terrains bâtis ! »*, s'exclame M. Gouranton, qui vient de sortir un hangar alimenté en eau et en électricité de sa manche. Pour faire bonne mesure, l'association a inauguré à Maurepas (Somme) un superbe monument en marbre à la gloire de Jules Verne, conseiller municipal d'Amiens de 1888 à 1904, pile à l'emplacement des futurs rails à grande vitesse.

M. Gouranton et ses empêcheurs de tourner en rond s'activent pour construire d'autres lignes de défense. Ils ont déposé une plainte contre X... en se fondant sur l'article 175 du code pénal, qui stipule — *grosso modo* — qu'un fonctionnaire ne doit pas confondre ses différentes casquettes. Comme cela ne suffira pas, l'association s'apprête à attaquer en Conseil d'Etat la prochaine déclaration d'utilité publique de la nouvelle voie au motif qu'elle ne respecte pas la loi *d'orientation des transports intérieurs*. A l'appui de ses attaques, elle cite un rapport d'un conseiller d'Etat, M. Jacques Fournier, devenu... président de la SNCF. Elle invoque l'absence de délibération du conseil d'administration sur le tracé du TGV-Nord et le viol de la loi de 1976 sur la protection de l'environnement.

Mais miner ainsi le terrain n'enchante guère M. Gouranton. D'abord, parce qu'il est officier de réserve... dans le déminage. Ensuite, parce qu'il préférerait de beaucoup dérouler un tapis rouge sous les roues du TGV vers Amiens. *« C'est une histoire de fou,* dit-il. *On nous oblige à combattre ce train alors que nous avons tout prévu pour l'accueillir : un financement, un plan d'aménagement et même une déclaration d'utilité publique, qui lui permettrait d'arriver comme prévu le 15 juin 1993 à l'entrée du tunnel sous la Manche ! »*

Une heureuse issue ayant peu de chances d'advenir, l'association bombarde, de constat d'huissier en constat d'huissier, la SNCF qui, sans attendre la déclaration d'utilité publique, piquette les terrains qu'elle convoite et y apporte matériaux et matériels.

Pendant les travaux, la bataille continuera.

ALAIN FAUJAS.

L'URSS signe une importante commande avec deux chantiers navals ouest-allemands

L'URSS a officiellement signé, le 1er septembre, un contrat d'une valeur de 1,2 milliard de marks (5 milliards de francs) avec deux chantiers navals ouest-allemands *pour la livraison de six navires porte-conteneurs de grande taille*, a-t-on appris, le 4 septembre, auprès des chantiers Bremer Vulkan AG et Howaldtswerke-Deutsche Werft (HDW) à Kiel.

Le contrat a été signé, du côté soviétique, par la compagnie de marine marchande Sovcomflot. Cette commande, qui avait été dévoilée à la mi-août, prévoit également une option d'achat sur quatre autres navires du même type. Sovcomflot doit se prononcer sur cette option d'ici à novembre prochain.

Chaque chantier naval construira trois navires.

Jusqu'à maintenant, l'URSS faisait surtout construire ses navires dans ses propres chantiers, en Pologne, en Extrême-Orient et surtout en Finlande, où le grand groupe diversifié Wartsilä a décidé d'abandonner sa branche « chantier naval » gravement déficitaire.

La commande soviétique illustre une volonté à la fois de renouvellement et d'expansion de la flotte russe ainsi que d'ouverture économique vers les pays occidentaux, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent dans le domaine des chantiers navals. La France, notamment, n'a pas construit depuis très longtemps de navire pour l'URSS.

● Gec-Alsthom vend quinze *locomotives au Mozambique*. — Après le succès remporté par ses locomotives électriques aux Pays-Bas, où il en a placé trente-huit exemplaires (*le Monde* du 28 juillet), le groupe Gec-Alsthom a signé un nouveau contrat avec le Mozambique qui porte sur la livraison de quinze locomotives *diesel électriques*. Le montant du contrat s'élève à 218 millions de francs.

INSOLITES

Prévot passe par Chronopost

« La floraison de filiales [des PTT] *ne va pas sans inconvénients bien connus : concurrence avec certains services de la Poste ou de France Télécom, difficulté d'en assurer le contrôle... »,* écrit M. Hubert Prévot, dans son rapport sur la réforme des PTT.

Rendu public le 30 août dernier, ce document de 130 pages est arrivé en masse dans les rédactions parisiennes, acheminé par... Chronopost, une des filiales privées les plus fameuses de la Poste ! Coût de l'acheminement d'un pli pesant entre 800 grammes et 1 kilo : 83 francs. Quand on sait qu'une bonne quinzaine d'exemplaires sont arrivés dans le seul service économique du *Monde*, on frémit à l'idée du montant de la facture que la Poste a dû payer à sa filiale ! *Mais que l'on se rassure :* Chronopost ne facturera pas sa maison mère.

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

Dossier

PDG : la tentation héréditaire

Et aussi

• L'aéronautique civile saisie par la fièvre

• Il court, il court, le dollar

• Courrèges griffe et ne meurt pas

EN KIOSQUE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIDOT-BOTTIN
fondé en 1796

La Société **DIDOT-BOTTIN** vient de créer la « **FINANCIÈRE DIDOT-BOTTIN** » au capital de 220 millions de francs dans la perspective de prendre des participations d'actionnaire de référence dans des affaires moyennes occupant une position reconnue dans leur secteur et où le groupe est appelé à agir comme opérateur.

La Société **DIDOT-BOTTIN**, actionnaire principal, a souscrit 35 % du capital de la **FINANCIÈRE DIDOT-BOTTIN** au côté de groupes privés amis et d'institutions financières.

Le Conseil est composé de :

Président : M. Vincent Hollard ; vice-présidents : MM. Guy Duval-Lemonnier et François de Suarez d'Aulan ; administrateurs : MM. Bertrand Flury, Eric Licoys (groupe Barclay's), Jean-Pierre d'Araquy (Groupe Compagnie de Navigation Mixte), Alain de Vogüe, Philippe Batereau, Gabriel Malmenayde, Jean Levy, Pierre Fournier, Alfred Marchal, Jean-Jacques Bauer.

Valeo

VALEO RACHÈTE BLACKSTONE

Valeo et la société américaine Mark IV Industries Inc. viennent de signer un accord de rachat par Valeo de la totalité du groupe international Blackstone. Cet accord deviendra effectif le 5 octobre 1989, après procédures et formalités usuelles en la matière aux Etats-Unis.

Le prix d'achat s'élève pour Valeo à 1,5 milliard de francs (230 millions de dollars).

Blackstone réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 2,3 milliards de francs (350 millions de dollars) en Amérique du Nord et en Europe. Le groupe est un équipementier majeur dans le contrôle thermique du moteur et de l'habitacle automobile ; il sert la plupart des principaux constructeurs automobiles et poids lourds sur les deux continents.

Son activité aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique représente un chiffre d'affaires annuel de 1 milliard de francs (150 millions de dollars), et comprend cinq sites industriels et un effectif de mille huit cents personnes.

En Europe, le chiffre d'affaires annuel de Blackstone est de 1,3 milliard de francs (200 millions de dollars). Ses implantations comprennent dix sites industriels avec un effectif de deux mille deux cents personnes, notamment en Suède et en Italie.

L'acquisition de Blackstone constitue une étape majeure dans l'accroissement de la présence industrielle de Valeo en Amérique du Nord, et renforce globalement ses activités du même domaine en Europe. Les branches thermiques de Valeo totaliseront un chiffre d'affaires mondial de 7,5 milliards de francs, après l'adjonction de Blackstone et les récentes acquisitions effectuées en Grande-Bretagne (Delanair) et au Brésil.

Blackstone permet aussi à Valeo de consolider une stratégie de partenariat vis-à-vis des constructeurs européens de poids lourds ; ceux-ci détiennent une position prééminente en Europe, mais aussi en Amérique et au Brésil.

Mark IV est un groupe industriel diversifié dont le siège est à Buffalo (New-York).

Valeo est le second équipementier européen automobile et poids lourds ; son siège est à Paris. Son chiffre d'affaires consolidé a été de 16,5 milliards de francs en 1988. Il est estimé à 19 milliards pour l'exercice 1989, avant l'acquisition de Blackstone.

Du fait des résultats de la société acquise, des effets de synergie et des moyens de financement dont s'est précédemment doté Valeo à des conditions favorables (OBSA et MOF), le bénéfice net consolidé par action de Valeo devrait au minimum atteindre le niveau escompté pour l'exercice en cours avant l'acquisition de Blackstone.

Économie

AFFAIRES

La quatrième conférence annuelle « Young Business »

Une nouvelle race de PME européennes

Une cinquantaine de jeunes créateurs d'entreprise allemands, belges, britanniques, danois, espagnols, français, irlandais, italiens et néerlandais, ont participé, du vendredi 1er au dimanche 3 septembre, à Randers, au Danemark, à la conférence annuelle de « Young Business », une association destinée à multiplier les contacts entre jeunes entreprises européennes.

RANDERS (Danemark)
de notre envoyée spéciale

L'une a monté une agence de *casting*, l'autre un centre d'interprétariat, le troisième une société d'informatique de pointe... Ils étaient une cinquantaine, représentant autant de projets différents. Leurs points communs ? Leur jeunesse, leur ambition et leur goût de l'aventure.

Certains d'entre eux n'ont pas pris de vacances depuis deux ans, depuis le jour où ils se sont lancés, seuls, sans patrimoine familial, avec pour seul « moteur » leur énergie. Leurs soucis communs ? Trouver des financements, grandir sans se faire « manger » et non seulement survivre à l'échéance 1993, mais en profiter pour s'étendre.

Créer une entreprise est une chose. La faire croître en est une autre. Quelques-uns le reconnaissent : le risque, c'est que le quotidien (soixante heures de travail par semaine) leur permette d'exploiter une bonne idée, mais pas d'en développer d'autres, *sine qua non* de l'expansion. *« Il y a beaucoup de jeunes entrepreneurs qui ne sont pas vraiment intéressés par leur société ; ils l'ont créé pour gérer leur produit »* estime l'un d'entre eux, *« nous on gère notre société comme un projet »*. Une nuance de taille. Entre ceux qui considèrent l'entreprise comme un outil au service de leur produit, et ceux pour lesquels le produit n'est qu'un prétexte, les seconds semblent être les plus « battants » ou du moins les plus susceptibles de réussir.

Créer des réseaux

Embarqués dans leur galère, que ce soit à Liverpool, à Barcelone ou à Poitiers, ils croyaient jusque-là vivre une expérience unique. A raison. Qui peut se targuer d'avoir monté à vingt-quatre ans une société de marketing sur le point de s'étendre au niveau européen ? qui peut se vanter d'exporter au Japon, dans le domaine du jouet, à moins de trente ans ? Qui a le courage de créer un espace culturel d'avant-garde, sous forme d'entreprise, contre vents et marées ?

Autant d'expériences uniques en leur genre, mais vécues par des centaines de jeunes européens puisque, même si les domaines diffèrent, les problèmes sont les mêmes, à savoir, essentiellement : comment se développer sans perdre le contrôle de l'entreprise ? Selon un rapide sondage, à la question *« Préférez-vous détenir 10 % des parts d'une grande entreprise ou 90 % des parts d'une petite ? »*, ils préfèrent majoritairement la seconde hypothèse : la société est leur « enfant », pas question de perdre la paternité ! Comment être compétitif à un haut niveau dans ces conditions ? La seule alternative semble être la création de réseaux de petites entreprises qui peuvent coopérer, d'abord au niveau national, puis au niveau européen.

Young Business, qui réunit chaque année quelques dizaines de jeunes créateurs d'entreprises pendant trois jours, n'a pas d'autre ambition : faire savoir aux entrepreneurs qu'ils ont d'éventuels partenaires, quelque part en Europe, et que la survie passe par l'expansion au niveau européen. Et même si ce n'est pas là que la jeune Belge qui a créé un jeu de société européen trouvera le distributeur français de ses rêves, si ce n'est pas là que la jeune Britannique qui a monté une entreprise de cosmétiques trouvera des solutions miracle à l'exportation, toutes les deux, comme les autres, savent maintenant qu'elles ne sont pas les seules à se battre.

Mais, au fait, pourquoi se battent-ils, ces jeunes créateurs d'entreprise. *« Le fric, j'en ai rien à faire*, dit l'un, *ma société, c'est un jeu »*. Et un autre de renchérir : *« Ce qui m'intéresse ? Surprendre, surprendre sans arrêt »*.

MARIE-PIERRE SUBTIL.

Le pari d'Eurocréation-Finance

Eurocréation, une association qui aide les jeunes entreprises à vocation européenne, a créé il y a un an une structure unique en Europe, Eurocréation-Finance, (1) une société de micro capital-risque. L'idée ? Apporter à de jeunes entrepreneurs 10 % à 40 % du capital dont ils ont besoin et les conseiller non seulement avant, mais aussi après le lancement de leur activité.

Quatre sociétés (dans les domaines de la monétique, de la presse hebdomadaire, des réseaux numériques et de la régie de murs d'images) ont d'ores et déjà été partiellement financées par Eurocréation-Finance, pour un montant total de 1,5 millions de francs.

Seules les candidatures des entreprises à vocation européenne, innovantes et dirigées par des moins de trente-cinq ans sont retenues. M. Eric Grimaldi, directeur des projets à Eurocréation, choisit avec précaution ses *« poulains »* : la personnalité du dirigeant de l'entreprise est le critère de sélection le plus décisif. *« Il est hors de question qu'Eurocréation-Finance ne soit pas rentable »*, dit-il en expliquant que l'objectif est de sortir du capital des sociétés dans un laps de temps compris entre deux et dix ans. Eurocréation-Finance s'engage d'ailleurs moralement à ne pas laisser la place à un prédateur.

L'affaire étant lancée, reste à étendre le réseau de partenaires, qui comprend notamment la Caisse des dépôts et consignatioins, la CFEP (BRED) deux SOFERI (Caisse d'épargne), le groupe touristique MELIA, l'IDES, le groupe financier luxembourgeois Interpart et *l'Evénement du Jeudi*. Leurs motivations varient. Ceux qui sont liés à un groupe bancaire compensent ainsi l'absence de structure interne similaire, d'autres se servent d'Eurocréation-Finance comme d'un outil de communication ou comme d'un laboratoire, dans la perspective de reprendre une des sociétés financées ou de se lancer eux-mêmes dans le capital-risque.

Eurocréation-Finance cherche à faire passer son capital, de 3,175 millions de francs actuellement, à 20 millions de francs d'ici au 1er janvier 1993. *« Si on échoue dans le recrutement d'actionnaires extérieurs on va mourir,* estime Eric Grimaldi, *ce serait d'autant plus frustrant que ça marche. »*

(1) Eurocréation-Finance, 3, rue Debelleyme, 75003 Paris.

Subissant de lourdes pertes dans l'automobile

Saab confirme qu'il négocie avec Ford

STOCKHOLM
de notre correspondante

Huit cents millions de couronnes de pertes pour le premier semestre (autant de francs français) et selon toutes probabilités le double à attendre pour la fin de l'année ; une baisse des ventes de 15 % sur le marché américain, le plus important et le plus rentable, avec une légère reprise cependant ces deux derniers mois : La direction de Saab Scania ne parle pourtant pas de crise mais d'*« aggravation des résultats »* de sa division voitures, suffisante en tout cas pour faire chuter de 30 % l'ensemble des résultats du groupe. Des trois divisions, seule celle des camions et des autobus progresse véritablement. L'aéronautique se porte bien, mais reste lourdement handicapée par l'accident, survenu au printemps dernier, du prototype de l'avion de chasse et d'attaque JAS-39 GRIFFON.

Ces chiffres n'auraient pas dû être communiqués avant le 20 octobre, mais l'intervention vendredi 1er septembre du directeur de la Bourse de Stockholm, M. Bengt Ryden, qui demandait des informations précises pour couper court à d'alarmantes rumeurs, a précipité la publication. Lors de la conférence de presse donnée lundi à Stockholm, M. Georg Karnsund, le PDG du groupe, dont la sphère Wallenberg contrôle 27 % des voix, confirmait par ailleurs que des négociations sérieuses étaient en cours avec Ford en vue d'une *« coopération plus étroite »* dont il n'a pas révélé la nature. Il a toutefois précisé qu'il n'était pas question de vendre la division voitures aux Américains. Il a également confirmé l'existence de négociations avec Volvo en 1988 qui n'ont pas apporté la solution recherchée puisque *« une coopération avec un partenaire suédois risque de conduire à d'importantes réductions de production et à des compressions de personnel »*, alors que deux mille départs sont déjà nécessaires d'ici à 1991.

FRANÇOISE NIETO.

● **M. Lee Iacocca en retrait chez Chrysler ?** — Le patron du constructeur américain d'automobiles Chrysler, Lee Iacocca, quitterait l'entreprise à la fin de 1991, à l'expiration de son mandat de quatre ans, selon le *New York Times* du lundi 4 septembre. L'intéressé a indiqué qu'aucune décision n'était prise. Il pourrait en tout état de cause rester à un poste de contrôle sans plus être *« la personne qui presse les boutons »* chez Chrysler.

ÉTRANGER

30 milliards de francs investis jusqu'en 1992

L'Exposition universelle de Séville transformera le visage de l'Andalousie

Le 20 avril 1992 s'ouvrira l'Exposition universelle de Séville, la ville natale du premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez. Cette manifestation permettra à l'Andalousie, l'une des provinces les plus pauvres de l'Espagne, de poursuivre sa modernisation et son ouverture sur l'extérieur. Les préparatifs de l'exposition modifient déjà l'environnement économique des 7 millions d'Andalous.

MADRID
correspondance

L'Andalousie, cet extrême sud de l'Europe, revient de loin. On s'était habitué au chômage dans cette région profondément traditionnelle. Le secteur agricole emploie 20 % de la population active ; la main-d'œuvre a longtemps été entretenue artificiellement : soixante jours de travail permettaient d'obtenir 75 % d'un salaire minimum.

C'est dans cette atmosphère, où subsistent localement des poches de misère, que s'inscrit le grand projet de l'Exposition universelle de Séville de 1992. Tous les records de participation des nations seront battus. La France jouera un rôle considérable puisqu'elle figure au tout premier rang des investisseurs. La concurrence est vive. Puisque l'on fêtera le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, les Japonais ont proposé de refaire le voyage de Christophe Colomb vers les îles avec les mêmes caravelles. Le géant Fujitsu en a profité pour découvrir Malaga, pas très loin de Séville, où il implantera une usine de matériel électronique.

Séville doit rattraper le temps perdu, effacer le souvenir de sa première exposition universelle, en 1929, vite oubliée à cause du krach. Pour moderniser ses infrastructures, ses routes, ses aéroports, ses voies de chemin de fer, l'Andalousie va dépenser, en trois ans, 600 milliards de pesetas (30 milliards de francs). On allonge les pistes et on agrandit les aéroports de Séville, Malaga et Jerez.

Trouver des prolongements

Entre Madrid et Séville, trois heures suffiront en train à grande vitesse. Une route à quatre voies viendra des Pyrénées, contournera Madrid et permettra de rejoindre l'autoroute qui existe déjà sur la Costa del Sol, en passant par Grenade et Malaga. Du nord de l'Europe au sud de l'Espagne, on pourra se déplacer sans jamais quitter l'autoroute.

L'Andalousie reçoit chaque année près de neuf millions de touristes ; on attend vingt millions de visiteurs sur l'île de la Chartreuse, au milieu du fleuve Guadalquivir, dès l'ouverture de l'exposition le 20 avril 1992. En période de pointe, la troisième ville d'Espagne aura besoin de cinq mille chambres d'hôtel supplémentaires et de deux mille logements pour des séjours de longue durée.

Une ville-expo sera construite avec des appartements de une à trois chambres pour les représentants de sociétés ou pour des familles de techniciens expatriées. Le plan de logement a été co-signé par le Banco Bilbao Vizcaya (BBV), qui a pris de gros risques quant à l'exploitation future de ces logements. Car les loyers pratiqués ne seront pas à la portée de tous en Andalousie.

Selon des chiffres publiés dans la brochure officielle de l'exposition, la journée dans une chambre d'hôtel cinq étoiles serait facturée 2 500 F. Un mois de location dans un immeuble de standing coûterait entre 22 000 F et 30 000 F.

Ce modèle de monde moderne à concevoir en peu de temps sur un espace de 215 hectares doit, pour que la région en tire profit, accepter des projets qui trouvent sur place un prolongement. IBM Espagne a montré le chemin en acceptant d'être non seulement fournisseur et sponsor officiel de l'Exposition universelle de 1992, mais aussi *« membre associé »*. Son centre de technologie restera implanté sur l'île et poursuivra après les fêtes de clôture ses activités de recherche en informatique. Le centre IBM travaillera, entre autres, sur des projets liés à l'élaboration d'un système de communication orale avec les ordinateurs. Un comité d'experts, présidé par le Prix Nobel de médecine, le professeur Severo Ochoa, veillera à ce que tous ces problèmes s'articulent entre eux.

Après l'exposition, à quoi pourraient servir les cent trente-cinq télécabines et les six trains monorails surélevés fournis par une entreprise suisse, dont la première fonction sera de promener pendant six mois les visiteurs, entre les bras du Guadalquivir ? On oublie que l'Andalousie, c'est aussi le ski et les sports d'hiver dans la Sierra Nevada, toute proche ; ces équipements y seront les bienvenus.

350 000 arbres plantés

Le sous-sol de Séville est percé de galeries, comme un gruyère. Les chantiers du métro, interrompus par manque de crédits, seront bientôt rouverts. Il y aura certainement des marchés à prendre. Autour de la ville, le paysage change aussi. A 30 kilomètres, on peut visiter des cultures intensives de riz, de primeurs, de fleurs. Beaucoup d'exploitations se tournent ver l'exportation de produits vers les marchés de la CEE, qui ne sont pas encore trop saturés. On a distribué des primes à l'arrachage des oliviers, avant même de savoir par quoi les remplacer.

Sur le site même de l'exposition, on construit et on reboise : trois cent cinquante mille arbres importés du monde entier devraient créer une harmonie entre ce qui est bâti, les pavillons des nations, la Chartreuse restaurée et les deux bras du fleuve. Les écologistes n'auront pas manqué de faire remarquer que les arbres ne poussent pas en trois ans mais qu'ils seront indispensables dans cette contrée où les températures estivales dépassent les 40 °C.

Dans leur pavillon, les Norvégiens ont annoncé qu'ils feraient redécouvrir autrement la fraîcheur : ils feront passer leurs visiteurs dans une « cathédrale » en glace pure !

(Intérim.)

هكذا من الاصل

Économie

Succédant à M. Pierre Guillen

M. Jean-Louis Giral a été nommé président de la commission sociale du CNPF

Le conseil exécutif du CNPF a désigné, le lundi 4 septembre, M. Jean-Louis Giral à la présidence de la commission sociale, où il succède à M. Pierre Guillen, démissionnaire. M. Giral avait été auparavant coopté vice-président du CNPF, M. Michel Maury-Laribière ayant pour cela volontairement quitté ses fonctions de vice-président. M. Giral devrait présenter sa nouvelle équipe lors d'une réunion du conseil exécutif, en octobre.

Il n'est pas sûr que M. Yves Lemoine, qui avait espéré un temps succéder lui-même à M. Guillen, souhaite conserver ses fonctions de vice-président de la commission sociale.

Homme d'entreprise d'abord

Patron « de choc » ? Brillant capitaine d'industrie ? Il y a sans doute un peu de l'un et de l'autre chez M. Jean-Louis Giral. Avec son élégance et son flegme très britanniques, et sa voix qu'on juge parfois légèrement gouailleuse, M. Giral offre d'abord l'image d'un patron qui a réussi. Né le 25 août 1934 en Moselle, il fait des études d'ingénieur et entre à vingt-huit ans chez Desquenne et Giral, entreprise créée par son père à la fin de la guerre.

Il démarre modestement comme conducteur de travaux, gravit assez vite les échelons et prendra la direction de l'entreprise en 1971. En 1975, cette dernière se hisse au premier rang dans la pose de voies ferrées. Dix ans plus tard, il réussit à doubler son chiffre d'affaires en achetant la société Intrafor Cofor. En juillet dernier, consécration : Desquenne et Giral a fait son entrée sur le second marché. M. Giral sait aussi faire face – avec une fermeté qui contribuera à asseoir son image de patron soucieux de ses prérogatives – aux turbulences sociales.

En 1980, il affronte ainsi une grève de plus de quatre mois des poseurs de voies, à Noyen, dans la Sarthe. Les grévistes de la voie Le Mans-Angers se battent pour leurs conditions de travail et pour des augmentations de salaires. M. Giral dénonce le caractère « *illégal* » des grèves thromboses et minoritaires...

Un interlocuteur coriace

Homme d'entreprise, M. Giral est aussi un familier de l'appareil patronal. En 1978, il prend la responsabilité de la commission sociale de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). C'est de là que date son amitié, très fidèle, pour M. Yvon Chotard. En 1982, il accède à la présidence de la FNTP – qu'il occupera avec autorité jusqu'en mars 1989 – et devient aussi vice-président du CNPF. Il se montrera particulièrement sévère pour la politique « de rigueur » du gouvernement socialiste qui a « *conduit à asphyxier notre secteur* ». Même s'il accueille favorablement la création du Fonds spécial de grands travaux, qui devait être supprimé en 1986.

Au sein du monde patronal, M. Giral se distingue par ses éclats. En octobre 1985, il démissionne de la vice-présidence du CNPF. Il reproche pêle-mêle au président d'alors, M. Gattaz, son manque de concertation, son autoritarisme, sa complaisance à l'égard du gouvernement socialiste en le trouvant « *politiquement mou* ». Il est vrai que M. Giral, partisan de l'engagement des chefs d'entreprise « *dans la politique* », ne cache pas ses préférences. Conseiller régional d'Ile-de-France, rattaché au RPR, il prend, en 1988, publiquement position en faveur de M. Chirac. Un choix qui ne facilitera sans doute pas, au départ, ses relations avec l'actuel pouvoir politique... et qui a suscité quelques réticences dans le monde patronal.

Lors de la bataille de la succession de M. Gattaz, il prend fait et cause pour M. Chotard, n'hésitant pas à affirmer que « *la candidature de Périgot risque de conduire à l'éclatement du CNPF* ». Une fois élu, M. Périgot, œcuménique, amorcera une réconciliation en lui demandant un rapport sur la protection sociale en France qui se révélera ultralibéral. Le CNPF prendra alors quelques distances, M. Guillen qualifiant son rapport d'« *œuvre forte* », même, ajoutait-il, « *si on ne le suit pas mécaniquement* ».

Mais c'est sur l'avenir de la politique contractuelle que M. Giral, qui sait fort bien utiliser les médias, est surtout attendu. Souhaitant que les entreprises disposent d'une « *totale liberté de gestion* », il déclarait en 1986 au *Quotidien de Paris* : « *Je pense qu'à l'avenir on ira vers moins de grand-messes sociales.* » Cette même année, il avait exclu la FNTP du champ de la négociation de l'accord sur les procédures de licenciement afin de conclure un texte plus favorable et plus adapté à la profession. Mais, sous sa présidence, la FNTP a mené une politique contractuelle particulièrement active en signant huit accords en sept ans, notamment sur les licenciements, le temps de travail et les classifications ouvrières.

M. Giral, aujourd'hui président de la Fédération de l'industrie européenne de la construction, jouera-t-il principalement la carte des branches et des entreprises pour la politique contractuelle (1) ? Les syndicats savent qu'ils auront en face d'eux un interlocuteur coriace, habitué à la négociation. Un interlocuteur qui pense que les syndicats doivent « *essayer d'obtenir que les profits que peut réaliser l'entreprise soient plus équitablement partagés entre le capital et les salariés* ». Cela donnera peut-être du grain à moudre.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) M. Giral a réaffirmé aux *Echos* du 28 août qu'« *il revient au CNPF de fixer les grandes orientations pour cadrer les négociations de branches ou d'entreprises* ».

La rationalisation des caisses de sécurité sociale

Regroupement de plusieurs « sociétés de secours minières »

Un regroupement de plusieurs « *sociétés de secours minières* » (qui gèrent à la base l'assurance-maladie et décès des mineurs, des anciens mineurs et de leurs familles) est décidé par plusieurs textes publiés au *Journal officiel* du 1er septembre. La CGT a dénoncé, le 4 septembre, ce regroupement, estimant que l'objectif du gouvernement est de « *faire disparaître un à un les régimes particuliers* ». Elle envisage un recours en Conseil d'Etat.

Dans le Nord, le nombre de sociétés est ramené de douze à cinq ; en Provence, les deux sociétés existantes sont regroupées en une seule, de même que dans l'Ouest. La composition des conseils d'administration est aussi modifiée pour tenir compte du déclin des exploitations : des élections doivent avoir lieu en novembre.

Ce regroupement vise à rationaliser l'implantation des organismes, à réduire leur émiettement, à améliorer leur fonctionnement et à limiter (en partie) leur déficit.

« Suréquipement »

En effet, malgré la baisse du nombre des mineurs actifs, et même des retraités, les transformations de l'exploitation et celui de l'habitat des bénéficiaires du régime, l'organisation de celui-ci n'a guère changé. Dans le Nord-Pas-de-Calais, en particulier, comme l'a mis en évidence en 1988 le rapport présenté au ministre des affaires sociales par un conseiller à la Cour des comptes, M. Pierre Cortesse, le découpage administratif reste calqué sur les anciennes concessions minières, qui ne correspondent plus ni aux exploitations, ni à l'habitat (certaines coupent une ville en deux), et les œuvres sociales, les prestations supplémentaires et l'organisation informatique peuvent varier à quelques kilomètres de distance.

Pourtant, les sociétés minières du Nord-Pas-de-Calais ont continué à accroître l'effectif de leurs salariés au cours des années 80 (alors que celui des assurés a baissé de 10 % rien qu'entre 1986 et 1988). En revanche, elles n'arrivent plus à recruter des agents de direction (la moitié des postes sont vacants), voire des administrateurs : la moyenne d'âge des présidents est de soixante-six ans.

Les regroupements devraient faciliter la gestion administrative et financière, les nouvelles sociétés devant compter entre 30 000 et 50 000 assurés (sauf dans l'Ouest). Mais ils ne constituent qu'un début de réorganisation. Ainsi dans certains secteurs, surtout dans le Nord, apparaît un « suréquipement » et un sous-emploi des médecins : dans cette région, M. Cortesse avait souhaité qu'on réduise à trois le nombre des sociétés afin de leur assurer « *une durée de vie suffisante* ».

La transformation ne sera pas facile, en raison d'intérêts contradictoires. Les mineurs et leurs syndicats sont attachés au système actuel (même si les regroupements prévus ont été acceptés par une bonne partie des organisations syndicales). Le régime assure non seulement la gratuité des soins (en échange de l'absence de liberté de choix du médecin), mais il permet aussi une bonne prise en charge de la population.

M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, s'est engagé à maintenir les droits des assurés du régime minier et la qualité des soins et des œuvres sociales.

A l'inverse, l'ouverture des œuvres sociales (notamment des cliniques) aux autres assurés sociaux, plusieurs fois envisagée, se heurte à la résistance des médecins libéraux, qui ont bloqué une première convention expérimentale, conlue entre la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés et deux sociétés de secours minières en 1987.

G. H.

● **Plan emploi : les syndicats seront consultés.** – *A la demande* du premier ministre, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, avait annoncé qu'il engagerait, le 5 septembre, une concertation sur le contenu du prochain plan emploi avec les syndicats. En fait, la consultation aura lieu le 12 septembre à 15 h 30 dans le cadre d'une réunion exceptionnelle du comité supérieur de l'emploi, en présence de l'ensemble des organisations syndicales. Le deuxième plan emploi du gouvernement Rocard sera présenté le 13 septembre en conseil des ministres.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNA

CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Septembre 1989

Emprunt à taux fixe de 1,4 milliard de Francs

soit 280 000 obligations de 5 000 F

Emprunt assimilable à l'emprunt 9 % d'Octobre 1988

Prix d'émission : 5 025 F

Taux nominal : **9,00 %**

Taux de rendement actuariel brut : **8,75 %**

1er coupon payable le 20 Novembre 1990 pour un montant de 450 F

Durée : 14 ans et 63 jours

Date de jouissance : 20 Novembre 1989

Amortissement en totalité le 20 Novembre 2003

Emprunt à taux fixe de 500 millions de Francs

soit 100 000 obligations de 5 000 F

Emprunt assimilable à l'emprunt 8,80 % de Février 1989

Prix d'émission : 4 997,50 F

Taux nominal : **8,80 %**

Taux de rendement actuariel brut : **8,46 %**

1er coupon payable le 13 Mars 1990 pour un montant de 109,55 F

Durée : 7 ans et 176 jours

Date de jouissance : 18 Septembre 1989

Amortissement en totalité le 13 Mars 1997

Modalités communes aux deux emprunts :

Date de règlement : 18 Septembre 1989

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Epargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.

Une fiche d'information (visa C.O.B. N° 89-372 du 28/08/89) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 153.07 - 75326 Paris Cedex 07 et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

CNA

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

ACTIONNAIRES DE SUEZ, voici pourquoi nous avons lancé une OPA.

Il y a trois semaines, Suez a décidé de lancer une Offre Publique d'Achat sur la Compagnie Industrielle, assortie d'un maintien de cours sur sa filiale, le groupe d'assurances Victoire. Aujourd'hui, les autorités compétentes ayant fait connaître leurs positions et la Compagnie Industrielle n'ayant pas lancé de contre-OPA, il est temps de vous exposer clairement les raisons de notre action.

Nous avons pris la décision de cette OPA afin de préserver vos intérêts dans la gestion de Victoire et d'assurer une stratégie porteuse d'avenir pour le Groupe Suez.

Suez est depuis près de vingt ans partenaire du Groupe Victoire. Nous y détenons 41 % du capital, soit directement, soit indirectement, à travers la Compagnie Industrielle.

La Compagnie Industrielle a trois actionnaires principaux, dont Suez. A la suite du départ du président de la Compagnie Industrielle, l'équilibre entre ces actionnaires menaçait d'être rompu à notre détriment.

Suez ne pouvait accepter de se laisser marginaliser.

Nous le pouvions d'autant moins que l'assurance fait partie depuis longtemps de notre stratégie de développement en tant que groupe industriel et financier européen. Une stratégie au nom de laquelle nous sommes prêts à assurer l'important financement que nécessite le formidable rapprochement de Victoire avec Colonia, le deuxième assureur allemand. A la condition pourtant de ne pas y jouer un rôle mineur.

Face à ces enjeux, Suez a souhaité prendre le contrôle du Groupe Victoire, dans le respect de la politique menée par ses dirigeants et pour collaborer encore plus activement à son développement. Elle a donc offert à tous les actionnaires de la Compagnie Industrielle de lui apporter leurs titres, à des conditions claires et financièrement attractives.

Le financement de l'OPA sera assuré par Suez, sans nouvel appel à l'actionnariat et ces sommes investies dans le cadre de notre stratégie européenne seront porteuses de croissance dans les années à venir, pour tous les actionnaires de Suez.

GROUPE SUEZ

Pour tout complément d'information : Direction de la Communication 1, rue d'Astorg 75008 Paris. Tél. (1) 40.06.64.00. Minitel 3615 SUEZ

Une note d'information qui a obtenu le visa COB n° 89-303 en date du 21 août 1989 est tenue à la disposition du public chez les intermédiaires financiers. Le document de référence sur la Compagnie Financière de Suez ainsi que la note d'information peuvent être obtenus à son siège social 1, rue d'Astorg 75008 PARIS.

Marchés financiers

Accord dans la bataille pour le groupe d'assurances Victoire

M. Vernes apportera ses actions à l'OPA de Suez

Des négociations ont été engagées et conclues entre M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle, et Suez qui a lancé une OPA sur cette même Compagnie industrielle. Elles ont commencé lundi 4 septembre dans la soirée et ont abouti à un relèvement du prix de l'OPA de 13 000 F à 14 800 F. En échange, M. Vernes apporte à Suez l'intégralité de ses titres. Les négociations ont été engagées à l'initiative de M. Vernes qui semble être las d'un conflit qu'il a lui-même voulu et engagé.

Le prix de 14 800 F correspond à une valeur de 22 milliards de francs pour le capital de la Compagnie industrielle. Compte tenu des 18,5 % déjà contrôlés par Suez, la Compagnie financière n'aura à débourser que 18 millions de francs environ. Par ailleurs Suez maintiendra les cours de l'action Victoire à 2 276 F et ceux du certificat d'investissement à 1 138 F.

L'enjeu de la bataille, rappelons-le, est le contrôle du deuxième groupe d'assurance français, Victoire. Le rachat de la majorité du capital de Colonia, le second assureur allemand, par Victoire au début du mois d'août, a été à l'origine des hostilités. M. Jean-Marc Vernes a tenté à cette occasion de diluer la part de Suez dans la Compagnie industrielle, holding qui contrôle les assurances Victoire. Refusant de se voir ramener à la portion congrue dans un secteur qu'elle juge stratégique, la Compagnie financière de Suez a lancé une OPA.

Lundi 4 septembre, l'action Compagnie industrielle a pu, pour la première fois être cotée. Sur quinze mille titres demandés, à peine huit mille cent onze ont été offerts au cours indicatif de 14 620 F. Mardi 5 septembre, la cotation devait être assurée par la Société des Bourses de France dans les conditions habituelles, c'est-à-dire en continu. Elle était suspendue en prévision d'une nouvelle offre de Suez. Mardi matin le titre avait un cours d'équilibre aux environs de 15 000 F. Le petit nombre de titres apportés sur le marché lundi 4 septembre, pour un cours pourtant largement supérieur à celui de l'OPA de Suez (13 000 F) est interprété par les observateurs comme un signe que les détenteurs de titres Compagnie industrielle ont été troublés par la *polémique engagée entre M. Vernes* et la Compagnie financière de Suez. La fin du conflit devrait les rassurer.

Y. M.

Création d'une société mixte franco-soviétique spécialisée dans le luxe et les services

Une société mixte franco-soviétique spécialisée dans la mode, les produits de luxe et la fourniture de services aux visiteurs étrangers a été créée en août dernier entre la Société française de marques et les Soviétiques.

La société française détient 50 % du capital de cette joint-venture. Le reste est partagé entre la coopérative moscovite Sozvestie (45 %) et la direction des relations extérieures de la Ville de Moscou (5 %). Le capital est estimé à 1 million de francs. *« C'est la première joint-venture franco-soviétique dans le secteur des services »*, a indiqué à l'AFP M. Anthony Parker, président de la Société française de marques.

Cette nouvelle société a pour but l'importation et l'exportation de produits de luxe et la fourniture de prestations de services pour les visiteurs étrangers en URSS (interprétariat, secrétariat, etc.).

Grand Met met en vente son réseau de bookmakers

Le numéro un mondial des vins et spiritueux a confirmé lundi son intention de céder les guichets de pari qu'il possède par l'intermédiaire des sociétés Mecca et William Hill. Cette dernière chaîne de bookmakers avait été rachetée il y a seulement neuf mois pour 331 millions de livres (3,3 milliards de francs) au distributeur américain Sears. En réalité, le groupe britannique, connu pour ses produits vedettes tels que le whisky J & B ou la liqueur de coco Malibu, a annoncé son intention de se concentrer sur ses activités de base.

Il est vrai que pour réaliser en janvier dernier l'acquisition de l'américain Pillsbury pour 5,75 milliards de dollars, Grand Met avait dû s'endetter. La cession de ses activités de jeu pourrait lui rapporter 600 millions de livres (6 milliards de francs). D'après la presse britannique, le groupe de loisirs Brent Walker serait candidat à la reprise de ce réseau de 1 650 guichets de jeu.

● **« OPA dans l'imprimerie britannique : Bowater envisage d'acquérir Norton Opax.** – Le groupe britannique Bowater Industries, spécialisé dans le papier et l'emballage, a lancé lundi 4 septembre une OPA de 382 millions de livres (4 milliards de francs) sur l'imprimeur britannique Norton Opax. Par ce biais, il tente ainsi de contrecarrer la tentative de rachat faite depuis le 21 août dernier par Norton sur De La Rue, un autre imprimeur britannique, pour un montant de 484,2 millions de livres (plus de 5 milliards de francs). Bowater Industries estime que cette OPA inamicale sur De La Rue n'est pas dans l'intérêt des actionnaires, et, de plus, en cas de réussite elle ramènerait sa participation de 26 % à 12 % dans le capital de Bowater. D'où sa riposte énergique annoncée lundi. Toutefois, Bowater Industries a précisé que son offre était subordonnée au rejet par les actionnaires de Norton Opax de l'acquisition de De La Rue. La direction de Norton Opax a rejeté cette offre de rachat.

SCIENTIFIQUES & CROYANTS !

JACQUES ARSAC
UN INFORMATICIEN

... il y a quelque chose en dehors de la science.

128 pages - 78 FF

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL MONETAIRE
SICAV MONETAIRE
pour la rémunération de votre trésorerie

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 88-89

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de Monsieur Alain Le Ray proposera à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 3 octobre 1989, de fixer le dividende du premier exercice clos le 30 juin 1989 à :

Obligations françaises non indexées	Créances négociables	Dividende net
1.290,46 F	1.255,06 F	2.545,52 F

Il n'y a pas de crédit d'impôt, le dividende brut est égal au dividende net.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 octobre 1989 et mis en paiement le 9 octobre 1989.

PERFORMANCE : + 8,29 %
du 13 juin 1988 (lancement) au 30 juin 1989.
Valeur de l'action au 30/06/89 : 32.549,73 F.

L'Ami Financier
Caisse d'Epargne Ecureuil

Sicav gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

NEW-YORK, 4 septembre

Labor Day

Tous les marchés commerciaux et financiers américains étaient fermés, lundi 4 septembre, en raison du *Labor Day (fête du travail)*.

ZURICH

Chiffre d'affaires record en juillet

La Bourse de Zurich a réalisé un chiffre d'affaires record de 62,6 milliards de francs suisses (240 milliards de francs) en juillet, contre 60,7 milliards de francs suisses en juin et 47,6 milliards en juillet 1988.

Pour les sept premiers mois de cette année, le chiffre d'affaires de la Bourse de Zurich a atteint 383 milliards de francs suisses (1 480 milliards de francs), contre 336 milliards de francs suisses pour la période correspondance de 1988. Le nombre des cours payés a été de 68 693 en juillet et, depuis janvier, il s'élève à 441 219, contre 347 161 pour la même période de 1988. La Bourse de Zurich a retrouvé son niveau d'avant le krach d'octobre 1987 début août.

Première cotation de Roche Holding

La société Roche Holding SA a introduit ses actions au porteur et ses bons de jouissance aux Bourses de Zurich, Bâle et Genève, le 1er *septembre. L'augmentation* de capital de 50 000 à 80 millions de francs suisses et l'émission de bons de jouissance, exécutées aux mois de juin et d'août, dans le cadre de la restructuration du capital, avaient eu un grand succès.

LONDRES, 4 sept. ↑

Hausse

Malgré un coup de frein donné en fin de journée, la Bourse de Londres a terminé la séance de lundi sur une note ferme. L'indice Footsie des cent valeurs gagnait 11,7 points, à 2 419,2. Les opérateurs ont limité leurs achats en l'absence d'indications en provenance de Wall Street. En effet, la Bourse américaine était fermée lundi en raison de la fête du travail (Labor Day). La plupart des titres des secteurs des brasseries, des magasins, des banques, des pétroles et des électriques étaient recherchés. Les valeurs pharmaceutiques se sont nettement améliorées, avec en tête Wellcome et Glaxo, soutenues par la fermeté du dollar. Le conglomérat Grand Metropolitan a vivement progressé à l'annonce de son projet de revendre ses bureaux de Paris, William Hill et Mecca. Brent Walker, pressenti comme éventuel acquéreur, s'est, en revanche, nettement replié. Les craintes du retrait de l'offre inamicale de Norton Opax sur la société d'imprimerie De La Rue ont fait tomber ce titre. En effet, le groupe Bowater (papier emballage) lance une OPA de 382 millions de livres sur Norton Opax, qui s'est d'ailleurs fortement apprécié *(lire ci-contre)*. Les fonds d'État se sont dépréciés de près d'un demi-point en raison des craintes d'un relèvement prochain des taux d'intérêt en Allemagne. Irrégularité des mines d'or.

PARIS, 5 septembre ↓

Hésitant

Après un bon départ en début de semaine (+ 0,61 %) dopé par la performance de Wall Street à la veille du week-end, l'heure était à l'hésitation rue Vivienne. Les multiples rumeurs sur un éventuel relèvement des taux d'intérêt en Allemagne, en raison de la surchauffe de l'économie, ont pesé sur la tendance. Il faudra attendre, *jeudi, l'issue de la réunion de la Bundesbank* pour être fixé sur la politique monétaire outre-Rhin. En attendant, les investisseurs restent sur la réserve, et la journée de mardi illustre parfaitement ce mouvement. L'indicateur instantané, après avoir ouvert sur un gain infime de 0,01 %, parvenait à atteindre les 0,1 % en fin de matinée. Puis en début d'après-midi, il se dépréciait, devenant même négatif (– 0,03 %) avant de revenir aux alentours de zéro. Les intervenants attendaient également la reprise des cotations à New-York après sa longue fermeture de trois jours, lundi ayant été férié en raison de la fête du travail.

La séance a une fois encore été dominée par la bataille pour le contrôle de la Compagnie industrielle et du groupe Victoire. En début de matinée les cotations de ces sociétés étaient suspendues dans l'attente du dépôt d'une surenchère faite par Suez. Cette nouvelle offre est liée à un accord entre les deux protagonistes, M. Vernes et Suez, le premier apportant ses titres au second *(voir ci-contre)*. Le surcoût que paiera la Compagnie financière de la rue d'Astorg a entraîné une baisse de son cours. L'arrêt du conflit a également entraîné un repli des cours de la Navigation mixte : *la firme, étant l'une des* actionnaires de la Compagnie industrielle, avait été l'objet de vives spéculations les jours derniers. Parmi les plus fortes progressions de la séance figuraient Valeo, qui vient d'acquérir l'américain Blaakstone, Vallourec, La Hénin et la Sogérap. Les cotations de la SCREG étaient suspendues dans *l'attente d'une « opération financière »*. Nestlé a indiqué détenir de façon directe et indirecte 52 % du capital des Eaux minérales de Vittel.

Enfin, dans un marché calme, l'ensemble des contrats du MATIF étaient orientés à la baisse.

TOKYO, 5 sept. ↓

Léger repli

La Bourse de Tokyo a évolué, mardi, selon une tendance en dents de scie, pour terminer, en définitive, sur un repli de 41,83 points, soit 0,12 % à 34 441,95 points.

La poursuite de la hausse du dollar dans l'après-midi a entraîné des ventes tout en freinant l'activité du marché. Pourtant les professionnels sont dans l'ensemble optimistes et s'attendent à des achats sélectifs pendant une grande partie de la semaine. Etaient en hausse les actions de la pharmacie et de la mécanique. Des titres de l'alimentation et de l'immobilier ont également progressé. Parmi les baisses, on relevait celle des mines.

VALEURS	Cours du 4 sept.	Cours du 5 sept.
Akaï	814	810
Bridgestone	1 760	1 760
Canon	1 750	1 760
Fuji Bank	3 700	3 680
Honda Motors	1 940	1 970
Matsushita Electric	2 340	2 350
Mitsubishi Heavy	1 150	1 160
Sony Corp.	8 800	8 950
Toyota Motors	2 810	2 800

FAITS ET RÉSULTATS

● **Coopération plus étroite : Casino, Ahold, Argyll.** – Trois chaînes de supermarchés européennes, Casino (France), Ahold (Pays-Bas) et Argyll (Grande-Bretagne) ont signé un accord de coopération concrétisant l'alliance de principe conclue il y a un peu plus de trois mois (*le Monde* du 20 mai et du 1er juillet). Une filiale commune sera créée, European Retail Alliance (ERA), dont le capital sera réparti, à égalité, entre les trois partenaires, et des prises de participation croisées sont prévues, sous forme d'augmentation de capital. Chaque maison mère émettra des actions ordinaires pour une valeur de 100 millions d'ECU (700 millions de francs). A la fin de l'opération, prévue fin octobre, Ahold et Casino détiendront chacun 1,5 % du capital d'Argyll ; Argyll et Ahold auront chacun 3,4 % de Casino ; Argyll et Casino 3,8 % d'Ahold. Le nouveau groupe européen représente un chiffre d'affaires cumulé de 119 millions de francs et emploie cent quatre-vingt-trois mille personnes.

● **Fujisawa va racheter l'américain Lyphomed.** – L'une des premières firmes pharmaceutiques japonaises, Fujisawa, va lancer une OPA amicale sur 70 % du capital de Lyphomed, un laboratoire américain de l'Illinois pour un montant de 670 millions de dollars, soit 4,4 milliards de francs. Fujisawa détient déjà 30 % de la firme américaine. L'an dernier, le chiffre d'affaires de Lyphomed, qui réalise 95 % de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis, a baissé de 26 % à 128 millions de dollars (760 millions de francs) et accusé des pertes de 21 millions de dollars. Lyphomed est spécialisé dans les médicaments génériques.

● **Construction : vive progression du chiffre d'affaires de CBC.** – Le groupe CBC (Compagnie générale de bâtiment et de construction) a réalisé un chiffre d'affaires de 3,03 milliards de francs (hors taxes) au cours du premier semestre 1989, à comparer à celui du premier semestre 1988, qui était de 2,04 milliards. Cette augmentation de 48 % tient compte notamment des conditions climatiques particulièrement favorable du début de l'année, précise le groupe, le 5 septembre. Le chiffre d'affaires de l'exercice en cours connaîtra une progression supérieure à 25 % par rapport à celui de 1988, ajoute CBC.

● **OMF veut animer son marché de contrat à terme sur BTAN quatre ans.** – La société OMF, spécialisée dans le marché électronique de contrats à terme, a décidé de dévoiler sur ses écrans électroniques, dès le *5 septembre*, l'identité des intervenants pour animer et relancer son contrat à terme sur le BTAN notionnel de quatre ans. OMF précise que ce service sera accessible uniquement aux adhérents et négociateurs équipés des terminaux informatiques de la chambre de compensation OMF. Ce nouveau service donnera donc l'identité des intervenants sur la fourchette achat-vente et la transaction effectuée. Après trois mois d'exercice, l'activité sur le contrat BTAN quatre ans s'est ralentie, notamment en raison de l'absence de *« traders au cours des mois de vacances »*. Il s'est échangé 26 244 lots pour le mois de juin, premier mois d'exercice du contrat, soit plus qu'au cours du mois de juillet (11 643 lots) et surtout qu'en août (8 064 lots). La société OMF compte maintenant quarante-six intervenants, après l'arrivée de Viel Monétaire Futurs et de la banque Finance Plus, spécialiste en valeurs du Trésor.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault & Associés	....	441	Le gd livre du mois	....	420
Asystel	....	245	Loca Investissement	....	285
B.A.C.	....	325	Locamic	....	186 50
B. Demachy & Assoc.	....	800	Métallurg. Minière	....	257 10
B.I.C.M.	....	....	Mécroservice	....	192
Boiron	....	420	Mécroservice (bons)	25	23
Bolloré Technologies	....	950	Molex	215	....
Boisset (Lyon)	....	293	Navale-Delmas	....	1180
Câbles de Lyon	....	2250	Olivetti-Logabax	268	....
Calberson	....	821	Om. Gest.Fin.	....	636
Cardif	....	840	Pharolit	....	688
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	825	P.F.A. S.A.	....	650
C.A.T.C.	....	....	Presbourg (C in & Fin)	....	98
C.D.M.E.	....	1980	Présence Assurance	....	615
C. Equip. Elect.	....	399	Publicat. Filipacchi	....	820
C.E.G.I.D.	....	940	Razel	....	702
C.E.G.E.P.	....	285	Rémy & Associés	....	328 50
C.E.P.-Communication	....	490	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	....
Ciments d'Origny	....	715	St-Honoré Matignon	....	230 10
C.N.I.M.	....	615	S.C.G.P.M.	....	550
Codetour	....	....	Segin	368	....
Concept	....	339	Sélection Inv. (Lyon)	....	110
Conforama	....	1069	S.E.P.	....	540
Creeks	....	485	Serbo	....	615
Dafsa	....	145	S.M.T.Goupil	....	332
Dauphin	....	1880	Sodiaforg	....	811
Devanlay	....	1170	Sopra	....	288
Deville	....	542	Thermador Hold. (Lyon)	....	225
Dolisos	....	200	TF 1	....	404
Éditions Belfond	....	130	Unilog	....	195
Europ. Investissem.	....	17 40	Union Financ. de Fr.	....	500
Finacor	....	235	Viel et Cie	....	218
Gézonor	....	582	Yves Saint-Laurent	....	1083
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	310			
Guintoli	....	929			
I.C.C.	....	251			
Idia	....	292			
Idianova	....	150			
IM2	....	300			
Int. Metal Service	....	1151			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 4 sept. 1989

Nombre de contrats : 21 806.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Accor	760	84	100	16	–
CGE	440	34,50	47	0,77	6
Elf-Aquitaine	480	42	54	–	–
Eurotunnel SA-PLC	70	12	15,50	2,50	4,75
Lafarge-Coppée	1 800	13	65	–	–
Michelin	180	7	14,10	4	7
Midi	1 400	111	160	4	20,50
Paribas	400	108	–	–	–
Peugeot	850	125	145	0,50	6
Saint-Gobain	600	106	112,50	–	–
Société générale	400	131	–	–	–
Thomson-CSF	200	16,50	27,50	1,50	6
Source Perrier	1 600	145	196	8	–
Suez Financière	340	31	–	0,80	6,98

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 4 septembre 1989

Nombre de contrats : 32 601.

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	109,44	109,24	108,94
Précédent	109,20	108,98	108,68

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 89	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 89	OPTIONS DE VENTE Mars 90
110	0,50	0,83	1,28	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,71 F ↑

La hausse du dollar, déjà sensible lundi 4 septembre, s'est poursuivie mardi 5 septembre sur tous les marchés. A Paris, le cours de la devise américaine a atteint *6,7115 F et frôlé 1,99 DM*, tandis qu'à Tokyo il dépassait 146 yens. Les rumeurs d'un relèvement des taux d'intérêt allemands se font plus insistantes, ce qui a poussé à plus de 9 % le taux de l'argent au jour le jour à Paris.

FRANCFORT	4 sept.	5 sept.
Dollar (en DM)	1,9815	1,9890
TOKYO	4 sept.	5 sept.
Dollar (en yens)	146,08	146,63

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (5 sept.)	9 1/16-9 1/8 %
New-York (4 sept.)	8 7/8-8 15/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 30-12-88)*

	1er sept.	4 sept.
Valeurs françaises	124,86	125,20
Valeurs étrangères	120,30	121,10
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	526,4	531,6
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 885,28	1 898,46
(OMF, base 100 : 31-12-81)		
Indice OMF 50	523,93	529,25

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles	2 752,09	Clos

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 992,7	2 003,6
Mines d'or	198,8	198,6
Fonds d'Etat	86,52	86,46

TOKYO

	4 sept.	5 sept.
Nikkeï Dow Jones	34 483,78	34 441,95
Indice général	2 614,59	2 613,34

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,6840	6,6860		+ 15	+ 5	+ 30	+ 40	+ 120
$ can.	5,6540	5,6613	– 162	– 131	– 310	– 261	– 838	– 703
Yen (100)	4,5703	4,5763	+ 138	+ 167	+ 255	+ 295	+ 790	+ 880
DM	3,3698	3,3734	+ 49	+ 66	+ 93	+ 114	+ 258	+ 317
Florin	2,9899	2,9922	+ 36	+ 51	+ 75	+ 93	+ 206	+ 259
FB (100)	16,1099	16,1225	+ 39	+ 153	+ 129	+ 287	+ 369	+ 758
FS	3,8996	3,9054	+ 46	+ 61	+ 98	+ 114	+ 287	+ 353
L (1 000)	4,7827	4,7860	– 139	– 115	– 273	– 236	– 761	– 683
£	10,3669	10,3767	– 481	– 425	– 861	– 783	– 2379	– 2198

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 11/16	8 15/16	8 7/8	9	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16
DM	6 13/16	7 1/16	7	7 1/8	7 1/8	7 1/4	7 1/4	7 3/8
Florin	7 3/16	7 7/16	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 7/16	7 3/8	7 1/2
F.B. (100)	7 5/8	8 1/8	8 5/16	8 5/8	8 5/16	8 5/8	8 3/8	8 11/16
F.S.	7 1/4	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2	7 3/8	7 1/2
L (1 000)	10 1/2	11 1/2	12 1/8	12 1/2	12 1/8	12 1/2	12 3/8	12 5/8
£	13 7/8	14 1/8	13 15/16	14 1/16	13 15/16	14 1/16	13 15/16	14 1/16
F franç.	8 7/8	9 1/8	9	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 5 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 20

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3820	C.N.E. 3% ★	3763	3763	3763	....
1060	B.N.P. T.P.	1084	1085	1060	− 2 21
1190	C.C.F. T.P.	1191	1220	1191	....
1170	Créd. Lyon. T.P.	1169	1165	1165	− 0 34
1820	Renault T.P.	1811	1810	1820	+ 0 50
2015	Rhone-Poul. TP	2017	2050	2050	+ 1 64
1260	St-Gobain T.P.	1295	1297	1281	− 1 08
1247	Thomson T.P.	1265	1270	1270	+ 0 40
775	Accor	844	840	832	− 1 42
625	Air Liquide	667	662	666	− 0 15
....	Alcatel ★	....	....	....	....
2030	Als. Superm.	2099	....	....	....
680	A.L.S.P.I.★	630	667	635	+ 0 79
....	Alsthom ★	....	....	....	....
2750	Arjom. Prioux★	2761	2779	2785	+ 0 87
670	Aussedat-Rey★	670	670	670	....
1010	Aux. Entrepr. ★	1037	1035	1030	− 0 68
615	Av. Dassault ★	659	650	655	− 0 61
455	BAFIP ★	440	448	450	+ 2 27
370	Bail-Equipem.★	383	389	381	− 0 52
980	Bail Investiss.★	970	970	966	− 0 41
420	B.N.P. C.I. ★	401 60	405	405	+ 0 85
660	Cie Bancaire ★	634	631	629	− 0 79
615	Bazar H.-V.★	659	659	651	− 1 21
665	Béghin-Say ★	666	660	660	− 0 90
945	Berger (Ma)	1146	1160	1156	+ 0 87
720	Bic ★	762	768	768	+ 0 79
830	B.I.P. ★	849	850	850	+ 0 12
670	B.I.S.★	695	700	697	+ 0 29
3100	Bongrain S.A. ★	3232	3239	3235	+ 0 09
855	Bon-Marché ★	966	959	961	− 0 52
735	Bouygues ★	765	762	768	+ 0 39
120	B.P. France ★	138	140 10	140 50	+ 1 81
730	B.S.N.★	765	768	766	+ 0 13
710	Canal Plus★	720	730	720	....
2940	Cap Gem. S.★	2624	2680	2620	− 0 15
3350	Carrefour★	3645	3610	3631	− 0 38
205	Casino★	231 80	231	225	− 2 93
128	Casino A.D.P.★	141 40	141 50	138 80	− 1 84
1000	Castorama D.L.	1006	....	....	....
1200	C.C.M.C.	132	133	132	....
245	Centrest	260	....	....	....
675	Cetelem★	654	654	657	+ 0 46
430	Cerus ★	468 80	473	467 50	− 0 28
605	C.F.A.O.★	677	671	665	− 1 77
440	C.G.E.	474	474	474	....
1680	C.G.I. Informat.	1779	1780	1780	+ 0 06
1470	C.G.I.P.★	1580	1542	1566	− 0 89
575	C.G.P.	602	602	605	+ 0 50
1170	Chargeurs S.A★	1215	1220	1217	+ 0 16
....	Clos	875	889	869	− 0 69
1540	Ciments franç.★	1700	1690	1692	− 0 47
648	Club Méditerr.★	658	663	656	− 0 30
735	C.M.B. Packag.	783	780	780	− 0 38
181	Codetel★	182 10	184 50	181 50	− 0 33
375	Cofimeg★	381	382 10	385	+ 1 94
1000	Colas ★	1040	1020	1039	− 0 10
225	Cpt. Entrepr.★	227	227	223	− 1 76
1040	Compt. Mod. ★	1055	1056	1050	− 0 47
1000	Créd. Foncier ★	1039	1035	1036	− 0 29
455	C. F. Immob. ★	486	488	485	− 0 21
186	C.C.F.★	206 50	204 50	206 50	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
855	Cr. Lyon. (CI) ★	652	650	646	− 0 92
1130	Crédit Nat.★	1140	1140	1160	+ 1 75
640	C.S.E.E. ★	553	550	546	− 1 27
720	Crouzet ★	714	710	710	− 0 56
3910	Dassault S.A. ★	3730	3730	3733	+ 0 08
1580	De Dietrich★	1656	1651	1652	− 0 24
210	Dév. P.d.C. (Li)	231	....	....	....
330	Dév. R. Sud-Est	358	360	364	+ 1 68
550	D.M.C.	560	569	569	+ 1 61
540	Drouot Assur.★	535	545	545	+ 1 87
3980	Docks France ★	3835	3837	3850	+ 0 38
1050	Dumez ★	1120	1129	1134	+ 1 25
1030	Duménil Leblé	1185	1186	1183	− 0 17
2100	Eaux (Gén.)★	2133	2125	2136	+ 0 14
590	Ecco ★	599	603	608	+ 1 50
1080	Electrofinanc. ★	1132	1124	1112	− 1 77
545	El. S. Dassault★	540	531	540	....
485	Elf-Aquitaine	518	520	521	+ 0 58
400	− (certific.) ★	418	415	412 50	− 1 32
1340	Epeda B.-F.	1349	1348	1350	+ 0 07
3180	Essilor★	3320	3300	3300	− 0 60
1470	Essil. Int.(DP)★	1620	1630	1630	+ 0 62
490	Esso S.A.F. ★	517	520	518	+ 0 19
1960	Eurafrance★	1981	1981	1980	− 0 05
1830	Eurocom ★	1767	1728	1760	− 0 40
2040	Euromarché★	2889	2880	2880	− 0 30
845	Europe n° 1 ★	852	855	895	+ 5 05
85	Eurotunnel ★	79 30	80 10	77 55	− 2 21
1520	Exor ★	1577	1580	1565	− 0 76
1350	Facom★	1440	1435	1440	....
1180	Fichet-Bauche★	1300	1298	1250	− 3 85
215	Finextel★	209	212	209 60	+ 0 29
440	Fives-Lille★	450	455	455	+ 1 11
2280	Fromager. Bel★	2380	2395	2420	+ 1 68
1780	Gal. Lafayette★	1910	1906	1920	+ 0 52
815	Gascogne★	853	....	....	....
1630	Gaz et Eaux★	1818	1811	1830	+ 0 66
820	Géophysique★	860	855	860	....
710	Gerland★	780	765	785	+ 0 66
3460	Groupe Cité★	3668	3690	3700	+ 0 87
1900	Gr. Victoire	1798	....	....	....
900	− (certif.)	894	....	....	....
1480	GTM-Entrep.★	1484	1484	1471	− 0 88
970	Guyenne-Gas.★	1045	1035	1040	− 0 48
460	Hachette ★	465	468	460	− 1 08
1120	Havas ★	1150	1156	1155	+ 0 43
610	Hénin (La)★	665	665	679	+ 2 11
1320	Hutchinson ★	1360	1380	1360	....
340	Imétal ★	360 10	360	361	+ 0 25
255	Ingénico ★	288	267	282	− 2 24
6400	Inst. Mérieux★	6400	6380	6450	+ 0 78
530	Interbail★	526	530	530	+ 0 76
1720	Intertechnique★	1710	1700	1730	+ 1 17
1360	J. Lefebvre★	1365	1370	1362	− 0 22
1200	Labinal ★	1215	1205	1218	+ 0 25
2300	Lab. Bellon★	2400	2416	2420	+ 0 83

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1740	Lafarge-Coppée	1763	1742	1765	+ 0 11
1330	Lebon ★	1377	1374	1374	− 0 22
3850	Legrand ★	3950	3960	3960	+ 0 25
2160	Legrand (DP) ★	2150	2142	2140	− 0 47
1400	Leroy-Somer★	1460	1480	1470	+ 0 68
770	Locabail Im.★	760	780	780	....
580	Locafrance ★	581	581	583	+ 0 36
860	Locindus★	851	860	860	+ 1 06
615	Luchaire★	516	517	520	+ 0 97
4320	L.V.M.H.★	4539	4505	4500	− 0 86
1650	Lyonn. Eaux ★	1682	1685	1685	+ 0 18
87	Main. Phénix★	91 50	90 50	88 60	− 3 17
285	Majorette (Ly)★	270	270	267	− 1 11
460	Mar. Wendel ★	474	476	468	− 1 27
385	Matra ★	380	375	376	− 1 05
4800	Merlin-Gerin ★	4700	4788	4700	....
198	Metaleurop★	210 50	210 10	210 90	+ 0 19
280	Métrologie Int.★	278	280	278	+ 0 72
177	Michelin	183	182 80	182 50	− 0 27
1370	Midi (Cie)	1510	1530	1520	+ 0 66
210	Midl. Bk SA★	208	208	208	....
405	Min Salaig (Ma)	449 50	450	450	+ 0 11
220	M.M.B.M. ★	222	223	221	− 0 45
138	Moulinex★	149 40	150	150	+ 0 40
945	Navig. Mixte ★	1183	1183	1113	− 5 92
186	Nord-Est ★	204	205	205	+ 0 49
385	Nordon (Ny)	392 60	....	....	....
605	Nouvelles Gal.★	638	640	632	− 0 94
900	Occid. (Gén.)★	910	916	906	− 0 44
1410	Omn.F.Paris★	1585	1586	1560	− 1 58
435	Olipar ★	461	455	457	− 0 87
4450	Oréal (L')★	4625	4680	4675	+ 1 08
500	Paribas	509	510	507	− 0 39
480	Paris-Réesc.★	484	490 50	485	+ 0 21
1290	Pechelbronn ★	1378	1365	1350	− 2 03
320	Pechiney CIP★	348 80	348 50	352	+ 0 98
225	Pechiney Int.	244	245	243 20	− 0 33
475	Penhoët★	497	506	506	+ 1 81
1420	Pernod-Ricard★	1520	1525	1538	+ 1 18
885	Peugeot S.A.	879	880	874	− 0 61
805	Plastic Omn.★	575	574	560	− 2 61
755	Poliet ★	771	774	776	+ 0 65
1130	Prétabail Sic.★	1132	1131	1132	....
720	Primagaz★	730	730	751	+ 2 88
780	Printemps★	797	795	798	+ 0 13
3770	Promodès★	3795	3718	3794	− 0 03
610	Radiotechn. ★	605	610	612	+ 1 16
151	Raff. D. Total ★	163	164 80	163 10	+ 0 06
4240	Redoute (La) ★	4180	4120	4250	+ 1 67
530	R.-Poulenc CIP★	598	594	595	− 0 17
340	Rober finan.	358	359 50	359 50	+ 0 42
138	Rochette (La)	140 90	140 90	140	− 0 64
1880	Roussel-Uclaf★	2060	2060	2070	+ 0 49
3780	R. Impér. (Ly)	3910	3870	3900	− 0 26
174	Sade	180	....	....	....
1470	Sagem ★	1466	1461	1470	+ 0 27

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
885	Saint-Gobain	705	708	708	+ 0 43
1380	St-Louis ★	1415	1400	1405	− 0 71
2670	Salomon	3000	3030	3010	+ 0 33
575	Sahepar	592	....	....	....
1060	Sanofi ★	1092	1056	1074	− 1 65
760	S.A.T. ★	752	758	751	− 0 13
310	Saul-Chât. (E)★	340	340	338	− 0 59
760	Saupiquet (Ns)	856	....	....	....
835	Schneider ★	855	855	860	+ 0 58
73	S.C.O.A.★	79 95	80	79 95	....
1040	S.C.R.E.G. ★	1060	....	....	....
1110	Seb ★	1128	1110	1096	− 2 83
490	Sefimeg ★	487	486	490	+ 0 62
1590	S.F.I.M.★	1820	1780	1751	− 3 79
285	S.G.E.★	275	276 50	271 20	− 1 38
825	Sfic★	829	835	820	− 1 09
575	Simco	592	590	601	+ 1 52
1190	Sk. Rossignol★	1300	1285	1285	− 1 15
945	Sligos ★	1050	1050	1046	− 0 38
515	Société Génér.	530	530	524	− 1 13
148	Sodecco	148	....	....	....
180	Sodero (Na)	179 90	....	....	....
3610	Sodexho ★	3650	3650	3700	+ 1 37
117	Sogenal (Ny)	119	....	....	....
370	Sogerap★	395	398	404	+ 2 28
2690	Somm-Allib. ★	2830	2825	2820	− 0 35
1580	Source Perrier★	1724	1731	1741	+ 0 99
940	Sovac ★	895	900	900	+ 0 56
685	Spie-Batignol.★	780	780	782	+ 0 26
1100	Strafor ★	1165	1151	1141	− 2 06
370	Suez	387	385 90	382	− 1 38
470	Synthélabo ★	468	470	470 10	+ 0 45
205	Thomson-C.S.F.	214	213 10	214	....
480	Total (CFP) ★	515	506	515	....
95	− (certific.)★	98	98	98 50	+ 0 51
1405	T.R.T. ★	1405	....	....	....
405	Truffaut (Fin.)	422	424	422	....
570	U.F.B.-Locab. ★	585	584	586	− 1 51
1150	U.I.C. ★	1140	1140	1144	+ 0 35
805	U.I.F. ★	615	615	613	− 0 33
960	U.I.S.★	965	965	965	....
335	U.C.B. ★	325	325	325	....
795	Unibail★	801	800	800	− 0 12
835	Valéo ★	888	898	914	+ 2 93
405	Vallourec ★	412	415	423 70	+ 2 84
390	Via Banque★	449	440	426	− 5 12
1190	Zodiac	1231	1230	1251	+ 1 62
835	Elf-Gabon ★	980	980	980	....
181	Amax Inc.	189 60	191 10	191 30	+ 0 90
340	Amer. Express	247 50	248 40	248 40	+ 0 36
250	Amer. Teleph.	287 50	289	289	+ 0 56
157	Anglo Amer. C.	157	158 20	159	+ 1 27
465	Amgold	475	474	474	− 0 42
350	Banco Santander	349 20	349 80	349 80	+ 0 17
1010	BASF (Akt)	1019	1019	1018	....
1040	Bayer	1050	1050	1052	+ 0 19

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
76	Buffelsfont.	79 50	80 80	81	+ 1 89
250	Chase Manh.	258 50	260	260	+ 0 58
105	Echo Bay Mines	105	106 50	106 50	+ 1 43
85	De Beers	96 60	98	98	+ 1 45
2250	Deutsche Bank	2300	2318	2323	+ 1
1200	Dresdner Bank	1190	1210	1210	+ 1 68
69	Driefontein Ctd	67 10	67 60	67 50	+ 0 60
760	Du Pont-Nem.	800	804	804	+ 0 50
325	Eastman Kodak	324 80	325 10	326 40	+ 0 49
16	East Rand	16 10	15	15 10	....
335	Electrolux	327	325	325	− 0 61
670	Ericsson	785	790	790	+ 0 64
285	Exxon Corp.	296	297 80	297 80	+ 0 61
335	Ford Motors	359 90	365	365	+ 1 42
55	Freegold	52 80	53	53	+ 0 38
153	Gencor	166	167 50	167 50	+ 0 90
370	Gén. Electr.	387 50	389 70	389 70	+ 0 57
....	Gén. Belgique	....	....	....	....
280	Gen. Motors	336	339	339	+ 0 89
155	Goldfields	153	150	150 50	− 1 63
67	Gd Metropolitain	67 90	68 40	68 40	+ 0 74
30	Harmony	30 50	30 50	30 50	....
....	Hewlett-Packard	357 20	358 50	358 50	+ 0 36
76	Hitachi	73 20	72 75	72 75	− 0 61
1000	Hoechst Akt.	1015	1018	1018	+ 0 30
139	Imp. Chemical	138 40	138 40	138 40	....
750	IBM	788	792	792	+ 0 51
400	ITT	424	425	425	+ 0 24
199	Ito-Yokado	210	205 50	205 50	− 2 14
189	Mac Donald's	194 50	196 50	196	+ 0 77
113	Matsushita	107 70	108 30	108 30	+ 0 56
480	Merck	498 50	495	495	− 0 70
505	Minnesota M.	527	529	529	+ 0 38
350	Mobil Corp.	369	372	372	+ 0 81
270	Morgan J.P.	275	276	276	+ 0 36
34020	Nestlé	34600	34780	34700	+ 0 29
1160	Nixdorf	1175	1175	1174	− 0 09
140	Norsk Hydro	145 30	145	145	− 0 21
131	Ofsil	128	127 50	127 50	− 0 39
2000	Petrofina	2000	2000	2000	....
1030	Philip Morris	1099	1105	1105	+ 0 55
124	Philips	128 40	129	129	+ 0 47
102	Placer Dome	107	107 50	107 50	+ 0 47
475	Quilmès	504	490	490	− 2 78
370	Randfontein	387	389	389	+ 0 54
430	Royal Dutch	441	440	440	− 0 23
56	Rio Tinto Zinc	58 65	58 35	58 35	− 0 50
32	Saat. & Saatchi	32 95	33 10	33 10	+ 0 45
47	St Helena Co	47 05	47	46 60	− 0 96
270	Schlumberger	297 20	298 70	298 70	+ 0 50
44	Shell transp.	44 95	44 70	44 70	− 0 56
2030	Siemens A.G.	2015	2042	2050	+ 1 74
400	Sony	405 90	410 50	410 50	+ 1 13
58	Telefonica	58 50	58 60	58 60	+ 0 18
275	T.D.K.	259 50	262	262	+ 0 96
61	Toshiba Corp.	58 90	58 95	58 95	+ 0 08
475	Unilever	482 50	482 50	482 40	− 0 02
355	Unit. Techn.	379	380 20	380 20	+ 0 32
530	Vaal Reefs	512	514	514	+ 0 39
490	Volvo	469	470	470	+ 0 21
225	West Deep	221	222 50	222 50	+ 0 68
436	Xerox Corp.	452 50	455	455	+ 0 55
175	Yamanouchi	174 80	175	175	+ 0 11
3 25	Zambia Corp.	3 37	3 38	3 38	+ 0 30

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	122,70	2 532
8,80 % 78/93	101 85	1 477
10,80 % 79/94	105 10	0 030
13,25 % 80/90	103 06	3 412
16,20 % 82/90	102 35	10 430
16 % juin 82	106 16	3 858
14,60 % déc. 83	107 80	7 840
13,40 % déc. 83	116 90	9 472
12,20 % oct. 84	109 58	11 097
11 % fév. 85	115 25	5 907
10,25 % mars 86	108 30	4 876
ORT 12,75 % 83	....	..
OAT 10 % 2000	110 44	2 767
OAT 9,90 % 1997	108 90	7 215
OAT 9,80 % 1996	106 47	5 853
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	101 25	1 580
CNB Paribas	102	1 580
CNB Suez	102	1 580
CNI janv. 82	101 22	1 580
PTT 11,20% 85	110 60	7 843
CFF 10,30% 86	106 80	5 761
CNE 11,50% 85	106 40	2 866
CNT 9% 86	99 70	3 351
CRH 10,90% déc. 85	111 20	6 682
C.N.C.A. T.P.	....	116
C.G.E. 6% janv. 89-96	....	..
Drouot Ass. Obl. conv.	3455	..
Métrologie I. 6% 6/7	....	8 840

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté. Fin.)	....	1845
A.G.F. (St Cent.)	....	1014
Applic. Hydraul.	....	1090
Arbel	....	890
Astorg	....	....
Avenir Publicité	....	1585
Bain C. Monaco	....	....
Banque Hypoth. Eur.	....	399
Béghin-Say (C.I.)	....	....
Blanzy-Ouest	....	900
B.N.P. Intercontin.	....	381
Bénédictine	....	5000
B.T.P. (Compagnie)	....	100 60
Calif	....	650
Cambodge	....	929 d
C.A.M.E.	....	175
Carbone-Lorraine	....	1070
Case-Pochain	....	32 70
C.E.G.Frig.	....	426
Centen. Blanzy	....	6030
Cerabati	....	175
Champex (Ny)	154 90	....
C.I.C. (Financ. de)	....	218 50
C.I. Maritime	....	751
Citram (B)	2720	....
Clause	....	1390
Cofradel (Ly)	....	1150
Cogif	....	360
Comiphos	....	820
Cie Industrielle	....	....
Comp. Lyon-Alem.	....	485
Concorde (La)	....	1219
C.M.P.	....	14 75
Créd. Gén. Ind.	....	....
Cr. Universel (Cie)	....	821
Créditel	....	145
Darblay S.A.	....	630
Degremont	....	487
Delalande S.A.	....	1539
Delmas-Vieli. (Fin.)	....	4700 o
Didot-Bottin	....	1155
Eaux Bass. Vichy	....	1320
Eaux Vittel	....	3911
E.C.I.A.	....	1815
Electro-Banque	....	358
Elf-Antargaz	....	....
E.L.M. Leblanc	....	616 d
[illegible]-Bretagne	....	310 50 o
Entrepôts Paris	....	890
Europ. Accumul.	....	72 50
Europe Soudure Indust.	....	119 50
Eternit	....	2890
Finalens	....	230
FIPP	....	....
Fiao	....	1770
Foncière (Cie)	....	678
Fonc. Lyonnaise	....	682
Foncina	....	549
Forinter	....	....
Fougerolle	....	805
France I.A.R.D.	....	355
France (La)	....	10060
Fromag. Paul Renard	....	1337
GAN	....	1728
G.F.J.I.	....	259 80
Gaumont	....	....
Genefim	....	329
Gévelot	....	495
Gr. Fin. Constr.	....	415
Gds Moulins Paris	....	880
G. Transp. Ind.	....	462 50
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Immindest	....	....
Immobail	....	421
Immobanque	....	716
Immob. Marseille	....	8950
Immofice	....	520
Invest. (Sté Cent.)	....	3100
Jaeger	....	250
Lambert Frères	....	420
Lille-Bonnières	....	1460
Loca-Expansion	....	280
Locafinancière	....	400
Locatel	....	400
Louis Vuitton	....	1450
Louvre (Sté)	....	3460
Lucia	....	1850
Machines Bull	....	90
Magasins Uniprix	....	138
Magnant S.A.	....	....
Maritime Part.	....	460
Métal Déployé	....	579
Mors	....	141 60
Navig. (Nat. de)	....	177
Nozal	....	412
Optorg	....	484
Oréal (L') C.I.	2200	....
Origny-Desvroise	....	1385
Palais Nouveauté	....	1144
Paluel-Marmont	....	759
Parfinance	....	221
Paribas-CIP	382 60	....
Paris France	....	252
Paris-Orléans	....	278 50 d
Parcodis	....	477
Patern. Résg. Div.	....	1850
Piper-Heidsieck	....	2182
P.L.M.	....	345
Porcher	....	690
Promodès	1555	....
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	5880
Rochefortaise S.A.	....	829
Rosario (Fin.)	....	....
Rougier et Fils	....	338
Rosières (usine de)	....	825
Sacer	....	924
SAFAA	....	385
Safic-Alcan	....	840
SAFT	....	3200
Saga	....	232
Salins du Midi	....	540
Satam	....	155
Savoisienne (M)	349	350
SCAC	....	546
Sarelle Maubeuge	....	490
S.E.P. (M)	174 50	174 50
Sild	....	582 d
Simnor (L)	....	....
Sinvim	....	376 10
Siph (Plant. Hévéas)	....	604 d
Sofal financière	....	795
Sofical	....	1144
Sofio	....	630
Soficomi	....	710
S.O.F.I.P. (M)	264	264
Sofragi	....	1570
Sopagri	....	165
Sophia-Bail	....	450
Soudure Autog.	....	925
Sovabail	....	635
Suez (Fin. de)-CIP	272	....
Stami	....	762
Taittinger	....	4060
Tubes de Lorraine	....	....
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aquitaine	....	577 d
Tour Eiffel	....	352
Ufiner S.M.D.	....	880 o
Ugine A. Chat. Gueug.	....	557
U.A.P.	....	581
U.T.A.	....	2359
Vicat	....	3385
Viniprix	....	1920
Virax	....	144
Waterman S.A.	....	830
Brass. du Maroc	....	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	730	....
Akzo	432	....
Alcan Alum.	183 50	....
Algemene Bank	128	....
American Brands	485	....
Am. Petrofina	515	....
Arbed	1020	....
Asturienne Mines	207	....
Bco Pop Espanol	520	....
Banque Ottomane	2105	....
B. Régl. Internat.	38990	....
Br. Lambert	770	769
Canadian-Pacific	155	....
Chrysler corporation	175	....
CIR	28	29 10
Commerzbank	855	....
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	680	....
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1322	....
Glaxo	180	....
Goodyear	350	....
Grace and Co	245	....
GTE corporation	400	....
Honeywell Inc.	589	....
Johannesburg	1100	....
Kubota	64	....
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	38 10	....
Mineral-Ressourc.	98	100
Noranda	134	....
Olivetti	25 10	....
Pakhoed Holding	420	....
Pfizer Inc.	460	....
Procter Gamble	830	....
Ricoh Cy Ltd	55	....
Rolinco	334 80	....
Robeco	333 40	....
Rodamco	489	....
Saipem	11 70	12 55
Sema Group	37 70	....
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	650	....
Steel Cy of Can.	124	....
Tenneco	400	....
Thorn EMI	89 20	....
Toray Indust. Inc	44 50	....
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1380	1330
West Rand	7 05	....
Whitman Corporation	219	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	320	....
[illegible]	900	....
Calciphos	205	201
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	380	400
Cogemhor	58	61
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	395 50	405
Gachot	170	168
Guy Degrenne	600	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Merlin Immobilier	240	....
Nicolas	821	....
Particip. Percier	368	....
Pathé-Cinéma	213	215
Rorento N.V.	184	183 80
St-Gobain-Emballage	1990	....
Sema-Metra	372 60	....
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.E.P.R.	2870	....
S.P.R.	700	....
Sté Lecteurs du Monde	551	566
Ufimer	380	....
Union Brasseries	144	121 80 o
Wonder	1470	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/9	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 675	6 711	....	....
ECU	7 001	6 999	....	....
Allemagne (100 DM)	337 200	337 300	....	....
Belgique (100 F)	16 122	16 129	....	....
Pays-Bas (100 fl.)	299 210	299 220	....	....
Danemark (100 krd)	86 860	86 850	....	....
Norvège (100 k)	92 730	92 730	....	....
Grande-Bretagne (£ 1)	10 371	10 341	....	....
Grèce (100 drachmes)	3 918	3 922	....	....
Italie (1 000 lires)	4 706	4 708	....	....
Suisse (100 fr.)	390 480	390 600	....	....
Suède (100 krs)	99 980	100 020	....	....
Autriche (100 sch)	47 910	47 920	....	....
Espagne (100 pes.)	5 395	5 404	....	....
Portugal (100 esc.)	4 038	4 041	....	....
Canada ($ can 1)	5 650	5 668	....	....
Japon (100 yens)	4 568	4 587	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/9
Or fin (kilo en barre)	77400	77700
Or fin (en lingot)	77450	77800
Pièce française (20 fr)	443	445
Pièce française (10 fr)	370	.....
Pièce suisse (20 fr)	453	453
Pièce latine (20 fr)	443	445
Souverain	558	563
Pièce de 20 dollars	2570	2585
Pièce de 10 dollars	1352 50	1370
Pièce de 5 dollars	880	.....
Pièce de 50 pesos	2855	2875
Pièce de 10 florins	462	462
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 4/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1103 08	1078 18
Actifon	249 72	243 04
Actions France	595 22	584 07
Actions sélectionnées	689 49	674 21
Aedificandi	669	644 82
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1263 71	1232 89
A.G.F. 5000	689 23	672 42
A.G.F. ECU	1093 60	1082 77
A.G.F. Foncier	123 59	120 58
A.G.F. Interfonds	452 79	441 75
A.G.F. Invest	138	134 63
A.G.F. OBLIG.	1098 09	1082 63
A.G.F. Sécurité	10706 76	10706 76
Agimo	706 02	697 82
Alizé	211 34	203 70
A.L.T.O.	180 28	173 78
Amel-Gan	6615 76	6315 76
Amplitude	677 63	657 80
Arbitrages court terme	5583 88	5552 76
Associc	1159 10	1159 10
Atout Futur	378 90	366 44
Aurecic	1489 84	1446 45
Avenir C.I.C.	115 17	111 82
Avenir Alizés	1548 62	1519 24
Axa Europe	125 61	119 91
Axa Investissements	139 59	133 26
Axa Valeurs PER	136 27	130 09 ◆
Bred Associations	2585 41	2578 67
Capitacic	1033 01	1017 74
Capital Plus	1699 41	1699 41
Cadres-Plans	35 58	34 05
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comic	1052 69	1037 13
Comptevalor	5459 16	5450 98
Complementa	113 28	109 98
Convertimmo	410 92	395 12
Cadicar	570 89	554 28
Crédit Mutuel Capital.	1020	1000
Dimo	1118 51	1081 73
Drouot-France	922 91	881 08
Drouot-Investiss.	1239 21	1183 02
Drouot-Sécurité	263 08	261 15
Drouot-Sélection	147 89	141 18
Ecocic	1152 20	1135 17
Ecureuil Capitalisation	2057 60	2037 23
Ecureuil Investissement	410 48	398 50
Ecureuil Monepremière	51817 69	51817 69
Ecureuil Monétaire	33042 54	33042 54
Ecureuil Trimestriel	2030 57	2010 47
Elicash	2152260	2152260
Energie	278 53	263 99
Epacic	2787 10	2787 10
Epacourt Sicav	4267 01	4258 37
Epargne Associations	24934 77	24887 42
Epargne-Capital	8856 92	8571 21
Epargne Court-Terme	534 20	534 20
Epargne Croissance	1795 16	1747 11
Epargne-Industr.	97 27	92 86
Epargne Inter	871 60	853 63
Epargne J	54430 31	54430 31
Epargne Long-Terme	198 08	192 78
Epargne Monde	1479 06	1439 47
Epargne Première	12691 18	12538 70
Epargne-Oblig.	200 65	195 48
Epargne-Quatre	1112 37	1082 80
Epargne-Unie	1459 86	1408 13
Epargne-Valeur	481 38	468 50
Epsilon	1203 43	1181 51
Eurocic Leaders	1157 43	1133 43
Eurodyn	1268 44	1228 73
Euro-Gan	7031 77	6712 91
Fonsicav (div. par 10)	11080 98	11080 98
Foncival	287 65	278 61
France Avenir 4/4 Ret.	1 15	1 11
France-Gan	9614 58	9083 13
France-Garantie	268 43	267 89
France-Index Sicav	114 58	111 23
France-Investiss.	470 50	459 02
France-Obligations	460 88	458 32
Francic	502 65	488 01
Francic Pierre	118 04	112 66
Francic Régions	1273 33	1236 24
Fructi-Associations	27 88	27 88
Fructi-Epargne	30 12	29 39
Fructicapi	34 30	33 79
Fructicourt	110438 83	110438 83
Fructidor	244 18	240 57
Fructifrance	970 32	949 65
Fructimmo	32 07	31 28
Fructivar	4329 98	4319 18
Fructi ECU	576 78	567 25
Fructi-Première	11036 80	10872 71
Futurobliq	1174 20	1135 58
Gestilion	58836 66	58689 94
Gestion Associations	168 21	162 65
Horizon	1340 72	1204 58
Interépar	110488 12	107270 02
Interoblig.	22386 77	11910 36
Intersélect France	559 19	542 90
Japacic	205 41	199 43
Jeune Épargne	242	238 42
Laffitte-Amérique	264 98	252 98
Laffitte Europe	316 76	301 46
Laffitte-Expansion	318 87	304 41
Laffitte-France	382 78	365 40
Laffitte-Immobilier	273 23	260 84
Laffitte-Japon	455 78	435 11
Laffitte-Oblig.	143 98	137 45
Laffitte-Rend.	200 28	191 20
Laffitte-Tokyo	395 23	377 31
Latitude	5287 67	5278 76
Lion-Associations	11831 77	11831 77
Lion-Institutionnels	23880 22	23801 22
Lionplus	778 67	770 98
Lion Trésor	2161 37	2139 97
Livret Bourse Investis.	558 88	542 60
Livret portefeuille	776 64	753 06
Méditerranée	207 30	197 90
Mensuel CIC	10132 11	10030 79
Mondiale Investissem.	463 78	442 75
Monacic	5594 98	5594 98
Monédor	52253 70	52253 70
Moné J.	56706 77	56706 77
Mutualité Dépôts	10871 33	10660 03
Mutuelle Unie SB.	159 75	152 61
Natio-Epargne	14141 38	14001 37
Natio-Epargne Trésor	6848 44	6832 77
Natio-Court terme	219417	219417
Natio-Inter.	1258 60	1225 21
Natio-Obligations	568 21	553
Natio-Patrimoine	1590 85	1548 27
Natio-Placements	65826 88	65826 88
Natio-Revenus	1054 21	1043 77
Natio-Sécurité	11847 90	11847 90
Natio-Valeurs	867	843 80
Nippon-Gan	6504 70	6209 74
Nord-Sud Développ.	1243 10	1240 62
Norméf	13282 70	13002 85
Obli Association	121 79	120 58
Oblicic Mondial	9376 10	9237 54
Oblicic Régions	1055 21	1039 62
Oblig. toutes catég.	155 96	153 66
Oblifon	1110 28	1089 27
Oblisécurité	10713	10713
Oraction	1312 68	1289 42
Oralor	8163 89	8941 10
Paribas Epargne	16247 30	16214 87
Paribas Opportunités	133 73	128 28
Paribas Patrimoine	581 51	557 80
Paribas Revenu	92 31	91 40
Patrimoine Retraite	177 45	173 97
Parvalor	707 84	687 22
Phénix Placements	253 28	252 02
Pierre Investiss.	794 01	764 89
Placement A	1206 45	1182 79
Placement court-terme	71867 10	71823 45
Placement J	56084 82	55872 87
Placement Premier	54091 42	53983 45
Plénitude	116 37	113 26
Première Obligations	10802 95	10792 16
Prévoyance Ecureuil	114 11	111 06
Prévi Association	22980 60	22980 60
Quartz	129 04	125 96
Rentacic	167 84	165 16
Revenus Trimestriels	5464 27	5400 27
Revenu Vert	1174 33	1156 98
St-Honoré Bio-alimen.	969 86	925 88
St-Honoré Global	293 82	280 50
St-Honoré Matignon Pl.	231 65	221 15
St-Honoré Pacifique	638 51	609 56
St-Honoré P.M.E.	562 34	536 84
St-Honoré Real	11733 47	11686 72
St-Honoré Services	559 81	538 28
St-Honoré Technol.	877 65	837 85
Sécuricic	5502 41	5496 91
Sécuri Taux	10964 38	10854 36
Sicavim (Caisse BP)	725 35	714 63
Sicav-Associations	1454 59	1452 41
S.F.I. fr. et ét.	768 88	738 78
Sicav 5000	443 41	431 54
S.I.G.	883 66	863 48
Sinefrance	717 27	698 07
Sivam	476 75	463 02
Slivarente	218 22	214 09
Slivinter	480 60	467 74
S.N.I.	1309 69	1271 64
Sogepargne	377 69	364 04
Sogevar	1212 09	1157 07
Soginter	1516 73	1447 95
Soleil Investissement	583 07	568 63
Stratégie Actions	1282 87	1233 53
Stratégie Rendement	1167 31	1130 57
Technocic	1244 97	1208 71
Techno-Gan	6690 55	6578 09
Thesora	524 54	519 36
Transcontinents	93 26	91 42
Trésor Plus	1019 01	1007 93
Trésor Réel	11187 65	11187 65 ◆
Trésoricic	108417 04	108417 04
Trifion	5358 90	5305 84
U.A.P. Investiss.	499 78	481 72
U.A.P. moyen terme	109 49	105 52
Uni-Associations	115 34	115 34
Unifrance	606 76	584 83
Unifoncier	1439 43	1387 40
Uni-Garantie	1366 56	1339 74
Uni-Régions	3368 54	3237 15
Unirente	2369 05	2281 48
Univer	190 19	190 19
Univers-Actions	1269 40	1211 80
Univers-Obligations	1641 97	1587 96
Valorem	818 17	801 14
Valorg	1659 50	1657 84
Valrel	41690 49	41659 66 ◆
Vauban	22966 41	22943 44

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER

3 Les élections en Afrique du Sud.
4 Vingt ans de parti unique au Togo.
5 Le mouvement de grève en Azerbaïdjan.
6 La question des réfugiés est-allemands.
– Ministre chinois limogé.

POLITIQUE

7 M. Jospin à « L'heure de vérité ».
8 Le plan du gouvernement en faveur des harkis.

DÉBATS

2 Enseignement : il faut casser la pyramide, par Louis Raillon.

SOCIÉTÉ

9 Carmel d'Auschwitz : les raisons du silence papal.
10 Un lundi ordinaire au tribunal correctionnel de Versailles.
12 Le sida aux Antilles et en Guyane.
– SPORTS : l'Open de tennis des Etats-Unis.

CULTURE

13 Mode : le souffle de la légèreté.
14 Patrimoine : la nouvelle politique de M. Jack Lang.
15 Cinéma : le palmarès du Festival de Montréal.
– COMMUNICATION : la grille de rentrée d'Europe 1.

ÉCONOMIE

35 Guerre de tranchées autour du TGV Nord.
36 La nomination de Jean-Louis Giral à la présidence de la commission sociale du CNPF.
37 Une nouvelle race de PME européennes.
38-39 Marchés financiers.

SERVICES

Abonnements 2
Annonces classées . 23 à 34
Campus 22
Carnet 22
Météorologie 18
Mots croisés 18
Radio-télévision 18
Spectacles 16

TÉLÉMATIQUE

Tout sur la Bourse
3615 tapez LEMONDE

Les offres d'emplois du Monde
3615 tapez LM

Cinq membres présumés des Brigades rouges italiennes arrêtés à Paris

Cinq membres présumés des Brigades rouges italiennes ont été interpellés, samedi 2 septembre, à Paris, dans le douzième arrondissement. Des armes, des munitions, des documents et des tracts ont été découverts par les policiers. Il s'agit, selon les enquêteurs, d'une opération *« très importante »*, les interpellés étant, selon eux, en train de reconstituer, à partir de la France, une branche *« internationaliste »* des Brigades rouges italiennes, par opposition à une branche *« nationaliste »* jugée moins extrémiste. Les cinq personnes arrêtées – trois hommes et deux femmes – étaient, selon les policiers, en train de recréer un *« comité exécutif »* et une *« cellule d'action »*. L'une des deux femmes interpellées, Carla Vendeti, serait membre de ce « comité exécutif ».

L'opération parisienne, qui aurait permis de mettre au jour trois *« implantations »* de ce groupe, a pour origine l'interpellation, vendredi 1er septembre, en Italie, d'un autre membre présumé de ce « comité exécutif », Giuseppe Armante, qui résidait en France. Les arrestations parisiennes ont été menées par les services de la préfecture de police de Paris, dans *« une parfaite collaboration »*. Les renseignements généraux sont à l'origine de l'information et les arrestations ont été faites par la brigade criminelle et la brigade de recherche et d'intervention du quai des Orfèvres. Interrogées par les polices de la brigade criminelle, durant les quatre jours de garde à vue prévus en matière de terrorisme, les cinq personnes *devaient être déférées* à la quatorzième section du parquet de Paris dans l'après-midi du mardi 5 septembre. Aucun Français ne semble, dans l'immédiat, impliqué.

LA MESURE AU PRIX DU PRÊT-A-PORTER
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 690 F VESTONS 1 480 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

LIBAN

Nouvel attentat à la voiture piégée à Beyrouth-Est

Au moins deux personnes ont été tuées et neuf blessées mardi matin 5 septembre dans un attentat à la voiture piégée dans la banlieue nord-est chrétienne de Beyrouth. L'explosion s'est produite dans un marché aux légumes, au rond-point de Mkallès, à un moment de forte affluence. Il s'agit de la deuxième explosion d'une voiture piégée dans le « pays chrétien » depuis la déclaration, le 14 mars, par le général Aoun, de la « guerre de libération contre l'occupant syrien ». Le 17 mars, une voiture piégée avait fait 12 tués et 140 blessés dans la localité côtière d'Antélias. Depuis le début de l'année, 11 voitures piégées ont explosé au Liban, faisant au total de 41 tués et 380 blessés.

BEYROUTH
de notre correspondant

Une fois de plus, le Liban oscille entre la paix – plus exactement une trêve précaire – et la guerre qui, elle, est franche et totale. L'explosion à la voiture piégée qui a eu lieu ce matin à Beyrouth-Est, et dont le bilan n'est encore que provisoire, renforce le sentiment général qu'avant de parvenir à un vrai cessez-le-feu plus d'un soubresaut à coups de bombes se produira.

En pays chrétien s'ajoute une déception particulière, focalisée sur le désengagement américain qu'une phrase de l'homme fort du réduit chrétien, le général Aoun, résume : *« Les Etats-Unis ont vendu le Liban à la Syrie. »*

Les journaux du camp chrétien, y *compris les plus modérés*, exposent en long et en large les dessous vrais ou présumés du désengagement de Washington au Liban. Ainsi *An-Nahar* rapporte, dans sa dernière édition, des propos du sous-secrétaire d'Etat pour le Moyen-Orient, M. John Kelly, soulignant que, dans ses occupations, et malgré ses sentiments personnels – il fut ambassadeur à Beyrouth, – *« le Liban ne représente qu'un quart d'heure sur vingt-quatre. »* Et, à propos de la France, que *« la flotte mise en œuvre répond à un sentiment affectif et humanitaire, mais n'est pas suffisante pour une action militaire. »*

Citant une source diplomatique, *l'Orient-le Jour* écrit, de son côté : *« Washington craint qu'un arrangement au Liban ne complique les choses sur le plan palestinien [...]. Le président Bush prête une oreille complaisante au groupe influent qu'anime encore au sein de l'administration républicaine l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger. L'équipe de ce dernier prône le statu quo de crise au Liban en attendant un règlement régional qui convienne à Israël. Donc, d'ici là, le Liban doit être « gardé en otage » politique, et ce d'autant plus sévèrement que la sécurité israélienne se trouve plus menacée que jamais par l'intifada. »*

A l'appel du général Aoun, des manifestations et des sit-in devaient se dérouler mardi devant l'ambassade américaine, sise dans le réduit chrétien, où elle s'est installée après que son siège eut été détruit par un camion-suicide en secteur musulman...

Que de complications en perspective... Notamment au sud, où, d'ailleurs, un front inattendu s'est ouvert ce lundi : le grand bourg chiite de Nabatyeh, qui, depuis plusieurs années, connaît une ère de paix, en marge des innombrables guerres qui secouent le Liban, et de prospérité grâce aux fonds de ses émigrés en Afrique, a été le théâtre d'un échange d'artillerie avec l'armée du Liban sud, inféodée à Israël, qui a fait 19 blessés parmi sa population.

LUCIEN GEORGE.

Sur le vif

Génération sacrifiée

– Allô, c'est toi ? C'est Mireille. Ah ! dis donc, on s'en souviendra de cette rentrée scolaire. Là, Jean-Noël entre en sixième, je viens de le conduire au collège pour la première fois. Il était dans un état ! je te raconte pas. Il serrait convulsivement ma menotte dans sa grosse patte, il léchait les larmes qui coulaient sur son début de moustache, il...

– Pauvre chat ! Ça lui fait quel âge déjà ?

– Treize ans, bientôt quatorze. Il a redoublé le CE2 après son appendicite et le CM1 parce qu'il était nul en linguistique. J'essayais de lui expliquer le trajet. Il a une correspondance à Châtelet et trois stations après. Pas évident. On en parlait avec les autres mères, comme ils savent ni lire ni compter, ils sont complètement paumés. Tu nous aurais vues, on demandait toutes à entrer dans la cour pour les aider à trouver leur classe : sixième C, porte 3.

– Mais pourquoi il sait pas lire, Jean-Noël ?

– Parce qu'on lui a pas appris.

– Qu'est-ce que tu racontes ? Apprendre son alphabet et à compter sur ses dix doigts, à la maternelle, c'est absolument interdit, je sais, mais à la grande école, quand même...

– Ouais, mais t'as vu un peu les programmes... Surchargés. Et puis alors là, maintenant, avec l'anglais... Ils avaient pas le temps. La preuve qu'ils le faisaient pas, c'est qu'ils vont le faire. Pour réduire l'échec scolaire on va se mettre à l'écriture, à la lecture et au calcul avant le secondaire. Mais bon, pour Jean-Noël et toute sa génération, trop tard, c'est râpé.

– Remarque, Jospin l'a promis, il redoublera plus, c'est déjà ça. Quand je pense qu'ils vont *supprimer cette année* le certificat d'études, vu que plus personne n'est capable de le passer, et qu'ils espèrent avoir 80 % de reçus au bac !

– De ce côté-là, pas de problème. Simplement, comme les candidats savent pas lire leur nom, leurs parents vont voir les résultats à leur place. D'ailleurs, s'ils sont de plus en plus nombreux à se bousculer devant les listes affichées dans les centres d'examens, cherche pas, c'est pour ça.

CLAUDE SARRAUTE.

VIETNAM

Le PC n'a pas respecté les dernières volontés de Ho Chi Minh

Hanoï (AFP). – Le Parti communiste vietnamien n'a pas respecté le souhait de Ho Chi Minh d'être incinéré et d'avoir ses cendres enterrées en trois endroits, a-t-on appris vendredi 1er septembre à la lecture du testament original de l'ancien président publié dans le *Nhan Dan*, organe officiel du parti, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort. La publication de ce document, qui contient des passages inédits, a été décidée par le bureau politique du PCV. L'original a été rédigé, le 15 mai 1965, par l'« Oncle Ho » puis modifié en 1968 et 1969.

Dans un communiqué publié par le *Nhan Dan*, le bureau politique révèle la date exacte de son décès, le 2 septembre 1969 et non pas le 3 septembre, comme on l'affirmait jusqu'à présent. Ce changement avait été décidé, pour que la date du décès du président Ho ne coïncide pas avec la fête nationale le 2 septembre.

Dans son testament, le président Ho exprimait le souhait d'être incinéré et demandait que « [ses] *cendres soient mises dans trois vases en céramique* » qui devaient être enterrés dans le *nord, dans le centre et dans le sud* du Vietnam, sur trois collines plantées d'arbres. Il refusait également toute stèle ou statue. Le corps embaumé de l'« Oncle Ho » repose encore dans un cercueil de verre, au cœur du mausolée dressé sur la place Ba-Dinh de Hanoï. Ho Chi Minh avait enfin *souhaité avant sa mort que les* paysans soient exonérés pendant un an de tout impôt après la fin de la guerre contre le Sud-Vietnam et ses alliés américains. Ce souhait n'a pas non plus été exaucé.

Malgré la grève des pompiers

La CGT ne parvient pas à paralyser les aéroports de Paris

Les aéroports de Paris ne devraient pas être paralysés par la grève des pompiers d'Orly et de Roissy-Charles-de-Gaulle, comme l'espérait la CGT.

Mais le mardi 5 septembre, le trafic *n'était pas perturbé*. Le refus d'assurer le service minimum obligatoire de neuf pompiers par aéroport était destiné à contraindre la direction à négocier sur les effectifs, la préretraite et le déroulement des carrières. Avec l'approbation du ministère des transports, la direction d'Aéroports de Paris (ADP) avait contre-attaqué sur-le-champ en faisant savoir qu'elle engagerait des procédures disciplinaires. Un vote des pompiers présents sur les lieux de travail avait confirmé, dans la soirée de lundi, leur volonté de respecter le service minimum par 44 voix contre 30. La CGT affirmait mardi en fin de matinée que les pompiers assuraient *« le service minimum à la lettre »*.

Le point d'achoppement entre les deux parties est la demande des syndicats de classer les 186 pompiers d'aéroport dans la catégorie « maîtrise ». Ils travaillent un jour sur cinq, et leur temps de sommeil est compté comme temps de travail. Ils touchent de 10 000 F à 14 000 F par mois brut, auxquels s'ajoutent l'intéressement et une prime de 200 000 F de départ à la retraite. *« Nous sommes prêts à discuter de toutes les revendications, mais pas leur classement dans la maîtrise »*, nous a déclaré M. Jean-Pierre Beysson, directeur général d'ADP. *« Ils n'ont que des tâches d'exécution à réaliser, et, si nous cédions, nous serions contraints de placer en maîtrise 2 500 autres agents sur les 5 000 que comptent ADP. »*

● **La catastrophe aérienne de la Havane.** – *Le bilan de la catastrophe* de l'Ilyouchine-62 tombé, le 3 septembre, à La Havane (Cuba) s'alourdit. Outre les cent vingt-six passagers et membres d'équipage *qui ont trouvé la mort*, les autorités cubaines font état de quatorze victimes parmi les habitants des maisons sur lesquelles est tombé l'avion.

D'autre part, le Boeing-737 de la compagnie brésilienne Varig, transportant 48 passagers et 6 membres d'équipage, qui assurait la liaison Sao-Paulo–Belem, disparu le 4 septembre (*le Monde* du 5 septembre), en Amazonie, n'avait toujours pas été retrouvé le 5 septembre. – *(AFP, AP, Reuter.)*

PDG du numéro un du bâtiment et des travaux publics

M. Francis Bouygues démissionne au profit de son fils Martin

M. Francis Bouygues, fondateur et PDG de l'entreprise qui porte son nom, numéro un du bâtiment et des travaux publics en France, avec 50 milliards de chiffre d'affaires en 1988 et 65 000 employés, démissionne au profit de son fils cadet, Martin, déjà vice-président directeur général.

Cette décision ne constitue pas tout à fait une surprise. Il y a onze mois, le 13 octobre 1988, M. Francis Bouygues, faisant précisément nommer vice-PDG ce même fils Martin, affirmait bien haut, toutefois, que *« sa succession n'était pas ouverte »*, qu'il était président du groupe et entendait bien le rester. Mais, au mois de mai 1988, il avait confié à notre confrère *le Moniteur* : *« Je suis attaché à une successio n familiale parce que, pour la société Bouygues, avoir un leader qui porte ce nom, c'est un plus. C'est un nom un peu difficile à prononcer, mais il a une valeur internationale : le jour où le groupe aura à sa tête un Dupont ou un Durand, il perdra une partie de son identité. »*

Parmi les raisons qui ont pu pousser le vieux lion à abdiquer au profit d'un de ses fils (l'aîné, Nicolas, a repris sa liberté en quittant le groupe), on peut d'abord mettre en avant l'âge : M. Francis Bouygues, né le 5 décembre 1922, aura soixante-sept ans à la fin de l'année. De plus, en 1976, victime d'un cancer, il a subi l'ablation d'un poumon, opération très bien supportée mais qui peut inciter un jour à la retraite. Peut-être estime-t-il qu'il vaut mieux passer la main à temps avant de trop vieillir, à l'inverse de Marcel Dassault, autre fondateur d'empire, qui avait refusé de dételer avant son décès à quatre-vingt-quatorze ans.

A vrai dire, que reste-t-il à prouver à un homme qui, jeune ingénieur de l'Ecole centrale, après cinq années d'apprentissage dans le bâtiment travaux publics, se lança à trente ans dans la grande aventure, avec, en poche, les 100 000 F 1989 prêtés par sa famille et remboursés six ans après, pour créer le premier empire mondial dans sa profession, avec, au bilan de ses réalisations, le stade du Parc des Princes, le Palais des congrès et le Forum des Halles à Paris, le complexe olympique à Téhéran, l'aérogare de Roissy, trois centrales nucléaires, l'énorme contrat (2 milliards de dollars, 14 milliards de francs) de l'université de Ryad, en Arabie saoudite, et, suprême consécration, le chef-d'œuvre de technique qu'est l'Arche de la Défense.

Il a pu, enfin, en 1987, se payer, pour 1 *milliard et demi* le contrôle de la chaîne de télévision TF1. Le rêve d'un homme devenu public, que ses admirateurs et ses détracteurs, aussi nombreux les uns que les autres, surnomment l'« imperator ». Sans doute son fils Martin, âgé de trente-sept ans, et donc né en même temps que l'entreprise, seul des trois fils Bouygues à ne pas posséder un diplôme d'enseignement supérieur, peut-il paraître bien tendre auprès de certains, les banquiers par exemple. Mais son père fait valoir qu'il est entré dans le groupe il y a quinze ans, d'abord comme gestionnaire puis comme directeur de travaux sur le chantier des Halles de Paris, avant de gravir tous les échelons jusqu'à la vice-présidence l'an dernier. Par ailleurs, le groupe dispose d'un état-major musclé qui, sans doute, épaulera le nouveau et jeune président. Mais ce dernier devra faire ses preuves, car il ne sera pas facile de succéder à Francis Bouygues.

FRANÇOIS RENARD.

Naissance d'un géant dans les services

Les groupes suisses ADIA et Inspectorate vont fusionner

Après un rapprochement en janvier dernier, quand les deux sociétés avaient réalisé des prises de participation réciproques, les groupes suisses ADIA et Inspectorate ont annoncé, le 4 septembre, leur volonté de fusionner d'ici à la fin de l'année.

Un géant mondial de la prestation de services sera ainsi constitué. ADIA est actuellement le numéro deux du travail temporaire dans le monde derrière Manpower avec 2,5 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires (9,7 milliards de francs) et a réalisé en 1988 un bénéfice net de 95,5 millions de francs suisses (372 millions de francs), en progression de 27,7 % par rapport à 1987.

Sensiblement de même taille, Inspectorate, qui est spécialisé dans le conseil technique, l'inspection de sécurité et l'ingénierie, a réalisé 2,4 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires (9,3 milliards de francs) avec un bénéfice net de 108,6 millions de francs (423,5 millions de francs), en augmentation de 84 % sur 1987. Ensemble, les deux groupes emploient 13 600 personnes, sans compter bien entendu les intérimaires. ADIA est implanté dans douze pays et Inspectorate dans une cinquantaine.

En janvier 1989, Inspectorate avait pris le contrôle d'ADIA-Invest, qui détient 40 % des voix et 20 % du capital d'ADIA. De son côté, ADIA avait acquis une minorité *« importante »* du capital d'Inspectorate. Pour réaliser la fusion, il est proposé aux actionnaires un échange de titres, et la nouvelle société s'appellera ADIA SA.

fondation saint-simon
SEMINAIRES 1989/1990
■ Echanges et conflits entre les générations
Animateur général : Hervé Le Bras
■ Individualisme libéral et justice sociale
Animateur général : Jean-Pierre Dupuy
■ Bio-éthique et démocratie
Animateurs généraux : Michèle Barzach et Luc Ferry
■ La crise de l'école : Que penser ? Que faire ?
Animateurs généraux : Philippe Raynaud et Paul Thibaud
■ Les pays de l'Est et nous
Animateurs généraux : Pierre Grémion et Pierre Hassner
■ L'avenir de l'ingénieur
Animateurs généraux : Michel Bauer et Georges Y. Kervern
Ces séminaires s'adressent à un public motivé par un enseignement pluridisciplinaire de haut niveau consacré aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.
Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :
fondation saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'A 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV DAUMESNIL - 43.47.21.32

1er GROUPE DE COMMUNICATION INTERNATIONAL
COMM INSTITUTE Communication externe et interne, Relations publiques, Attaché de presse, Publicité, marketing.
MEDIA INSTITUTE Journalisme, animation radio/TV
PUB INSTITUTE BTS Communication et Actions publicitaires
DU BAC AU 3e CYCLE
Stages en entreprises fournis
Huit langues vivantes au choix
INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION, DE PUBLICITÉ ET DE MÉDIA DE PARIS
Etablissements d'enseignement supérieur, privé et technique. 7, rue d'Artois – 75008 Paris. Tél. : 42-25-39-25

Le numéro du « Monde » daté 5 septembre 1989 a été tiré à 545 398 exemplaires

A B C D E F G H

LIEU-DIT
atelier floral
Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs des champs... et de ville
à l'atelier ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris
TÉL : 42 22 25 94